QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - Nº 12559 - 6 F

Fondeteur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- DIMANCHE 16-LUNDI 17 JUIN 1985

Marie les lorte et les des

Au terme du premier grand procès politique organisé depuis l'amnistie de l'été der-nier, le tribunal de Gdansk a condamné, vendredi 14 jnin, trois dirigeants de Solidarité, MM. Frasyniuk, Michnik et Lis, à des peines s'étageant entre trois ans et demi et deux ans et demi de prison.

Pourquoi ce procès? Pourquoi l'avoir conduit dans un style qu'oo croyait tout de même révolu co Pologne, avec un juge de choc chargé de bâillonner la défense? Et pourquoi avoir choisi de frapper précisément ces trois hommes parmi ceux qui participèreot, aux côtés de M. Lech Walesa, à une réunion interrompue par la police, en février dernier ?

Le choix des hommes est sans donte le plus facile à expliquer : tous trois ont fait preove dans les années passées d'une détermination exceptionnelle, tous trois ont compté parmi les animateurs les plus énergétiques de Solidarité, tous trois, après des périodes de détention plus ou moins longues, ont « bénéficié » de l'amnistie de l'an dernier, mais sont ressortis de prison plus décidés que jamais à ne pas baisser les bras. Si l'on voulait faire un exemple, ces hommes là conventient donc par-

De plus, gouvernants et policiers avaient de très bonnes raisons de vouloir régler certains comptes avec enx. M. Frasynink - après avoir été l'intrépide organisateur de Solidarité clandestine dans sa région de Wroclaw - o avait-il pas eu le culot, à peine libéré de prison, de faire faux bond à ceux qui étaient chargés de le filer et, avant même d'aller embrasser sa femme, de disparastre pour rencontrer l'homme le plus recherché de Pologne, Zbigniew Bujak, principal dirigeant de la claudestinité? Adam Michnīk, lui, o'est pas sculement mar-qué do péché originel - celui d'avoir été l'un des moteurs du KOR, ce comité de défeuse des ouvriers où les dirigeants voient l'origine de tous leurs maux, et en tout cas de Solidarité. Mais il osa aussi, depuis sa prison, adresser au ministre de l'intérieur des lettres qui étaient à la fois un défi et une leçon de morale, en même temps qu'un refus catégorique de toutes les offres d'exil « volontaire >.

Bogdan Lis enfio, onvrier, ancien membre du parti, était parvenu à se maintenir très longtemps dans la clandestinité, à Gdansk. Arrêté eo juin 1984, menacé d'un procès pour « haute trabison », il o avait été libéré que sur la pression discrète mais ferme des Etats-Unis, qui exigezient une application complète de l'amnistie avant de lever certaines de leurs sanctions. Ce qui fut fait, mais visiblement à contre

Ces motifs particuliers de ressentiment n'expliquent évidem-ment pas tout. Le principal chef d'accusation retenu, celui d'avoir appelé à une grève symbolique d'un quart d'heure (mot d'ordre qui fut d'ailleurs annulé par la suite), peut sembler dérisoire, vu de Paris. Mais cet appel, et surtout l'impact qu'il a eu, est visiement appara comme intolerable aux autorités de Varsovie parce qu'il signifiait qu'après une longue période d'abattement Solidarité, — dirigeants clandes-tins et M. Walesa agissant de concert - redressait la tête, et se manifestait sur un terrain dangerenx pour le pouvoir, en tentant de a'opposer à noc nouvelle

> JAN KRAUZE. (Lire la suite page 3.)

Verdict en Pologne Les prophéties de M. Fabius

Pour conjurer l'avenir, le premier ministre Les raisons attaque le PC et la droite, ignore M. Rocard du plus fort et fait contre mauvaise fortune bon cœur

> un discours à forte tonalité électorale, le vendredi 14 juin, à

Sous la Vª République, un pre-

mier ministra profite rarement des élections législatives. En effet, lorsqu'il les gagne, en sa qualité de chef naturel de le majorité sortante, il se trouve généralement quelqu'un pour lui voler sa victoire. Quend ce n'est pes le chef de l'Etat qui en récupère aussitôt le bénéfice politique, c'est le principal parti de ladite majorité qui s'en attribue les leuriers. En revanche, chacun sait que, si la majorité sortante perd les élections, le premier ministre apparaître automatiquement comme le premier des vaincus, tout le monde se dépêchant, dans son propre camp, de lui imputer la responsabilité de la

M. Raymond Barre, entre autres, a vécu l'inconfort d'une telle perspective à le veille des élections législatives de 1978, à l'époque où son impopularité battait les records, et où l'échec de sa majorité était annoncé comme quasi certain,

M. Laurent Fabius se trouva confronté à une incertitude analogue, aggravée par le fait que son parti, en net reflux, assume seul désormais la charge du pouvoir. Et il réagit un peu de la même façon, en affirmant, lui aussi, la nécessité de la continuité, au nom des intérêts

Le Monde

Un tour de France avec nos correspondants

(Page 12)

M. Laurent Fabius a prononcé nationaux. Il n'a pas le choix, seuf à pour lui un impératif demeure :

M. Fabius a répété - ellent tout de suita à l'essential, c'est-à-dira la chômage - que, entra la risque d'un isolement économique du pays, dont les conséquences sa traduiraient très vite par des effets sociaux bien pires et le pratique du « libéralisme à la hache », qu'a toujours dénoncée le gaucha, il n'y s pas d'autra politique sérieuse que la sienne pour redresser à terme la situation de l'emploi.

Le propos du premier ministre s'adressait aurtout aux communistes, qui ont déclenché une campagne contre lui, et, pour la première fois, au passage, M. Fabius, en deux phrasas acérées, a réoliqué frontalement au PCF, qu'il a accusé de « démagagie », en se référent à l'opération de commando organisée per ce demier, le 5 juin, à l'usine SKF d'Ivry. Deux directs assériés à ses anciens alliés qui soutiennent qu'une « autre politique » est possible. Mais le premier ministra n'a pas insisté outre mesura, pour ne pas contribuer davantage aux turbu-

Les hasards du calendrier politique faisaient, toutefois, qua ce discours survensit eussi trois jours après les critiques de M. Edmond Maire sur la « gestion à courte vue » du gouvernement. Force est donc de constater que l'argumentation de M. Fabius apparaîtra sans doute un peu courte au secréteire généra de la CFDT qui reproche au pouvoir exécutif de tenir, à propos du chômage, un discours fatalista, sans aucune compensation e dynami-

M. Fabius parleit également au landemain da l'annonca - par l'intéressé lui-même, sur TF1 - de la candidatura de M. Michel Rocard à l'élection présidentielle da 1988. On guettait la moindre soupçon de réponse et on est resté sur sa faim. Tout au plus a-t-on remarqué que la premier ministre a rayé de son discours, au dernier moment, une phrase ironisant sur ceux qui e sont pressés de se présenter aux élec-

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 8.)

Avec ce numéro

LE MONDE AUJCURD HUI

Entreprises et mécénat

Stades et violence

LIBAN DU SUD

Le jeu de la main chaude

KENYA

La lance brisée des Masaïs

BELGIQUE

La nouvelle bataille de Waterloo

(Page 6)

ÉTATS-UNIS

Les clubs sérieux et les autres

Les chefs d'entreprise et leurs héritiers

M. Yvon Gattaz lance l'offensive sur les droits de succession

Patron des patrons, Yvon Gat-taz repart en croisade cootre le libérale, samedi 8 juin, organisée et fort justement les pouvoirs lions de francs (par héritier). On ligne de mire. Trop lourds, a-t-il dit au cours de la semaine, beau-coup trop lourds. Des milliers de petites et moyennes entreprises mourroot parce qu'au décès de leur patron les héritiers oe repren-dront pas l'affaire. Yvoo Gattaz parle de « génocide » des entre-

gouvernement. Cette fois, ce sont à Paria par l'opposition, des publics l'ont supprimé. pour prévenir chiraquiens, giscardiens et harristes du danger qui menace : dans quelques années la France o'aura plus assez de chefs d'entreprise car la géoération des paurons de l'immédiate après-guerre est eo train de disparaître et la relève n'est pas du tout assurée.

> Difficile de savoir si le goût d'entreprendre s'éteint et si le péril est imminent, mais deux choses au moins soot sûres. La première est que les droits de succession oot été alourdis de façon sensible ces dernières années. En 1981, d'abord avec la suppression du régime fiscal très favorable aux donations partage qui béoéficialeot d'uo abattement de 25 % sur l'impôt dû. Ce système avait été détourné de son objectif initial qui était de préparer les auccessions délicates, notammeot celles des chefs d'entreprise. Il était de plus en plus souvent utilisé à la

Autre majoration en 1984 a la création de tranches supplémeotaires dans le harème des droits de succession : au taux maximum de 20 % qui existait se sont ajoutées l'année dernière des tranches imposées à 30, 35 et

y arrive dans l'industrie quand il s'agit d'installations relativement importantes, puisqu'il n'existe pas en France de droits de succession particuliers aux entreprises.

> ALAIN VERNHOLES. (Lire la suite page 16.)



Introuvable depuis dix ans le premier livre de BERNARD-HENRI



LES INDES ROUGES

biblio essais Collection dirigée par Dominique Grisoni Le Livre de Poche



Le jour le plus fou du cinéma

Le jour le plus long du cinéma? Le plus fou, aussi. Un raz de marée sur les trottoirs, une invasion dans les salles. Les boulevards, ce samedi matin, avaient la mine désordre des landemains de

Les Français restent chez eux ? La fréquentation e baissé de 14 % au premier trimestre, at les professionnela sont inquiets? Certains diront, bian sûr, que le 14 juin n'aura été qu'un cachemisère. Mais ils n'ont cure de la conjoncture, ces jeunes qui se sont jetés par centaines da mil-liers dans la fête eux films.

Elle leur revient, elle revient au public, la palme d'or. Il l'aime, la cinéme I II le prouve. Et il le préfère quand le rapport quantitéprix est raisonnable. Merci aux exploitants submergés, aux caissières décassées. Au ministre de

la culture, et à sa conseillère pour cinéme, Frédérique Bredin. Merci eu délégué général, Maurice Tinchant, et à son équipe. Des cohues, il y en a au. Des cohues gaies. La culture, c'est souvent plus sportif que le football.

L'idée était simple, elle éteit bonne. A 17 heures, dans le France entière, le million de tickets géants qu'on avait préperé, s'était volatilisé. On a dû utiliser ensuite les souches des camets de billets exonérés. Tous vendue, les sésames l Pour le prix d'un film, tous les eutres gretuits. C'était ca, l'événement, le désir, le pleisir, même si les files d'ettente alleient être trop lon-

Des chiffres ? En voici (1) : à Peris, les organisateure espéraient

eveit eu 80 000, et 109 000 le mercredi (jour de sortie des films... et des potaches). Vendredi 7 juin : 76 000. Vendredi 14 juin: 172 000. Vers 20 heures, sur les

Champs-Elyeees, le Geumont-Colisée eccueillait M. Jack Lang pour le séance d'Escalier C. Sur le tête de ses invitée - jeunes comédiens, cinéastes, personnalités diverses. - un eir étourdi, joyeux. Ils étaient comme toue ceux qui attendaient là. Ils regardeient la victoire du cinéma, et ils étaient quand même un peu eur-

CLAIRE DEVARRIEUX.

(1) Résultats communiqués par Ciné-Chiffres et le Film français.

(Lire nos informations page 13.)

Dates

RENDEZ-VOUS

Mardi 18 juin. - Egypte : Fin de la visite du premier ministre indien M. Rajiv Gandhi.

Mercredi 19 juin - RFA. Début des premières grandes manœuvres franenallemandes au camp de Mutzingen (10 000 bommes., 300 chars). Algérie: Vingtième anniversaire de la prise du pouvoir par Boumediène.

Jeudi 20 juin. - Norvège : Verdict dans le procès de l'espion Arne Trebolt, ancien haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. Corée: Conversations économiques Nord-Sud.

Vendredi 21 juin. - Grèce : Ouverture du Festival culturel d'Athènes en présence de M. Mitterrand.

Samedi 22 juin. - RFA: Congrès fédéral des « Verts ».

SPORTS

Dimanche 16 jain. - Automobilisme : Grand Prix du Canada de formule 1 et arrivée des Vingt-Quatre Heures du Mans

Le Monde 5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Télex MONDPAR 650572 F Tél : 246-72-23 Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine teur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

> Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Principaux associés de la société: Société civile
Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur: Bernard Wouts. Rédacteur en chef: Daniel Vernet Corédacteur en chef: Claude Sales.



sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

ABONNEMENTS

6 mais 9 mais 12 mais FRANCE 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 1 337 F 1 952 F 2 530 F ÉTRANGER (par messageries)

BELGIOUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
99 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque pos-tal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande. Changements d'adresse définitifs ou

provisoires (deux semaines ou plus): nos abounés sont invités à formuler leur demande une setuaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'esvoi à toute correspondance.

Venillez avoir l'obligeance d'écrire tous les nous propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÈTRANGER Algéria, S DA; Merce, 6 dir.: Tunisie, 550 m.; Allemagne, 2,50 DM; Austriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.: Cenede, 1,50 S; Côte-d'Ivoire, 450 F CFA; Danemerk, 7,50 lv.; Espagne, 190 pes; E-U., 1,10 S; G-B., 65 p.; Grèce, 85 dr.; Irlande, 85 p.; Grèce, 95 dr.; Irlande, 85 p.; Bella, 2,70 d.; Illande, 25 p.; Bella, 2,70 p.; Illande, 25 u.-s., bb p. : Grace, bb cr. ; remons. cb p. ; halie, 2 000 L. : Liben, 475 P. ; Libye, 0.350 DL : Luxembourg, 40 f.: Norvège, 11 kr. : Pays-Bes. 2.50 fl. ; Portigal, 120 esc. : Sociogal, 450 F CFA: Saddo, 11 kr. : Suissa, 1,60 f. ; Yougoslevie, 110 nd.

IL Y A VINGT ANS A ALGER

Boumediène renverse Ben Bella

Alger, 19 juin 1965, 1 heure du matin. La nuit est délicieusement fraîche co ce début d'été. Président de la République et secré-taire général du FLN, Ahmed Ben Bella vient de regagner la Villa July après avoir fait une promenade en DS. Malgré les rumeurs de coup d'Etat qui circulent depuis quelque temps, il ne se sent nullement menacé. Une réuninn du burean politique doit s'ouvrir dans quelques heures. Or, après nvoir hésité, il a accepté d'inscrire à l'ordre du innr deux sujets brûlants : « Pouvoir personnel » et « Rôle et place de l'armée dans la nation ».

Mieux, il a fait savoir qu'il ne participera pas à la réunion pour ne pas troubler la sérenité des débats ». Et il s'est déclaré prêt à . renoncer à ses responsabilités au sein de toutes les instances nationales pour permettre au reste de l'équipe une expérience sans lui, si le désir s'en manifestait . Enfin, pressé par ses collaborateurs, il a accepté de surseoir à sa décision de retirer le portefeuille des affaires étrangères à Abdelaziz Bouteflika, proehe du « patroo » de l'armée, le colonel Hnuari Boumediène. A quelques jours de la conférence afro-esiatique - le 2º Bandoung prévue à Alger, il pense nvoir ainsi désamorcé la crise qui couve depuis plusieurs mois cotre lui et

Minutieusement préparé

Il est d'autant plus tranquille qu'il n reçu dans la soirée ses principaux amis, qui l'ont rassuré. Ali Mahsas, ministre de la réforme agraire, l'assure de son soutien bico qu'il juge sans indulgence son comportement trop personnel; Hadj Ben Alla, modeste et sage, président de l'Assemblée nationale et, en quelque sorte, secrétaire général adjnint du parti, est uo fidèle parmi les fidèles; le commandant Ali Mendjli sait qu'un complot se trame, mais il évite de faire part de ses appréhensions car, n'étant pas un proche de Boumediène, il ignore à quelle date il pourrait avoir lieu. Seul le docteur Nekkache, ministre de la santé, le plus lié à Ben Bella, le met en garde contre l'imminence du daoger. mais le président le renvoie en riant aux éclats (1) ...

1 h 30. On frappe à la porte. Ben Bella enfile sa robe de chambre et, de sa démarche un peu lourde, se dirige vers l'entrée.

- Qui est là ?, demande-t-il en arabe.

- Zbirl -, répond le chef

d'état-major. Ben Bella lni onvre. Il entre, suivi du colonel Abbas et des enmmandants Ben Salem, de l'état-major, Saïd Abid, ebef de la première réginn militaire, Abdelkader Moulay, dit Chabou, secrétaire général de la défense, Draïa. directeur de la sûreté. Sans lui laisser le temps de poser des questions ou d'exprimer sa surprise, Tahar Zbiri lui dit : " Si Ahmed. un Canseil de la révolution vient de te déposer. Tu as quelques minutes pour t'habiller et nous suivre. Taute résistance est inutile. C'est fini. .

En effet, l'opération a été minutieusement préparée. Entre le 2 et le 8 juin, les chefs des cinq régions militaires ont été discrètement convoqués à Alger, les consultatinns ont été intenses et l'état d'urgence a été proclame dans toutes les noités. Le commandant Chabou, qui supervise leurs mouvements, et le commandant Slimane Hoffman, responsable des blindés, ont été chargés de la misc en œuvre du dispositif dans la capitale et sur l'ensemble du territoire. L'arrestation de Ben Bella a été programmée dans ses détails, et le colonel Drafa a fait remplacer les gardes du corps du présideot par des hammes de confiance..

2 b 15. Après avoir attendu dans uoe pièce au rezde-chaussée, Ben Bella sort accompagné des six níficiers et monte dans uoe jeep. Conduit au ministère de la désense, il en repart peu après pour une destination inconnue. (A partir de ce moment, il changera régulière-

tenu un secret et ne retronvera la liberté que grâce au président Chadli, nprès que celui-ci aura succédé à Boumediène en 1979.)

4 heures. Tout est réglé. Les militaires sont maîtres du terrain. Les avions mis en état d'alerte à l'aéroport de Boufarik, en prévision d'un échec éventuel, sont devenus inutiles. Des chars ont pris positinn aux points stratégiques. Celui qui est posté devant la grand-poste intrigue les lève-tôt, qui s'interrogent sur ce déploiement de farce. Une de ces rumeurs dont Alger est friande fait croire que e'est pour le tournage de la Bataille d'Alger. Mais dans son premier bulletin, la radio

mariage en 1971, mais sera main- et l'esprit petit-bourgeois, qui en sont le produit indirect, risquent de faire aboutir l'Etat algérien futur à une bureaucratle médiocre et antipopulaire dans les faits, sinon dans le principe. -Face à cette réalité. Ben Bella utilise son incontestable charisme pour pratiquer la fuite en nvant.

Il s'attribue de plus en plus de pouvoirs, mais la plupart des pro-blèmes importants ne sont pas résolus. Les mesures de nationalisation sont mal préparées et les comités de gestion mal armés. Une anarchie rampante s'installe dans le pays. En convoquant du 16 au 21 avril 1964 le premier congrès du FLN depuis l'indépendance, Ben Bella espère se doter toutes les tendances, mais au conférence afro-asiatique pour Bella et ceux de Boumediène se trooveront à égalité. La véritable épreuve de force commence. Elle durera quatorze mois.

N'osant pas s'nttaquer directement à Bnumediène, vicerésident du conseil et ministre de la défense, c'est-à-dire chef de la scule farce organisée du pays, Ben Belln ebcrebe à réduire l'iofinecce de soo « groope d'Ouida », ainsi nommé en souvenir de l'époque où il commandait cette région. Il provoque la démis-sion d'Ahmed Medeghri, ministre de l'intérieur, en soustrayant les préfets à soo autorité pour les rattacher à la présidence. De même

bureau politique les amis de Ben .accroître son prestige et son pouvoir, puis ne les prenne de vitesse pour les éliminer. ils redoutent aussi que Ben Bella ne cede sur les droits territoriaux de l'Algérie. N'avait-il pas déclaré, en septembre 1964, au sommet nrnbe d'Alexandrie, qu'il ne s'apposerait pas à une révision du tracé des frontières algéro-tunisiennes? Or les militaires estiment que l'Algérie a « versé le prix du sang » et « payé le prix fort », le Maroc et la Tunisie n'étant pas entrés en guerre à ses côtés, contrairement aux promesses faites au FLN-par Allal El Fassi et Salah Ben Youssef. Enfin, n'a-t-il pas créé une milice pour faire contrepoids à l'armée ?

Débnt jnin, Boumediène se laisse convaincre. Les militaires passent alors à la phase d'exécution, qui se déroule sans à-coups. L'altime dispositif est mis en place dans la soirée du 18 et, dans la nuit du 19, les trois ou quatre principaux collaborateurs de Ben Bella sont arrêtés à leur tour. Il faudra attendre le matin du 20 pour qu'oo millier de jeunes principalement des écoliers et des lycéens - clament dans la rue le nom dn ebef déchu, sous l'œil indifférent des adultes. Dans les jours qui suivent, des manifestations sporadiques se produisent en province. Rien d'inquiétant pour le nouveau pouvoir! C'est ce qui surprend le plus tons les observa-



Président du Cooseil de la révolutico - désormais iostance suprême du pays, - Boumediène, bon joueur d'échecs, agit en stratège qui voit loin. Il s'entoure de collaborateurs compétents et fait appel aux bonnes volontés, y compris dans les clans qui s'étaient opposés à lui en 1962. Il propose un siège au Conseil de la révolu-: tion à tous les membres du bureau politique, à l'exception de ceux qui ont été arrêtés. Tous acceptent sauf trois: Hocine Zahouane, Hocine Alt Ahmed et Omar Benmahjoub. Les ministres se rallient aossi (deux d'eotre eox, Ali Mahsas et Bachir Boumnza. démissionneront un an plus tard). et le nouveau gouvernement n'est pas très différent de l'ancien,

Mais Boumediene est no homme d'ordre et il n'a qu'une passion: l'Algérie. Il se fixe trois objectifs: construire l'Etat, parfaire l'indépendance politique par la récupération des richesses nationales, poser les hases du développement économique et de l'indépendance culturelle. Il le fait avec méthode - comme Bourguiba, il aimait à nous dire : « Je suis un cartesien » - et obstinatinn, faisant avancer le pays à marché forcée (2). Sur le plan extérieur, il en fait le chef de file du tiers-moode en proposant, cotre autres. l'instauration du nouvel ordre économique international.

Il meurt le 27 décembre 1978, frappé par la maladie, à moins de cinquante ans. L'émotion de la foule à ses funérailles prouve qu'il avait fini par devenir populaire. - Il a réussi sa sortie, nous dira un de ses compagnons, car il disparaît au moment au les Algériens aspirent à plus de bien-être et de démocratie - L'idéologue qu'il était aurait-il su - ou pu les leur donner? Libéré, Ben Bella apparaît comme un sage, mnis il dilapide le capital de sympathie que lui a valu sa lungue détention par des déclarations intempestives, donnant l'impression que lui, l'ancien ami de Nasser et de Castro, s'engage dans la voie de l'intégrisme. Mal préparé à un difficile soccession, Chadli Bendjedid, troisième président de l'Algérie indépendante, s'affirme. lui, en se voulant pragmatique et bon gestionnaire. Eo vingt ans, l'Algérie est passée des comités de gestion au rêve de la gestion par

PAUL BALTA.

(1) Hervé Bourges, l'Algérie à epreuve du pouvoir, Grasset, Paris,

ordinateur !

Les chefs militaires craignent que Ben Bella ne profite de la Paris, 1981.

(2) Paul Balta, Claudine Rulleau, Mireille Duteil, l'Algèrie des Algèriens, vingt ans après. Editions ouvrières, Paris, 1981.



annonce la lecture prochaine de la d'uo organe qui fera contrepoids à proclamation du Conseil de la l'armée. révolution.

Signée de Boumediène, elle est un sévère réquisitoire contre Ben Bella. . Le bilan est lourd et combien significatif: la mauvaise gestion du patrimoine national, la dilapidation des deniers publics, l'instabilité, la démagogie, l'anarchie, le mensonge et l'Improvisation se sont imposés comme procédes de gouvernement. Par la menace, le chantoge, le viol des libertes individuelles et l'incertitude du lendemain, an s'est proposé de réduire les uns à la docilité, les autres à la peur, au silence et d la résignation. Le pouvoir personnel aujourd'hui consacré, toutes les institutions nationales et régionales du parti se trouvent à la merci d'un seul homme aul confere les responsabilités d sa guise, fait et défait. selon une tactique malsaine et improvisée, les organismes dirigeants, impose les aptions et les hommes selon les humeurs du moment, les caprices et le bon

« Narcissisme politique »

Le texte souligne que le pays est - au bord de l'abime - et que depuis l'accession à l'indépendance, trois ans plus tôt, il se trouve « livré aux intrigues et à l'affrontement des tendances et des clans «. Il dénonce le « narcissisme politique - et le « socialisme publicitaire ., et affirme que « les options fondamentales sont irréversibles et les acquis de la révolution inaliénables .. La nouvelle équipe récusera d'ailleurs avec force le terme de - coup d'Etat -, nffirmant qu'il s'est agi d'un - redressement révolutionnaire ., d'un « sursaut .. C'est vrai à hien des

L'Algérie est, en effet, sortie profondément meurtrie et désorganisée de sa guerre d'indépendance de huit ans. Le programme de Tripoli élaboré en 1962 ne cherche pas à masquer les problèmes: - L'indigence Idéologiment de résidence jusqu'à son que du FLN, lo mentalité féodale

Le congrès ndoptera la fameuse Charte d'Alger, au contenn nettement socialiste et révolutinnuaire. Un beau texte, mais qui, dans bien des domaines, est très en avance sur la réalité algérienne, vnire sur les possibilités du pays. En outre, son ndoption à l'unanimité n'n pu masquer un fait qui est apparu au grand jour pendant les travaux : le parti est déchiré par de multiples tendances. Face à un Ben Bella charmeur, manœuvrier et brouillan, Boumediène, moine-soldat au visage émacié, impressionne déjà par son sangfroid et sa logique.

Le dernier jour, il a écouté, impassible, les nitaques contre l'armée. Puis, à 3 beures du matin, une beure avant la clôture. il intervient dans nn sileoce impressinguant : . Vaus me reprochez, notamment, de conserver dans les rangs de notre armée des afficiers que vous condamnez parce qu'ils unt appartenu à l'armée française. Je vous dis qu'ils ont rejoint la révolution, même si ce fut tardivement, et que, bons techniclens, ils sont Indispensables d notre armée. Et puis ce sont des Algériens, et il ne sergit pas cancevable ane la défense nationale utilise des étrangers. .

Nationaliste intransigeant et efficace, il vient de lancer une pierre dans le jardin de Ben Bella, qui s'est entuaré de révolutionnaires étrangers que Boumedièce s'empressera d'expulser une fois au pouvoir. Illustrant sa firmule · nous sommes des militants en uniforme -, il ajoute : " Le congrès est souverain. Je suis là pour appliquer les décisions. Demandez-moi d'exclure ces officiers! Je les exclurat? . Joueur de poker, Ben Bella lui lance alors : « Je le dis franchement au frère Boumediène. Il sera tout avec le parti ; il ne sera rien sans lul! .

Formule brillante mais creuse : le parti n'existe pas, ou plutôt e'est « un corps sans ame », comme le dira Boumediène. Le comité central reflétero done

il pousse Kaid Ahmed à renoncer au ministère du tourisme en prenant le parti des comités de gestion de l'hôtellerie dans un conflit

qui les appose à leur ministre. A l'occasion d'un remaniement ministériel en décembre 1964, il réduit considérablement les attribntinns de Chérif Belkacem, ministre de l'orientation, qui a sous son autorité l'information, l'éducation nationale et la jeunesse. Président de la République, chef du gouvernement et secrétaire général du FLN, il s'attribue les portefeuilles de l'intérieur, des finances, de l'ioformation. Aufaite de sa puissance, il va alors accumuler les faux pas.

Un tête-à-tête orageux

Le 28 mai 1965, alors que Boumediène représente l'Algérie à la conférence des chefs de gouvernements arabes au Caire. Ben Bella. coovnque Bouteflika et lui annonce son intention de lui retirer son portefeuille, parce qu'il entend imprimer sa marque à la politique étrangère de l'Algérie. Le jeune chef de la diplomatie algérienne, dont le nom de guerre est « commandant Si Abdelkader », alerte aussitot son ebef, qui regagne immédiatement Alger.

Ben Bella va accueillir Boumediène, et les deux hommes ont un tête-à-tête nrageox de deux heures. Puis le chef de l'armée retrouve ses compagnons, ceux du « groupe d'Oujda », que viennent rejoindre ceux du groupe de Constantine (Zbiri, Said Abid, Draïa, Salah Soufi, Zerdani). Tous sont pour le renversement de Ben Bella. Mais, profondement légaliste, Boumediène hésite encore. Au cours des six mois écoulés, il a tooté à plusieurs reprises d'engager le dialogue avec le président pour sortir de l'impasse, sans que personne perde la face. - Il faut s'expliquer entre hommes, car la concertation vaut mieux que la confrontation dans un pays qui n'a que

THE RESERVE THE STREET OF THE The second section of the second

THE STATE OF THE PARTY AND The state of the s The spiritual and the spiritual spir The te of A : Von Part of their motor of the DEALER THE TARREST TO SERVE The Market of the Late of these Limber trees trees the The support of the same of the Parameter and the second second The last of the street of the Department to a second that the way 185 THE STATE OF THE PARTY. SHIP TO THE STATE OF SHIPE THE RESIDENCE OF THE WAY THE THE R. P. LEWIS CO., LANSING SEC. STINITE THE WARREN STATE & STORY OF BUILDING ERRICH TO THE RESIDENCE

± E..... Literal Court of the Company of the Commontager come : graname de man it would be to be the E bit in annach ingegende & de TOO TURNS IN A MANUAL SPECIAL DOCUMENT

BELLE A THE ST OF THE REAL PROPERTY.

mentions for the . White

. Pitte I migupation de geff STATE STATE CONTRACT STATE STATES fine croce a covereigner : fine THE FATO CONTROL SATISTICS CONTROL THE mes Bogdan Lia, et un amande 1 marge is defense at a mark .

A terramina 1985 and report off. TO October a se montage of smill! a mentre des affaires antique Man, me Roseman, t. a. Warter CUDE 'S " THE SERVE SE SER May your or the transference and 7 4 25 tamme a l'ar locatornée (Marie ... to take the same the same of AND A WORLD COME OF SPECIAL PRINCIPLE Division de desir pretente Desir Mi-Cart of the and property if with the party total consume to designed the Deal of the parties of the statement ten in 1970e e franche in the state in the s CLOSE CITE & MAGENT CHANGE AND ADDRESS OF THE PERSON OF TH CH 201 A STREET, STREET, ST. AND THE REST NAME OF THE PARTY OF Berger in Anthers in some

The ten a deplaced recent

STREET, STREET, Un colonel assista

AL SET 31780 (2008) MAN

A CAS SELL SO - SPANNESS SERVICE MICH.

The day for specifical the

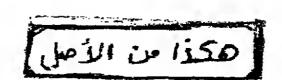
PRO SELLABOR S AND EDWING WE

the street are less tablestones and

Total Caraman con But Some a Lieute Auth a mariana e creama e mene. See 1 de marco de comparementes. Special Company of Section 188. The second contract of Con it Manual poor and Conta de la TRE 132 Marie The state of the second st s of the section was seen there of constitutes between the time September 3 September 18 18 The Parties of the Wall of the Bellen tarm Grutte Bed Committee of the second of the SALES STATE OF THE SALES AND ASSESSMENT OF THE SALES AND A The second seconds of the months of sources

The second is discount. to the state of the state

Page 2 - Le Monde ● Dimanche 16-Lundi 17 juin 1985 •••



Ben Bella

The state of the s THE PERSON NAMED IN THE With the second second

and the section of th

and pulling of the second seco Strong and a second

The second second The state of the s to de morar - 1 par



\$1000 · The same of the same of the same of **建筑地域的基本。第**17年中,1945年 the state of the second of the second of the second The state of the s Marie State of the Se Statement By the State of

William Control of the Control of th made have been been The state of the s Market States Section 1999 Action Designation in the second The second secon The state of the s The second secon The Party of the P

The state of the state of

The state of the s Marie Constitution of the second CONTRACTOR SEA TO SEA THE TO SERVICE The second second second second second Charles and the second of the second of A STATE OF THE PARTY OF THE PAR management has what the ... The state of the state of The same of the sa The second second second the shift of the same of A SHEAR TO SHOW The second second Aller of the same of the same

The second second The state of the s A STATE OF THE STA The state of the s The state of the state of the The second second The second second · · THE RESERVE AND THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAMED IN COLUMN T

AND THE PARTY OF T

Etranger

Lourdes condamnations à Gdansk

Władysław Frasyniuk, Adam Michnik et ... hausse des prix. Les avocats avaient demandé un Bondan Lis, trois des animateurs les plus connus da Solidarite, ont été condamnés, vendredi 14 juin, à des poines de, respectivement, trois ant et demi, trois ens et deux ans et demi de prison. Le tribunal de Gdansk les a reconnus coupables de tous les chefs d'accusation retenus contra eux : avoir participé à la direction d'une organisation illégale et avoir appelé à une grève d'un quart d'heure pour protester contra le

acquittement, faisant en outre valoir que les pièces à conviction avaient été truquées et les droits de la défense constamment befouès.

M. Lech Walesa, dans une déclaration rendue publique aprés le jugement, a vu dans ce procés « un symptôme grave du retour de la justice polonaise aux máthodes de l'après-guerre, à des méthodes que les autorités de la Pologne populaire avaient elles-mêmes condamnées sans équivoque et auxquelles le pouvoir avait juré de ne iamais revenir ».

Le président du tribunal a justifié la peine plus lourde qui e frappé M. Frasyniuk per le fait qu'il est un « récidivista » (lui seul avait été condamne pendant l'état de guerre, les eutres accusés ayant été détanus sana jugament). Quant à M. Michnik, c'est son comportement « arrogant » qui lui eurait valu six mois de plus qu'à M. Lis. A l'enonce du verdict, les trois hommes se sont serrés la main.

D'eutra part, l'agenca officiella PAP a annoncé la condamnation « récente » à des peines de dix mois à un an et demi de prison da trois habitants de la région de Rzeszow trouvés en possession de « publications illégales », tandis qu'à Varsovie trois intellectuels ont été placés en détention préventive.

du plus raisons

(Suite de la première page.)

and the latest the second

Dans un premier temps, par prudence ou manœuvre, les autorités préférant opérer un repli élastique et invoquant une démarche des syndicats « officiels », annoncèrent un report des augmentations de prix, ce qui amena Solidarité à revenir sur son appel à la grève. Après quoi les hausses entrèrent en vigueur beaucoup plus vite que préva - à la grande fureur de M. Walesa.

L'affaire fut donc plutôt confuse, le vainqueur douteux, mais même cela était beaucoup trop pour le pouvoir : il fallait frapper, couper court à toute « illusion », éviter à tout prix que Solidarité puisse à nouveau être crédité d'une certaine efficacité dans la défense des conditions de vie des gens. C'est sans doute aussi pour cela qu'a été rendu ce très sévère verdict. Le processus d'introduction des hausses de prix par vagues successives n'est pas terminé, Solidarité clandestine a appelé à des mouvements de protestation pour le mois de juillet, et là encore le procès de Gdansk est sans doute censé, à côté de bien d'autres mesures, exercer un

Resterait à expliquer le comportement exceptionnellement grossier et narquois du président du tribunal à l'égard des accusés, expulsés à de multiples reprises de la salle, empê- s'est borné à dire : « Après tout ce

chés de s'exprimer. Et aussi les fouilles corporelles imposées aux evocats, à la famille des accusés. scule autorisée à assister aux audiences, les multiples incidents de procédure, et la nature même des « pièces à conviction », si peu convaincantes, si maladroitement « préparées », que cette maladresse en semblait presque volontaire, os-

Durcissement général

Cette manière de conduire les audiences n'était pas habituelle en Pologne ces dernières années, du moins dans les procès importants, ceux qui attirent l'attention. A-t-on voulu franchir un pas de plus, mootrer que le temps des arguties juridiques et antres plaisanteries était révolu, qu'il a'était plus question pour les accusés de tenter de se défendre sur le plan des principes, plus question pour les juges de prendre des gants ? Le tribunal a en tout cas réussi à écœurer les trois hommes - qui pourtant ne som pas du genre à se laisser faire. An cours de la dernière audience, ils ont tous déclaré que, dans ces conditions, toute tentative de défense était vaine. M. Miehnik

que j'ai vu et entendu ici, je ne peux dire qu'une chose : je pardonne à ceux qui ont ment! à mon sujet et qui m'oppriment » - ce à quoi le juge répondit tout simplement : merci ».
 Ce procès s'inscrit dans un ensem-

ble de comportements qui semblent exprimer une volonté très claire : pousser les feux de la normalisation. Les arrestations se poursuisent à un rythme soutenu - on en est à plus de deux cents prisonniers politiques recensés - sans compter les multiples interpellations, passages à tabac, sanctions et menaces, et amendes, ni même les décès très suspects que l'on continue à signaler ici et là. Le code pénal vient d'être sensiblement durci (les nouvelles dispositions entreront en vigueur en juillet), ce qui non seulement facilitera la lutte contre toutes les activités politiques ou culturelles non officielles - y compris les rénoions « illégales » dans des appartements privés, mais fera encore grossir, une population carcérale de « droit commun » déjà extrêmement nombreuse, et détenue dans des conditions très dures (90 000 prisonniers, deux fois plus on'en France, pour une population

Quant aux opposants, ils sont désormais systématiquement assimilés dans la presse et les discours officiels à des agents stipendiés de

d'un tiers moins élevée).

sortis du florilège stalinieu.

Si l'on ajoute que cette évolution s'eccompagne d'une vaste offensive destinée à réduire à presque rien les libertés universitaires, que ce durcissement général s'est affirmé depuis l'accession au pouvoir à Moscou de M, Gorbatchev, venu ce priotemps à Varsovie, où il a manifesté son soutien au général Jaruzelski, comment ne pas se dire qu'un redoutable rouleau compresseur est en marche, que le pouvoir est désormais résolu à écraser tout ce qui lui résiste ?

Trop vite en besogne?

Cette lourde machine, en tout cas, est fort voyante, et l'une des leçons des événements récents est précisément que le général Jaruzelski se soucie décidément de moins en moins de la caeher aux regards des Occidentaux, et qu'il se sent, là aussi, assez assuré pour renoncer définitivement à se faire passer pour « libéral ». N'est-il d'ailleurs pas en droit de penser que l'opinion occidentale est désormais lasse de la Pologne et que, quoi qu'il fasse, les diripeants occidentaux renouent, avec plus ou moins de réticences, mais renouent tout de même des relations à peu près normales avec Varsovie?

l'étranger, en des termes tout droit Les négociations pour le rééchelon- avoir lieu, en octobre prochain, et un nement de la dette polonaise ne prennent-elles pas un tour assez fa-

Le général Jaruzelski semble

pourtant aller un pen vite en besogne : eprès le ministre belge des affaires etrangères, ses homologues irlandais et espagnol viennent à leur tour d'annoler les visites qu'ils devaient faire à Varsovie. Le président du conseil italien, M. Craxi, a certes fait tout récemment une brève escale en Pologne, mais il en a profité pour intervenir fermement en faveur de certains prisonniers politiques, en particulier Adam Miehnik, et il e donc à présent toutes raisons d'être décu. La France, restée encore beaucoup plus réticente è l'égard du rêgime de V arsovie - devrait faire preuve de beaucoup d'imagination pour déceler dans les événements récents le moindre motif d'encouragement. Et les Etats-Unis, dans ces conditions, pourront-ils accorder à la Pologne les nouveaux crédits et les facilités commerciales qu'elle réclame? Le New York Times plaidait ces derniers jours en sens inverse, invitant la diplomatie occidentale - à tenir compte de la régression enregistrée dans la politique des droits de l'homme en Pologne » et à reconsidérer le » modeste dègel » qu'avait provoqué l'amoistie de l'an dernier. Et le dénartement d'Etat, réagissant dés veodredi au verdict de Gdansk, a fait savoir que les Etats-Unis . examinaient les mesures qu'ils pourraient prendre pour

Rieo ne dit que les dirigeaots de Varsovie soieot disposes à tenir compte de ces signaux - même si, dans le passé, ils ont plus d'uoe fois été sensibles aux pressions occidentales, sans le reconnaître, bien entendu. Mais ils pourraient aussi trouver d'autres raisons de modérer un peu leurs ardeurs répressives dans les mois à venir. A trop appuyer sur le couvercle, sans fournir à a population le moindre motif d'espérer, et ce dans un pays où les conditions de vie, sans parler de l'infrastructure économique, se sont dramatiquement dégradées, on finit par courir certains risques. D'autre part, les élections au Parlement, longtemps retardées, vont finir par

répondre à cette action ».

boycottage trop voyant serait sans doute mai noté à Moscou et compromettrait l'image d'un pays en voie de normalisation avancée.

Béton

Pour toutes ces raisons, il o'est pas exclu, après la démonstration de force de ces derniers mois, que l'on décide d'ouvrir à nouveau certaines

Ce pourrait être la l'occasion de réviser certains procès, et, tout d'abord, celui qui vient à peine de s'achever à Gdansk, Certains optimistes ne vont-ils pas jusqu'à penser que, si son déroulement a été si scandaleux, si riche en fautes flagrantes de procédure, e'était pour faciliter la tâche prochaine de la cour d'appel ?

La relaxe récente, en appel, de Jacek Kuron, condamne lui, il est vrai, à une courte peine, pourrait indiquer une piste,

On n'en est pas là. D'ailleurs, les dirigeants eux-mêmes sont-ils fixés, sont-ils aussi surs d'eux-mêmes qu'ils veulent le faire croire? Leue comportement souveni étrange, et ce depuis des années, peut certes s'interpréter comme la mise en œuvre systèmatique, à travers divers détours et parfois quelques reculades tactiques, d'un projet à long terme : reprendre le contrôle total de ce pays qui fut pendant seize mois uo jardin covahi d'herbes folles et d'espoirs, le recouvrir d'une chane de béton on plus rien ne bouge, sinon pour les défilés officiels du la mai. Ce que les opposants désignent comme un processus de soviétisation

On peut aussi voir dans cette politique toujours crispée mais parfois déroutante l'expression d'un désarmi d'une some devant l'attitude d'hommes qui, tels les trois condamnés de Gdansk, refusent de reconnaître la raison du plus fort, et persistent à nourrir leurs chiméres de démocratie. Tout cela est-il réfléchi, ou seulement improvise sous la pression des événements? Peu importe, en fait. Scul le résultat compte

JAN KRAUZE.

Rencontres particulières

L'acta d'accusetion du procès da Gdansk était construit tout entier autour d'une pièce à conviction : l'enregistrement d'une conversation entre l'un des accusés, Bogdan Lis, et un colonel de la police politique, devenu principal témoin

de septembre 1984, un mois et

demi après mon transfert de la pri-

son de Gdansk à la maison d'arrêt

du ministère des affaires înté-rieures, rue Rakowiecka, à Varso-

vie. Un jour, on m'emmena de ma

cellule pour un interrogatoire, non

pas comme à l'accoutumée dans

une cellule spécialement prévue à

cette fin. mais dans un bureau

composé de deux pièces. Deux of-

ficiers m'y attendaient, l'un se pré-

sentant comme le colonel Ula-

nowski, du ministère de l'intérieur.

l'autre, de grade inférieur, ne décli-

nant pas son identité. Ulanowski

m'annonça que « notre rencontre

n'était pas un interrogatoire ». Je

n'en tus pas surpris. Tous les diri-

geants arrêtés de Solidarité se sont

trouvés dena des situations sem-

blables. L'entretien a mai tourné et

s'est achevé sur des reproches et

Un colonel assidu

m'amena dans le même bureau, où

son supérieur, le colonel Kuca, à

qui il s'adressait en disant e mon-

sieur le Directeur ». C'est le « di-

recteur » qui mena la conversation.

Son but était simple : les autorités voulaient savoir quelles étaient les

intentions des clandestins, quelles

So à l'activité de la TKK (1). Ma rê-

ponse fut aussi simple : au moment

de mon arrestation, six mois plus

tôt, ces conditions étaient le libéra-

tion des prisonniers politiques et le

retour au pluralisme syndical, et

changé. Mais aujourd'hui, ajoutai-je, il faut interroger Lech Walesa et

la TKK. Le colonel Kuca vint en-

core, à deux ou trois reprises, à le

maison d'arrêt. Il aborda d'autres

sujets, mais il revensit à chaque

fois sur ce thème des conditions

es n'avaient sans doute pas

Deux semaines plus tard, on

des accusations réciproques.

faire veloir que cet enregistrement n'est qu'un montage de diverses bribes da conversations enregistrées en diverses circonstances.

Mais l'entretion entre Lis et le colonel a bien eu lieu, et les amis de l'accusé se

C'était dans le deuxième moitié avancées par le TKK. Ces visites cessèrent après l'enlèvement et ssassinat du Père Jerzy Popie-

Le 8 décembre 1984, le délai de six mois de ma détention préventive arrivait à son terme et le devais m'attendre à la reconduction du mandat d'arrêt. La veille, le 7 au soir, le colonel Kuca vint me voir et me demanda si mon éventuella libération pourrait inciter la TKK à refaire surface. Je lui demandai si les autorités avaient l'intention de rétablir le pluralisme syndical. Sa réconse fut « non ». Alors, les raisons de la poursuite seront pas, lui répondis-ie. En partant, le colonel Kuca me dit : « A Le lendemain, on ma réveilla

plus tot que d'habitude et on m'emmena au ministère de l'intérieur. Bientôt, j'appris que le procu-reur avait décide de modifier mon accusation et la nouvella inculpation était couverte par l'amnistie. J'étais fibre. Après quelques formalités, le ne retournai plus en prison. Mes affaires me furent apportées, et le colonel Kuca vint me voir. Il me demanda si ma libération me surprenait et revint à sa conversation de la veille. Pour la enièma fois, je répondis que, sans un changement de l'attituda des autorités envers la pluralisme syndical, tout espoir de voir cesser l'activité clandestine était absolument vain. Même l'arrestation de tous les membres de la TKK ne changerait rien, car d'autres prendraient leur place. Le colonel ne parut pas surpris et me demanda si, dans le cas où les autorités modifferzient leur attitude, il pourrait m'appeler chez moi et demander à me rencontrer. Oui, si les propositions sont honnêtes et concretes. non, s'il s'agit de reprendre la même conversation que celle-là, lui

Dans un taxte qu'il a pu faire sortir de prison à la fin mai et que nous publions ici, Bogdan Lis justifie sa conduite et revèle qu'il agissait avec l'accord da Lech Je ne pensais pas que cette

tomber dans ce piége.

conversation aurait une suita quelconque. Je fus surpris lorsque le 25 janvier, le matin, le colonel Ulanowski m'appela da Varsovia. m'annonça qu'il avalt des propositions concrètes à me faire « dans le sens que vous savez » et demanda à me voir. Le colonel Kuca étant en congé, c'est lui qui avait été designé comme négociateur. Je n'avais aucune envie d'accepter et en plus j'étais pris les jours suivants. Le colonel me proposa alors de la rencontrer quelques heures plus tard à l'hôtel Hevelius, à Gdansk. Je donnai un accord préalable et décidai de demander l'autorisation du président de Solidarité (Walesa), Nous avons conclu ensemble qu'il fallait mettra à profit toute occasion qui donnait la moindre chance de résoudre le conflit. Nous avons en outre mis au point quelques détails pour echaoper à una provocation et damandé à Jurek Trzcinski da m'accompagner sans prendre part à la négociation. Dans le cas où ji ne saraia pas de retour avant 15 heures, Lech Walesa saurait que les choses se présentaient mal

et alerterait l'opinion publique. Dans une chambre d'hôtel

A midi, nous attendions dans le hall de l'hôtel Hevelius, où le colonel Ulanowski arriva avec qualques minutes de retard et me proposa Quelques instants plus tard, un autre fonctionnaire entra dens cette chambre, et je reconnus en lui un des membres de le police politique

de Gdansk. L'entretien dure plus de deux heures. Lorsqua je compris que les « nouvelles propositions » n'étaient que prétexte, je déclarai que la conversation n'avait eucun sens. Le colonel répondit que, dens ce cas, il y avait de fortes chances qu'on se revoie biantôt. L'am-

biance devint désagréable, l'entretien déplaisant. Nous nous séparâmes avec soulagement, et le colonel se livra encore à un petit chantage, ridicule at très leger. Il fut surpris lorsque je l'avertis que Lech Walesa était au courant de notre rencontre et qu'il m'v avait autorisé.

litant confirmé de longue date, avait pu

En février, je fus arrêté sans aucune raison avec Adam Michnik et Władysław Frasyniuk. Ca n'ast qu'en lisant l'acte d'accusation que j'appris que le « négociation » dans la chambre 404 de l'hôtel Hevelius était une « mise en garde en forme officielle », tandis qua son enregistrement, grossièrement truque, aspirait au rôle de « preuve essentielle » à ma charge.

Le colonel Ulenowski, avec son collèque « és spécialité », se transformait donc en principal témoir de l'accusation.

Voici un bref résumé des faits, sans commentaire. Le temps des analyses viendra. En attendant. l'abime devient de plus en plus lerge et de plue en plus profond. L'épisode constitue une bonne réponse pour tous ceux qui nourris sent encore quelques espoirs quant

Quant à moi, je dors bien même en prison, - après cette lecon destinée aux naïfs. Je donnirais mal - mēma chez moi - si j'avais rejeté l'offre de négocia tions, sans être súr qu'ella n'était pas une tentative euthentique da trouver une issue à la crise. Quant aux provocateurs, il paient toujours cher leurs actes, et je pense qu'aujourd'hui ils le savent très bien.

BOGDAN LIS Gdansk, le 23 mai 1985.

(1) Commission provisoire de cordination de Solidarité, dont Bogdan Lis était membre jusqu'à sa pre-

URSS

Manifestation à Erivan

Moscou (AFP). - Deux cents parents ont manifesté le mois deroier en Armenie contre l'envoi imminent de leurs fils en Afghanistao, ce qui constitue la première protestation collective connue en URSS depuis que l'armée rouge est intervenue à Kaboul il y a cinq ans et demi, a-t-on appris le vendredi 14 juin à Moscou de sources

Cette manifestation, précisent les mêmes sources sur la base de témoignages recueillis sur place. a cu lieu le 20 mai dernier à Erivan, la capitale de la République d'Arménie, devant les locaux du commissariat militaire, le centre de recrutement. Une quarantaine de manifestants ont été interpellés et accusés de « hooliganisme ».

Les personnes arrêtées o'auraient pas été libérées à ce jour, a indique une des sources, selon laquelle plusieurs appelés auraient pris la fuite pour gagner la montagne toute proche, mais auraient été rattrapés et incorporés de force.

Aucune de ces informations n'a pu être vérifiée de source officielle. Interrogé par l'AFP, le quotidien armenien Kommunist, organe du PC de la République, a déclaré n'être - au courant de rien de

Depuis l'intervention soviétique de décembre 1979 en Afghanistan, il n'a jamais été fait état de protestations de la population.

EXPULSION D'UN DIPLOMATE AMÉRICAIN

Moscou (AFP). - M. Paul Stombaugh, deuxième secrétaire de l'am-bassade des Etats-Unis en URSS, a èté « arrèté à Moscou, le 13 juin, en flagrant délit d'espionnage et sera expulsé d'Union soviétique, a annoncé, le vendredi 14 juin, l'agence Tass, se référant à un communiqué du KGB, le comité pour la sécurité d'Ero! d'Etat.

. Une action majeure d'espionnage dirigée contre l'Union soviétique a été mise en échec - à cette occasion, ajoute l'agence, et l'enquête a fait ressortir que le diplomate américain s'était livré à une - activité incompatible avec son statut of-

Le porte parole de l'ambassade des Etats-Unis à Moscou s'est refusé à toute déclaration et n'a pas même voulu preciser les fonctions exactes de M. Stombaugh. L'ambassade américaine a pour babitude de ne iamais commenter les mesures d'expulsion prises par les autorités sovié-tiques à l'encontre de ses membres.

Etranger

FAUTE DE POUVOIR S'ENTENDRE TOTALEMENT SUR L'EUROPE

MM. Mitterrand et Craxi se félicitent de l'excellence des rapports franco-italiens

De notre envoyé spécial

Florence. - Faute de pouvoir s'eniendre sur les détails d'un projet de relance européenne - mais en la matière, les détails sont souvent fondamentaux, - MM. Mitterrand et Craxi ont ehoisi, au cours de la conférence de presse qu'ils ont tenue vendredi 14 juin en fin de matinée, d'exaiter « l'excellence » des rap-ports bilateraux. Quoi de plus naturel, après tont, pour conclure ce sixième sommet franco-italien qui a été placé sous le signe du tourisme culturel? D'autant plus que les dos-siers épineux traditionnels ne sont pas pour l'instant d'une actualité brulante : les questions viti-vinicoles ne défrayent plus la chronique, et il en va de même pour l'affaire du ter-rorisme et des extraditions depuis que M. Mitterrand n adopté une position ferme à l'égard des terroristes « auteurs ou complices de crimes de sang ».

Les accords préparés par la délégation française (sept ministres accompagnaient M. Mitterrand : M= Cresson, MM. Dumas, Hernu, Lang. Curien, Nallet et Mexandeau) et qui devaient être signés au cours des prochains mois concernent la libre circulation des personn entre l'Italie et la France (mais il resie à s'eniendre sur le problème du refoulement des clandestins), la participation de l'Italie au synchrotron de Grenoble et celle de la France au laboratoire italien d'Ispra spécialisé dans le traitement du tritium, la mise en place d'une commission franco-italienne sur le problème da vin. la création d'une agence mixte pour promouvoir la coopération dans l'audiovisuel et le cinéma,

Les réticences françaises

Plusieurs autres projets sont à l'étude, notamment dans le domaine des communications et de la défense. C'est ainsi, par exemple, que M. Hernu a étudié avec son collegue italien la production en com-mun d'un missile antichar de la troi-sième génération, la construction éventuella (avec d'autres partenaires européens) d'un hélicoptère lèger de combat, le Voltaire et la mise au point d'une version militaire M. Mitterrand a emprunté vendredi apres-midi pour quitter Pise et qui

 M. Bourguiba aux États-Unis.
 Le président tunisien, M. Habib Baurguiha, est arrivé, vendredi 14 juin, à Washington, en prove-nance de Paris. Il doit séjourner aux Etats-Unis jusqu'au 26 juin et consa-crera trois jours, du 18 au 21 juin, à des entretiens officiels. Il doit rencontrer le président Reagan le 18 juin. – (AFP, Reuter, UPI.)

constitue le premier véritable exem-ple de coopération industrielle entrel'Italie et la France.

Le bilan de la rencontre de Florence est beaucoup plus maigre en ce qui concerne les questions européennes. Certes, M. Millerrand sut se montrer parfaitement courtois nvec ses bôtes, mais tont un long de la confession de resse mis c'est la conférence de presse qui s'est déroulée au palais Pitti, le président de la République s'est imperturbahlement évertué à inmpérer l'enthousiasme traditionnel de M. Craxi. A propos, d'abord, de ce projet de conférence intergouverne-mentale que le chef du gouverne-ment italien voudrait faire adopter à la fin du mois, au conseil européen de Milan. Sans en rejeter le princine. M. Mitterrand s'est contenté d'affirmer : « Ce serait très bien, mais ce serait encore mieux si une

L'affaire Mengele

L'EXPERTISE

GRAPHOLOGIQUE

EST POSITIVE

Des experts graphologues ont concin que le criminel de guerre

nazi Josef Mengele était bien

l'auteur des lettres et des notes attri-

buées à l'homme dont le corps a été

Le commissaire a précisé que les

deux experts américains, MM David Crown, directeur du

service d'identification de la CIA de 1967 à 1982, et Gideon Epstein,

expert graphologue, étaient absolu-ment formels.

D'autre part, le gouvernement israélien a envoyé un expert de la

police à Sao-Paulo pour aider les enquêteurs. Il s'agit de M. Mena-chem Russek, chef dn département

de la police, chargé de pourchasser

En RFA, le fils de Josef Mengele,

Rolf, a remis à un magazine de Munich, Bunte, des centaines de let-

tres, photographies et documents

relatant les trente-quatre années de

fuite de l'« ange de la mort ». M. Rolf Mengele a gracieusement

fourni ces documents, qui vont maintenant être examinés par des

L'hebdomadaire ouest-allemand versera les bénéfices de la vente de

ce « scoop » à d'autres magazines du

monde entier à un fond d'aide aux

victimes d'Auschwitz, a indiqué la rédaction en chef de Bunte. -

historiens et des experts.

les criminels de guerre nazis,

telle conférence réussissait. - A deux semaines de Milan, le président de la République ne tient manifestement pas à dévoiler ses batte-ries. Il n'est donc pas question de définir anjourd'hui l'ampleur de l'avancée européenne envisagée. « C'est d la veille de Milan ou à Milan que je m'expliquerai », a t-il affirmé, précisant que le présidence italienne sera saisie d'ici là, et • de façon très précise, de la position française exacte ». Une seule certitude d'ici là : Paris défendra le principe de la création d'un secrétaria. européen. Sans constituer une nouvelle institutinn, ee secrétariat devrait avoir, selon M. Mitterrand, une fonction elairement politique, alors que pour M. Craxi son rôle devrait rester technique. Autre cer-titude: M. Mitterrand ne veut pas « en découdre » avec Bonn, malgré le dernier recours ouest-allemand au

droit de veto dans l'affaire des prix agricoles. Si M. Craxi a condamné à deux reprises la démarche ouestallemande et l'- abus du droit de veto » qu'elle représente, le président de la République a évité soigneusement d'envenimer les choses avec Bonn, estimant seulement qu'il faul - échapper aux excès de l'una-nimité ». Enfin, il a pris bonne note de la volonté de M. Craxi de participer aussi bien au projet Eurêkâ qu'à l'Initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan. Faisant allusion au problème des crédits d'Eurêka, M. Mitterrand a cependam lancé un avertissement voilé à son partenaire : « Viendra qui vou-dra dans Eurèkâ... et qui participera. » Financièrement, cela va sans

JACQUES AMALRIC.

RFA

Démission de M. Boenisch porte-parole du gouvernement

vendredi après-midi 14 juin, l'Office de presse fédéral.

La nouvelle a surpris les milieux politiques ouest-allemands, où l'on estime que ce départ pourrait faire de M. Boenisch le boue émissaire des difficultés du chancelier Kohl, en chute libre dans les sondages de popularité après la débâcle électo-rale du Parti chrétien-démocrate (CDU) aux élections régionales de Sarre

Les querelles au sein de sa coalition gouvernementale conservatrice-libérale portaient entre autres sur la nécessité de « mieux vendre » la politique gouvernementale dans l'opinion publique.

Officiellement, toutefois, le dé-part de M. Boenisch est justifié par l'ouverture d'une enquête fiscale concernant des faits survenus avant qu'il n'exerce les fonctions de porte-

a fait savoir que « quels que soient les résultats de la procédure engagée, il la jugeait incompatible avec

Le chancelier a regretté le départ de M. Boenisch, qu'il a remercié pour son « travail exceptionnel » et pour son « attitude noble », illustrée par sa démission. M. Boenisch, ancien rédacteur en chef du quotidien à grand tirage Bild Zeitung, puis du journal conservateur Die Welt, deux publications appartenant au groupe Springer, était porte-parole du gou-vernement Kohl depuis le 19 mai

Bonn (AFP). – Le porte-parole du gouvernement de Bonn, M. Peter Boenisch, a démissionné, a annoncé, M. Boenisch, qui, absent de Bonn,

M. Boenisch est remplacé par M. Friedhelm Ost, journaliste de té-lévision dont la connaissance des problèmes économiques apparaît mme un signe supplémentaire de la volonté gonvernementale de mieux faire comprendre sa politique

par M. Nammour figurent notam-

exhuné la semaine dernière, a indi-qué, vendredi 14 juin, le chef de la police fédérale du Brésil, M. Romeu Tuma, du-Nord-Westphalie,

Irlande du Nord

L'IRA se manifeste en plein centre de Belfast

De notre correspondant

Londres. - A une henre de grande affinence, en plein centre de Belfast, une bombe de forte puissance a entièrement détruit un immeuhle, le vendredi 14 juin, et gra-vement endommagé plusieurs autres bâtiment voisins. Il n'y n pas eu de victimes, car l'IRA – comme elle le fait souvent dans ce type d'opération - avait annoncé cet attentat, vingtcinq minutes auparavant, afin que le quartier puisse être évacué.

L'explosion s'est produite devant.

L'explosion s'est produite devant.

l'un des principaux locaux des services judiciaires de la province où avait été prévue, durant la journée, la visite du sous-secrétaire d'Etat. britannique pour l'Irlande du Nord. Une série d'alertes à la bombe a ensuite perturbé le trafic dans tout le reste de la ville, et la police a, notamment, du faire sauter une voiture stationnée à proximité des studios régionaux de la BBC.

C'est la première fois, depuis près de deux ans, que l'IRA frappe de manière aussi spectaenlaire, an cœur même de Belfast, dans un périmètre où les mesures de sécurité

sont en permanence particulière-ment strictes. Il s'agit manifeste-ment d'une mise en garde de la part de l'organisation clandestine, qui se rappelle ainsi à l'attention des autorités britanniques et de l'opinion pu-blique en montrant qu'elle conserve la maîtrise de son action et maintient ses objectifs. Cette opération très contrôlée a été menée un mois après les élections locales, où la branche politique de l'IRA, le Sinn Fein, a remporté un relatif succès.

Après une sensible diminution du nombre de ses attentats ces der-nières années (1) et, plus récem-ment, des rumours persistantes de dissensions entre « politiques » et - militaires » (le Monde du 16 mai), le Mouvement républicain souhaite, de toute évidence, prouver qu'il peut s'en tenir à un difficile équilibre stratégique sur deux terrains différents.

FRANCIS CORNU,

(1) Il devait toutefois y avoir de graves exceptions, tel l'attentat contre le Grand Hôtel de Brighton, où, le 12 octo-bre 1984, M= Thatcher et une partie de son gouvernement out failli périr.

A travers le monde

Indonésie

 QUATRE ANCIENS DIRI-GEANTS COMMUNISTES MENACES D'EXECUTION. – Les autorités indonésiennes se préparent à exécuter au moins quatre dirigeants dn Parti communiste interdit (PKI) la semaine prochaine, a-t-on appris vendredi 14 juin, de sources di-plomatiques occidentales à Dja-karta. Le PKI, interdit depuis 1967, avait tenté de renverser le régime en septembre 1965, en faisant assassiner sept officiers a Djakarta. Les quatre responsa-bles communistes menacés d'exécotion sont MM. Gatot Sutarjo,

Joko Untung et Rustomo, anciens responsables régionaux de Java-Est, et Ruslan Widjaya Sastra, qui était devenu chef du PKI en 1968 après la mort ou l'arrestation de ses cinq supérieurs.

Maroc

 VISITE DU PRÉSIDENT TCHADIEN. – Le président Hissène Habré doit arriver, ce samedi 15 juin, au Maroc, pour une visite officielle dont la durée n'a pas été précisée, a-t-on appris, vendredi, de source informée à N'Djamena. M. Habré aura des entretiens avec le roi Hassan II, qui devraient notamment porter sur le conflit tchadien.

Des personnalités politiques patronnent un Conseil national français pour les chrétiens d'Orient

Kohler-Chevrot, maire (CDS) manuel Le Roy-Ladurie, Edgar Mod'Enghien, et de M. Pierre Salvi, sérin, René Rémond, Claude Roy, natenr (CDS) et président du Jules Roy, ainsi que des élus de la couseil général du Val-d'Oise, plus majorité (M. Alain Hautede mille personnes, françaises et lide fulle personnes, trançaises et il-banaises, ont assisté, mercredi 12 juin, dans la petite cité d'Île-de-France, nu lancement de SOS-Chrétiens du Liban (le Monde du 11 juin). Cette organisation « hu-manitaire et informative », qui compterait déjà quelque cinq cents adhérents, est présidée par M. Fran-çois Fromem-Meurice, secrétaire national du Centre des démocrates sociaux (CDS) et maître des re-quêtes au Conseil d'Etat.

M. Froment-Meurice a égaleme annoncé la création, qui sera • très prochainement effective », d'un conseil national français pour les chrétiens d'Orient (CNFCO) auquel SOS-Liban et d'autres mouvements comparables « sont appelés à se fédérer ». I'm des outres vourant se fédérer ». L'un des antres promo-teurs de l'idée du CNFCO, « organisme suprapolitique ouvert à toutes les iendances non extrémistes de l'échiquier politique français. est M. Dominique Baudis, maire (proche de l'UDF) de Toulouse, député européen et ancien correspondant de presse à Beyrouth. Les fondateurs du CNFCO se sont donné contrateurs de contrateurs pour tâche de « raviver les liens de didarité humaine et culturelle en tre les Français et les chrétiens d'Orient, notamment ceux du Liban, et d'informer l'opinion sur leur sort ». M. Froment-Meurice n justifié cette initiative par le fait que

« l'Eglise de France ne nous parle pas assez de nos frères chrétiens d'Orient, défenseurs des mêmes valeurs que nous ». Au cours de la réunion d'Enghien, M. Raymond Nammour, responsable des Etudiants libanais chrétiens en France, a lu un « appel à la France », conjurant Paris « de ne pos laisser l'histoire des Arméniens se répéter au Liban, seul pays ayant nais pratique le pluralisme dans 'égalité en Orlens arabe ».

M. Nammour a souligné que trente-cinq personnalités intellectuelles et politiques françaises avaient approuvé l'appel de son mouvement et que, • cela constituait une première depuis le début de la guerre du Liban en 1975 ». Parmi les noms cités

A l'invitation de M= Françoise ment MM. André Glucksmann, Emcœur, etc.) on de l'epposition (MM. François Léotard, Jean-Marie Daillet, Jacques Barrot, Bernard Stesi, etc.).

* SOS-Liban et CNPCO, 46, rue de Rome, 75008 Paris. Tél. (1) 293-69-02.

VOITURE-SUICIDE CONTRE UN POSTE DE L'ARMÉE A BEYROUTH

Beyrouth (AFP). - Vingt-trois personnes out été tufes et frente-six autres out été blessées veudredi soir par une attaque à la volture-suicide coutre un poete de la 6º bri-gade de Paramée à la sortie sud de Beyrouth, selon un blism provisoire de l'Agence matienale d'informa-tion.

Le confinient denvance sur le nombre des militaires qui ont été victimes de l'attentat : l'agence officielle fuit état de trois morts et six bleuds parmi les militaires, alors qu'un communiqué du communiqué du communiqué du communiqué du communiqué du communiqué du communique de l'armée fait état d'un mort et trois bleuds dans les communiques du trouses de la transce.

d'un mort et trois blenes dans les rangs de la troupe.

Le communiqué ajente que deux personnes à bord d'une BMW 2002 bianche out franchi à toute viresse le barrage de l'armée. Le factionnaire a thé, provoquant l'explosion de la volture bourrée de près de 200 kilos de TNT et d'exchogène.

Le soldat a été tué ainsi que les deux passagera de la RMW, afors que quarante autres personnes étaient tuées ou blessées.

FERMETURE DE L'AMBAS-SADE DU CANADA A BEY-ROUTH. - Le gonvernement canadien a ordonné vendredi 14 juin la farmeture de son ambassade à Beyrouth et replié le personnel diplomatique en poste an Liban sur la Jordanie. Cette décision a été prise en raison « de risques excessifs pour la sécurité », a indiqué un porte parole à Ottawa, qui a ajouté qu'il s'agis-sait là - d'un retrait provisoire ».

LE CONFLIT DU GOLFE

- Une foule immense manifeste à Téhéran pour la poursuite de la guerre
- L'Irak propose une trêve dans le bombardement des villes

Une foule immense, comparable à celles des grandes manifestations du début de la révolution iraniens s'est rassemblée vendredi 14 juin à proximité de l'université de Téhéran, pour apporter son soution à la résistance contre l'agression irakienne - à l'occasion de la Journée de Qods (Jérusalem).

Des manifestations, d'une am-pleur inégalée depuis longtemps se-lon la presse, ont été organisées dans tout le pays par les autorités. Elles out provoque une riposte irakienne sous farme de nombreux bombardements de villes, essentiellement en province, où neul cités ont été tou-chées vendredi par des missiles soisol. Deux raids aériens cat égale-ment eu lieu contre Téhéran dans la matinée, mais ils ont échoué.

Tôt vendredi, venant des quartiers populaires, des milliers de voitures, de camionnettes, d'autobus et de motos, surchargés de passagers brandissant des banderoles, des drapeaux de la République islamique ou des bannières au nom dn Pro-phète, ont bloqué toutes les rues du centre de la capitale.

 Allah Akbar > (Dieu est le plus grand), « Guerre, guerre, jusqu'd la victoire > étaient les cris de rallie-ment de ces manifestants, parmi lesquels beaucoup de femmes en tcha-dor accompagnées de leurs enfants.

Radio-Bagdad en persan avait mené une intense campagne psychologique ces derniers jours pour dis-suader les habitants de Téhéran de participer à ce rassemblement, annoncant des bombardements sans précédent contre la capitale.

Les autorités ont mobilisé tous les cercles politiques et religieux pour assurer le succès de ces manifestations, utilisant les associations islamiques dans les administrations on les entreprises et profitant sertout de l'influence des mosquées dans les quartiers populaires. La foule consi-dérable qui n repondu à leur appel dénombre un incontestable succès dans la guerre psychologique que se livrent l'Iran et l'Irak, après la reprise par ce pays de la « guerre des villes > le 25 mai dernier.

En province, neuf villes out été touchées par des missiles sol-sol et six autres atteintes par des raids nériens, selon l'agence iranienna IRNA, qui n'avait fourni en fin d'après-midi qu'un bilan provisoire de soixante-huit més et deux cent cinquante bleseés.

L'échec de la campagne psycholo-gique irakienne explique peut-être la nouvelle initiative du président Saddam Hussein, qui a affirmé vendredi en fin d'après-midi que l'Irak sus-pendra ses bombardements en Iran pendant deux semaines à partir de samedi 4 heures GMT, à condition que Téhéran s'abstienne de tout geste hostile pendant cette période.

Bagdad reviendra également sur sa décision si les dirigeants de Téhé-ran rejettent cette initiative ou font des déclarations belliquenses (...), a njouté le président irakien.

Les autorités iraniennes n'out fait aucun commentaire après l'annonce par Bagdad de cette décision. Un communiqué de l'état-major d'infor-mation sur la guerre insiste sur le fait que l'Iran « ne fait que répondre aux attaques irakiemes pour se dé-fendre ». Un nouveau missile sol-sol iranien a été tiré samedi à 1 h 30 GMT, soit deax heure trente avant le début de la trêve proposée par l'Irak contre Bagdad, « en riposte aux bombardements de ven-

Selon un porte-parole officiel, cité par un euvoyé spécial de l'agence américaine. UPI, la proposition du président Saddam Hussein est à la fois un « constat d'échec » et une tentative maladroite de redorer le blason de M. Massoud Radjavi, le ches des moudishidins Khalq, qui, de son exil d'Auvers-sur-Oise, n affirmé que l'irak avait accepté, « à sa demande », d'arrêter les bombardements des villes iraniennes. -(AFP, UPL)

Page 4 - Le Monde • Dimanche 16-Lundi 17 juin 1985 •••

L'INDE

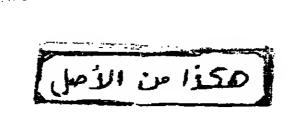
Une grande puissance mondiale

née d'un continent de sages et de dieux.

230 pages dont 40 d'illustrations - 75 F.

autrement

LINDE



BAN DUS

mente inquiet THE SHAPE 224.44 MARKE, ST

DE 1-07 1 14 44

Quantities and 143

time and the

1.Term

2 3 Tree .

Same Contract of the same

sie mier les AND IN FREE A CONTRACTOR * * * ** -261 -261 at 5 grantente The second of th 4 44 Mg A-ARMIN N FERRIT CO. To Delivery Section 1840 See with Fart State HEATTS BAR A .. . W.AE # 400 THE RESERVE AND CATTO CONTRACTOR OF THE SECOND

are the are in equal our chief of late a line a to a second of the market 🚅 market i ee e ster To Make the second of the Second rate per un le la composition de were to a consider wi Albert State of the second THE SHOP IN HIS TO SHOW

Additional to the extra Tell (1974) agent and a company A Commence of the Commence of ACRES A TATE OF THE PARTY To Me 4 to 10 to 1 ZYM TO was required for the same safety A A ... But the second second E DEN الوادوا والمسايد ومراضا علا Barren - Tennes معلمان مردون و ترجع الله الله State & Saile dies leiele & g water to the country of ger and the contract of the fact 2754.39 the property of the state of the LAND C413

the said on the garden deserted the modella const AND LOCAL PROPERTY OF THE PARTY RAPPORT DU C aquante-sept vi

The same of the same Areas a A CONTRACT OF THE PARTY OF THE Language des des des des The second second second second The place the A profession with the A STATE OF THE STA 14 ALL THE THE PARTY STREET The transfer of the state of th Control of the Contro And the second second the second second A company of the same of The state of the s

of addisonlaring STATE OF THE PARTY The state of the second 24 to the time the The same of the same of the same THE SEE STATE

The second of th F. P. William Co. Marie Later - State Action of the Control of the Control

Mary Mary St. Trans. -And and sales **建** ** ** *** *** Camping strains AND MARKET ! ALL THE THE PRILL -A Principal Control Marie .

15-21-312

CAR STATE

Z. MEREN

Selection of the select

STATE OF STATE OF PARTY OF STATE OF STA

Higher per eyes, part 2 and 20 High arthress a part 2 and 22.5 Higher arthress a part 2 and 22.5 Higher arthress and 2 and 2 and 2 Higher arthress and 2 and

The Trees To It is the ball of the control of

Saturday of Party

A Professional Pro

the same wants a second

are the second of the

the control group ag

Part Contractor of the

Property of the second second

The product of the Park Co.

The second of the second of the second

and the second second second

But I was a second of the

And the second second

10 m to 10 m t

 $m_{\rm F} = 4 \times 10^{10} \, \mathrm{m/s}^{-1} \, \mathrm{s}^{-1/4} \, \mathrm{s}$

Marie Contract Contra

was in the same as a set

The second second

3. 4. 170

.....

The State of State of

The proof of the second second

 $\gamma_{m,k}, \alpha$

-300 1 mg THE PARTY OF P. P. L. L. -• A THE PROPERTY OF ---

Toppication, up.

Mr. Andrew P. Com Continue and *** Marie Carlos ... with the same Section 1

THE THE

能性编辑的 200 才 200 11 Market and their act Acres days

Company of the control of the contro أأما لطانطين الرابو المواد الانتراء الووادي A STATE OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE Approximation of the second of The same as a second of the A STATE OF THE STA MATTER OF C 3 the contraction of The to Mariate price - Lea -The second second -. and the same of the same

(TO TO THE TO T

Market P. N.

in Children P

1100m. 100: 1 -1

the state of the same

福祉教 ありね GOOD WATER ALC: NO PERSONAL PROPERTY AND ADMINISTRATION OF THE PERSONAL PROPE minute such a 400 204 - T The state of the s Selection of the select

---A Service -

R un Conse

LIBAN DU SUD: le jeu de la main chaude

Etranger

Pour le troisième anniversaire de sa malheureuse invasion du Liban, Israēl devait - promis, juré - se retirer de ses dernières positions du Sud. Une semaine après cette échéance, seuls les blindés sont « rentrès à la maison ». Les soldats sont restés pour prêter main-forte à l'allié libanais de la bande frontalière, le général Lahad, chef de l'Armée du Liban du Sud. Qui, en fin de compte, contrôlera cette région vitale pour l'avenir du Liban ? Qui prendra la place de qui ? Chrétiens chasses en mal de retour, chites,

Israéliens prêsents-absents, « casques bleus » de l'ONU, druzes, sunnites,

L'attente inquiète des réfugiés chrétiens de Jezzine

De notre envoyée spéciale

Jezzine. - · Désomorcer la bombe de Jezzine . . Jezzine au centre de toutes les préoccupations . . Jezzine : les représentants des cina Grands convoqués d Baabda . : chaque jour, le nom de ce gros bourg chrétien du Sud, carrefour entre les régions druze, chitte et sunnite, figure à la une des journaux libanais, comme si de son sort dépendait la renaissance du Liban.

S'étalant sur les flancs et an fond d'un vallon écrasé de soleil, la ville semble aujourd'bui assoupie, comme plongée dans une attente inquiète. Depuis l'exode des chré-tiens de l'Iqlim-El-Quarroub et des hauteurs de Saïda, le cordon ombilical qui reliait Jezzine an chef-licu du sud du Liban, débouché naturel de la vie économique et sociale, a été rompu. Le front è l'ouest n'est qu'è une quinzaine de kilomètres. Là, à Kfar-Falous, l'Armée du Liban du Sud (ALS) du général Lahad fait face à l'Armée de libération nationale - martyr Maarouf Saad, coalition des milices sunnites, pronassériennes et des partis de gauche.

Installée dans l'hôpital ultramoderne construit au sommet d'une colline par le richissime homme d'affaires libano-saoudien Rafic Hariri, lui-même originaire de Salda, l'ALS tient son seul vrai · front », puisqu'il est situé plus an nord de la zone de sécurité israé-lienne, même s'il lui est relié. Vn de Beyrouth, e'est sur cette force qu'achoppe tout règlement de la question de Jezzine », puisque le général Lahed y est considéro comme une simple marionnette d'Israel, accusé de maintenir en fait sa présence pour empêcher toute

Quelle armée ?

Dans la vaste salle voutée, saion - saile-à-manger, qu'il a failu restaurer, à l'endroit où son grandpère et son père sont nés, M. Edmond Risk, député de Jezzine depuis dix-huit ans, explique : . La population refuse de troquer une sécurité rebelle [celle de l'ALS] contre une însécurité légale [l'armée libanaise]. Le déploiement de cette armée, en l'occurrence la première bejeade, très liée à la Syrie, solution envisagée d Beyrouth comme à Damas, ne rassure ici personne. • L'armée, on a vu comment elle u défendu les chrétiens de Saïda on de l'Iqlim-El-Quarroub. • Et puls, quelle armée? s'insurge un réfugié. Il n'y a plus que des brigades confessionnelles qui n'obéissent qu'à leurs chefs respectifs. -

Alors, en attendant, les notabilités de Jezzine refusent de demander au général Lahad de se retirer. Certes, reconnaît M. Risk, l'ALS est très soutenue politiquement et militairement par Israël; mais quelle milice ne reçoit pas d'aide de l'étranger? . A Jezzine d'ailleurs, l'ALS est invisible. Pas de soldats dans la ville. Seuls à l'entrée nord, deux miliciens débonnaires, confortablement assis dans des fautenils ahrités sons une hutte de branchages, contrôlent l'entrée des véhicules venant du Chouf druze. A quelque 500 mètres, au fameux passage de Bater où l'armée israélienne avait installé un véritable postefrontière, le PSP (Parti socialiste progressiste) veille. Aucun armement lourd u'est visible de chaque côté; le . front . ici, se fait discret. Nous avons un modus vivendi avec Walid Joumblatt, affirme M. Risk. Les chrétiens qui le désirent peuvent, en convoi, traverser le Chouf

ghetto lourd de menaces. La vic économique se déroule au ralenti. Coupés de Salda, beaucoup d'habitants sout contraints à l'inactivité, et les difficultés de circulation entravent le commerce. Pour rejoindre Beyrouth aujourd'hui, il y a deux voies. En convoi, par le Chonf -- mais, assure un réfugié, cela n'est pas régulier et dépend de la bonne volonté des druzes ou des Syriens » et par le port de Nakoura, près de la frontière israélienne. Là aussi le passage est aléatoire et, de toute facon, oncreux.

« Les lâches qui filent... »

Les vingt-cinq mille chrétiens qui, les premiers jours de mai, chasses de l'Iqlim-El-Quarroub par le PSP ou des hauteurs de Saïda per les milices musulmanes, out déferié sur Jezzine en savent quelque chose. Si nombre d'entre eux ont choisi, Beyrouth, 40 km

Saida/ LIBAN O Zahrani Mt-Hermon4 BEAUFORT. ISRAEL

d'Israel à son alliée. La pression de une · invasion · chiite. la résistance nationale libanaise, le Les chrétiens de Tezzine, cux, long de ce couloir, ne s'est pas n'ont pas encore vraiment comencore trop fait sentir. Beaucoup de mencé è bouger. Tant que le couloir chittes qui habitaient les villages qui les relie à la bande frontalière proches du couloir chrétien ont été est ouvert, ils présèrent s'accrocher contraints à l'exode et, avoue à leur refuge. D'ailleurs, M. Risk ne M. Risk, . nous avons un accord vacite avec Nabih Berri, chef du laches qui filent . Pour lui, . toute sa part M. Risk. Mais qui veut mouvement chilte Amal. Il y o une personne qui déserte est indigne de encore ressusciter le Liban? volonté de non-agression, mais le contrôle n'est pas parfait ..

dont leurs coreligionnaires ont été cependant, de regagner Beyrouthchassés après le retrait israélien de Est, beaucoup restent cocore à Jezseptembre 1983, pendant la guerre zine, à proximité de leurs villages livrés au pillage. Installés dans les Au sud de Jezzine, l'ALS est chez maisons vides de cette ancienne ville elle. Le danger ne viendra pas d'ici, de villégiature, ils veulent encore puisque, à 10 kilomètres, les soldats croire au miracle. Pourtant, nombre istraéliens sont encore présents. C'est de leurs maisons ont été dynamitées l'entrée de la • zone de sécurité •, et continuent de l'être. Le vide laissé matérialisée par une simple barrière par leur obsence préoccupe les noumétallique derrière laquelle sta- veaux maîtres des lieux, sunnites ou tionne un char repeint en gris, don druzes, qui craignent aujourd'hui

mache pas ses mots envers - les cette terre, dernier exemple de la coexistence -.

Que faire? - On attend. - Quoi · Le changement de gouvernement, de l'armée, et même, si cela est nécessaire, du president de la République, ce fantoche. Comme. toute façon, aucune garantie du gouvernement libanais n'est crédi-ble aujourd'hui, poursuit M. Risk. la seule que nous accepterions est celle du président Assad lui-

tous jouent une tragique partie de main chaude.

Est-ce è dire que les Jezzinois verraient d'un bon œil le retour de l'armée syrienne ? - Pourquoi pas, avoue leur députe, mais Israel accepterait-il de voir les troupes de Damas si près de sa frontière ? -

Amine Risk, aîné de la famille, trois ans d'études d'économie è Assas, qui est revenu auprès de son père pour témoigner de son attachement à la terre de Jezzine et de sa volonté d'y rester, proteste . - Pourquoi devrions-nous échanger une armée étrangère contre une autre? Les soldats de l'ALS au moins sont libanais. - Situé au carrefour des lignes rouges - syro-israéliennes, le sort de Jezzine tient à des considérations stratégiques qui commandent le destin de ses habitants. Les chrétiens assurent qu'en traçant les limites de sa zone de sécurité à 10 kilomètres au sud de la ville, les Israéliens les ont abandonnes. . Ils veulent nous obliger, dit un commerçant, à venir vivre dans la zone frontalière. Mais ce n'est pas notre terre. Que pourrions-nous y

Ils se raccrochent eucore à l'espoir que le lien entre l'ALS et Israel les protégera peut-être, mais sans trop y croire. Un jeune réfugié des faubourgs de Saïda avoue : - Des qu'une rumeur sur un possible départ de l'ALS se répand, tous les gens chargent leurs voitures pour partir. . . La population précedera l'armée de Lahad . assure M. Risk pour expliquer son refus de demander le départ du général comme l'en presse Beyrouth. « 11 ne le serait que si l'armée nationale pouvait vralment venir rétablir

Autant demander aujourd'hui l'impossible, puisque cela sousentend une armée acceptée par toutes les parties. Alors, une - solution onusienne » avec des » casques hleus - pour protection? La ques-tion a été débattue à Damas entre les présidents Gemayel et Assad, mais la Syrie s'opposerait toujours au déploiement de la FINUL au nord de sa zone actuelle.

· Nous resterans ici et nous nous défendrons autant que nos moyens nous le permetiront », assurent les responsables de la ville... - Dernier symbole du Liban uni, Jezzine doit survivre pour que le Liban commence à ressusciter », assume pour

FRANCOISE CHIPAUX.

UN RAPPORT DU CONSEIL DES ÉGLISES

Cinquante-sept villages chrétiens dévastés en avril et mai

Me Georges Assaf, pour le Conseil des Eglises du Moyen-Orient, emanation régionale du Conseil œcuménique des Eglises (Genève), avait révélé l'ampleur des massacres et des destructions dont les civils chrétiens (environ 1 500 tués, plus de 100 000 réfugiés, 111 villages dé-traits ou abandonnés) avaient été victimes de la part de miliciens

1983 (le Monde du 2 mars 1984). Le jeune avocat beyrouthin vient de récidiver, mais, cette fois, à propos du sort des populations chrées du sud du Liban en avril-mai 1985 (Iqlim-El-Kharroub, région de Saïda et Sud proprement dit). De son rapport d'une cinquantaine de pages, encore inédit, il ressort que, an printemps 1985, 57 villages chrétiens ont été dévastés dans le Sud. sans compter 25 localités mixtes désertées tout on partie par leurs habisons pillées est évalué à 9 395 et le

Déhut 1984, le rapport de nombre de celles qui ont été incen- lective des chrétiens du Sud -. diées à 8 402 tandis que 82 sanctuaires chrétiens (notamment melkites et maronites). 24 écoles et 17 couvents ou noviciats ont été détruits.

> Parmi les villages ou quartiers chrétiens littéralement effacés du paysage - dont beaucoup, ironie de l'histoire, avaient été installés là il y plusients siècles à l'initiative des druzes pour que les chrétiens fassent écran entre eux et les chiites. -Me Assaf cite Metoulleh, Almane, Abra, Majdalouna, Bkosta et Bramieh, et plusieurs monuments classés, notamment le couvent melkite du Saint-Sanveur à Mkallès. Celui-ci, construit en 1711, dejà mis à sac en 1778, 1841 et 1860, a vu, cette fois, disparaître ses vingt mille volumes et ses deux mille manuscrits. - La destruction programmée des édifices religieux, souvent plusieurs fois centenaires, représente une grave atteinte à la mémoire col

constate le rapport.

Quant aux personnes, les enquêteurs du Conseil des Eglises ont re-censé 12755 familles chassées de leurs foyers. En tout, près de 73 000 chrétiens du Sud sont considérés comme - réfugiés sur leur propre sol ., dont environ un tiers sont allés dans la ville de Jezzine. Les pertes civiles en vies humaines sont estimées à 205 personnes, en majorité des vieillards et des enfants, et les blessés à 424. En outre des centaines de personnes sont portées disparues.

Selon Me Assaf, - l'étincelle qui a mis le seu aux poudres a été la manifestation intégriste organisée en mars à Saida, le passage des intégristes dans les villages chrétiens etant l'occasion de multiples menaces et humiliations .. Quant aux responsabilités dans l'szode et les tueries de chrétiens, elles incomhent, d'après le rapport, d'abord aux miliciens druzes puis eux formations

islamistes plus ou moins alliées aux Palestiniens et aux communistes. D'eprès les témoignages de notables villageois, - plusieurs incidents ont aussi été le fait de provocateurs agissant pour le compte d'Israël. notamment à Saida, où il ac reste plus aujourd'hui, dans le centre ville, que 12 des 700 familles chrè-

A la connaissance des enquêteurs,

les chiîtes du mouvement Amal n'ont pas tue de civils chrétiens. Ils ont en revanche imposé la dhimma (- protection-assujettissement -) à certaines localités chrétiennes qu'ils ont occupées, comme Maghdouché. La question que pose, pour finir, le rapport est de savoir si les jeunes chrétiens déracinés ne vont pas être tentes de recourir à leur tour au terrorisme. Certains d'entre eux n'ontils pas affirmė : . Ça a si bien reussi aux autres. Pourquoi pas à BOUS ? ..

J.-P. P.-H.

LE GÉNÉRAL LAHAD, CHEF DE L'ALS L'émancipation impossible

De notre correspondant

Jérusalem. - Y-a-t-il plus derisoire - ou plus pathétique qu'un homme lige en quête de respect, un féal soudain saisi d'orgueil ? Il aimerait avoir voix au chapitre et fuir l'ombre de son issant tuteur. Mais les chaînes qu'il secoue font encore trop de bruit. Il veut être accepté, reconnu, légitime. Il e soif d'sxis-

Cette embition frise l'outrecuidance quand elle habite un personnage eussi franchement assuistti qua la général Antoina Lahad, chef de l'Armée du Liban du Sud (ALS), la milice qu'Israël équipe, entraîne et finance. Faire ier que le troupa dont il hérité éteit une « crénture de l'étranger » ? Clouer le bec à ceux de ses compatriotes qui le traitent de « dernier des collabos » ? Est-ce si commode, lorsqu'il ne peut faire un pas sans traîner à ses basques un « officier de lieison » de Tsahal trop prévenant, qu'il accueille le visiteur dens une caserne qui proville en permanence de soldats israéliens, que ses propres stander-distes ont l'hébreu pour langue

Trapu, le visage lisse et le cheveu argenté, ce chrétien maronits est ne il y a cinquente-six ans à Kfar Katra, dans le montagne du Chouf. Cet officier eux menières courtoises est un authentiqus homme de terruin, ualité dont témoigne une carnère bien remplie. En 1966, il prend la tête de le sécurité militaire où il a longtemps servi. Il commandera ensuite les régions coccidentale » et « orientale ». Quand éclate la guerre civile, en 1975, il est en charge de la Bekaa. Quatre ans plus tard, on lui confie le secteur du Mont-Liban.

Comme Saad Haddad - auquel il succedera à la têta de elora l'estempille « chemounista ». Il est d'ailleurs membre du « parti netional » qu'enime l'ancien président de la République. Est-ce parce qu'il n'appartient pas au sérail phalangiete que le pouvoir lui refuse le commandement suprême de l'ermée libanaise ? Ce revers de carrière. susurrent les meuvaises langues. l'aurait conveincu de prendrs une retraite anticipée en 1983 puis d'accepter, début 1984, l'offre de Jérusalem.

Nous ne sommes pas des mercenaires »

L'Etat hébreu, à l'époque, recherche un deuphin è Saad Hadded oui se sait condamné par un cancer et n'a aucun héritier politique. Haddad lui-même souffle aux Israeliens le nom de cet aîné encore ieune et en rupture d'armée. Ses étate de service et son hostilità farouche à la présence pelestinisnne leur inepirent

Antoine Lahad prend ses nouvelles fonctions le 13 mars 1984 meis elles seront tenues secrètes pendent trois semaines pour ne pas mettre en danger sa famille retenue dans is nord du Liban. « J'ai accepta ce posts, confierat-il plus tard. lorsque i ai compris que mon gouvernement, cédant eux exigences syriennes, ebrogerait l'eccord israelo-libanais de mars 1983. #

A la différence de son prédécesseur issu d'une famille paysanne grecqus catholique ds Mariayoun, Antoine Lahad n'est pas un « homme du Sud ». C'est là sa faiblesse majaure. Etle l'empeche d'antratanir avac ses hommes la familiarité bourrus qui les liait au commandant Haddad. Faute de popularité, il se contentera de l'estime et s'efforce de compenser son ebsence de « ra-



cines » par sa longue pretique des popotes et sa connaissance militaire du Sud. S'il n'est pas et pour cause - en odeur ds Nord, il ne semble pourtant pas avoir « hérité » la haina tenace que les Gemeyel vousient à Saad Haddad.

Habilement, le général Lahad se présente en fidèls continuateur du commandant défunt dont un portrait en uniforme ornu longtemps son austèrs bureau de le meître des lieux reçoit les journalistes entre un drapeau frappé du cedra, un poèle qui trone en serve aux siestes estivales.

Sans doute est-il plus sincère que son prédécesseur quand il proclame la vocation pluri-Sud, ouverte, sans grand succès jusqu'à présent, à une communauté chiits dont il a pris lucide ment la m surtout résolue à empêcher le retour des combattants palesti-

Comme Haddad, Antoina Lahad se pose en « patriots ». d'abord soucieux de servir son pays et les Libenais. « Je ne suis pas à vendre », aimait répondre le commandant è ses contradicteurs. « Nous ne sommes pas les mercenaires d'Israel, renchérit le général. Nous avons seulement les mêmes intérêts que lui. »Bref, ne yeut pas dire « trahir ». N'empêchs. Cs distinguo

echappe à la grande mejorité de ou non, dens leur refus d'une intervention israelienne qui ss masque eujourd'hui en « fausse

Etrs Libanais avant tout, cela veut dire eussi respectsr les usages et les mentalités du pays natal. Après le massacre commis en sentembre demier par des soldats druzes de l'ALS dans le petit village chiite de Sohmor, on vit le général Lahad présider une sulha, cette cérémonie encestrele ds réconciliation canséa mettre fin eu cycle des représaitles entre familles ou clans. Et de lancer aux journalistes isreeliens présents : « Oubliez touts cette histoire. Nous, Libanais, avons nos coutumes et nos lois. Cette affaire ne concerne que nous. Vous ns comprenez rien à notre facon de vivre. »

Dene sa quâte da légitimité, Is générel vient de marquer un point en obligeant l'stat-major de le FINUL à prendrs officisllement langue avec lui, à la vive satisfaction de Jerusalem, Mais ni lui ni ses protecteurs n'imaginent vraiment que l'ALS, livrée à ellemême, survivrait au-delà de quelou l'impossible emancipation.

J.-P. LANGELLIER.

Etranger

KENYA

La lance brisée des Masaïs

Qu'ils sont donc pittoresques, ces guerriers-pasteurs noirs du Kenya, aur les catalogues des grandes egences de voyages ! Mais sortis du champ de la caméra, ils retrouvent les problèmes d'une communeuté mise eu pas par le monde moderne et menacée de perdre ses raisons d'être.

De notre correspondant

Nairobi. - Drapés dans leurs shukas ocre rouge, une lance à la main, uo œil sur leurs troupeaux, ces pasteurs masaïs ont l'air indifféreots au temps qui passe et qui, pourtant, les presse de se mettre à la page. Karen Blixen, la romancière danoise, qui les avait côtoyés eotre les deux guerres, cotait déjà leur · ottitude à lo fois passive et insolente ·. L'auteur de Ma ferme ofricaine ne cachait pas son émerveillement devant ces superbes guerriers, . presque aussi minces que leurs piques miroitontes », qui « se laissent admirer et regarder comme des stotues qui ne voient personne ».

Il faut être touriste, saisi par le pittoresque et l'inattendu, pour ne pas se reodre compte que, à court terme, ces « bons sauvages » sont condamnés à perdre leur identité. Le gouvernement kényan les a pris dans son collimateur, qui veut les contraindre à épouser leur siècle. Il fait, aujourd'hui, campagne pour les convaiocre d'envoyer leurs enfants à l'école au lieu de leur « voler » buit années de leur jeunesse pour les former an métier de la guerre contre l'ennemi, qu'il soit homme ou

La tradition veut, en effet, qu'à douze ans environ, les garçons masais quittent leurs familles et se retrouvent entre eux pour assurer la défense de la terre, des bêtes et des gens. Au sortir de cette longue période d'initiation, ils sont autorisés à prendre femme et à s'installer « à leur compte ». Il arrive qu'en cours de formation. pour tromper leur oisiveté, ces eunes guerriers - ces morans -

se laissent tenter par des actions qui sortent du cadre de leur mission et se livrent ainsi à des agressions à maio armée contre de paisibles eitoyens de base - les wananchi – pour leur voler aussi bieo des têtes de bétail que des ustensiles de cuisine ou un poste

M. Justus Ole Tipis, ministre d'Etat, responsable des questions le sécurité, qui est, au Parlement kéovan, l'un des élus de la commupauté masaï, a récemment averti celle-ci que les forces de l'ordre seraient « sons pitié » et abaitraient sur-le-champ, « comme de vulgaires crimi-nels », ceux qui se placeraieot audessus de la loi.

Les Masaïs ne se trompent-ils pas d'ennemis ? N'est-ce pas plutôt aux attaques d'un adversaire sournois et insaisissable qu'ils devraient se préparer, d'une sorte de Léviathan qui, sans conp férir, les obligera à abandonner leur état de nature? Cette société acéphale, dont le système politique repose sur les classes d'âge et le ssensus, est appelée à se soumettre aux exigences d'uo pouvoir moderne. Elle livre encore à celuides combats d'arrière-garde. Uo peu pour le principe.

Peau de chagrin

« Les Masais n'ont jamais été esclaves et ne le seront jomais, racontait Karen Blixen. On ne peut même pas les emprisonner, car lis meurent ou bout de trois mois de détention. Le gouvernement anglois avait reconnu le fait et avait dû, pour eux, remplacer cette peine par des amendes. » U est vrai que, lors de la première guerre mondiale, l'administration britannique eut grand peine à enrôler ces nomades.

Quatre siècles plus tôt, au terme d'une longue migration, ce peuple d'origine nilotique avait atteint les hauts plateaux de la Rift-Valley. Il n'eut pas toujours la vie facile pour tenir en respect ceux qui convoitaient les vastes espaces sur lesquels il nomadisait avec ses troupeaux. Au sein de la population bantoue, des voix s'élèvent, aujourd'hui, pour reconnai-tre le « rôle historique » des enva-hisseurs masaïs qui, par leur bravoure, ont réussi à intimider les marchands d'esclaves arabes et à sauver leurs ancêtres de la servitude.

Les éleveurs masaïs - 241 000 au receosement de 1979 pourront-ils continuer à vivre en circuit fermé, à la tête d'un immense troupean - 1,5 million de bêtes à cornes et 3,7 millions de moutons et de ebèvres eo 1981 - dont ils tireot leurs aliments de base, le lait et le sang, parfois la viande? Ces pasteurs sans fron-tières ont vu leurs terres de parcours se réduire comme peau de chagrin. Les voilà cantonnés dans des - réserves tribales » entre le lac Victoria et le mont Kilimand-

Chassés des meilleures terres, les Masaïs se trouvent aujourd'hui coofinés sur les moins bonnes, en butte à de fréquents déboires eli-matiques. Ainsi, dans le district de Kajaido, la sécheresse de 1960-1961 a-t-elle décimé 70 % de leur cheptel; celles de 1976 et de 1984 ont été tout aussi meurtrières. L'administration britannique d'abord, le gouvernement kényan ensuite ont tiré argument de ces fléaux à répétition pour essayer de coovaincre cette communanté nomade de l'intérêt qu'elle auralt à changer de mode de vie, à se sédentariser.

Pour arriver à ses fins, l'administratioo locale s'est employée, pas à pas, depuis le début du siècle, à mettre la législation en accord avec sa politique, e est-à-dire à modifier le droit foncier, à créer un cadastre moderne qui substitue à la notion coutumière d'appropriation collective de la terre l'idée nouvelle de propriété individuelle du sol. Le but ultime de ces réformes était de favoriser le développement raral en s'appuyant sur une véritable classe de fermiers.

Dans la compétition ainsi ouverte entre les deux modes de production, agricole et pastorale, les éleveurs masais out été les grands perdants. Sur leurs terres de parcours, les colons blancs se taillèreot de vastes domaines.

Puis, après l'indépendance, les Kikouyous, qui comptent parmi les meilleurs paysans d'Afrique, prirent leurs aises sur les hauts plateaux de la Rift Valley avant de pousser leurs incursions vers les plaines herbeuses où se sont réfugiées ces nomades. Ainsi, dans les deux districts masaïs de Kajajdo et de Narok, les « étrangers » bantous ont-ils solidement pris pied : ils représentent plus du tiers de la population dans l'un, plus de la moitié dans l'autre.

Un musée en plein air

Le gouvernement invita les Masaïs à se comporter en éleveurs responsables, soucieux de la qualité de leur cheptel. D'où la création, dans les anoées 70, de raochs collectifs . dotés d'écoles, de dispensaires et de services vétérinaires, qui rassem-blaieot de 20 à 400 familles autour de points d'eau perma-neots. Des sécheresses successives mirent les membres de ces communautés pilotes hors d'état de rembourser les prêts qui leur avaient été largement consentis. En outre, les rivalités des politiciens locaux pour s'assarer le contrôle de ces unités de production eo paralysa le fonctionne-ment si bieo que cette expérience paraît aujourd'bui avoir tourné

Jusqu'a maintenant, les essais des autorités kényaoes pour intégrer les Masaïs à la communauté nationale n'ont guère été concluants. Ces nomades invé-térés se sont laissé imposer une logique - celle de l'Etat - qui leur est totalement étrangère. La politique de développement a été concue, décidée et appliquée sans eux. Ces » primitifs » ne sont prêts à sortir de leur réserve, à lever leur lance, que s'ils jugent les intérêts supérieurs de leur communauté gravement et immédiatement menacés.

Les Masaïs sont sans illusions sur le comportement de ceux des leurs qui, aux plus bauts écbelons de l'Etat, ont mission de les représenter. Le seul souci de ces politi-ciens o'a-t-il pas été de se créer des clientèles et des revenus sans



se soucier vraiment du sort de leurs « frères »? Décédé en jan-vier dernier, Stanley Oloitipitip a ainsi « régné » pendant plus d'un quart de siècle, sur une bonne partie da pays masal. « L'éléphant de Kajaido - aux treize femmes et aux soixante-dix enfants s'est comporté en tyranneau, préoc-cupé d'honneurs et de prébendes dans les différents postes ministériels qui lui avaient été confiés. Il ne semble pas que la disgrâce, puls la disparition de ce person-nage aient fortement fimu ceux dont il était censé défendre les

Bousculés par les uns, exploités par les autres, les Masaïs entrent à reculons dans un monde moderne qui paraît ne vouloir faire auenne concession à ces marginaux. Certains se sont fixés à une terre et ont troqué leur lance contre une houe. D'autres

s'en sont allés à Nairobi offrir leurs services comme veilleur de nuir et grossir le flot des prolétaires urbains. D'autres encore dont les réserves sont placées sur le trajet des grandes migrations touristiques tirent profit de cette position strategique pour vendre, à prix d'or, le droit de visiter leurs igloos de booe séchée - les manyattas - et d'utiliser ce fond de décor pour une photo de famille...

Parce qu'il est appelé à se banaliser, le pays masaï est devenu, ces dernières années, un haut lieu du tourisme universitaire, une sorte de musée en plein air. Toutes sortes de chercheurs et de curieux viennent y recueillir, avant qu'il ne soit trop tard, les ultimes témoignages d'un monde en perdition. Comme on accourt au chevet d'un mourant....

JACQUES DE BARRIN.

n'ont-ils pas suggéré que l'actuel duc de Wellington ne serait pas

de « descendance directe », ce qui annulcrait de façon antomatique

annulerait de façon antomatique les engagements pris en 1815? Cette attaque, ignorant toutes les règles du fair ploy, a été repoussée avec mépris par les généalogistes du Burke's Peerage, qui font autorité en le matière

Une rencontre a cependant eu

lieu entre les protagonistes de la

nouvelle bataille de Waterloo. L'an dernier, l'héritier du Duc de

fer est en effet venn sur place pour inaugurer le musée Welling-

ton, qui venait d'être rénové. Le sénateur Humblet, qui avait une fois de plus réitéré à la Chambre

belge ses critiques contre les avantages abusifs dont journaient les descendants de Wellington,

était néanmoins présent à la céré-

font autorité en la matière.

DUMANIE

A Property of the State of the

the second section is a second

The state of the state of

Caral Eraca Cons

en somewhere the

Sec. 15.

light of the district

E Barter in the Control of the

St. St. St. Cart. St. Cart. Land.

Appendix of the last of the facilities

THE WAY THE THE STATE OF THE

The state of the s

N. S. Marie B. 3

les merveille

- 107 €



See a cour e game je

And the second second

06 E109

The same of the same of

- - - - -

And the Printer

A francisco grad The state of the same manner. The scat dame.

Corespondence

dairaica s

DESIGN THE ME

are de la fai

PRINTED THE REAL

monie. Les témoins affirment cependant qu'il o'y eut aucun hand shake cotre l'homme politique wallon et l'aristocrate britan-La seule communion a été celle Tadent Cosusoscu des bymnes nationaux : Brabanconne, Marseillaise et God save The same to copy are. Present ihe Queen. On n'avait pas eu besoio de jouer aussi l'ancien the comphe of to to sin amention un Maria das 31 april 1984 # A design to videlle ville Par pour y lame of the soulor see se vernement de M. Honeeker a

Toujours est-il que le moment ne paraît pas encore favorable pour débaptiser la gare de Waterico à Londrea, pas plus d'ailleurs que celle d'Austerlitz à Paris.

(1) Le Duc de Wellington et la Belgi-pue. Editions La Renaissance du Livre.

BELGIQUE

La nouvelle bataille de Waterloo

Dans le « morne plaine » où s'affrontèrent e l'Europe et la France » on célèbre en cette fin de semaine le 170° anniversaire de la bataille de Waterloo. On va mimer, avec quelques pétards, l'immense affrontement. Mais la lutte se poursuit eilleurs...

De notre correspondant

Belgique. - Le « cirque de bois, de coteaux et vallons » qui inspira Victor Hugo ne serait-il plus qu'un lieu historique où paissent les vaches dans un décor bucolique? Clausewitz dût-il se retourner dans sa tombe prussienne, il faut bien constater que le commerce, les cootroverses idéologiques et les rivalités culturelles peuveni être également une « continuation de lo guerre par d'outres moyens ». Waterloo reste en tout cas le terrain de beaucoup d'affrootements.

Le premier ministre chinois, Zhao Ziyang, lors de sa visite en Belgique, l'an dernier, ne manqua pas de causer quelque surprise en décidant de visiter le plus célèbre des champs de bataille européens.

En dépit de ses soixante-cinq ans, il gravit allègrement les 222 marches de la butte au sommet de laqueile un gigantesque lion de fonte - le regard dirigé vers la France - commémore les exploits do prince Guillaume d'Orange, qui commandait le premier corps d'armée de Wellington et qui fut blessé lors de la bataille. Les historiens enregistreront que le visiteur respecta le panocau interdisant de monter sur cette butte historique - avec des cornets de frites •.

Certains membres de la suite expliquèrent, de façon plutôt imprévue, que ebez eux Napoléon est . un héros et un conquérant .. D'autres ajoutèrent prudemment que, dans les classes d'histoire, on ne dit pas aux enfants chinois « qui, à Woterloo, étoit du bon ou du mauvais côté ». Bref, jusqu'à Pékin, les événements de 1815 continuent d'agiter les esprits. En Belgique, les deux camps de 1815 cootinueot de s'affronter. Certains politiciens wallons notamment meneot une campagne systématique contre l'Etat, qui continue de payer une rente aux béritiers du Due de fer. La bataille reprend périodiquement à la Chambre des représentants de Bruxelles. Le plus émiocot des combattants est le sénateur wal-lon Jean-Emile Humblet, selon qui la Belgique devrait cesser de payer nne rente annuelle à «Sa Grace Arthur Valerian Wellesley, huitième due de Wellington, pair du Royaume-Uni de Graode-Bretagne et d'Irlande du Nord et Grand d'Espagne de première

La rente du Duc de fer

Sur ce point, toutefois, il convient d'en revenir aux sources. Aucune n'est plus fiable que l'éblouissante biographie du due de Wellington due à la plume de l'bistorien belge Henri Bernard (1).

Après avoir rappelé que le 8 juillet 1815, c'est-à-dire quelques semaines après la bataille, le roi Guillaume I" des Pays-Bas octroya à Wellington le titre de prince de Waterloo, transmissible par primogéniture masculine, l'historien précise que, en vertu d'une disposition ultérieure, le Due de fer béoéficia d'une dotation d'un peu plus de 1000 bec- poie qu'un intérêt inférieur à



tares de bois domaniaux situés dans la région où se déroula la bataille. Cette propriété fut confé-rée « pour être possédée irrévocablement et à perpétuité par le prince de Waterloo et ses descen-

dants légitimes «.

Wellingtco ayant fait défricher ces bois, uo autre arrêté royal, pris en 1817, le contraignit à verser le produit de la vente à l'Etat en échange d'une rente perpétuelle. Cela permet à M. Henri Bernard de conclure : « Il n'y o jamais eu d'octroi grotuit d'une rente; celle-cl n'est que le rendement du produit des bois défrichés, produit encaissé et détenu par l'Etat. » Lorsque l'indépendance de la Belgique fut consacrée en 1831, le nouvel Etat reprit certes à son compte les engagements des Pays-Bas, mais l'auteur de cette étude très complète ajoute que, contrairement à une opinion très répandue, de tels arrangements « ne coûtent rien à

l'Etat belge, puisque ce dernier ne

3.4 % sur le capital qu'il a reçu et

fait fructifier ». Le total par an s'élève aujourd'hui à la somme relative-ment modeste de 80016 francs belges. Enfin, le défrichement a permis à de nombreuses familles de cultivateurs de s'installer sur des terres dont les héritiers du duc ne peuveot pas disposer librement. Dans ce dernier cas, il est vrai, ceux-ci se voient un peu mieux traités, puisque les fermages ieur revenant sont évalués quelque 2 millions de francs belges par an.

Le sénateur wallon dénonce ce qui lui apparaît comme une « pratique féodole et médiévale . Il fait remarquer que, . au fur et o mesure que les onnées s'écoulent. lo batoille de Woterloo s'est inscrite dans un passé lointain. Des guerres songlantes plus dramatiques encore ont marqué l'histoire de l'Europe sans que des faveurs similoires oient été accordées oux généraux victorieux ».

Le Rassemblement populaire wallon (RPW) a même cru bon

de préciser que le Luxembourg n'a accordé aucune rente au général Patton et à ses descendants

pas plus que la Libye au général Montgomery. Qu'à l'arrière-plan de ces

controverses on puisse déceler quelque passion politique parfois très actuelle n'est guère donteux. Le RPW a proclamé ouvertement qu'il n'y aurait pas lien de reodre bommage à un homme dont l'action avait pour uo temps «étouffé le souffte de la liberté » en Europe. Cela d'autant moins que les quatre cinquièmes des Wallons ayaot participé à la beteille de Woode participé à la bataille de Waterloo faisaient partie des troupes françaises.

A cette offensive, les Britanniques ont répondu il y a plus de dix ans déjà en fondant un Waterloo Committee dont le buitième duc de Wellington est le présideot d'honneur. Le but essentiel de cet organisme est de réagir contre des « erreurs » dont la principale serait que « depuis des années, les visiteurs se voient donner l'impression que c'est Napoléon et son armée qui ont gagne . Et il est bien vrai que les marchands de souvenirs installés entre les vendeurs de frites et les bistrotiers liquident beaucoup plus facile-ment les bustes de l'Empereur que ceux du Duc de fer. Aussi, les partisans de Wellington out-ils entrepris une « reconquête » do champ de bataille en installant des plaques commémoratives en langue anglaise sur un certain nombre de bâtiments historiques; démarche immédiatement dénoncée dans le camp wallon comme une « britannisation abusive » du

De l'autre côté de la Manche. on a également réagi contre une argumentation particulièrement shocking de ceux qui voudraient abolir les « privilèges » des héri-tiers du duc. Certains d'entre eux

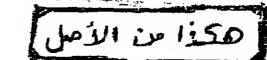
site de Waterloo.

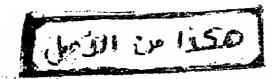
hymne prussien puisqu'il est iden-tique à celui des Anglais. Cela n'empêcha pas la RDA d'intervemir dans cette rencontre historique en offrant au musée un buste de Blüeher en porcelaine de Saxe. Subditée diplomatique? Le gou-

offert aussi un buste de Napoiéo un peu plus grand que celui du maréchal prussien.

JEAN WETZ.

Page 6 - Le Monde Dimanche 16-Lundi 17 juin 1985 •••







Marie America

the state of the same of the

AND SHOWING THE PROPERTY.

A And Market

The second second

Marie Contract Contract

Marie Marie

Section Section

Maria de la companya del companya de la companya del companya de la companya de l

Etranger

ÉTATS-UNIS

Les clubs sérieux et les autres

Dans quel pays y a-t-il un Club des ennuyeux aux statuts dûment déposés ?. Dans quel pays la mule a-t-elle de nombreux amis enregistrés qui organisent une fête annuelle ?.

Extravagants Etats-Unis !

Washington. - Les Américains de tout âge, de toute condition, forment constamment des associations (...) pour s'amuser, fonder des séminaires, construire des auberges et des églises, diffuser des livres, envoyer des mis-

Correspondance

sionnaires aux antipodes », écrivait Tocqueville en 1835. Cette constatation de l'auteur de la Démocratie en Amérique a'est révé-lée exacte au-delà de toutes prédictions. Cent cinquante ans phis tard, le nombre des associations aux Etats-Unis va en augmentant au rythme de mille par an.

Certains de ces groupements sont puissants. Cheminant dans les allées du pouvoir, leur vocation est d'exercer une influence sur les législateurs du Congrès, comme, par exemple, l'Associa-tion de l'éducation nationale, l'Organisation nationale des femmes ou l'Association des producteurs de produits laitiers. Mais, au-delà de ce rôle de groupe de pression, il bouteilles et, bien entendn, le faut feuilleter les quaire volumes Cola Clan. de l'Encyclopédie des associations pour découvrir l'Amérique, sentir son parfum... On voit alors à quel point les Américains aiment à se réunir pour des causes allant des plus futiles aux plus sérieuses, à se rencontrer, à communiquer, à échanger leurs vues sur leurs goûts ou leur hobby, ou tout simplement pour s'amuser.

Les amateurs de musique peu-vent adhérer à la Guilde des carillonneurs de l'Amérique du Nord, plus prosaïquement, à la Guilde des sonnettes de portes, ou encore à l'Association des tympanons des Appalaches méridionales, à la Société de la viole d'amour ou au Club de boîtes à musique, sans oublier l'Association des accordéonistes américains.

Les ∉ amis de la mule »

Ceux qui aiment l'histoire ont le choix, par exemple, entre la Société historique des camions, la Fondation bistorique des produits forestiers du Minnesota, le Club des bouteilles historiques, l'Association d'histoire des autobus. Les amicales de collectionneurs sont nombreuses. Il y a le Club des couteaux pour gâteaux, la Société internationale des boîtes à musique chinoises, le Club des onvre-

Les amis des animaux se regroupeot volontiers. La Société de l'âne et de la mule américains compte deux mille einq cents membres. Elle tient un registre des animaux, assure des prix à leurs propriétaires pour - services rendus à la communauté », et chaque année tient une coovention. C'est à cette occasion qu'un millier d'amis des ânes et mules choisissent leur champion aux longues oreilles...

Il y aussi l'Association des éleveurs d'opossums, la Société des amis du cygne et le Club du lapin américain géant quadrillé. L'Association nationale pour la promotion des oryctéropes (à ne pas confondre avec l'Association des aficionados des orvetéropes) organise une course annuelle et encourage le publie à ne pas fré-quenter les 2008 qui ignorent ces animaux très nombreux au Texas. Précisons à l'intention du lecteur dans le même cas qu'il s'agit d'un curieux mammifère, qui a l'aspect d'un porc de taille moyenne, à peau grise épaisse et à poils rares. Il se distingue par un groin, de grandes oreilles et une queue musculeuse assez robuste. C'est un animal très rare en jardin

Un groupe comme la ligue Sauvez un chat n'a pas duré longtemps. A l'instar de beaucoup d'autres. Mais dans les associations qui continuent d'exister et dont les membres se comptent par dizaines et parfois par milliers, les ectisations qui sont payées per-mettent d'imprimer plusieurs publications bebdomadaires, mensuelles ou trimestrielles à l'intention de leurs adhéreots. A titre d'exemple, le Dâme en chrome est une seuille destinée

A la recherche de la licorne

Toute une série d'associations et de clubs n'ont qu'un seul but : celui de distraire. Il existe ainsi une Société internationale des gens ennuyeux, qui compte sept cents membres, et dont le président affirme qu'il mêne une vie ennuyeuse, se nourrit de mets ennuyeux, pratique un sport ennuyeux (les quilles) et passe des soirées ennuyeuses à la maison. Son cri de ralliement est : « L'enthousiasme décline, mais l'ennui dure longtemps... • Le Consortium de la licorne réunit une vingtaine de petits elubs ayant en commun la conviction que chaque bomme a une licorne qu'il est prédestiné à chasser. Son président affirme que ses membres poursuivent des buts différents. A côté de ceux qui trouvent amusant de

ehasser quelque chose qui n'existe pas, il y ceux qui collectionnent les objets relatifs à la licorne, et puis ceux qui, préoceupés par la métapbysique, eberebent simplement une raison à la

Il y a le Club des distraits pour ceux qui perdent la mémoire et qui s'identifient entre eux en portant un

insigne représentant le Penseur de sieurs bommes sortent en dé-Rodin. Pour être admis au Club des dents séparées il faut avoir un espace de deux millimètres au moins entre les deux dents de devant et a'engager à ue jamais porter un appareil et à participer à tous les concours de erachats. En raison des progrès de l'orthodontie, nous sommes une espèce en danger », déclare son pré-

Quant aux membres de la société Jim Smith, ils en ont assez de prêter à sourire. Beaucoup de couples illégitimes, en effet, se font enregistrer dans les hôtels ou motels sous le nom de Jim Smith, l'équivalent, pratiquement, de Jean Dupont, Ainsi, quand on appelle Jim Smith au téléphone, plu-

SERGUEI. braillé de leur ebambre. La so-

autbentique identité. Eotre eux, les membres de ce elub particulier ne s'appellent pas par leur prénom, mais par le nom de leur ville : Dayton, Danville,

ciété veut que les vrais Jim Smit b

portent une carte confirmant leur

Oil-City, etc. Grouebo Marx a dit un jour : Je ne voudrais jamais appartenir à un club qui aurait quelqu'un comme moi parmi ses membres. » Ainsi, Groucho Marx n'aurait pu adhérer au Club des études sur les frères Marx, Mais il aurait eu le

choix entre la Société de la folie

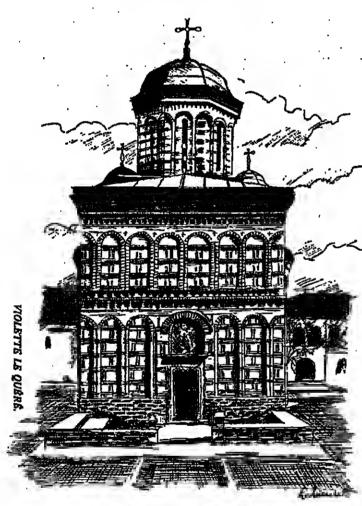
visuelle ou le Club des collection-

neurs de monnaies de bois.

HENRI PIERRE.

ROUMANIE

Les merveilles en péril de Bucarest



L'église Mihai-Voda (1592-1594).

Le président Ceausescu nourrit pour sa capitale, haut ·lieu de son triomphe et théâtre de son ambition. un dessein qui émeut l'opinion (le Monde des 31 août 1984 et 6 avril 1985). Il veut détruire la vieille ville de Bucarest pour y faire passer des boulevards cyclopéens qui iront « dans le sens de l'histoire ».

Correspondance

Bucarest - Bucarest a mal. Bucarest se meurt. En ce prin-temps tant attendu qui succède au plus cruel hiver connu de mémoire de ses habitants - pénurie alimentaire et d'énergie par - 20 °C. - le brait du vent dans les arbres et les cris des écoliers

sont couverts par le vacarme des murs qui s'effondrent sous les coups des bulldozers pour faire place à la - cité radieuse du fu-

Imagine-t-on Prague amputée de Mala Strana, Paris sans son Marais, Moscou, les derniers vestiges de l'Arbat démolis, les quarniers médiévaux de Rouen, de Strasbourg, de Lyon disparus? C'est ce qui arrive à Bucarest aujourd'hui, et il reste peu de temps pour arrêter les engins des démoisseurs avant qu'ils u'aebèvent leur besogne : la destruction totale de la vieille ville, qui a'étage sur les collines au sud de la rivière

· Petit Paris · entre les deux guerres, Bucarest voit alors disparaître les marécages remplacés par des lacs et des bois riants semés de clubs de loisirs. Des avenues sont tracées, bordées d'immeubles de rapport confortables, cossus, sans grande beauté mais entourés d'espaces verts et fleuris, Après la seconde guerre mondiale, les quelques quartiers détruits par l'aviation américaine et allemande sont reconstruits. Dans les anciennes mahalas s'élèvent, comme partout à l'Est et à l'Ouest, les tours-casernes des vastes cités ouvrières. Le 31 décembre 1947, le roi Miebel est contraint d'abdiquer et le pays deient une démocratie populaire.

Des bergers aux héros

Le cœur de la ville a toujours battu dans son centre historique, aur la rive droite de la Dâmbovitza, rivière ebétive et timide, en partie recouverte, qui traverse Bucarest avant de rejoindre son grand frère, l'Arges, et de se perdre avec lui dans le Danube, artère européenne essentielle vers la mer Noire et la Méditerranée orientale. C'est done dans ce vieux Bucarest, assemblage de villages de pasteurs et de marchands dn quinzième siècle - accroché aux flancs des collines - que s'affirment les plus anciennes traditions de la cité. Elles expriment l'héritage grec, turc, byzantin ct surtout roumain depuis les bergers des premières transbumances du néolithique jusqu'aux inoubliables héros de Mircea Eliade qui bantent encore les ruelles en pente et nous font sentir l'appel impérieux d'une insondable éter-

Superbes petites églises du seizième, du dix-septième et du dixbuitième, énigmatiques monastères aux murs décoréa de fresques ou d'images de boyards et de princesses byzantines au sourire hiératique, lacis d'allées aérées au parfum de glycine, de lilas et de ebèvrefeuille, maisons basses aux façades pastel, vérandas, auvents et verrières, villas aux jardinets à pergolas et charmilles comme il en subsiste encore sur nos buttes parisiennes, parfois à Auteuil et à Passy, tout cela a disparu en partie et ce qui en reste est également menacé. Un académieien, urbaniste et membre du parti depuis la clandestinité, nous confie: « Une telle rage iconoclaste de la part d'un pouvoir qui se prétend viscéralement attaché au passé de la Roumanie ne peut qu'étonner. Bien sûr, moi je mesure mes mots, je pratique l'eu-phémisme mais déjà des centaines de lettres de protestation violente sont envoyées aux auto-

L'église Alba Postavar, construite dans la seconde moitié du seizième siècle, a connu, durant son histoire, d'importantes avaries dues aux tremblements de terre, aux inondations et aux incendies. Restaurée après les bornbardements de la seconde guerre mondiale, elle a été l'une des premières sacrifiées sur l'autol du soeialisme triompbant. L'année dernière, quatre autres églises ont été démolies parmi lesquelles celle. superbe, du monastère Cotroceni.

Alors que, dans la seconde moi-Soleil est à son apogée et aebève la construction de Versailles, le dernier des Cantacuzènes, Serban de son nom et voïévode de la Valachie, bâtit dans la forêt de Cotroceni, près de Buearest, un spaeieux monastère pour remercier Dieu de l'avoir sauvé des brigands. Déjà en 1681, Jacob, patriarebe de Constantinople, écrivait que l'édifice recelait - moult beauté inhabituelle et ouvrages fiers et grands ».

En secret et nuitamment

En 1702, le voyageur anglais Chistbull parlait des fresques magnifiques et des tableaux qui décoraient l'intérieur de l'église alors que, selon un autre voyageur, Daponte, Cotroceni était '- orgueil de la Valachie .. Alexandre Ioan Cuza, premier prince régnant de la Roumanie unifiée, fit du monastère son palais. Cotroceni deviendra depuis la seconde moitié du siècle dernier une des résidences de la dvnastie des Hohenzollern jusqu'à la ebute de la monarchie. En 1984, la grande église du monastère, qui contenait les tombeaux de trois Cantacuzènes, a'effondre sous les

coups des démolisseurs. · La destruction des plus beaux quartiers de Bucarest. construits sur un terrain stable ne subissant pas l'effet des secousses telluriques qui ravagent périodiquement la capitale, survient à un moment où les problèmes économiques et démographiques se posent au pays avec une acuité jamais atteinte jusqu'ici, poursuit notre académicien. Pourtant, la populatian, surtout les jeunes, semble beaucoup plus sensible à la disparition des vestiges qui témoignent de ses racines qu'aux agressions immédiales pravo-

provoquées par la malnutrition, le froid et les maladies. Le pu-blic, d'une façon ou d'une autre, a pris connaissance des maquettes figurant l'aspect futur de lo capitale et des plus importantes villes du pays. Il a pu ainsi exprimer sa méfiance et contester les projets. Nuitomment cependant, en secret, les travaux de démolition ont commencé et se sont poursuivis, parfois avec le concours de l'armée, car les ouvriers refusaient de participer à la destruction de lieux sacrés vieux de quotre cents

Le bulldozer dans le jardinet

Par quoi compte-t-on remplacer ees quartiers uniques dans le Sud-Est européen et ces joyaux de l'art byzantin dans sa variante roumaine, le style brancovan? Il est question, selon l'agence de presse officielle roumaine, d'une énorme Maison de la République construite au sommet du Déalul Spirei, l'une des collines qui dominent la ville. L'édifice abritera le siège du parti et le gouvernement. Il sera flanqué de bâtiments destinés aux ministères et à la Bibliothèque nationale. L'ensemble formera un hémieyele pouvant contenir cinq cent mille personnes l'occasion des manifestations prévues pour les fêtes nationales et pour l'anniversaire du chef de

De cette place aberrante, digne de la vision d'un Speer par ses proportions, partirait la plus importante artère de la ville, le boulevard de la « vietoire du socialisme ». Large de 120 mètres et bordé d'immeubles d'babitation et d'espaces commerciaux, ce boulevard-autoroute traversera la place de l'Union, l'une des plus anciennes de la capitale, vouée elle aussi à la destruction. Il aboutira de l'autre côté de la rivière à une gigantesque esplanade où sera érigé le grandiose monument célébrant la gloire du « socialisme triomphant ...

 La brutalité, le valontarisme et le mépris des citoyens qui caraciérisent les rapports sociaux entre le pouvoir et la population depuis quelques années sont difficilement concevables en Occident. nous dit un éerivain qui jouit d'une considérable audience dans son pays. De ces rapports, pour le moins étranges, témoignent les conditians inauïes dans lesquelles se déroule l'opération d' · urbanisme . en cours. Parmi tant

d'autres, le cas du peintre Zoe Vermont, la fille de Nicolas Vermont, peintre célèbre également. o froppe le Tout-Bucarest des lettres et des orts. En 1984, sommée du jaur ou lendemain de quitter sa maison, un véritable musée contenant des trésors, elle s'est jetée par lo fenêtre quand le bulldozer est entré dans son jardinet. Plus d'une douzoine de personnes, parmi les quaronte mille habitants de ces quartiers, de-logés dans des conditions innommobles, ont mis fin à leurs

Le nom de la capitale roumaine viendrait, selon une légende, du berger Bueur qui menait ses troupeaux des rivages de la mer Noire aux pâturages des Carpates. Ses descendants auraient băti quelques bameaux et une église sur les collines dominant la Dambovitza, devenus par la suite Bucarest. Une autre étymologie propose le mot bukur, qui signifie joie en roumain-macédonien. Le moins que l'on puisse dire est que Bucarest, qu'aima tant Paul Morand, est loin d'être restée une ville de gaieté et de joie. Il est difficile d'énumérer ici d'une manière exbaustive tous les vestiges et les monuments qui ont déjà disparu, ceux qui demeurent encore et ceux qui sont en danger.

Il semble cependant que, devant la fermeté des réactions internationales et face à la résistance passive mais manifeste des Bucaresiois, le rythme des démolitions se soit ralenti ces dernières semaines . Il est néanmoins important que nous cantinuians d'alerter l'opinion et les organismes internationaux, conelut l'écrivain roumain, el surtout que le mouvement de ceux qui souhaitent sauver natre ville ne sait pas récupéré par des farces politiques qui s'en serviraient paur promouvoir leurs propres intérêts. -

EDGAR REICHMANN.

L'Association pour la protection des monuments et des sites historiques en Roumanie (7), rue de Saussure, 75017 Paris, tél. : 763-55-06) a été fondée le 1º mars 1985 sous la présidence d'honneur d'Eugène Jonesco. Elle réunit diverses personnalités des lettres et des arts, d'origine roumaine, notamment le professeur Siefan Gané, arcbitecte, qui en assure la présidence active. Elle entionale contre les destructions colraicapitale de la majeure partie de ses

France

LE DISCOURS DU PREMIER MINISTRE A MARSEILLE

« Le retour de la droite au pouvoir provoquerait une triple crise » pays n'a pas besoin de ces trauma-

Marseille. – L'aggravation du chômage? M. Fabius justifie ses arientations: «On aurais pu tout bloquer et abaisser une sorte de rideau de fer économique sur le pays. Mais alors ce ne seraient pas des dizaines de milliers, mais d terme des millians d'emplois, qui auraient été supprimes parce que ches et pas seulement des entre-prises – qui auralent été gravement touchées. Est-ce cela ce que certoins souhaitaient?

A ensendre les commentaires, on se demande parfois si certains n'ali-mentent pas leurs fands de commerce politique avec les difficultés de l'emplai! On aurait pu aussi – deuxième solution – pratiquer le libéralisme à la hache, traiter les hommes comme un résidu. Imiter tel exemple étranger où le chômage s'élève à 3 millions et deml de personnes. Naus avons refusé l'un et l'autre de ces comportements.

- A ceux qui dautent, je voudrais dire ceci ; au nom de quoi aurions-nous choisi ce chemin difficile si ce n'est au nom de l'intèret supérieur du pays ? -

Mais M. Fabius voulait surtout répondre à l'argumentatia des porte-parole de l'apposition. - Si la droite revenait au pouvoir, aux difficultés réelles de la situation risqueraient de s'ajouter trois crises, trois graves d'a homme d'Etat » de son hôte. Puis ils ont vu le chef du gouvernement, seul sur une estrade immense, presque eu garde à vous, chanter la Marseillaise, devant un rideau tricolore et embrasser, cette fois, une petite fille envoyée vers lui les bras chargés de fleurs. Dans l'intervalle, ils ont entendu M. Febius

De notre envoyé spécial

symphatisants socialistes rassemblés à la salle Vallier, à l'occa-

sion de la venue de M. Laurent Febius à Marseille, ont vu le pre-

mier ministre faire la bise - sur chaque joue - à leur maire,

M. Gaston Defferre, ministre chargé du plan et de l'aménage-

ment du territoire, qui avait rendu hommage à l'« envergure »

Ce vendredi soir 14 juin, les quelque trois mille militants et

défendre sa politique, répliquer eux critiques de la droite, comme à celles de la gauche, en affirmant, comme il le fait depuis sa nomination à l'hôtel Matignon, sa volonté de dire aux Français « la stricte vérité ». cassures que la droite apporte avec elle, a-t-il déclaré. D'abord, taut indique que ces messieurs risqueraient d'aggraver la crise économi-

que. Pense-t-on sérieusement qu'an va améliorer l'équilibre du budget en proposant de vrais dépenses sup-plémentaires et de fausses écono-mies? Pense-t-on qu'an va freiner le chômage en ouvrant totalement les vannes des licenciements? Pense-1-on qu'an va défendre le pouvoir d'achat en démantelant le SMIC? A l'évidence, un tel programme ne

ferait qu'accroître les difficultés économiques et financières.

économiques et financières.

« Croit-on, en plus, qu'il serait apportun d'y ajauter une crise sociale? Or, que se passerait-il socialement si, comme le proposent ces messieurs, on supprimait des centaines de millières d'emplois dans la fonction publique? Croit-on que le calme régnerait si la Règle nationale des usines Renault, si l'ensemble des entreprises nationalisées en 1982, 1945 et même avant étalent démantelées? Les Français accepteraient-ils qu'on casse leur accepteraient-ils qu'on casse leur pratectian sociale, qu'on porte atteinte à leurs organisations syndi-cales? Crise économique plus crise sociale, cela ferait de ja beaucoup.

Mais quand, en plus, une partie de la droite elle-même revendique de la droite elle-même revendique la crise institutionnelle, quand, au nom de la prééminence du président de la République, on voudrait le mettre à la porte, alors je dis nette-ment : Attention I Ils n'ont jamais véritablement accepté l'alternance. Ils », je veux dire ces personnages faussement modérés, bardés de mépris, aussi peu rigoureux dans le respect des institutions de la Répu-blique qu'ils furent peu efficaces blique qu'ils furent peu efficaces dans la gestlan de son économie. Crise économique plus crise sociale plus crise institutionnelle; notre

 Commentant cette déclaration, l'Humanité, quotidien du Parti communiste, écrit, dans son numéro du samedi 15 juin : « Laurent Fabius a eu sur ce 15 Jum: « Laurent Fabius a en sur ce sujet un prédécesseur : Georges Bidault, qui déclarait qu'en France, lorsque l'on sonne à votre porte à 7 heures du matin, c'est le lattier, au moment précis où l'on emprisonnait des militants pour leur combat anticolonia-liste. Aujourd'hui aussi, l'heure du lai-tier ouriette celle des core de ables tier peut être celle des cars de police, les travailleurs de SKF en savent quel-que chose. »

Malheureusement, on ne gagne

ALAIN ROLLAT.

PROPOS ET DÉBATS

M. André Lajoinie (PC) : complicité

présence de son secrétaire général, M. Georges Marchais, une journée de « témoignages et de luttes ». Plusieurs délégués syndicaux, notam-

ment de l'usine SKF d'Ivry, ont participé à cette journée. M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale,

a indiqué que son parti entend « mettre en accusation » le patronat et

dénoncer « la complicité du gouvernement » dans « les atteintes aux

libertés at aux droits de l'homme » dans les entraprises. M. Laiginia

s encore stigmatisé l'autilisation politicienne » du mot aliberté »

à propos de l'organisation, par le gouvernement, du récent colloque

sur les droits de l'homme, su cours duquel « pas un mot n'a été dit

contre les atteinte aux droits des travailleurs dans les entreorises en

« le respect des libertés dans les entreprises nationalisées et leur poli-

nelles prises à l'encontra des travailleurs à l'occasion d'un conflit col-

lectif du travail » randant à cassurer l'exercice sans restriction du

droit de grève » et créant une « délégation aux libertés ». Enfin.

la justice et du travail pour leur communiquer les « témoignages accu-

M. Marcel Rigout (PC): démarche constructive

dreck 14 juin à Saint-Priest-Taurion (Haute-Vienne), que le PCF, « au

vu des résultats depuis 1981, soit amené à faire des critiques, à

déblorer certaines décisions qui ont décu, et à constater que les diri-

geants socialistes se sont installés dans la gestion de la crise et non

pas dans un combat résolu avec l'appui des forces populaires pour la

juguler ». «Si nous devons critiquer, a continue M. Rigout, nous

devons aussi nous affirmer comme une force de propositions, prouver

qu'autre chose est possible, sans pour autent passer pour des irres-

ponsables, des marchands d'illusions, des démagogues ou des archai-

ques ». M. Rigout ne conçoit pas le PCF « sans une démarche

M. Marcel Rigout, ancien ministre communiste, a regretté, van-

sateurs recueillis au cours de cette journée ».

e a annonce qu'il va demander un entretien aux ministres de

tique de l'amplois, notamment à propos de Rensult. Les dé communistes vont également déposer trois propositions de loi afin d'obtenir « une amnistie des sanctions disciplinaires et profession-

Le groupe communiste de l'Assemblée va réclamer un débat sur

Le PCF a organisé, vandredi 14 juin, à l'Assemblée nationale, en

tismes. Ce n'est pas cela, non, ce n'est pas cela l'intérêt réel de la

Ea coaclusiaa, M. Fabias a estimé que « trois idées fortes » seront « au cœur de l'avenir «.

D'abord, « les libertés » : « Mais,

s'il s'agit, comme le proposent les libéraux souvages, de légitimer les égoïsmes de démanteler la proteo-tion sociale, d'abandonner sur le

chemin sociale, a aboutopine sur in chemin ceux qui ne peuvent pas sui-vre, parce qu'ils ne sont pas assez riches, pas assez instruits, pas assez bien portants, alors, je le dis avec nettele, pas d'accord avec cette règle

nettete, pas à accord avec cette regte là! > Ensaite, « l'égalité des chances », dans l'éducation, mais aussi « entre les peuples «. Enfin, « la construction de l'Europe », cas « il n'y a plus de nouveau monde à découvrir hors d'Europe «. A. B.

forme de démagogie.

A ce moment de son discours, le

Les prophéties de M. Fabius

La phrase en question visait vraiment faira confiance aux diri-M. Barre et son refus de toute « cogeants et aux propositions de la habitation ». M. Fabius a préféré droite pour améliorar la situaéviter touta autre interprétation... Il tion ? », s'ils se demandent ». n'est pas un « tueur » pressé. Dans « Est-ce qu'on doit poursuivre l'efla rivalité qui l'opposera inévitablefort entrepris ou bien est-ce qu'il ment à M. Rocard, quand la course faut ajouter aux difficultés de la sià la succession de M. Mitterrand tuation le risque d'une triple crise sera ouverta, il sait fort bien qu'il ne économique, sociale, institutionmanquera paa d'atouts. Le soin nella ? » bref, si on discute sérieusequ'il met à s'en tenir au « parler ment des problèmes au lieu de faire vrai » - comme son rival numéro un du scrutin un exercice de défoule-- en dépit des pressions électorsment collectif, alors je pense que la listes, signifie simplement, en l'ocmajorité a de bonnes raisons d'escurrence, que ses intérêts personpérer. » nals à mayan et lang tarma coincident parfaitement avec ses intérêts politiques immédiats. jamais des élections avec des « si ».

Or l'impératif immédiat e'est surtout d'essayer de battre la droita, même si, à en croira toutes les enquétes d'aplnion, ce combat semble fort illusoire. Est-ce parce que sa cause est désespérée ? Taujours est-il qua M. Fabius recourt aux vieilles ficelles en reprenant à son compte l'argument que la droita, à eaurt d'imagination, invaquait contra la gauche lorsqu'alle tentait, elle aussi, de préserver ses positions : nous ou le chaos.

Sans doute la démonstration du premier ministra ne manque-t-elle pas de fondements quand il souligne que la mise en œuvre des propositions hétéroclites présentées en ce moment par les principaux ténors de l'opposition provoquerait una tripla crise economiqua, sociale at dens le schéma bemiste - institutionnelle. Mais, là encora, la démonstration court le risque d'apparaître un peu courta aux électeurs qui ent entendu la même chose par le passé sans que les catastrophes prédites se soient produites.

Comme l'avait fait M. Lionel Jospin le 11 iuin à Metz. M. Fabius a étavá ses espérances à l'aide de plusieurs suppositions : « Beaucoup dépendra aussi de la perception qu'auront les Français du véritable enjeu des élections, a-t-il déclaré. Si, comma l'espèrent certains, la question posée se réduit à : « Etesvous parfairement content de votre situation ?», alors, par un probable réflexa anti-pouvoir et anti-crise, il y a un risque pour la majorité d'être battue. Mais si, dépassant ce niveau simpliste et un peu démagogique, les vraies questions sont posées, si les Français se demandent : « Est-ce que depuis cinq ans la modemisation économique et socials

L'AFFAIRE MANOUCHIAN

La veuve du résistant arménien met en cause un général roumain

14 juin, M. Boris Holban, l'un des dirigeants en 1943 des FTP immigrés à Paris, d'être responsable de la chute du groupe en novembre de cette année-là (nos dernières éditions datées 15 juin).

A ce moment de son discours, le premier miaistre a évoqué les affrontements violents survenus à lvry, autour de l'usine SKF, entre les forces de l'ordre et des militants de la CGT et du PC: « Soyons objectifs: la démagogle n'existe pas qu'à droite l' Faire croire qu'une entreprise peut embaucher alors qu'elle est moribonde, ignorer le cortexte économique mondial, prétendre qu'on va résoudre les problèmes industriels à coup de commandos, c'est aussi une certaine forme de démagogie. La conférence de presse était organisée par le mensuel Actuel, qui publie dans son numéro de juin un article affirmant que M. Holban, ancien officier général roumain, aujourd'hui à la retraite, est le responsable conm sous le pseudonyme Je souhaite qu'on épargne à la France le grand soir du libéralisme sauvage, je souhaite aussi qu'on hui épargne le petit matin des barres de jer! » (1). de « Roger «.

M= Manouchian fonde ses accusations sur plusieurs conversations avec son mari et sur la similitude entre l'écriture de « Roger « et celle de M. Holban, qu'elle dit avoir ren-contré à la caserne de Renilly après la guerre. Elle « indiqué qo'elle ne savait pas si M. Holban a donné de son propre chef l'ordre à Manou-chian de maintenir ses bommes à Paris alors qu'ils étaient filés par la police ou s'il d'a fait que répercuter cet ordre. Selon elle, « Roger « a dit à son mari : « SI vous quittez Paris, vous serez déserteur et vous aurez droit à un coup de pistalet. . Elle a souligné qu'elle a'accuse pas le PCF en tant que tel d'être responsa-ble e de la liquidation du groupe. « Je ne veux pas contrarter le PC, pulsque mon mari en était mem-

Mme Michèle Cotta, présidente de la Hause Autorité de l'audiovi-suel, a déclaré, vendredi 14 juin à Nice – où elle participait au colloque Media Ville – à propos de la déprogrammation initiale du film ; « Il n'a jamais èté question de cen-

M= Mélinée Manouchian, veuve da résistant Myssak Manouchian (responsable, sons l'Occupation, du agroupe Manouchian auquel est consecté le film Des « terroristes » à la retraite, à accusé, veadredi et devra être suivi d'un débat qui la retraite. permette aux gens mis en cause d'apporter leurs éléments d'infor-mation.

and the second

no he single E

and the second

And the second s

IF TENALA DE

(L'Ammbier nationale

have convention

aprotecties inte

The control of the co

The state of the s

2101 TO THE TO THE STANDARD THE

THE STATE OF THE PROPERTY OF THE STATE OF TH

The second secon

1 Decaring gliebair d'emplos

The second secon

The said of

The state of the s

· ·

THE PARTY OF THE P

The second section is the second

The second

Become the second

Planting of Market State of the State of the

Con tention

The state of the s

The second secon

a san to a second

The same of the sa

A Series of the series of the

de for the land

The second second

The state of the s

Security Considers of

The second second second

The same of the sa

Secretarian grape

Comments of the state of the st and desirable of The Line of the Land of the La THE PERSON NAMED AND PARTY OF THE PE

and as the same of the same of

a matelina

1 June 21 1888

TERME AND ALL THE PROPERTY

M. Charles Tillon, ancien mem-bre du PCF et chef des FTP, estime, après la reprogrammation du film. que « les partisans de la liberté d'expression ont satisfaction » et que « les spectateurs doivent mainque « les specialeurs doivent main-tenant juger par eux-même, hors des interdits et des mises en condi-tions ». « Le débat déja ouvert, ajonte M. Tilion, doit viser d'abord à la recherche (...) de la vertié (...) C'est là le plus sincère hommage à la mémoire des martyrs. Un tel débat n'apportient pos en proper débat n'appartient pas en propre aux «parties concernées « ni aux partis. Qu'il s'engage dans les consciences. L'honneur de la résistance l'exige.

[Après le gerre, le général Hollan est retourné dans son pays, où il a éxercé de hautes responsabilités, notemment militaires. Ancien vice-ministre, il séjourne actuellement en France. Dans le magazine Actuel, il recommit que «Roger » était l'un de ses possidonymes habituels pendant la guerre, Mals il affirme avoir été étranger à Paffiaire Manoachism et avoir été. guerre. Mais il affirme avoir été étranger à Paffaire Manonchim et avoir été alors en mission dans le nord de la France, ce que conteste M. Roger Pannequia, chef des FTP du Pas-de-Calais, qui affirme : « lites longtemps arant quo Mas Manouchim ait fait ses révélutions, Pétais persandé que « Roger » et Holtan étnient un seule et même parsonne. » De non côté, M. Philippe Robrient, historieu, unclea membre du PCF, demande que M. Holhan s'explique, et que le PCF, « rende publiques les hiographies d'Holhan et les « rapports addités » que ce dernier a fournis sur les années de guerre «,)

Désaccord PC-PS au conseil municipal de Palaiseau

seau (Essonne), dirigée par M. Jean Pacilly (PC). A la fin avril, M. François Lamy, adjoint au mairc chargé de l'information, quitte le PSU pour rejoindre les rangs du PS. La réaction da maire est immédiate : il demande à M. Lamy de se démettre de son poste d'adjoint. Celai-ci refase et, débat juin, M. Jean Pacilly se voit contraint de lui retirer sa délégation.

Oe notre correspondant

Une crise secone depuis quelques emaines la municipalité de Palaia'est plus respecté et qu'en conséquence « la responsabilité du maire adjoint PSU doit être libérée ».

· I at été élu sur un programme d'unian de la gauche, réplique M. Lamy. Mon changement d'étiquette ne change pas le fait que je suls toujous le garant de ce pro-gramme. Il ajoute : «Je ne suis plus lié par un quelconque accord avec la section PSU de Palaiseau, la quasi-tatalité des militants qui m'avaient désigné en mars 1983 ayant quitté ce parti. M. Lamy avance deux autres raisons pour expliquer l'attitude da maire. Selon lui, il s'agirait pour le PC, d'une part, de remettre la main sur l'information et, d'autre part, de ne pas ceder devant les socialistes, ces derniers se retrouvant, avec le renfort de M. Lamy, en supériorité aumérique au bureau municipal. Les socialistes se disent prêts à débattre avec leurs partenaires communistes, mais affirment que ceux-ci refusent de négocier.

 L'élection cantanale de Sarcelles-Nord-Est. (Val-d'Oise) annulée. - Le tribunal administratif de Versailles a annulé l'élection de M- Beaudeau (PC), sénateur du Val-d'Oise, dans le canton de Sarcelles-Nord-Est. Conseillère générale sortante, Mes Beaudeaa avait été réélue au second tour des cantonales de mars dernier avec 38 voix d'avance sur son adversaire de l'opposition, M. Urviez, UDF-CDS. Suivant les conclusions du commissaire du gouvernement (le Monde daté 9-10 juin), le tribunal administratif a estimé que la distribution, la veille du scrutin, d'un tract faussement attribué au Front national et appelant ses électeurs à ne pas voter au second tour pour M. Urviez a constitué une « mangeuvre de nature à altérer la sincérité

Pour justifier sa décision, le maire invoque «la morale politique». Il rappelle que la constitution du bureza municipal s'est effectuée dans le cadre d'un accord, sur une liste d'union, ratifié par le vote des électeurs, qui prévoyait la réparti-tion suivante : un maire communiste, quarre adjoints communistes,

le Senat k zouvernem**ent** premature a tit ar la dotation g l'équipement - Die St. - D. St. on Assertate . . Transaction of the second and Secure to introduction to interest the STATE OF THE PROPERTY.

P. D. · Décès d'un conseiller général communiste du Vai-d'Oise. -M. Roger Gaston, conseiller général iste du canton de Goussainville (Val-d'Oise), est décédé ven-dredi 14 juin. Il était âgé de soixante-cinq ans. Roger Gaston, qui était l'élu de ce canton depuis 1967, a été maire de la commune de Goussainville pendant trente ans. Il avait été battu aux élections municipales de mars 1983 par M= Hermanville

The state of the s

-LIBRES OPINIONS ----

Leçons d'une convention

par ANDRÉ GIRAUD (*)

DERSONNE ne comprendrait que Renault (comme Peugeot hier), qui conneît des difficultés de production at de venta et una situation financièra désastreuse, se borne à fermer des usines, licencier du personnel, et couper ses investissements pour rétablir ses comptes, en arrêtant la mise au point des nouveaux modèles et la mise en place des machines destinées à les produirs. Chacun sait bien qu'il n'y a qu'una façon de sauver Renault ; en refaire un producteur efficace. Et qu'il lui faut aussi, dans l'intervalle, faire le nécessaire pour que la situation financière tienne : cela oblige la direction à consacre ses moyens à ce qui est vital.

Sous une forme naturellement beaucoup plus complexa, le redressement économique du pays ne se présents pas en termes différents, et la Convention libérale a eu le grand mérita de montrer que les Français en prenaient conscience : repertir dans la bonne direction

En premier lieu, bien sûr, même si les méceniciens actuellement au gouvernement, qui avaient confondu la frein, l'accélérateur et l'embrayage, font mine d'avoir retrouvé la notice at cherchant à nous en lira quelques paragraphes d'un air savant, la client n'a plus confiance. La « Fabius-Bérégovoy » 1985 ne marche plus à l'envers comme la « Maurov-Fabius-Delors » 1981, mais, mi-2 CV mi-berline bourgeoise, alle na plait qu'à quelques ariginaux ou à quelques naîfs. Et cela malgré la talent certain déployé à la télévision pour la présenter

tantat d'un côta, tantôt de l'autre. En deuxième lieu, il est clair que, face à la compétition étrangère il nous faut un nouveau modale. Mêma celui da la fin des années 70, qui, pour l'époque, ne marchait pas si mal, serait aujourd'hui inadapra. Valery Giscard d'Estaing l'a dit : il ne suffit pas de mettre plus ou moins de carburant : il faut changer le moteur (et c'est una image simplificatrical. Jacques Chirae veut que l'on en proclame l'engage ment sans détour.

Cependant, selon le mot d'Alain Lamassoura, nous qui avons laissé un héritage, nous allons trouver una ardoise. Una longue, une lourde erdoise. Raymond Barre insiste sur la nécessité d'y faire attention car il ne servirait de rien de préparer le nouveau modèle si la maison France devait tamber an faillite dans l'intervalle. L'attitude des

deux autres grands dirigeents a montré qu'ils partagent ce sentiment. Le vrai problème à résoudre sera donc en réalité celui du courage et de la compétence des hommes qui gouverneront et da l'appui dont ils disposeront. Car trois difficultés les attendent.

La première vient de l'opinion. On ne pourra pas tout faire. Si l'an mettait bout à bout les suggestions des plus bruyants, il ne resterait plus da recettes fiscales ni de cotisations sociales dans l'illusion que la suppression des fonctionnaires et les économies portant sur ce qui intéresse les autrea faront l'affaire, le sursaut at la confiance aidant. Cetta caricatura du libéralisme recèla deux dangers : la laxisme et le saupoudrage (pour faire un peu plaisir à tour le monde). L'un conduit à l'échec par la banqueroute, l'autre y conduit aussi parce qua les véritables ressorts du redressement ne seront pas, eux, suffis

La deuxièma difficulté viendra de l'administration. Celle-ci, effraye des erreurs commises jusqu'ici, peu confiante dans la fermazé des hommes politiques en face des pressions, menacée dans son pouvoir et ses hebitudes, mettra les freins. Elle le fait déjà. Comme il est difficile de gouverner, il lui sera facila de faira partager à des gouvernants néophytes sa frayeur devant les réformes de quelque ampleur. qui, naturellement, ne satisferont pas tout le monde. Le risque serait alors l'immobilisme. Il est tellement sisé, au gouvernement, de parle at de ne rien faire... pendant quelque temps.

Enfin, at ce n'est pas le moindre problème, le paramètre supplémentaire relatif è la présence à l'Elysée d'un président hostile n'arrangera (ou n'arrangerait) rien.

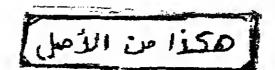
On comprend que les trois chefs de l'opposition, dont les tempéraments et les approches sont différents pondérent différemment la hauteur de ces obstacles.

L'opposition ne court, à vrai dira, que la danger de la mollesse et de l'intrique baptisée habiletà manœuvrière. Les divergences loyalement axprimees - je ne dis pas la querelle - des chefs sont salutaires si alles permettent à l'opposition de renforcer sa détermination de clarifier ses orientations sans les transformer en promesses étourdies et d'obtanir auprès des électeurs le large succès qui est la minimum nécessaire pour engager un redressement difficila. Ceux-ci attandent non un catalogua aguichant mais un projet nouveau, ambitieux, libéré des lourdeurs bureaucratiques, entraînant la confiance, alargissant la liberté d'entreprendre et réservant une soiderité attentiva à ceux qui en ont vraiment besoin.

Le temps qui passe précisera les données politiques et économiques de l'échéance. Il faudra, alors, - mais vita - choisir sans compromis la meilleura façon de réaliser es prajet.

(*) Ancien ministre.

Page 8 - Le Monde Dimenche 16-Lundi 17 juin 1985 •••



constructiva ».

A PARIS

Total Control

THE MANOR WILL

Manager Manager Company of the Compa

de the state of the party of the state of

Disectord Pt

Miles Maria Sales Sales

A PROPERTY AND A PARTY OF

british the strange by

Miles with the Same Springers

The second secon

The state of the s

ar conservation to the second

The Marian Street

water, the second

A STATE OF THE STA

Parent Es annuales

the state of the s

The second of

The Country of the Co

eredicients Bu, the said of th

Come Come (Marches Tree & N Come of Table (Marches Tree) and and

El mines . Lett the man !

I mark to protected after

the state of the s

Print Plante of themes

Lewe du I

Dix-huit PC d'Europe de l'Ouest ont échangé leurs idées sur la crise

Les représentants de dix-huit parti français a indiqué, an cours artis communistes d'Europe de d'une rencontre avec la presse, qu'il o'y avait pas eu de débat sur la posipartis communistes d'Europe de l'Ouest' (1) se sont réunis, le mercredi 12 et le jeudi 13 juin, à Paris, à l'invitation du PCF. Il s'agissait d'une rencontre et non d'une conférence; aucun document commun n'a donc été élaboré sur le thème de la réunion, qui était : La crise, l'analyse et l'action des partis communistes dans chacun des pays. Les PC d'Eorope de l'Ouest s'étaient rencontrés de la même façon, avec le même ordre du jour, co octobre 1980 à Bruxelles.

« Nous partageons une conception des rapports entre nous basée sur le respect mutuel, l'indépendance, la stricte égalité en droits et la non-ingérence, la reconnaissance du droit à lo différence de vues et éventuellement, à la divergence, sur telle ou telle question -, a souligné M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central du PCF, en ouvrant la réunion. Celle-ci a été occupée, mercredi, par les exposés successifs des participants, suivis, jeudi, par ce que M. Gremetz a appelé » un échange de vues plus direct ». Le chef de la délégation du

tion exprimée par le représentant italien. Celui-ci, M. Gerardo Chiaramonte, membre du secrétariat du PCI, avait réaffirmé, dans son exposé, le soutien de son parti à la construction européenne, et il a dé-claré - positif - le projet Eurèka. Le PCF a, sur ces deux sujets, un point de vue opposé.

Selon M. Gremetz, le débat a porté, notamment, jeudi, sur la question de savoir si la - construction du socialisme - peut être entreprise, en Europe de l'Ouest, « dans un seuf pays . D'aotre part, selon M. Jacques Denis, membre du comité cen-tral, adjoint de M. Gremetz à la dition de la section de politique extérieure du PCF, l'éventualité d'une conférence des PC, souhaitée par les Soviétiques, n'a pas été abordée au cours de cette rencontre.

(1) RFA, Autriche, Belgique, Berlin-Ouest, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlanda, Italia, Pays-Bas, Portugal, San-Marin, Soède, Suisse et Turquie.

LES TRAVAUX DU PARLEMENT

A L'Assemblée nationale

Quatre conventions et protocoles internationaux

L'Assemblée nationale a adopté, le jeudi 13 juin, quatre conventions internationales déjà votées par le Sénat. Elles sont donc définitive-ment approuvées. Ce sont :

· La convention adoptée par la Conférence internationale du travail qui s'est tenue en juillet 1948 à San-Francisco; entrée en vigueur en juin 1951, elle interdit le travail de nuit des enfants dans l'industrie. Elle n'a pas été ratifiée plus tôt car, seloo elle, la durée de la muit doit être de douze heures, alors que, jusqu'en 1967, pour la législation française, 1904, pour la législation française, elle o'était plus que de onze heures; de même, ce u'est qu'en 1977 et en 1979 que des dispositions ont été prises pour la restauration, l'hôtellerie et la boulangerie, permettant sourespect en France,

· La convention internationale du travail entrée en vigueur en juil-let 1979 (mais qui n'a été jusqu'alors ratifiée que par quatorze ne sont pour l'instant que neuf.

Etats) sur la protection des travail-leurs contre les risques profession-nels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail.

· La convention internationale du travail, entrée en vigueur en décembre 1981, réformant des conventions de 1929 et 1932 sur la protection des dockers contre les

· Le protocole ameodaot la convention sur l'aviation civile inter-nationale, signé le 10 mai 1984, II s'agit de la conséquence de l'initia-tive prise par la France après le drame du le septembre 1983, quand un Boeing aud-coréen avait été abattu par la chasse soviétique. Mais ce protocole ne pourra entrer en vigueur que lorsque cent deux des cent cinquante-six membres de l'Organisation de l'aviation civile l'auront ratifié. Avec la France, ils

Au Sénat

Le gouvernement juge « prématuré » un débat sur la dotation globale d'équipement

Le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier a été approuvé vendredi 14 juin par le Sénat qui en avait commeocé l'examen mercredi 12 juin. Seuls les sénateurs commu-nistes ont voté contre l'ensemble du

e Dotation globale d'équipe-ment. – MM. Josy Moinet (Gaoche démocratique, Charente-Maritime) et Reoé Regoanlt (PS, Côtes-dn-Nord) avaient, en déposant des amendements, manifesté le souhait de voir débattre de la dotation globale d'équipement (DGE). Tout en constatant que cette dotation est « à constatant que cette dotation est « à juste titre jugée inadaptée ».

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat ao budget, a estimé un tel débat » prématuré ». Il a toutefois précisé qu' « il est dans les intentions de Pierre Joxe » d'évoquer cette question avant la fin de l'actuelle session parlementaire.

Le gouvernement ne devrait pas déposer un projet de loi spécifique sur cette réforme attendne de la DGE, mais proposer an Parlement des amendements à l'un des textes que le ministre de l'miéricur et de la décentralisation y défendra : soit au texte relatif aux frais de fonctionne-ment des préfectures (qui doit être ment des prétectures (qui doit etre exminé en premier par le Sénat), soit à l'un des deux projets que le prochain conseil des ministres doit approuver (taux de cotisation aux centres de gestion et de formation des agents des collectivités locales ou loi sur la dotation globale de fonctionnement)

 Valeurs locatives foncières. —
 Suivant sa commission des finances, le Sénat a prévu une actualisation des bases en 1986, et une révision de ces dernières en 1987 utilisable pour les impositions établies au titre de

◆ Experts en automobiles. — Le Sénat a supprimé le monopole des activités d'expertise automobile réservées aux senies personnes possédant la qualité d'expert en auto-mobiles.

• Entreprises nationales. - A l'initiative de M. André Fosset (Union centriste, Hauts-de-Scine). (Union centriste, Hauts-de-Seine), la commission des finances a fait approuver un article additionnel étendant la mission de contrôle des membres do Parlement aux sociétés ou eotreprises doot les capitanx d'origine publique, non seulement représentent plus de 50 % du capital (comme e'est le cas actuellement), mais aussi permettent d'exercer. mais aussi permettent d'exercer un pouvoir prépondérant de déci-

sion ou de gestion .

• Facilités aux entreprises. –
La commission des lois, saisie pour La commission des lois, saisie pour avis, a fait adopter one série d'amendements afin de faciliter la gestion des entreprises, défendue par M. Etienne Dailly (Gauche démocratique, Seine-et-Marne). Parmi ces dispositions, figurent notamment : la suppression de l'article 87 de la dernière loi de finances qui interdisait aux entreprises de constituer, sur un plan comptable, des prévisions destinées à couvrir les dépenses futures qu'elles devaient dépenses futures qu'elles devaient supporter au titre des compléments de retraite destinés à leurs salariés;

- la possibilité pour le conseil d'administration ou le directoire d'une société de suspendre l'exercice du droit d'obtepir le paiement du dividende en actions, pendant un délai inférieur à trois mois, pour lui permettre de procéder à une aug-mentation de capital; — la moralisation de la pratique

du crédit-fournisseur : le règlement du billet à ordre ne serait permis au de billet à ordre ne serait permis au débiteur que s'il a été expressément prévu par les parties et mentionné sur la facture. Mais, même en ce cas, si le billet à ordre o'est pas envoyé dans un délai de trente jours, le créancier est toujours en droit de remplacer ledit billet par une lettre de change que le débiteur est tenu d'accenter.

ANNE CHAUSSEBOURG

A LA FÊTE DE LA CONCORDE

Trente artistes contre le racisme

La place de la Concorde voudrait mériter son nom tout au long de la nuit de samedi 15 à dimanche 16 juin : la tolérance et la fraternité entre communautés, symbolisées par la main tendue de « Touche pas à mon pote », devraient être les véritables - vedettes » de la fête musicale organisée par l'association SOS

A une exception près (Murray Head), tous les artistes ont accepté de se produire bénévolement en signe de soutien. Seuls sont pris en charge par le budget de la fête (3 millions de francs), les frais matériels engagés par les participants.

De cette ouit musicale, SOS Racisme veut faire uo grand rassemblement et non une manifestation. Le mouvement n'y oublie cependant pas ses idées et son combat. Dès 18 heures, samedi, Harlem Désir, son président, doit donner le coup d'envoi de la soirée an cours d'une courte allocution. Vers 20 heures, quatre immenses mains gonflables élèveroot dans le eiel de la Concorde. Uo montage vidéo à la mémoire des victimes du racisme sera projeté sur grand écran; le public sera invité à observer une minote de silence. D'autres initiatives inattendues soot prévues au cours de la fête.

La proximité des hâtiments officiels, comme l'Elysée ou l'ambas-sade des Etats-Unis, a conduit la police à mettre en place un dispositif qualifié d'« important mais habituel ». L'accès au jardin des Tuileries sera interdit aux spectateurs.

La sécurité à l'intérieur sera, assuré par cioq cents militants chargés du service d'ordre.

LE PROGRAMME

Voici la liste des artistes dans

l'ordra prévu de leur passage sur scène, de samedi 18 houres à dimanche 5 heures : Yven Deutin, Nass El Ghiwana, Castelhemis, Fine Young Cannibal, Guy Sedos. Djurdura, Guy Bedos, Francis Cabral, Indo-chine, Working Week, Carte de Sejour, Jean-Luc Lahaye, Guy Bedos, Murray Head, Coluche, Téléphone, Charlélie Coutura et Tom Novembra, Steel Pulse, Orchestral Manceuvre in the Dark, Jericho, Malavoi, Bernard Lavilliars, Rita Mitsuko, Bashung, Marc Seberg, Sirocco, Karim Kacel, Goldman et Kacel, Joe King Carresco.

Guy Bados, Colucha et Michel Bouienah assureront la présentation du spectacle.

POINT DE VUE ;

per MAREK HALTER OUCHE pas à mon pote! » C'est comme la

commandement biblique : « Aime ton

prochain comme toi-même. »

SOS Recisme est le premier mouvement da masse de l'après-guerre fondé sur des résolutions d'ordre exclusivement áthique. Il ne propose aucun projet de société, ne nourrit aucune ambition politique. Ses adhérents, pour la plupart des jeunes, ne se font guere d'illusions sur l'état du monde, un monde qui porte encore la marque d'Auschwitz, da Hiroshima et du gouleg. Ils ne croient pas davantage eux promeasea d'un monde lointain. En revanche, ils sont persuadés de pouvoir améliorer la vie de tous les jours en y introduisant un peu plus de justice, un peu plus de

fratemité, un peu plus de compré-

hension pour l'autra, ce pote, notre

La main ouverte

voisin plus ou moins procha. ils sont venus me demander de l'eide, tout au début, les inventeurs du mouvemant, Harlem, Julien, Rocky, Eric et les autres. Ils m'ont montré leur badge : la patite main ouverta. Nous, las intellectuals façonnés per des idéologies muti-lantes, nous n'aurions jamais trouvé

ça tout seuls. Je laur ai demandé

comment ils comptaient s'y prendre

avec les racistes. « Nous allons leur

parler s, m'ont-ils dit simplement.

Pas question de bâton, de brutalités,

Lors de son premier meeting. Harlem n'e cité ni Marx, ni Lénine, ni Mao, ni Guevara comme il aurait pu le faire il v a dix ans ancore. Il a cité la Bibla: « N'oubliez pas que vous avez été esclaves en Egypte... » et îl fut applaudi per das milliere de

d'affrontements. Juste la parole.

La fin du vingoème siècle sera marqué par le retour du spirituel ou le vingt et unierne ne sera paa, disait Mairaux.

Le vingt et unième aiècle sera donc. Les centeines de milliers de jeunes et de moins jeunes qui portent le badge « Touche pas à mon pote 1 annoncent ce retour au spirituel, è une morala minimale faute de quoi les hommes se dévoreraient vivents. Selon les sondages, 82 % das Français connaissant SOS Recisme, Ainsi ce mouvement, notra mouvement, a su toucher quatrevingt-deux personnes sur cent. Peu importe que toutes y adhèrent ou non. Il est réjouissant de savoir que chacun se sent concerná.

La fâte de la Concorde est la première fête antiraciste d'une telle empleur. Quel symbole! Sur cette mêma place, il y a deux siècles, on tranchait des idées par la lame; aujourd'hui, on les défend par le verbe. C'est aussi cela « Touche pas à mon pote i s.

AUX ÉTATS-UNIS

Les hôpitaux veulent limiter les transplantations d'organes aux seuls citoyens américains

De notre correspondant

Washington. - Selon un rapport official sur les maladies ré-nales, dont la Washington Post a'est fait l'écho, une large proportion des opérations de transplantation du rein dans la région de Washington concerne des étran-gers : 24 % en 1983, 22 % en 1984. Sur le plan national, faute de statistiques officielles, on évalue officieusement entre 4 et 6 % du total des transplantations du rein, celles accomplies sur des étrangers.

Ce pourcentaga relativement élevé préoccupe un certain nombre d'hôpitaux et de chirurgiens qui, étant donnée l'insuffisanca des dons lorganes prélevés après la mort) demandent maintenant que les candidats à la transplantation soient identifiés afin de donner la préférence aux citoyens américains. La société américaine des chirurgiens spécialistes da la transplantation a approuvé, le mois demier, une motion en ce sens, en invitant les trente-neuf centres d'opérations à révisar leurs listes pour faire mention de la nationalité des candidats à la transplantation.

D'autre part, des accords passés antra certains hopitaux et les ministères de la santé da pays étrangers, comme l'Arabie saoudha et la Grèce ont été son dénoncás, soit renágociás. A Chicago, l'hôpital Rush Presbytérien a décidé de refuser aux atrangers toute opération de trensplantation, qu'il s'agisse des reins, ou d'autres organes. « Des Amérieains faute d'organes... comment en bonne conscience pourrionsnous en offrir à des étrangers », a déclará un dirigeant d'un centre

Qualité inférieure pour étrangers

Néanmoins les transplantations sur des åtrengers na sont pas sans avantege. Par exemple, dans un hópital de Washington, un étranger paiera 6 000 dollars de frais chirurgicaux. S'il s'agit d'un citoyen américain, l'hôpita na recevra que 3 800 dollars de Medicare, le progremme fédéral d'assistance médicale.

D'autre part, les étrangers venant de pays où les soins médicaux sont moins dévaloppés, accaptent des reins qua les Américains refusent, et donc de

Trois nouveaux évêques

qualité inférieure. Plutôt que de s'an débarrasser, on les utilisera sur dea étrengers qui n'ayant pas subi de dielyse, s'adaptent mieux à une greffe d'organe.

Ainsi beaucoup d'étrangers venant d'outre-mer s'installent dans région de Washington, attendant des moia et mâme des années que leur soit attribué un rein. La situation est particulièrement dálicate a Washington, étant donnée, la forte proportion de Noirs. souffrant des rains, candidats à l'opáration de transplantation. Cent cinquante résidents, en grande majoritá des Noirs, figurent sur la liste d'attenta des greffes da reins. Les organisations qui veulent

encourager les dons d'organes pour répondre à la demande craignent que cette réaction nationaliste ne gêne leurs efforts. En Califomie, par exemple, un certain nombre de donneurs, ayant appris que des reins avaient été envoyés au Japon, ont fait inscrire sur leur carta la mention e résidents seulement ». Les Etats-Unis anverraient, en affet, à l'étranger des organes ayant dépassé la limite de quarante-huit heures, imposée habituellement per les chirurgiens américains, mais non respectée par leurs collègues étrangers.

HENRI PIERRE.

DESTINÉ A ÉTUDIER LA MATIÈRE

Le synchrotron européen s'installera à Grenoble

De notre correspondant

Grenoble. - Le laboratoire européen de rayonnement synchrotron devrait entrer en service en 1992 ou 1993 à Grenoble. Les douze pays représentés les 13 et 14 juin pour une réunion de travail sur le futur site, où sera construit l'anneau de 772 mètres de circonférence, ont tous reconnu le caractère exceptionnellement favorable du lieu en raison de la présence notamment du réacteur européen à neutrons rapides de l'Institut Laue-Langevin, où la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne sont déjà associés. Autre élément « positif » rolevé par M. Robert Chabbel, président de la mission scientifique et technique du ministère français de la recherche : « Aucun des Etals n'a remis en cause l'Intérêt scientifique du synchrotron -, qui sera une source exceptionnelle de rayons X dont l'intensité sera un milliard de fois supérieur à eelles des tubes à rayons X dans les laboratoires

«Le choix de Grenoble est irré-versible », a encore précisé M. Chabbel, même si le lieu d'implantation reste encore incertain. Il est très probable que le syn-chrotron s'installers sur la presqu'ile du Centre d'études nneléaires de Grenoble et le plus près possible de l'Institut Laue-Langevin. Cepen-dant, les antres sites retenus sur les commuoes de Sasseoage et de

Voreppe-Moirans ne sont pas abandonnés. Des études géologiques et de vibrations sont menées aux trois endroits, et elles pourraient durer pendant encore plusieurs mois, c'estadire pendant toute la phase de définition du projet. La construction de l'appareil devrait tourefois com-mencer au printemps 1987 - afin de conserver une précieuse année d'avance sur le projet concurrent américain largement inspiré du synchrotron européen ., a souligné M. Jean Yoccoz, chargé de mission pour le synchrotron.

Il oe reste désormais plus en sus-Il de reste desormais plus en sus-pens que le problème du finance-ment de l'appareil, dont le cour pourrait s'élever à 1,3 milliard de francs, y compris l'ensemble des équipements périphériques néces-saires à sa parfaite utilisation scien-

Si la France et l'Allemagne sont prêtes à assumer 68 % de la dépense, elles recherchent des partenaires. L'Italie, qui n'avait pas envoyé de représeotant à Grenoble, a fait cependant connaître officiellement vendredi 14 juin son accord pour sa participation financière à la construction du synchrotron qu'elle liait à l'avenir du Centre Communautaire d'Ispra. La participation de la Grande-Bretagne est très proba-ble, ainsi que celle de plusieurs Etats parmi les neuf autres présents à Grenoble (Norvège, Suède, Fin-lande, Danemark, Autriche, Espa-gne, Suisse, Belgique, Pays-Bas).

CLAUDE FRANCILLON.

77, rue de Varenna (7°) - Mº Varenne

Rodin / Cinq photographes contemporains

Tom DRAHOS, Kieston HALLÉ, Brase JARRET, Bernadeue TINTAUD, Heiger TRULZSCH TOUS LES JOURS (senf mardi) - 10 b-11 b 30 et 14 h 30-17 b 45 DU 3 MAI AU 30 SEPTEMBRE

contre « l'enterrement de Vatican II »

L'« appel de Montpellier » — manifeste contre » l'enterrement de Vatican II » élaboré par un groupe de chrètiens et soutenu par deux évêques, Mgr Jacques Gaillot (Evreux) et Mgr Joseph Rozier (Poitiers) (le Monde du 13 juin) — contient de monde du 13 juin) continue de susciter réactions et commentaires. Trois autres évêques, notamment, se sont exprimés par

dectit.

Mgr Jean Bernard, évêque de Nancy et président de le commission épiseopale pour les mass médias, estime que - c'est vrai qu'il y à un certain durcissement et que le bolancier semble partir dans l'outre sens. Comment maintenir les acquis très positifs de Vatican II, demande-t-il, sans se fermer à certaines insistances venant d'ailleurs en sein de la commanué de sein de la communauté de l'Eglise? - De son côté, Mgr Jean Orchampt, évêque d'Angers, qui se retrouve - partiellement - dans le texte du manifeste, pense que - le

concile Vatican II a été une étape capitale pour l'Eglise - et souhaite que - ce synode extraordinaire, plu-tôt que de se situer dans un chimat de remise en couse, nous interpelle pour que nous allions plus loin -. Mgr Louis Boffet, enfin, évêque

de Montpellier d'où est parti l'appel, écrit dans son bulletin diocésain : La primauie de Pierre, la « cha-rité à laquelle il préside «, ne doi-vent pas être confondues avec un alignement pur et simple de la pen-sée des Eglises et des évêques sur celle du Sant-Siège ». Rappelant les • sevères accrochages • entre Pierre, Paul et Jacques dans l'Eglise primitive. Mgr Boffet effirme qu'il n'est - ni surprenant, ni scandaleux que les opplications concrètes et les mises en œuvre de la vie soient l'objet de discussions – et même de tensions - entre tous ceux qui s'en réclament (...). -

A. W.

UN JUGEMENT DU TRIBUNAL DE CHAMBÉRY

Les médecins peuvent refuser de payer leur cotisation à l'ordre pour des motifs idéologiques

Bourgoin-Jallieu (Isère) notamment les juges du tribunal d'instance de Chambéry (Isère) viennent de débouter le conseil de l'Ordre des médecins de l'Isère de sa plainte contre quarante-cinq médeeins qui avaient refusé de paver leur cotisation pour des motifs idéologi-

Le tribunal rappelle qu' - il esi incontessable que l'ordre des médecins a outrepassé ses nussions de

Après les juges de Calais, de service public (...) par des prises de Caen, de Mulhouse, de Patis et de position qui ne constituaient pas des acies administratifs -. [Les - prises de position - auxquelles le tribunal fair allusion datent de l'épo-

que à laquelle le professeur Lorial-Jacob était président de l'ordre des médecins, entouré d'un bureau pour le moins conservateur. Elles concernaiem, notamment, comme l'a rappelé en 1982 le Tribunal de Caen (Calvados). « l'avartement, la contraception, le comentionnement médical et l'élection d'un président et d'un Parlement de

Société

AU LYCÉE DES PETITS-CHAMPS A PARIS

Toiles de maîtres au tableau noir

lis sont en terminale mais le bac est le cadet de leurs soucis. La grande affaire du mois, pour ces élèves du lycée privé des Petits-Champs, à Paris, est une exposition de peinture contemporaine qui aura lieu dans leur établissement à partir du 20 juin. Ils la préparent depuis six mois.

Ao cours des Petits-Champs, lycée privé non confessioonel do onzième arrandissement, les élèves de terminale B' - classe hors contrat - oe se destinent pas à l'enseignement supérieur. Ils soot dans une classe « préprofessionnelle » à programmes allégés complétés par des activités optionnelles destinées à les préparer à une entrée rapide dans la vie active : art et communication d'une part, gestion d'autre part. Le bac n'est pas leur but : ils termineot, vraiment, leurs études secondaires, et la plupart d'entre eux ne se présenteot pas à l'exa-

Une dizaine de jeunes gens, aidés de plusieurs enseignants, et sous la houlette vibrionnante de M. Mare Birraux - l'âme de l'établissement, - oot done passé de longues heures, depuis janvier, à préparer cette exposition. Un travail de professionnels et, en même temps, une moissoo de découvertes.

L'idée de faire entrer la peinture moderne dans l'école o'allait pas de soi. D'abord parce qu'en ce siècle d'images, eurieusement, les peintres restent des marginaux, un pen lointaios, inquiétants même, indéchiffrables. Renoir et les impressionnistes, on connaît, et l'oo se précipite, en foule, pour contempler leurs toiles. Mais les

La mort des

petits chevaux

Przewalski (1) n'ont pas sup-

porté la liberté dans les

Cévennes. Ils sont morts tous

les quatre. les uns après les

eutres, comme fraopés de lan-

gueur. On avait pourtant fondé

de grands espoirs sur leur intro-

duction dans le cousse en

1983. Le World Wildlife Fund

(WWF ou Fonds mondial pour la

nature), en finançant l'opéra-

tion, pensait pouvoir élever un

troupeau sauvege reprenant

goût eux grands espaces, afin

de le réintroduire dens son

milieu d'origine, les steppes de

Mongolie, où il e quasiment dis-

paru depuis plus d'un demi-

siècle. Las, les quatre petits

chevaux, originaires des zoos de

Berne et de Montpellier, n'ont

ismais ou e'habituer eux

rigueurs cévenoles. Il semble

que les chevaux de Przewalski,

qui ne subsistent plus, ou pres-

que ou en captivité, ont perdu

consanguinité, et eussi d'adap-

(1) Découverts en 1881 au pied

des monts AltaI, limitrophea du désert de Gobi, par un officier et explorateur russe qui leur donna son nom, ces chevaux soni consi-

dérés comme représentant un type

pratiquement intact de cheval pré-historique.

fédération des instituts

leo lagrange

- Assurer un suivi formation TUC.

- Créer une entreprise, - Avoir une qualification et un

deconomique et outturel,
 Overir un cinéma,
 Gérer une association...

23 instituts de formation régioneux

sont à votre disposition et répondent à toutes les demendes d'information

F.LL.L., 21, r. de Provence, 75009 Paris 762 : 245-82-92

métier, — Bâtir un plan de formation,

- Animer la vie locale,

- Participer à son dév

R. C.

tation à un milieu surprotégé.

Les braves petits chevaux de

Renoir, les Van Gogh, les Manet d'aujourd'hui? Non moins inquiétants, mais, pas plus que la moyenne des lycéens français, ceux des Petits-Champs ne couraient les galeries, ne lisaient les revues spécialisées; ils ignoraient tout de la différence eotre la - figuration narrative > et la figuration libre . méconnaissaieot ee qui oppose l'a art conceptuel » à l' - art pauvre ».

Anjourd'hui, ils sont incollables. Des peintres leur ont, euxmêmes, appris à lire et à aimer la peinture moderne. Huit artistes et non des moindres : Alberola, Monory, Gontard, Poli, Le Cloarec. Guyomard, Meynard et Jean Renault - noo seulement ont accepté de leur prêter leors œuvres pour les accrocher aux cimaises du lycée, mais viendront eux-mêmes parier de leur métier et de leur art. Les élèves ont réalisé des ioterviews vidéo qui seront présentées aux visiteurs (parents, amis, voisins, anciens et tous les Parisiens...). Elles ont été faites dans les atcliers mêmes. Non sans difficulté parfois : Alberoia exigeait qu'en guise d'entretien on filme pendant vingt-quatre heures la femme qo'il aime. « J'ai obtenu, explique un élève, qu'on filme seulement ses mains à lui, pendant une heure. Ce n'est déjà

Uo journal consacré à la préparation de l'expo a été publié à trois reprises. Etudes sur l'art cootemporaio, eotretiens, réflexions, enqoête sur l'homme de la rue et l'art : la qualité des textes rédigés par ces élèves témoigne de la passion qui les aura animés des mois durant.

Comité de rédaction do journal, liaison avec l'imprimeur pour le catalogoe de l'exposition. contacts avec les assurances (il faut verser trois pour mille de la valeur des œuvres et monter la garde jour et nuit peodant la durée de l'expo), démarches pour obtenir des subventions (ministère de la culture, Ville de Paris, éducatioo oatinoale, graodes entreprises), ils ont recueilli envi-ron 60 000 F, travaux de menuise-rie pour installer les cimaises, relations pobliques : ces jeunes en classe • préprofessioocelle » auront fait, pendant des mois, tous les métiers.

Ce samedi 15 joio a lieu l'accrochage des toiles dans toutes les classes du lycée. Jusqu'au 20 juin, date du vernissage, les élèves et les professeurs pourront les contempler à loisir. Uoe aubaine pour ceux qui ont plutôt l'habitude de regarder les mouches voler : ils pourront se fixer sur un Monory, un Cloarec ou un

L'expo est le point d'orgue de plusieurs mois de travail, leur aboutissement, et donnera tout son sens à cette opération dont le ionmal des élèves résumait ainsi le but : « créer un climat de sensibilisation à la peinture contempo-

Pour la dizaine d'élèves qui ont le plus contribué à cette préparation, e'est déjà gagné. Il reste à convaincre les antres que la BD ou la télévisioo, le rock ou Roland-Garros, c'est très bien mais qu'on peut aussi, de temps en temps, lever le nez vers les

★ Cours des Petits-Champs, 19, rue Voltaire, 75011 Paris. Tel. 367-59-59. L'exposition sera ouverte au public du 20 eu 27 juin, de 17 heures à 19 heures (de 15 heures à 19 heures les samedi 22

Yous Aussi, Yous VIVEZ SANS LE BAC!

LA SÉCURITÉ DANS LA CAPITALE

Bijoutiers en alarme

A Paris la vie des « braqueurs ». des preneurs d'otage et autres malfrats va devenir difficile. A partir du le juillet prochain les bijoutiers, les armuriers, les pharmaciens, qui sont les victimes de très nombreuses agressions, vont pouvoir se défendre grâce à un système de télé-alarme très sophistiqué. Ils porteront sur cux un minuscule émetteur invisible qui, sur simple pression, émettra un bip bip . A destination d'un central d'écoute. Celui-ci identifiera entometiquement la boutique d'où émane l'appel au secours et branchera les micros qui y auront été au L'homme de quart pourra donc

entendre tout ce qui se passe sur les lieux de l'agression. Il appellera alors en direct les équipes qui, à la présecture de police, sont en alerte ingt-quatre heures sur vingt-quatre. Leur intervention sera extremement rapide. Elle devrait être d'autant plus efficace que les onliciers connaîtront par avance ce qui les

l'installation va coûter près d'un miltion de francs à la Ville, couvrira quatre départements : Paris, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. Le central est installé dans le 15 arrondissement mais son adresse précise est tenue secrète. Il a été aménagé par les spécialistes de la Chambre merce el d'industrie de Paris chargés de la sécurité. Derrière des vitres blindées et des murs renforcés, le local est, affirme-t-on, aussi sür qo'un bunker. Les standardistes qui y travailleront seront à l'abri de toute agression, y compris des gaz et des roquettes de

tionnera sur abonnement ; entre 150 et 200 francs par mois, a annoncé l'installation des micros dans sa boutique ou à son domicile. Il lui en coûtera 8 000 à 10 000 francs pour une installation, 16 000 à 17 000 pour deux. Les installateurs seront triés sur le volet et étroitement surveillés. La précision de leur travail ne leur permettra de traiter qu'une dizaine de commerces par semaine. Au début tout an moins, car la Chambre de commerce veut doubler cette cadence dès que possible.

Sont concernés les onze cents hor-

vres de Paris et des trois départé ments de la petite couronne. Mais les pharmaciens et les armuriers seront certainement intéressés par cette initiative, de même que les membres des professions libérales comme les huissiers, ootaires, médecins, avocats, etc. Au total, on estime que le résean pourrait desservir plus de sept mille postes en région parisient

Il viendra doubler le système de télé alarme que la Ville installe gra-tuitement ebez un certain nombre de Parisiens âgés et solitaires. Mille personnes dans les 18º et 19º arrondissement ont expérimenté le procédé depuis deux ans. Une pression sur une simple poire décleuche un tôt le «demandeur». Le plus sonvent il s'agit d'un malade qui panique. Quand le cas est sérieux, on lui envoie immédiatement une équipe

La tele-a l'ensemble de la capitale. Deux mille personnes seroot équipées avant la fin de l'année, trois mille avant le printemps 1986. Pour bénéficier du réseau, il faut avoir plus de soixante-cinq ans, vivre scul, emarger au bureau d'aide sociale et se trouver en état de santé précaire.

Enfin le service d'accompagne ment des personnes âgées jusqu'ici réservé aux habitants du 18 arrondissement a été généralisé à l'ensemble des quartiers de Paris. Désormais, toute personne de plus de soixante-cinq ans souhaitant aller à la banque ou à la poste pour retirer de l'argent peut, sur un simple coup de téléphone à sa mairie, être escortée par uo employé municipal durant le temps do va-et-vient.

MARC AMBROISE-RENDU.

LES ANIMAUX DANS LA CIRCULATION

Ecrabouillage

Méconnaissables, les ingénieurs des ponts et chaussées! Il y a vingt ans, ils avaient tracé leurs rubans de goudron au petit bonheur des possibilités techniques sans trop se préoccuper de l'environnement. Dix ans plus tard, ils commençaient à penser à protéger contre les bruits automobiles les cités HLM traversées par les rocades urbaines. Ne voilà-t-il pas qu'ils se soucient de faire cohabiter « la route et la faune sauvage », si l'on en croit le thème du colloque internationel organisé à Strasbourg, du 5 au 7 juin, par le ministère de l'urbenisme, du logement et des transports et par le ministère de

Les routes de France représentent plus de 960 000 hec-teres d'emprise, et l'on comprend que ce gigantasque territoire voué à la voiture soit un lieu de mort pour les crapeuds, les hériesons, les passereaux et les chevreuils, qui vierment s'y faire massacrer par les pare chocs et les pneus. On comprand aussi le vosu de Jean Berthier, directeur des routes, pour qui « route et faune peuvent ne pas se livrer une guerre meurtrière, pour peu que l'on accepte de payer le juste prix de leur cohabi-

On connaît aujourd'hui un peu mieux l'étendue de l'hécaton grâce à un recensement des collisions avec des animaux sau-vages mené depuis le 1° janvier 1984, 3 250 grands mammi ont été tués ou blassés par un véhicula au cours de l'année écoulée, dont 2480 chevreuils, 367 sangliers. 269 cerfs, 12 daime et 5 chamois. Solvante-dix automobilistes sont sortis de ces collisions avec des blessures diverses. Six en sont morts. Cinq cents véhicules s'en sont trouvés gravement endornmagés, Une certitude : l'automne est la saison la plus meurtrière. Un classement des départements à problèmes : la Dordogne en tête, avec 154 victimes animales, puis la Moselle avec 126, le Haut-Rhin avec 125, les Landes avec 118 et le Bas-Rhin avec 115. Un record : le même véhicule a renversé une laie et sept de ses marcassina.

Il est juste de reconnaître que a direction des routes n'a pas attendu 1985 pour chercher des parades à cette mise en bouillie de la nature. Dès 1964, avec le concours du Muséum d'histoire naturelle, elle avait cherché à défendre les coléoptères contre l'autoroute du Sud, qui traverse. la forêt da Fontalnebleau. Depuis, les ingénieurs ont pris en compte l'existence des loutres dans les Landes, de la tortue d'Herman dans le massif provencal de l'Estérel, du busard cendré dans les Pyrénées et des passereaux à Saint-Quentin-en-Yvelines. M. Berthier parle même de faucher le moins possible l'herbe des talus des autoroutes, « véritable garde-manger.sans pesticides où les insectes, les corbeaux et les bases trouvent leur bonhour a."

L'autoroute A 71, en construction entre Orléans et l'occasion de démontrer leur intelligence du milieu traversé. Sologne oblige. Plusieurs années d'observation ont permis de 200 espèces d'oiseaux, des 50 espèces de mammis batraciens qui y vivent. La société concessionnaire Cofiroute tendra un réseau de grillage de deux mêtres de heut pour empêcher les carfs, les sangliers et les chevreuils de traverser la voie. Elle construira, sous l'autoroute, neuf passages de six mètres sur trois pour la « cerviducs » qui aident, dans les Vosges et en Alsace, les grands memmifères à franchir sans peur sans dommage les artères

Un « servidus » pour 1,5 million de francs

Plus originales encore seront batraciens qui migrent à chaque printemps vers les mares, pour s'y reproduire avant de regagner leur territoire de chasse. On a calculé qu'une circulation de 120 véhicules per heure détruit 99 % d'une population de crapeuds traversant une route. Pour diseuader les foulee batraciennes, des mares de substitution seront creusées. Les entêtés seront stoppés dans leur progression per une omière infranchissable aménagée dans le talus de l'autoroute. Selon le systèms lmaginé par un Suisse, Alsace, aux abords du lec de Kruth-Wildenstein, des « crapauduce a seront installes. Il s'agit de gouttières de béton qui piègent les crapacids et les condui-sent vers une buse installée sous

Un « cerviduc » colite 1,5 million de francs. Un « crapeuduc », 150 000 franca. Au total, 20 millions de francs seront dépensés pour le protection de la faune tout au long de la cinquan-taine de kilomètres d'autoroute construite entre Orléans et Vierzon. Cette enveloppe financiè représente 2 % du coût de

Maineureusement, il no suffit pas de payer ni de construire les: équipements de défense des animaux, encore faut-il persuader les riverains et les usagers de l'autoroute de ne pas annuler les offets bénéfiques des aménagements. Un défrichage abusif des aborde du « cervidoc », et l'ouvrage risque d'être déserté. N'a-t-on pas vu un agriculteur y installer ses vaches ? Sans parler des chasseurs du dimanche qui trouvent commode de se poster à proximité de ces passages giboyeux. L'homme n'est pas nuisible seulement au volant d'une automobile et son éducation en matière écologique promet d'être longue.

ALAIN FAUJAS.

14. Fait naître no moucheron.

Grimpe aux arbres. — 15. Ne fait donc pas partie des impondérables. Leures pieuses. Chef d'orchestre. Bien gardés.

Solution du problème nº 3987

Horizontalement

III. Rinçait. - IV. Isc. Ahan! -

I. Hépatisme. - II. Adorer. Ur. -

THE WORTELLE

granger dan track

2

......

324

مان بالمعال

25.00

- ಪರ

esign of the

per en articles

755 E' -

77 Magnus 4 tes 41. CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE THE POST OF SHIP SHIP A BOTT IN A ... Est a amortillore. ತ್ತಿಕ್ ಕಿರ್ಣ ಅಗಾ Martin Brazilia in Sura Alberta, so a line

See the second second FORESH MIS OF ANSW THE RESERVE OF THE PARTY Company pro- to a fire State Liberty and large 211 . 215 4 . . # Deposition of the ARREST NAME OF THE TOPA THE PARTY TOTAL the said of the said The second second Carlo proprie universal The many than the Salar Perm + F # 16 1 1 10 10 m

Sittedia November א שונים ו אינים ביו אומים Action NAME OF THE William Burn

COMPIQUES.

the territory.

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

ST SANGE

California California

Party of the state of the state

The second second

The second second

w cin And the second to be the second

de la come

the territory and the

The second

WES & MIDI A SECUL

P. C.

y≱ torat."

Cont. V. Doyenneté. - VI. En. Tu. Ah! -VII. Na! Etés. - VIII. Lai. Corne. Section 200 - IX. Ergo. Lait. - X. Dévoile. -The second second A STATE OF THE STATE OF Verticalement Commence of the second - C 4-514

GUY BROUTY.



appei au central qui rappelle aussi-

à prendre de haut. -

Milieu très fermé. Relevé de ses

Ancienne ville d'eaux. Quand on

fonctions pour raison d'Etat. -

l'allonge, ce n'est par pour se repo-

ser. Espèces d'Espagools. -

XI. Sont souvent battus mais tou-

Ce réseau de télésécurité, dont

Le système de télésécurité fonc M. Jacques Chirac, maire de Paris. Mais le commerçant devra payer

logers, bijoutiers, joailliers et orfè-

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3988

HORIZONTALEMENT

 Le dessus du panier. Permet de conduire sans craindre les « accidents ». - II. De quoi réver ou de quoi dormir. Négation. Pratiquée en lançant l'autre dans le lac ou par Lancelot du Lac. - III. Préfixe. Issu de l'Altaï ou enfant de Beecher-Stowe. Basses, mais

IV. Prie parfois le ciel pour qu'il ne tombe pas des cordes. En Asie. -V. Parole d'ami. Célèbre coureuse de fonds. Très raisonnable. - VI. N'a donc pas besoin de soigner son image. Se prend pour « descendre - nu pour « monter », - VIL Sèche certains jours. L'Ancien Testa- XII ment. - VIII. Tirer XIII sur un animal. Travaillais donc pour XIV que les autres grat- XV t moins. - IX.

- XII. Pour faire le point et gagner une partie de carte. Rendons donc invalide à ceot ponr cent. -XIII. Un peu de verdure ou un peu XI. Sont souvent battus mais tou-jours vainqueurs. Dont les actions de vert. Entrait. - XIV. Abrévia-tion. Vit donc sur un grand pied. Forme d'avoir. - XV. Un endroit sur pour un coffre qui l'est moins. Se font donc toutes petites.

VERTICALEMENT

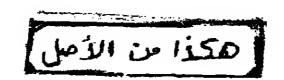
1. On la laisse en « plan » mais on l'abandonne rarement. Font donc bonne mesure. - 2. Si pour certains elle u'a pas de prix, pour d'autres elle en a trop. Personnel. Scène pre-mière. - 3. Deux lettres pour un facteur. Fut à son heure à l'origine d'un grand mouvement. Un petit crenx sous la « dent ». - 4. Perme de mettre le pouce à l'index. • Ballon » d'oxygène. — 5. Déviation sexuelle. L'asile des fleurs. — 6. Qui n'est donc pas responsable. Lettre grecque. Groupe de rebelles. - 7. Se prend à tout âge. Véhicule ou anier. Vit un génie là où il aurait dû voir une lumière. - 8. Homme d'affaires. En lice. En voilà des «facons»! - 9. Out souvent beaucoup de succès sur les plages. Conjonction. - 10. En France, Bon piacement pour un titre. - 11. Arrirée d'eau ou arrive de haot. Base d'une certaine alimentation. Qui arrive donc en coup de vent. -12. Régions souvent balayées par la bise. Voile. - 13. Participe passé. Avec elle on a le bon air, avec lui on a l'air manvais. Coule en Sibérie. -

XI. Européens.

1. Haridelle. - 2. Edison. Ardu - 3. Poney. Niger. - 4. Arc. Ets. (E.T.A.). Ovo. (ab ovo) - 5. Tea. Nu. Op. - 6. Irian. Eolie. -7. Théanale. — 8. Mu. Athénien. — 9. Erine. Ser.



Page 10 - Le Monde • Dimanche 16-Lundi 17 juin 1985 •••



Ecrabouillage

to service a service and

in the same of the

The state of the s

1000

. .

 $(-g_{ij}-g_{ij})\cdot g_{ij}+g_{ij}\in \mathcal{F}(\mathcal{F})$

4.14.11.41

.....

 $z = z^{\alpha' \omega}$

235

Sec.

Die ' i ville line

E. ...

W. S. 27507 La.E. the second of the last THE PERSON NAMED IN $\mathcal{L}_{\mathbf{w}_{1}, \mathbf{w}_{2}, \mathbf{w}_{2}}^{\mathbf{w}_{2}} = \mathcal{L}_{\mathbf{w}_{1}, \mathbf{w}_{2}, \mathbf{w}_{2}}^{\mathbf{w}_{2}}$

Contract Contract of the second

and the second s

· 本華 知此 · ·

The Party of the P A SECTION OF THE PARTY OF THE P 200 mm c The state of the same of

Self water to respect to the self-Comments of the Comments of th Spinot the representation for each or state of the spinot THE RESERVE THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE The state of the s the the state of the same of the same The second secon

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE 7 4 X 100 1

1. 100 120 1

AU TRIBUNAL DE SAINT-QUENTIN

Le transport de la dioxine de Seveso dans l'Aisne ou le procès du secret

les expédier vers d'autres popula-

Secret. • Dès qu'on prononce le

nom de Seveso, tout le monde lève

les bras au clel ., s'exelame M. Paringanx. Celui-ci, connu

des déchets, travaille pour EDF et

Rhône-Poulenc. Il est appelé à

l'aide. Chargée de l'opération par

Hoffmann-Laroche, la société

Manesmano- Italie sous-traite avec

la Spélidec, dirigée par M. Parin-gaux. Un protocole d'accord est mis

an point. Secret. M. Paringaux

assure avoir les autorisations néces-

saires pour acheminer la cargaison

vers sa destination ultime. Une car-

rière de Schoenberg en Allemagne

de l'Est. Le 10 septembre 1982, un

camion français passe la frontière à

Vintimille, sans escorte apparente.

Secret. Il est conduit par un chauf-

feur ignorant la nature du charge-

ment : les quarante et un fâts

contiennent 300 grammes de dioxine

disséminés dans six tonnes et demie

de déchets. La douane française

signe un document identifiant des

« dérivés halogènes d'bydrocarbures

aromatiques ». L'étiquette n'est pas

chimiquement fausse. Mais, comme

le dira le procureur, « on la mettrait

me spécialiste de l'élimination

Secret. Secret, l'itinéraire suivi il y a deux ans et demi par quarante et un fûts de déchets impregnés de dioxine, un produit dont un expert dira qu'il est prêt à démissionner de l'université si on lui dénie le caractère dangereux. Secret, le procédé qui va éliminer ces déchets. Secret, le lieu de la destruction. Secret, le contrat qui lie « l'éliminateur » et les producteurs du poison. Secret : le procès qui a eu lieu, vendredi 14 jain, devant le tribunal de grande instance de Saint-Quentin (Aisse) précisé par M. Jean-François Sabard, était bien celui d'un certain silence, le silence qui cache la gêne des sociétés industrielles plus promptes à produire des substances toxiques qu'à imaginer les moyens de leur neutralisation.

De notre envoyé spécial

Saint-Quentin. - Un procès dont on a eu l'impression insistante qu'il se immpait d'inculpés. Le tribunal n'a cessé de regarder par-dessus l'épaule des deux prévenus : M. Bernard Paringaux, spécialiste du trai-tement des déchets dangereux, et de son employé M. Jean-Michel Quignos. Pour les avocats de la partie civie, le Mouvement national de lutte pour l'environnement et une association de défense de la vallée du Rhône, comme pour le procu-reut, M. Christian Gérard, les vrais responsables n'étaient pas an banc

Minutieusement, l'errance des filts maudits qui mit l'Europe dans l'argoisse, au printemps 1983, à été décrite. A l'origine, la catastrophe de Seveso en Italie. Le 10 juillet 1976, un réacteur de l'usine lemesa, filisle de la société suisse Hoffmann-Lanche, explose et libère un nuage chargé de dioxine. La population est evacuée; des animaux sont abattus, des immeubles détraits. Des centaires d'habitants sont atteints de lésions cutanées. Toute la dioxine ne s'est pas échappée; il en reste dans l'usine. Comment s'en débarrasser? Les dirigeants de l'entreprise et les autorités politiques n'ont qu'une hâte: éloigner les substances vénéneises. Les éloigner, autrement dit

EPREUVE MORTELLE

at « une panne dans le moteur

vasistas d'aération > sont à

JEUX OLYMPIOUES

FINALES A MIDI

EN 1988 A SEOUL

De retour de Berlin-Est, où se

terait la 90° session du Comité inter-

national olympique (ClO), M. Lee

Yong Ho, ministre des sports de la

Coree du Sud, a annoncé, le 13 juin,

que les responsables du Comitê

dorganisation des Jeux de Séoul

traient parvenus à des accords avec

les fédérations sportives internatioiales, à l'exception de celle d'athlé-

isme, pour que les finales aient lien

à midi (5 heures, heure de Paris). Ces horaires inhabituels permet-

traient à la télévision américaine des

retransmissions en direct en soirée aux Etats-Unis. Grâce à ces accords,

le Comité d'organisation espère

drois de télévision.

obtenir 750 millions de dollars de

Le président du Comité d'organi-

sation, M. Rob Tae-Woo, a estimé

que la Corée du Nord était le seul

pay: qui avait l'intention de boycot-

ter es Jeux de 1988. Il a, d'autre

part indiqué que la Coréc du Sud

avai, clairement réaffirmé au CIO

son refus d'organiser des éprenves

olympiques au nord du 38° parallèle.

— (AFP.)

'origine des incidents.

SPORTS-

Le gouvernement français est alerté par les déclarations du gouverneur de la région lombarde, qui divulgue bientôt sa satisfaction de savoir la dioxine exilée d'Italie. Mais la société Hauffmann-Laroche affirme : » La dioxine n'est pas en

Affolement

Elle y est pourtant bel et bien. Le 25 mars 1983, une journaliste de Science et Vie, M™ Jacqueline Denis-Lempereur révèle que les fûts sont dans l'entrepôt que M. Parin-gaux possède à Saint-Quentin. Etaient = plus exactement, car ils ont disparu. C'est l'affolement. Le 30 mars, M. Paringaux est inculpé et incarcéré à la maison d'arrêt de Saint-Ouentin.

Pendant près de deux mois, cet ancien officier paraebutiste, aujourd'hui agé de soixante-huit ans, un «héros» au dire de l'un de ses avocats, Me Olivier Maurin, se tail. « Je ne suis pas une donneuse », dira-t-il au procès. Cependant, le mai, changement d'attitude. M. Paringaux s'estime . délié de l'obligation du secret » par ses commanditaires; il parle. Les filts sont entreposés dans une ebarcuterie désaffectée à Anguilcourt-le-Sart (Aisne), le village natal de M. Qui-gnon qui a aidé son patron à les

déménager. Les deux hommes s'entendent bien. Ils se sont bien entendus en tout cas pour garder le secret. Cou-pables? Les débats ont au moins révélé un point commun entre eux : ils méprisent le danger des subs-tances toxiques. A Saint-Quentin, M. Paringaux met la main à la pâte avec son employé pour extraire et Éliminer des transformateurs confiés par EDF le pyralène, un autre produit toxique dont il a aussi beaucoup été question. M. Paringaux n'a eure du péril de la contamination. De la dioxine, il se gaussera : - Le cognac

aussi est dangereux : buvez-en deux litres el vous étes un homme

L'inconscience de ces deux « ramasseurs de poubelles », comme les appelle un de leurs défenseurs. Mª Jean-Michel Braut, les disculpe à ses yeux. L'avocat souligne que ces dirigeants de Hoffmann-Laroche se gardent bien, eux, de » tremper les mains dans les filts ».

Mª Monique Picart-Veil, pour la partie civile, en tirera les conséquences : Nous ne pouvons nous contenter de poursuites contre les seuls exécutants. »

■ Double jeu >

Le procureur, qui réclamera contre M. Paringaux dix-huit mois de prison, » dont une partie avec sursis » et une amende » importante », n'est pas loin d'être du même avis, lorsqu'il - regrette. comme la partie civile, qu'il n'y ait pas d'autres prévenus ».

Le droit français ne le permet pas, soutient-il, car la justice française ne peut poursuivre que les faits commis sur le territoire national. Mais le défaut de responsabilité juridique n'exclut pas la responsabilité morale : Les grosses sociétés jouens un double jeu. Le secret, quand tout va bien, et quand les choses se gâtent ou apparaissent au grand jour, on cherche à collabo-

Quand le procureur parle de » double jeu », la partie civile de » simulaere », de » poudre aux yeux » et la défense de » trompel'œil », on se demande, en effet, où sont les aceusés.

Peut-être est-ce pour cela que la cour a demandé, contrairement à ce qu'avait laissé dire le président pen-dant la journée, de se donner quelques jours de réflexion. Le jugement sera rendu le 26 iuin.

CHARLES VIAL.

CARNET

- Mar le docteur Denise Boulenger,

et leurs enfants. M. et M= Achille Hodak

et leurs enfants.

ont la douleur de faire part du décès du

ancien directeur général de la santé publique, ancien professeur de santé publique à la faculté de médecine

doyen bonoraire de la faculté de médecine de Kaboul, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

» Il a souffert en ebrétien.

Les obsoures auront lien le mardi

Jeanne-d'Arc, à Versailles

78000 Versailles.

Et toute la famille

survenn le 11 juin 1985, dans sa quatre-

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 18 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, Paris-16°.

Cet avis tient lieu de l'aire-part.

Loiseau et leur fils.

M. et M= Pierre Bon et sa fille, ont la douleur de faire part du décès de

survenu le 12 juin 1985 dans se quatrevingt-quinzième année.

lundi 17 juin en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6, à 14 heures, et sera suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise dans le caveau de

Les mères des enfants « retenus » en Algérie préparent de nouvelles actions

Exaspérées par la lenteur des en France et à peu près autant négociations entre la France et d'unions libres. La plupart concerl'Algérie sur le droit de garde et de visite des enfants issus de couples mixtes, des mères françaises, exépouses ou ex-compagnes de ressor-tissants algériens, ont décidé d'organiser dans les jours qui viennent des actions spectaculaires ».

. Cette fois nous ne nous satisferons pas de vagues promesses -, précisent-elles en faisant allusion à opération Un bateau pour Alger du 6 juillet 1984. A l'époque, les mères, soutenues par la Ligue internatio-nale du droit des femmes (1), l'association Défense des enfants enlevés (2) et d'autres organisations féminines voulaient en se rendant en Algérie pousser les deux gouvernements à accélérer les négociations. L'opération avait été interrompue contre la promesse que plusieurs de ces meres seraient reçues par les

représentants algériens. Aujourd'bui, ces femmes, regrou-pées au sein du Collectif de solidarité anx mères des enfants nlevės (3), ont le sentiment d'avoir été dupées. . Le temps passe, disentelles, pour nous comme pour nos

enfams qui grandissent. » Environ vingt mille mariages mixtes sont contractés chaque année

nent des Françaises et des Maghrébins. Les Algériens occupent la première place devant les Tunisiens et les Marocains.

Quand une rupture intervient, les juges français accordent le plus souvent la garde des enfants aux mères, quelle que soit leur nationalité. Certains pères préférent alors plutôt que de contester cette décision devant les tribunaux emmener illicitement - à la faveur d'un droit de visite par exemple - leurs fills et leurs filles dans leur pays.

An ministère de la justice, on évalue à plus de trois mille le nombre d'enfants ainsi - déplacés -. Alors que des conventions sont entrées en rigueur avec le Maroc le 13 mai 1983 et avec la Tunisie le 1º juillet 1983, les discussions commencées il y a plus de cinq ans avec l'Algérie n'ont toujours pas abouti.

(1) 54, avenue de Choisy, 75013 Paris. Tél.: 585-11-37. (2) Boile postale nº 405, 07004 Privas Cedex. Tel.: (75) 64-32-96. (3) 4. square Saint-Irênée 75011 Paris. Tél.: 654-75-46.

Décès

son épouse, M. et M= Roch Boulenger

et leurs enfants, M. et M= Jean Appert leurs enfants et peuts-enfants, Le docteur Edith Boulenger,

M. et Ma Jean-Paul Delaitre

M. et M= Guy Boulenger et leurs enfants. M= Rachel Boulenger

et son fils, M. Erie Boulenger, M. et M. Gérald Boulenger

et leur fils,

Mª Claire Boulenger,
ses enfants, petits-enfants et arrière-

professeur Pierre BOULENGER, Pitie Salpetrière,

rappelé à Dieu le 13 juin 1985, dans sa

18 juin, à 14 h 15, en l'église Sainte-

2 passage Roche

ont la douleur de faire part du décès de M. Jean JOUOUEY,

ancien journaliste au Parisien libéré,

5, rue Marbeuf,

leurs enfants et peuts-enfants.

M. Jean LOISEAU, ancien élève de l'Ecole polytechnique, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 conservateur honoraire du Musée du Conservatoire national des arts et métiers,

onie religieuse aura lieu le

52, rue Saim-Georges, 75009 Paris. 8, rue Dugay-Trouin, 75006 Paris. 8, rue de Mézières, 75006 Paris.

— M™ Henri Perrin, M™ Pascale Perrin, M. et M™ Alain Depetrini

ont la douleur d'annoncer le décès de

Henri PERRIN, survenu à Londres le 13 juin 1985.

Anniversaires

- Le 18 jain 1984 disparaissait le docteur Pierre BELOT.

Son épouse et sa famille sonhaitent le rappeler au souvenir de ceux qui l'ont

- Il va un an.

Monique EMORINE ne nous quittait pas.

« Pour revivre, il suffit qu'à tes lèvres j'emprunte le souffle de mon nom murmure tout un soir. . - Pour le dixième anniversaire de la

Henri LEBEGUE.

avocat général à la Cour de cassation.

Une pensée particulière est demandée

à tous ceux qui l'ont connu et aimé. - Il y a quatre ans, le 16 juin 1981,

Robert ROUX

pous quittait. Que ceux qui l'ont connu et nimé pensent à lui.

DONS QUILLAIL.

- Le 15 juin 1980, Georges J. SEDBON

or tous ceux qui l'ont connu, estime et aime, il est toujours présent par la Communications diverses

- Une exposition de dessins - musicieus - de Jacqueline Clavaud aura lieu du 17 au 29 juin à la mairie de Gif-sur-Yvette (Essonne), rue Amodru, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Le vernissage aura lieu, le vendredi 21 juin, à 11 h 30, à l'occasion de la Fête de la

Soutenances de thèses

- Université René-Descartes (Paris-V) sciences humaines Sorbonne, lundi 17 juin, à 14 h 30, amphitheatre Durkheim, escalier J, deuxième étage, 12, rue Cujas, 75005 Paris, M. Muzafer Tufai: • Organisation spatiale et sociale en Macédoine yougoslave. • Ph. Lahurthe-Tolra, J. Lautman, L. Bazin, R. Portal, A. Popovie, P.-H. Stahl.

Soutenances de thèses DOCTORATS D'ÉTAT

- Université Paris-111, lundi 24 juin à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Giovanni Lista : . Futurisme et théatre ..

- Université Paris-VII, mardi 25 juin 2 14 heures, tour 25, rez-de-chaussee, M. Antoine Compagnon: Possession. appropriation, propriété. L'entre-deux Proust, études sur Sodome et

- Université Paris-IV, samedi 29 juin 2 14 heures, amphithéaire Est. M. Pierre Behar: Silesia Tragica. Epanouissement et fin de l'école dramatique silésienne dans l'œuvre tragique de Daniel Casper von Lohenstein (1635-

L'Union nationale des étu-diants de France (UNEF indépendante at démocratique) demande au secrétaire d'État aux. universités, la constitution d'une commission d'enquête sur la mort oar rupture d'anévrisme J'un étudiant de Besancon, surrenue la 1º juin à l'hôpital de la rilla. La veille, cet étudiant D'ESCROQUERIE l'était évagoui, tandis qu'il oassait des éprauves de physiologie

te première année de psychologie. Ces épreuves, selon le synficat étudiant, avaient lieu dans une salle manifestement Imoropre à recevoir les trois cents candidats. « Il n'y avait aucune aération et nous étions collés les uns aux autres », se sont plaints les candidats. Trois d'entre eux se seraient trouvés mal au moment de l'examen. La directrica de l'UER de lettres explique que l'amphithéêtre peut recevoir trois cent cinquanta personnes. Selon ella le fait que les étudiants ne respectent pas l'interdiction de fumer

la - SMR - et la - SOFAMCO -. convertis en espèces par l'intermé-diaire d'un compte bancaire dit » taxi », afm de régler discretement

ressé du syndicat.

· Claude Brizet condamné à cinq ans de prison, dont trois avec sursis.

— Claude Brizet, surveillant de supermarché, qui avait tué, le 17 juin 1983, un jeune bomme de dix-neuf ans, Moussa Mezzogh, dans un magasin Radar de Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis) a été condamné, vendredi 14 juin, à cinq ans de prison dont trois avec sursis par les jurés de la cour d'assises de Seine-Saint-Denis

Les objecteurs de conscience, dont le statut est accepté sur simple demande écrite depuis 19083, réclament l'égalité du temps des services

le clandestin.

L'arrêt a été accueilli avec consternation, voire colère, par la famille et les amis de la victime qui emplissaient la salle. L'avocat général avait requis cinq ans de réclusion

· La désertion d'un objecteur de conscience. - Le 15 mai dernier, après dix-hait mpois de service civil au Burcau d'aide sociale de Lutterbaeh, dans le Haut-Rhin, un jeune homme, Joël Ehrhart, a déserté. - Je me rendrai à la justice le 22 juin », affirme-t-il en soulignant le caractère revendicatif de sa déci-

pour se constituer prisonnier.

lions de francs suisses (environ 2 millions de dollars), a été détruit par le feu dans l'après-midi du jeudi 13 juin au Kunsthaus (Musée des beaux-arts) de Zurich.

a'est pas motivé.

nationaux, militaire et civil. Joël Ehrhart souhaite également que le service soit consacré à la formation dans le domaine de la défense et non armée. A vingt-deux ans, il encourt une peine de six mois à trois ans de prison, même s'il a voulu « prouver sa bonne volonté - en accomplissant les trois quarts de son temps obliga-Un collectif de soutien s'est

constitué autour de Joël Ehrhart. qui prépare une manifestation pacifique pour le samedi 22 juin à Mulbouse. Le jeune bomme devrait ensuite se rendre à la gendarmerie

· Un Rubens détruit par le seu à

Zurich - Un tablean de Rubens,

dont la valeur est estimée à 5 mil-

L'incendie du tableau -78,5 × 62,5 centimètres, - une huile datant de 1628 et intitulée Portrait du roi d'Espagne Phi-lippe IV, est d'origine criminelle : un jeune homme, âgé de vingt-cinq ans, citoyen de la République fédérale d'Allemagne, a avoné qu'il s'était déplacé à Zurich dans le seul but de détruire ce tableau « pour protester en faveur de la protection de l'envi-

UN ANCIEN FONDÉ DE POUVOIR DE LA DISCOUNT BANK EST ÉCROUÉ POUR COMPLICITÉ

avoir, selon l'accusation, facilité des opérations de fausses factures par le biais de - comptes taxi -. Il s'agit de

de complicité de recel, de faux et

De fait, la complicité ou la négligence coupable des banquiers est nécessaire pour mener à bien la fausse facturation de travaux réalisés par des ateliers clandestins. Selon la procédé largement utilisé il y a quelques années par les ferrail-leurs, le «facturier» se place en écran entre le elient et l'atelier elandestin. Les factures sont payées très officiellement par chèques,

Bidalou. - La section du Syndicat de la magistrature du tribunal de Pontoise s'interroge sur le comporte-Bidalou. Dans une lettre an bureau national du syndical, M. François Ballouhey, vice-pésident du tribunal et délégué de la section locale, demande l'onverture d'un débat sur l'attitude de M. Bidalou au sein de cette section, débat qui, selon M. Ballouhey, pourait déboucher sur une mesure d'exclusion de l'inté-

A Paris

EN BREF-

Un responsable de banque a été écroué à la prison de Fresnes (Val-de-Marne), vendredi 14 juin, pour

Jean-Miehel Aron-Brunetière. trente-trois ans, qui fut attaché de direction, puis fondé de pouvoir de la Discount Bank, rond-point des Champs-Elystes, à Paris. M. David Peyron, magistrat du tribunal de grande instance de Paris, qui instruit actuellement plusieurs affaires de fausses factures, l'a placé sous mandat de dépôt après l'avoir inculpé de complicité et recel, d'escroquerie et

On reproche à M. Aron-Brunetière d'avoir fermé les yeux sur des opérations de retraits d'espèces et de dépôts de ebèques réalisés en 1983 et 1984 par M. Laureace Blankenberg - alias M. Simon, écroué depuis le 23 mars dernier. M. Simon avait ouvert des comptes à la Discount Bank au nom de sociétés commerciales fictives -

· Les ennuis de M. Jacques ment de syndiqué de M. Jacques M. Roger Delpey ne sera pas indemnisé. – L'écrivain Roger Del-pey ne sera pas indemnisé par la commission chargée d'indemniser les personnes ayant été détenues à tort. Cette commission a rejeté sa requête vendredi 14 juin, et M° Christian Charrière Bournazel, son avocat, a exprimé son intention de saisir la Cour européenne des droits de l'homme. Roger Delpey, qui fut l'un des

fondateurs du Rassemblement du peuple français, avait été appré-hendé le 10 juin 1980 par les enquéteurs de la direction de la surveillance du territoire (DST), à sa écroué six jours après par M. Jean Claude Thio, juge d'instruction à la Cour de sureté de l'Etat, sous l'inculpation d'intelligence avec les agents d'une puissance étrangère. L'écrivain affirmait qu'il s'était

transmettre un courrier de l'exempereur de Centrafrique, Jean-Bedel Bokassa et il fut remis en liberté le 28 novembre 1980, avant de bénésieier d'un non-lieu le 2 novembre 1981. Les débats de la commission se déroulent à buis elos et l'arrêt rendu

rendu dans cette ambassade pour

· Les dissidents de Greenpeace fondent les . Robin des Bois . . -Les militants du mouvement Greenpeace qui viennent d'être » démissionnés » par le conseil d'administra-tion de la branche française (le Monde du 7 juin) réunissent ce 15 juin à Paris une assemblée générale - pirate - pour fonder un nouveau mouvement : - les Robin des Bois - (1). Ils s'inspirent en l'occurence de leurs camarades allemands qui, en dissidence avec Greenpeace-Allemagne, avaient fondé il y a deux ans le mouvement » Robin Wood ».

(1) Adresse provisoire: 37 bis, avenue Gambetta, 75020 Paris.

Ventes aux enchères publiques AU NOUVEAU DROUOT LUND: 17 JUIN S. 5/6 à 14 h 30 ART CONTEMPORAIN Mt Catherine CHARBONNEAUX, C.P., 134, Ig Saint-Honoré, 75008 Paris - Tél.: 359-66-56

J. CUSENIER

ŒUVRES RÉCENTES Du 30 mai au 19 juin 1985 **GALERIE ROMANET** 30-32, rue de Seine, Paris (6º)

Těl: 326-46-70

STRASBOURG:

une banque pour les créations

L'Aisace vient de se doter d'une société de financement pour aider la création d'entreprises. Ce Fonds ré-gional d'intervention pour la créa-tion d'entreprises (FRICE) est une société d'économie mixte. Les deux departements (Bas-Rhin et Haut-Rhin) y sont associes à 51 %, la Société de développement régional (SADE) à 24,5 %, tandis que cinq banques se partagent le solde du ca-pital : le Crédit mutuel, la Société alsacienne de banques, le Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine, les Banques populaires et - c'est l'originalité de l'opération - la Société de banque suisse. Le capital esi de 5 millions de francs.

Le FRICE doit prendre des parts en capital dans des entreprises nou-velles, crèces par des personnes phy-

Le président du FRICE est Jean Lentz, conseiller general (non ins-crit) de Drulingen (Bas-Rhin).

AQUITAINE

BORDEAUX. - Un accord de nationale supérieure des mines, l'ARMINES (organisation pour la recherche et le développement des méthodes et processus industriels) et les universités Bordeaux-l et 11. Echange de documents et d'ensei-gnants, informations réciproques auront pour but, tout en respectant la specificité de chacun des partenaires, de favoriser les projets de recherches en commun dans le domaine des matériaux composites, du genie chimique et geologique, des mathématiques appliquées et de la biotechnologie.

Les découvertes éventuelles pour-ront être valorisées par TRANSVA-LOR, société dont le siège est à Sofia Antipolis (Alpes-Maritimes) et qui a été créée pour exploiter les brevets de l'ARMINES et des Laboratoires associés.

Cet accord entre les universités bordelaises et les promoteurs de Sofia Antipolis est la première réalisation concrète du projet de TECH-NOPOL de l'agglomération borde-

BOURGOGNE

NEVERS:

bibracte enfin saurée

On avait perdu jusqu'au souvenir de son emplacement quand, à la fin du dix-neuvième siècle, un archéologue. Bulliot, en retrouva la trace et ouvrit de fantastiques fouilles sur le site de cette immense ville celte, Bibracte, dont les fortifications en fermaient plus de 40 hectares.

Sur une des plus hautes collines du Morvan, le mont Beuvray. Bibracte, depuis, était retombée dans l'oubli ou presque. Au grand scandale de tous les passionnés de nos origines celtes, pour qui il s'agit là de la première capitale de toutes les Gaules, celle où avait été - élu -Vercingétorix.

Le ministre de la culture vient d'autoriser la constitution d'un conseil scientifique international chargé de valoriser enfin le site de Bibracie. Le vieil oppidum se trouve enfin promu au rang de - chantier privilégié ... au même titre que le

1 tout va bien, Bastia troquera, avant le fin de 1988, sa vieille « prison gruyère » contre une maison d'arrêt ultra-

moderne. Après sept évasions en sept mois, entre juillet 1983 et janvier 1984, qui ont fait de la prison Sainte-Claire la plus perméable des prisons françaises, le ministère de la justice a décidé de rendre prioritaire la construction d'un nouveau centre de détention, qui verra le jour sur la commune de Borgo, dans la banlieue sud de Bâtie sur un terrain de 4 hec-

tares appartenant eu ministère de la défense, la nouvelle prison aura une capacité d'accueil de 220 détenus. Son coût est évalué à 80 millions de francs. C'est le plus important chantier public depuis la création, en 1976, du département de la Haute-Corse. Les entreprises locales y voient déjà un ballon d'oxygène inespéré au moment où les carnets de commandes sont franchement mau-

Sur les 40 cabinets d'architectes qui ont fait acte de candidature, 8 équipes ont été retenues, en majorité des insulaires, qui se sont entourées de spécialistes continentaux et même étrangers. Le cabinet Inghirami-Campani, concepteur de la prison de Florence, est sur les rangs. Le choix définitif du projet devrait interve-nir avant la fin de l'année, mais il faudra attendre près d'un an supplémentaire pout que les travaux commencent. Ils dureront vingtquatre mois.

Ainsi une page sera tournée dans l'histoire - mouvementée de la détention en Corse. La surpopulation carcérale (1) se double, à Bastia et à Ajaccio, d'une inadaptation totale des locaux, à la fois vétustes, exigus et mal situés. Ainsi, la prison Sainte-Claire, un ancien couvent du seizième siécle, est-elle enclavée dans le vieux quartier de la Citadelle. La rue des Hospices, qui longe l'établissement, et les toits alentour permettent aux familles

BRETAGNE

CONCARNEAU:

le filon guyanais

Concarneau, dans le Finistère qui, pendant de longues années, s'est intèressé à la pêche sur les côtes d'Afrique Occidentale, vient de lan-

cer deux chalutiers construits par

des chantiers finistériens et qui par-tiront prochainement pour Kourou, en Guyane française pour pêcher la

M. Cotonnec est parti d'un

constat : la France importe plus de

10 000 tonnes de crevettes par an et la zone économique de la Guyane

française est une des plus riches en

En 1984, quelque quatre-vingt-cinq crevettiers pêchaient sous licence dans les eaux guyannaises, pour la plupart américains ou japo-

Le produit que nous fournirons sera totalement différent de ce que font les étrangers », explique M. Cotonnec. « Nous allons faire de

la crevette crue congelée entière.

mise en boite d bord, à destination

essentiellement du marché euro-

Dans le cadre d'un plan de trois

ans. l'armateur concarnois envisage

la construction et l'exploitation, à

partir de Kourou, de dix crevettiers. Dès le milieu de l'été, le numéro

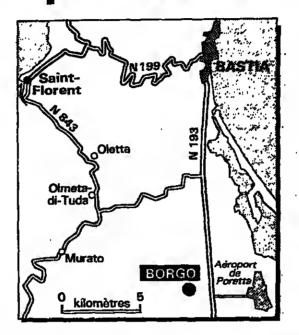
trois de sa flotille sera mis en chan-

crustaces de ce genre.

Robert Cotonnec, un armateur de

Le Monde

Une prison neuve pour Bastia



de communiquer avec les détenus en dehors des heures de parloir,

Il a fallu attendre mars 1984 pour qu'un renforcement sensible du personnel de surveillance soit décidé. Le nombre des gardiens est passé de 14 à 27. L'adminis-tration a installé, dans la foulée, des caméras de contrôle en même temps qu'elle faisait procéder à des aménagements intérieurs. Actuellement, l'effectif des mai-sons d'arrêt s'est quelque peu

CENTRE

BLOIS:

les petits enfants de Ronsard

Une soixantaine de personnes

françaises et belges, se sont retrou-

vées, le week-end dernier, en Vendô-

mois pour fêter l'année Ronsard.

Il s'agissait d'authentiques descen-

dants de la famille Ron-

sard retrouvés après de longues

recherches par des généalogistes

Les experts estiment à quelque

ringt-cinq mille personnes vivant

dans le monde entier la descendance

actuelle des parents du poète, mort

il y a quatre cents ans... sans enfant

serait éteint, semble-t-il, en 1866 avec une ultime Elisabeth, Fran-

CHAMPAGNE-ARDENNE

CHALONS-SUR-MARNE:

chaudières à paille

L'Agence française pour la mai-trise de l'énergie et la région Champagne-Ardenne viennent de

lancer une opération destinée à

encourager l'utilisation de la paille

comme énergie. La paille est un sous-produit particulièrement abon-

dant dans la région. Séchée par le soleil, elle peut être utilisée pour

coise Ronsard.

nom de Ronsard lui-même se

militants nationalistes en instance de jugement. Ce traitement est vivement dénoncé par la Riscossa, l'association de défense des pri-sonniers nationalistes, et par les avocats qui estiment que les droits de la défense ne sont plus res-pectés. Pour certaines affaires, comme celle de la prison d'Ajac-cio en juin 1984, les juridictions corses ont été dessaisies. Le cas de

chauffer des serres, des habitations,

des ateliers... On peut aussi l'utiliser plus commodément en la rédulsant

cadre de l'opération . Paille énergie

en Champagne-Ardenne - visent à

suhventionner les fabricants de

chaudières à paille et leurs utilisa-

teurs, à s'assurer d'autre part que les

coopératives de déshydratation

pourront approvisionner régulière-ment les utilisateurs de ce nouveau

HAUTE-NORMANDIE

ROUEN:

pour oublier Hastings

Le conseil régional de Haute-Normandie et l'East Sussex Country

Council, en Grande-Bretagne, vont

distribuer des cet été aux volontaires

bilingues des petits badges avec

comme simple mention, « 1086 », rappelant la bataille de Hastings.

Ceux qui porteront le badge au

revers du veston accepteront ainsi de

se faire eccoster dans la rue par un

de ces nombreux touristes égarés et le renseigneront le plus précisément

possible dans sa langue maternelle.

Les chambres de commerce,

offices de tourisme et lycées seront chargés de remettre l'insigne aux

personnes compétentes.

- et très ancien - combustible.

Les deux protocoles signés dans le

en granuiés.

déglonflé, notamment avec l'envoi

dans les centres de détention

continentaux d'une douzaine de

la maison d'arrêt d'Ajaccio n'est pas très différent de celui de Bas-tia mais l'urgence de la situation y est moins criante.

Dans le sud aussi on veat construire un nouveau centre de détention, et les recherches de terrains disponibles se poursuivent.

Reste la troisième prison corse. Une prison hors les murs, de 1 800 hectares, installée à la campagne entre mer et montagne : le centre agricole de Casabianda n'est pas une prison comme les autres : les détenus y sont en semi-liberté. D'origine rurale, condamnés pour la plupart pour des affaires de mœurs, les 175 prisonniers sont occupés à des tâches agricoles (le domaine compte 800 hectares cultivés et un troupeau d'ovins et de bovins de près de 2 000 têtes). Ils assurent aussi des • chantiers extérieurs ». Trois détenus rémunérés s'occupent ainsi du ramassage des ordures ménagères d'Aléria – commune où se trouve le camp - et de l'entretien du village.

Un autre travaille sur le site archéologique de l'ancienne cité romaine, située d'ailleurs en par-tie sur le domaine. Les tentatives d'évasion - un mot banni dn vocabulaire de Casabianda où l'on parle au contraire de « fugues ». ce qui allège les conséquences rares : seulement 3 cas depuis 1983.

Prison obsolète on prison de grand vent. La Corse connaît les deux extrêmes du régime carcéral. Avec un peu de chance la nouvelle maison d'arrêt de Borgo, qui sera à mi-chemin entre ces deux serres, sera inaugurée pour le centenaire de la prise de la Bastille. Tout un symbole...

DOMINIQUE ANTONI.

(1) La maison d'arrêt de Bastia a (1) La maison d'arrêt de Bastia a une capacité de 52 places, mais elle a connu une surpopulation de plus de 100 % en janvier 1985 avec 109 détenns. A Ajaccio, la capacité normale est de 47 places, mais la pri-son a enregistré des pointes de 85 pensionnaires.

gratuité enc

هجار سيور

e y la ramine La majorité

that he that he was

And the second second

200 25 m 12

American School of the School

THE BUSINESS PARTY

mint to the care a same &

mm . France a let de to

MENT I FATAL ATT A MET THAN

TOTAL TO THE THE STATE OF THE STATE OF

print the state of management

gif Der Green in eine fan generalen ge

A 10 TH 1 TH THE TOWN

CONTRACTOR OF THE PARTY -

BASING IT THE DISCOURT

STORY OF A THE USE WAS COME

and Witter a manage

THE SECTION OF SECTION OF SECTION AND ADMINISTRATION OF SECTION AND ADMINISTRATION OF SECTION AND ADMINISTRATION ADMINISTRATION AND ADMINISTRATION AD

STATES THE STATE OF THE STATE OF THE STATE OF THE STATES O

TREES THE SECTION AS A SECTION OF

STALL IN THE LA LIVE PARE FOR

Berth transfer in the entropy that

F3 30 1 or 4 days real

See 1 - 1 11 11 1 11 11 11 11 11 11

April 20 to the section of the secti

personal transfer of the state

TABLE DES THAT IS A 18 SETTING AND

war tone on a livery making-

ಹಾಗಿ ಪರೀಸ್ತರವರ ಎಂದು ಎಂದು ಪ್ರವೇಶ ಕ್ರಿಕ

face the end of the se

FORESTER OF A PERSON

Marie Barrell

a arter a contra deligad

THE MAN THE THE PARTY OF

AND THE SHARE WITH THE PARTY OF THE PARTY OF

the fact had not in the case to the face.

Terres the factor than the

The Part of the Car Manner.

Salarana man care from

Francisco Service les Table (#

les desseins &

in this er actualles

20.00

42.57

7

METZ:

le bois après l'acier

« 150 000 postes de travail font d'ores es déjà défaut à la Lor-raine », essirme François Guillaume, président du comité économique et social de Lorraine, pour mique et social de Lorrame, pour qui la région « est sur la vole des 180.000 chômeurs ». Tout en dinon-çant l'image « erronée » de la realité que donnent les statistiques offi-cielles de l'emploi, François Guillaume s'insurge contre e les pro-messes non tenues « mais aussi défend des propositions concrètes présentées par l'assemblée socio-

Celie-ci a décidé de faciliter le lancement d'une filière hydrogène s'appuyant sur l'électricité que journira, dès l'été prochain, la centrale nucléaire de Cattenom. De même, une liste de vingt propositions uent d'être élaborée pour accélérei la motation technologique des extre-prises de la filière bois. Pour y sarvenir, le CES mise notamment sur le centre de productique du tois devant être implanté en Meurhe-et-Moselle, à Pont-à-Mousson.

MIDI-PYRÉNÉES

TARBES: des fils sur la vallée

Avant même que sont terminéele 25 juin — l'enquête publique lin-cée pour la ligne à très haute tenson (deux circuits de 400 kilovols) entre Cazaril, en Haute-Garonne, et le port de La Pez, en Hantes-Pyrénées, des ingénieurs d'EDF sont venus dans le village de Nistos pour « piqueter » le tracé.

ell n'y a plus rien à faire. observe le maire Xavier Rumeiu, anjourd'hui résigné à voir sa valle défigurée par une dizaine de pylônes munis chacun de douze fils. Tel n'est pas l'avis des comités ce défense qui se sont constitués dais les vallées du Louron et de Nistes pour s'opposer au projet. « Ils ont fait la centrale de Golfech pour vadre de l'électricité aux Espagnos, constatent les habitants contestitaires. Ca n'est pas une raison pour massacrer nos vallées ! . On s'es, en effet, rabattu sur deux valles oubliées de Bigorre, deux splendides sites naturels qui présentent l'avas-tage indéniable d'être... inhabités.

on ferme l'aérodrome

L'activité aérieme de la plate-forme qu'utilisent une dizaine d'aéro-clubs sera transférée à Etampes (Essoune), anx Murcaux et à Toussus-le-Noble (Yvellues). Gnyanchart héberge cent trois appareils et a counu, en 1984, cent vingt-cho mille mouvements.

vingt-cinq mille mouvements.

M. Gérard Volan, président de l'association de défense de l'aérodrome de Gayancourt et de son environnement (ADAGE), a affirmé que cette mesure signifiait la disparition des aérociube et que son association n'opposerait à la fermeture du terrain. Le commissaire de la République des Yvelines a reçu du secrétariat chargé des transports la mission de préparer ce déménagement en concertation avec toutes les parties coucernées.

GUYANCOURT:

FLE-DE-FRANCE

L'aérodrame de Guyancourt L'aérodrame de Guyancourt (Yvelines) sera progressivement fermé d'ici à la fin de l'aunée 1986, selou MM. Guy Malandain, député (PS) des Yvelines, et Roland Nadou, maire (PS) de la commune. « Cet aérodrome est incompatible avec le développement de la ville nouvelle de Saint-Queurin-en-Yvelines (cent ringt mille lubitants). Il était nécessaire d'arrêter ses activités unisantes et dangerenses «, out-lis santes et dangerenses «, out-lis déclaré, lors d'une conférence de

PROVENCE-ALPES-

COTE D'AZUR AVIGNON. - D'une renconre fortuite entre Jean-Paul Ginoix (trente-cinq ans, industriel en penneaux isothermiques) et Alain Dreyer (quarante ans, généticies) est peut-être née une méthode révelutionnaire de culture de la tomate arrosée à... l'ean de mer.

vages qui poussent sur les rivages des Galapagos et donnent une tomate microscopique. Après croise-ments, ils ont reussi, tout en conservant au pied ses caractéristiques et sa robustesse, à obtenir des tomatis de 10 grammes. Ils espèrent, d'ci deux à trois ans, produire des sujes de 100 grammes parfaitement conmercialisables.

Els sont partis de géniteurs san-

Cette page a été réalisée par nos correspondants: Etienne Banzet. Jean-Pierre Bel, Jean-Lonis Besner, Didier Cornaille, Pierre Cherruna, Jacques Fortier, Paul Signoud, Jean-Louis This.

CRÉATEURS D'ENTREPRISE EN ILLE-ET-VILAINE

Sept ingénieurs de l'informatique se mettent à leur compte

NITIATIVE, raalisme, travail d'équipe et créatività, ces quelques mots expliquent en grande partia la réussita da la sociaté EDIXIA créée le 1º ianvier 1984 par sant inganiaurs informaticians-électroniciens et une secrétaire à Vern-sur-Seiche, dans l'Ille-et-Vilaine et dont le premier axercice a été bánéficiaire, couvrant l'ensemble des techniques mises en œuvre par le dévaloppement informatique dans le secteur industriel EDIXIA est également spéciálisés dans l'epplication des systèmes d'ima-

Quelques points commune entre ces créateurs pour lesquela « la gestion est la clé de voûte de toute entreprise »; tous sont passés par l'Institut national des sciencea appliquées de Rennes, voulaient créer qualqua chose, et disposaient de 4 à 5 ane d'expérience professionnella avant de se lancer dans la grande aventure. « Pandant un an, à raison

d'una reunion par aemaina » expliqua Yves Pinon, « Nous avons reflechi au champ d'activité ainsi qu'aux structures financières at juridiques de notre projet. Certains ont suivi des stages de gestion ». Septembre 1983 : le dossier est complet et plutôt bien ficelé puisque les banques contactées se disent surprises du travail de préparation réalisé par « l'équipe ».

Les huit créateurs disposent de 50 % du cepital social (218 000 F.), l'autre moitié atent dátenue par trente-neuf amis ou ralations et obtiennant das primes régionales (350 000 F.), un prêt participatif eimplifie (150 000 F) et un prêt bonifié (200 000 F).

En novembre 1983, Gérard Vivier quitta son emploi pour se consacrer aux formalités administratives de la création d'EDIXIA, qui démerre le 1º janvier 1984 avec daux ingéniaurs et una secrétaire, et un contrat d'un an avec le CCETT pour le réalisation du diffuseur de sous-titres multilingue Antiope expérimenté avec suceas per Antenna 2 at aujourd'hui commercialisé par D'eutres contrats ont suivi

tons ou parisiena (exploitation d'un reseau de télé-transmission, eutomatisation du contrôle da qualità de la pâte à papier, logiciel d'archivage et de transfert d'images, etc.). « En metière d'évolution d'activité, nos prévisions ataient bonnes, nous avions seulement sous-estimé le délai de réponsa des industrials », constate Yves Pinon.

evec des clients en majorité bre-

sept personnes, dont eix des huit créataurs. Fin mei, le capitel social a étá doublé par réincorporation des réserves. Les saleires - égaux pour tous - sont passés de 8 000 F en 1984 à 10 000 F eri 1985, et, précise Gérard Vivier : « Nous les avons percus chaque mois, at nous avons pu prendre nos congês ».

Aujourd'hui, EDIXIA emploie

Originalité de l'entreprise où tous les ingénieurs sont aussi des commerciaux : chaque dossier est suivi par un chaf de projet qui « accompagne » l'affaire de la négociation à la réalisation, ce qui personnalise le contact avec le

Occupant un eteller relais mis sa disposition par la municipalité de Vern-sur-Seiche l'équipe d'EDIXIA e'installers dans ses murs (bâtiment en location-vente) eu début de 1986. Les deux der-

niers créateurs auront alors quitté leur emploi actuel pour rejoindre les six déjà en posta. Pour la fin de 1986 l'objectif est de seize personnes, et le développement prévu ne dépassera pes la trentaine, pour rester e à taille humaine s. « Dana un premier temps, nous n'embaucherons que des ingénieurs, par la suité, sans doute des techniciens supérieurs. mais nous ne descendrons pas au dessous », précise Yves Pinon. Quant à Lavenir, il passe par la création d'antennes, de filiales ou d'entités autonomes pour protéger les idées d'équipe, de discussion et de responsabilité person-

EDIXIA a obtanu en avril dernier le prix du concours national de la fondation créé par le groupe des banques populaires en faveur des créateurs d'entreprise.

CHRISTIAN TUAL

Page 12 - Le Monde • Dimenche 16-Lundi 17 juin 1985 ••a

هكذا من الأصل

The second second second Decade to year or as as The statement was the the same and the same Catalogue and a control was the transmission of the con-Section of the second of the s The second second the state of the s to an area of the second My Sept 18 (Married)



The second secon

Commence with a series

The second secon CALIFORNIA TO THE PARTY OF The second second THE RESERVE STATE OF THE PERSON OF THE PERSO AND DESCRIPTION OF THE PARTY OF The second secon The state of the s the second of the second THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAM The state of the s

The state of the state of Control of the Contro The same of the sa

The state of the state of the state of Marie Transfer The state of the s The state of the s

THE PARTY OF

The second of th The second of the second

LE MANUEL

· HELT SHIP COURT

The Same of the sa

The state of the s My Mindley : schools

医腹侧膜炎 在经济是一个一个一个

The Marine

The second second 東京 東京 東 マケ - - - - - -***

The second second THE PART OF STREET -

LA FÊTE DU CINÉMA

La gratuité encourage toutes les audaces

Ils ont peur d'être vus par les pa-rents, parce qu'ils ont séché les cours. Ou bien ils sont là, toute la classe, avec le professeur. Ils ont entre douze ans et seize ans. Ou bien vingt, vingt-cinq ans (un peu plus vieux le soir venu, et an fur et à mesure que la nuit avance). Ils parte pour le parcours complet (huit films), ils se vantent, puis finissent par avouer qu'il ne vont peut-être

Wing

BIACH

1 2

DA CHEMICA

to second at the

41.00

L + lum

1771

« D'habitude, quand je vais au ci-néma le vendredi, à 16 heures, il n'y a personne », ronchonne, exceptiona personne », ronchonne, exceptumnellement, nne jeune femme. Il y
anra bien aussi un ou deux égarés
(» La fête, quelle fête? Est-ce que
je peux donner mon ticket à
quelqu'un? ») Mais de l'Odéon à
Clichy, des Grands Boulevards aux
Champe-Flucies coux qui compent Champs-Elysées, ceux qui campent devant les salles sont ravis de l'nu-baine. Ils y pensent depuis long-temps et ils ont dressé un plan de bataille en règle.

Primo: repérage exhaustif des aénnces qui démarrent nyant 13 h 30. Secundo: sélection attentive des salles qui pratiquent des ta-rifs réduits. Il y en a peu : » Ca nous coûte déjà assez cher », grogne un exploitant du quartier Latin. Pourtant e'est de ce côté-là, que l'on va seheter les tickets, aurtont pas dans la saile la plus chère : le Gaumoni-Champs-Elysées ». Ter-tio : établir une grille horaire, tenir compte du temps passé à changer de salle. Savoir qui va acheter les hamburgers, et qui va garder la place. Prévoir enfin des séances de remplacement en cas de retard irrat-

La fête est finie, la fête conti-nue. Près de Marne-la-Vallée, à

l'heure où d'ordinaira on n'endort

dans les campagnes, la ferme du Buisson s'éveille pour « les Nuits

magiques du cinéma ». Les lam-

pions a'allument, les projecteurs se mettent à ronronner : ils ne se

tairont qu'à l'aube. Commencée

le 13 juin, l'aventure se prolonge

La farme du Buisaon,

construite en 1889 per le cabinet de Gustave Effel, c'était naguère

une fabrique de chocolat Menier.

Quand Michel Crespin la décou-

vre, il a tout de suite envie d'y organiser quelque chose. Les grandes manifestations, Il

connaît, il aime ca. Directeur du

Centre dramatique national des

acts de la nue - « Lieux pu-blics », - il avait en 1980 in-

venté un impressionnent rassem-

blement dans le Jura ; « La falaise des fous ». A la ferme, ce

seront donc ces « Nuits megi-

ques », coproduites per le Centre

d'action culturalle da Marne-

la-Valiée, le Centre national de la

cinématographie, et le ministère

600 000 francs.

e de l'in

de la culture, pour un budget de

ici, la fête du cinéma devient

animé et la vidéo y ont leur

place. Des écrans sont tendus

entre deux arbres, ou entre deux

roulottes d'un campement tzi-gane. Sur le « calicot des comi-

ques », a'ébattent côte à côte des burlesques américains. Sous

un chapiteau, défilent les films de

than Paradisc, de toute façon c'était nul », expliquent, placides, deux ly-céens malins. On entre dans la salle - peu importe ce qui s'y jone, - on en ressort trois quarts d'heures plus tard, sous les yeux incrédules du propriétaire, encore tout à sa joie d'afficher complet. Et l'on va prendre sa place, pour de bon cette fois, en tête de la file d'attente du film élu : la Rose pourpre du

Caire, par exemple. Sur les Champs, une danseuse en kilt et un joueur de cornemuse profitent de l'audience inespérée pour faire deux fois plus de bruit, et deux fois plus longtemps. A l'heure dite, évidemment tout le monde ne peut pas entrer. Vite un programme de rechange. Trop tard, complet. Et ainsi de suite, de séance en séance, on se retrouve à l'opposé de la direc-tion souhaitée. Combien d'inconditionnels d'Harrison Ford ont-ils vu Starfighter? Combien ont eu, en gnise de Birdy, Flic ou voyou? Adieu Bonaparte, stratégiquement placé entre Escalier C et Subway a pu refuser du monde pour la séance de 18 heures...

Les contretemps ne font pas peur. C'est entrer qui compte, va pour Pa-trouille de nuit, Toxic, voire Jay and Joan: l'alibi de la gratuité encourage des audaces insoupçonnahles... tant pis pour les cinemas pornos qui ne sont pas de la fête. On retrouvera des compagnons d'infor-

tune an hasard des replis. Mais on rencontre des irréductibles. Quoiqu'il arrive, ils iront voir

niste. Dans la cour, on a creusé

un trou. Au fond, on peut voir

il y a aussi le recoin porno, les

« Boîtes à voix » d'où a'échap-

pent les bandes-son de grands classiques, et la Cinématon de

Gérard Courant : trente-cinq

heures de portraits, à raison de

trois minutes trenta par person-

nalité Interviewée. Dana la

grange, Gérard Courant projette

une partie de son marathon, et

s'interrompt de temps à autre

pour immortaliser quelque visi-teur anonyme. Plus loin, un cime-

tière de voitures : sur chaque ca-pot, des téléviseurs, avec Mad

Max, fritz the Cat, Du sang pour

Sa plus bella idée, Michel

Crespin l'a réalisée dens un han-ger ; trois cents lits dressés sous les poutrelles. A la lueur des pe-

tites lampes de chevet à am-

poule bleue, passent sur grand

écran King Kong ou Subway. Et

pour nous rappeler qua nous sommes dans une ferme, les

batteuses et les paysans de la Li-gne générale d'Eisenstein se suc-

* Jusqu'à l'anbe dn 16 juin. RER: ligne A, direction Marne-la-Vallée. Station Noisiel-le-Luzard. En volture: autoroute A-4, sortic Val-Maubuée, direction

Lognes, puis Noisiel.

S. D.-S.

troupeaux, les moissonneus

Nuits magiques pour Marne-la-Vallée

Canal Plus,

« On a vu la moitié de Stranger tel film, et pas tel autre. Au démarrage d'une séance, ils sont déjà là pour la prochaine. Ils sont frappés par la foi, et même la cornemuse n'nura pas raison de leur détermination.

> Il y n bien une crise de nerf ici (* j'attends depuis une heure! *), et là des déceptions (* j'ai du mal me débrouiller, je n'ai vu aucun film... *), mais le tohu-bohn est calme. Les porteurs de ticket sont contents. Du côté du personnel, dans les salles, c'est une autre histoire, Les exploitants voient d'un mauvais ctil s'envoler la recette du vendredi soir: ils ne savent pas encore que leur Fédération est soulagée, que la-dite recette ne se révèlera pas si catastrophique... et qu'ils recommeneeront l'an prochnin (1). Les onvreuses, elles, regardent a engouf-frer, hébétées, les meutes. Leur pourboire? « Quand même, on va leur en donner un » : c'est ce que tranchent entre eux les gamins.

· Refuser de participer à cette ournée, c'est la preuve qu'on peut encore dire zut à son voisin. C'est ca, la liberté », dit une dame qui ne fait pas la queue pour Adieu Bonaparte... Il y en a peu, mais il y a quand même des salles réfractaires. elles s'exposent à la vindicte popu-laire, et elles font peine à voir, même s'il existe, comme cette dame, des sympathisants. Au Cluny, la caissière, oisive, essaie un tan convaincu: Nous sommes indépendants et nous ne nous en portons pas plus mal. >

Quatre heures du matin, le gérant du Pathé-Weplor a du mal à y croire : • J'ai une salle de cinq cents places et une autre de mille (pour Portés disparus et Witness), les deux sont pleines, certains specta-teurs sont même assis sur les marches. - A la sortie, les maniagnes ne sont pas aussi fatigués qu'on pourrait le croire. Ils en verraient bien encore un (un deuxième ou un cin-quième). Que se passerait-il, si ce samedi 15 juin avait été également jour de fête? Préparons-nous pour les 21 et 22 septembre. Ce ne seront pas sculement les spectateurs qui seront dans la rue : les films aussi !

S. DURAND-SOUFFLAND.

(1) Dans un communiqué, la Fédération nationale des cinémas de France indique qu'elle « s'efforcera d'améliorer » la fête en 1986, et se félicité du « succès sans précédent du jour le plus

LES SCORES

Sans comparer les résultats entre eux, puisque les films sont très différents, de par leur nature, leur budget et le nombre des salles où ils sont projetés, on peut mesurer le succès de la fête avec trois exemples (1). Ils montrent que le succès va au succès, mais ils sont représentatifs des scores (multiplication par deux, ou plus).

Duras: 875 entrées (335 le 13 juin). Witness, de Peter Weir: 18 709 entrées (7 400 le 13).

Rendez-vous, d'André Téchiné: 3 227 entrées (1 887 le 13).

(1) Chiffres pour Paris (Ciné-Chiffres et le Film français).

VICTOR HUGO AU FESTIVAL DU MARAIS

D'amour mais pas d'eau fraîche

Marais présente dans la cour de l'hôtel d'Aumont, rue de Jouy, la pièce de Victor Hugo, Mangerontils?. C'est la pièce la moins connue, et sur bien des points la plus forte, de Hugo. Il l'a écrite à Guernesey, dans les derniers temps de son exil.

Cette œuvre est construite sur deux idées-forces, qui n'ont rien à voir l'une nvec l'autre.

Deux amants, pour échapper aux soldats du roi qui est amoureux de la jeune femme, se réfugient dans un ancien couvent, intouchable terre d'asile. Mais dans ce couvent, il n'y a rien à boire ni à manger : même l'herbe et l'eau sont du poison. Les voilà condamnés à vivre d'amour. sans même d'eau fraïche.

Deuxième idée : nne sorcière prédit au roi qu'il mourra le même jour que le premier homme qu'il verra passer devant lui les mains liées.

Aussitöt, passe devant le roi. entouré d'hommes en armes, et les mains hées, un criminel que l'on conduit au gibet,

Le roi, bien sûr, lui accorde la vie sauve. Et le survivant, qui va com-prendre assez vite à quoi il doit son amnistie, qui sait qu'il peut tout se permettre, va imposer au roi tant d'insolences, de menaces de suicide

m «TUC ROCK». — Cinq cents tra-vaux d'utilité collective, des »TUC Rock», vont être proposés aux jeunes de seize à vingt et un ans. L'accord vient d'être signé entre les ministères de la culture et du travail, et Réseau Rocks, qui regroupe une centaine

JOSEPH H. LEWIS A LA CINÉMATHÈQUE. - La cinémathèque française rend bommage, jusqu'an 24 juin, à Joseph H. Lewis, quatre-vingt-cinq aus, l'un des grands réalisa-teurs de la » Série B » bollywoodienne. On a revu récemment Gun crazy (le Démon des armes), mais il faut découvrir certains inédits : My name is Julia Ross et So dark the night. Scize films seront présentés sulle Chaillot, puis salle Pompidou (à partir du 19 juin).

Le vingt-deuxième Festival du et autres, que le roi sera obligé d'abdiquer.

> Ce sont les deux amoureux dn premier acte qui deviennent le roi et la reine, et qui pour commencer dévorent à belles dents un festin qui nvait été préparé pour le roi en fuite.

Le rideau tombe sur une réplique d'un personnage de Zorro-militant. qui a tout manigancé, et qui dit au nouveau couple régnant : « Vous, allez régner à votre tour. Ensin, soit. Mais souvenez-vous que vous avez eu faim ».

Mangeront-ils est une alliance extraordinaire de pamphlet politi-que et de conte de fées, l'un renforcant l'antre, et la gaieté d'imagination ne cesse de enuper et de relancer l'action. Hugo y est au mieux de sa forme. C'est très beau.

La pièce est assez longue, sans vraie progression dramatique, et les

tirades interminables (mais très brillantes) s'y succèdent à chaque tableau. Jouer ces grands monolo-gues exige de grands aeteurs, e'est pourquoi sans doute cette œuvre est si peu représentée, car les grands acteurs ne sont pas légion, et ne sont

pas toujours libres.

C'est le Nouveau Théâtre populaire de la Méditerranée (sis à Béziers) qui donne Mangeront-ils an Festival du Marais, dans une mise en scène d'Yves Gourmelan. Pas mal de coupes ont été faites dans le texte, et les comédiens se débrouillent tant hien que mal. Nous assistons si l'on veut à nne réduction de la pièce, sympathique, iouée avec flamme.

MICHEL COURNOT.

* Festival du Marais, hôtel

ZUBIN MEHTA ET LE PHILHARMONIQUE DE NEW-YORK

Un optimisme transcendant

Le TMP-Châtelet était rempli à ras bord pour la venue de l'Orches-tre philharmonique de New-Ynrk, qui inaugurait, le 13 juin, une brillante série de concerts symphoniques alternant avec Rinaldo (le Monde du 14 juin). On entendra l'Orchestre de Paris par trois sois, celui de Strasbourg et le Philharmonique de Radio-France,

Zuhin Mehta a succédé en 1978 à Pierre Boulez à la tête de l'Orchestre de New-Yord, auguel il est lié par un contrat d'une exceptionnelle longévité, jusqu'en 1990. Le grand ehef indien fait vraiment corps avec cet ensemble d'une clarté lumineuse, d'nù se détachent de somptueux solistes, tel le cor, qui hante de sa beauté mystérieuse la Cin-quième Symphonie de Mahler.

Mehta en donne une interprétation intense. Sans jamais forcer sur l'expressinnnisme, il saisit tout ce qu'il y a de force vitale, de vouloir vivre dans eet immense poème blessé par l'ombre de la mort. Il

bie chant d'espérance. Sa gestuelle snuole, très travaillée, nilant iusqu'au bout d'une partition si complexe, est portée par le flot de la création. Il est lui-même un poème vivant, il plane tel un archange noir sur l'Adagietto, exaussé jusqu'nu bout avec une admirable rigueur. Il déchaîne avec une sorte de prodigalité transcendante, dans le final, la profusion de fugatos, jusqu'à la conclusion, majestueuse comme un fleuve à son embouchure.

Auparavant, Glenn Dicterow, violon solo du Philharmanique de New-York, avait joué dans un style très pur, avec une sonnrité pleine et scintillante, le Deuxième Concerto de Prokofiev, où l'imagination, l'espritla gourmandise sonore du compositeur savent si joliment travestir une œuvre au fond d'esprit néo-classique ou néo-romantique.

JACQUES LONCHAMPT,

Les desseins animés d'Annecy

LE CHŒUR DES PETITS

CHANTEURS DU MARAIS

Chœur d'Enfants de France - Chef de chœur : J.-P. Poupart

MARDI 18 JUIN 1985 A 20 H 30

en l'église ST-EUSTACHE illuminée

(RER - MÉTRO : LES HALLES/CHATELET)

CONCER

Les festivités actnelles redonneront-elles à Paris le goût d'nvoir son sestival de cinéma? Pierre-Henri Delcau en avait mis un sur pied dans les années 70, mais il n fait long feu. Capitale des films, Paris nbandonne les autres titres aux villes de province qui savent les prendre: ainsi Annecy, capitale du film d'animation depuis un quart de siècle, une fois tous les deux ans.

Annecy 1985 : plus de deux mille festivaliers. En 1983, donze cents. Environ dix mille spectateurs supplémentaires, et une programmation richissisme. Le grand prix est allé à Une tragédie grecque, enmédie beige de six minutes six secondes, signée Nicole Van Goethem.

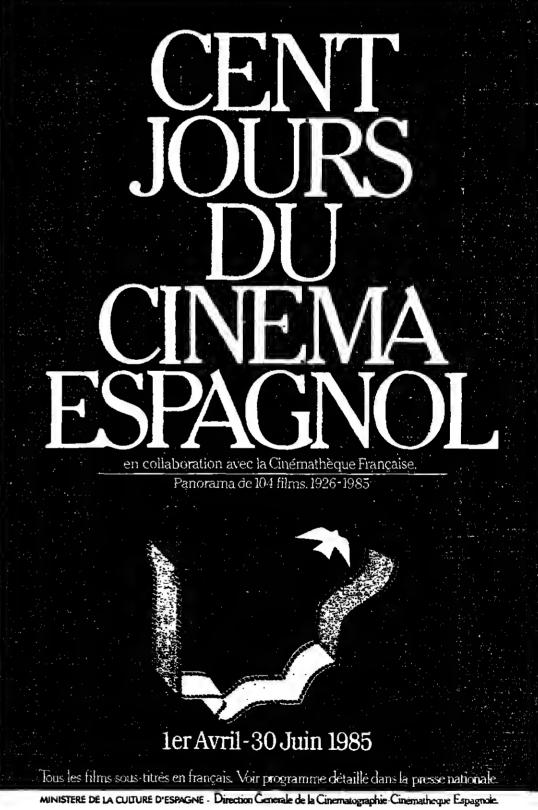
Mais le vrai succès de cette année aura été l'organisation d'un marché. Les professionnels venaient jusqu'à présent accompagner les films qu'ils nvaient en compétition. Désormais, ils vendent, ils achètent, ils montent des productions, en un mot, ils travaillent (1). Une semaine nvant la fête nationale du cinéma, le centre d'Annecy bourdonnait d'une efficace sébrilité. D'un côté les créateurs, et ils œuvrent pour les adultes. De l'autre l'industrie, et elle gave les jeunes téléspectateurs. Les deux mondes se sont pourtant mêlés, observés, conscients de leur utilité

En 1983, le Festival avait engagé le processus, Mais e'est nvec l'npoui

de Daniel Populus et de l'agence Octet (intermédiaire du ministère de la culture), quo le marché n pu prendre corps : deux cent vingt personnes, représentant une vingtaine de pays; une majorité de Français, mais aussi les principaux décideurs américains et japonais; et puis ces petites sociétés auxquelles la foire de ln télévision (MIP-TV à Cannes) ne sert pas à grand-chose (trop chère, trop gigantesque). A Annecy, on reste entre spécialistes et l'accueil est agréable. La vitrine est précieuse pour la production francaise - relancée par l'investissement da ministère de la culture (40 milfions de france sur les exercices 1983 et 1984), - et l'on est au cœur de l'information, du réseau internatio-

Selon les observateurs, les films en compétition aurant été plus drôles, mnins angoissés que les années précédentes. Les auteurs de dessins animés commenceraient-ils à voir un peu de lumière au bout de leur impasse? Les spectateurs, eux, nttendent que le petit écran se laisse davantage dévorer par les inventions corrosives du cinéma image par image. - Ct. D.

(1) Quelques réalisateurs ont pu ven-dre leurs films on compléter un montage financier. La société Belokapi, de son côté, a signé un accord de coproduction avec Téléfilm-Canada, pour Ys, une série de vingt-six épisodes de vingt-six



théâtre

LES SPECTACLES **NOUVEAUX**

LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ: Pre Catelan (255-45-55), sam. 20 h 30. dim. 15 h. CINQ NO MODERNES: Read-Point (256-70-80), sam. 20 h, dim. 15 h. LES MILLE ET UNE NUTTS: Namerre, Théâtre par le bas (778-70-88), sam. 20 h 30.

ur Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20). sam. 20 h 30 : Bérénice : dim, 20 h 30 : l'Imprésario de Smyrne.

- CHAILLOT (727-81-15) : Grand Thestre, sam., 20 h 30 : Ubu roi (dern.).
Théitre Génnier, sam. 20 h 30 : Mille francs de récompense (dern.).

TOÉON (325-70-32), sam. 20 h 30; dim. 15 h : Œdipe-Roi.

PETIT-ODÉON (325-70-32), sam., dim. 18 h 30 : Jardin sous la plu TEP (364-80-80), sam. 20 h 30 : Turbu-

lence.

BEAUBOURG (277-12-33), CinémaVidéo: Nouveaux films BPI, sam.,
dim. 13 h: Carulyu Carlsun,
d'E. Cloué; 16 h: les Hommes du Président, de P. Rafing; 19 h: les Tribulations de saim Antoine, de T. Zéno;
sam., dim. 15 h; le Cinéma des peintres
ou le film sans caméra; 18 h: Présentation choisie des coproductions du Centre.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), dim. 14 h 30 ; Rinaldo. THEATRE DE LA VILLE (274-22-77), sam. 20 h 45 : Rosas.

sum, ZU B 45: ROSAS.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), sam. 20 h 30; dim., 17 h : Cinquante ans de ciaquettes (J. Bense et aes danseurs).

Les autres salles

TA DEJAZET (887-97-34). Sam. 20 h 45; dim, 17 h; Fast, et Food au théatre; Sam. 22 h 30, dim, 19 h; Renseigne MANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-

77-71), Sam. 20 h 30, dim. 15 h ; le Sablier. ARCANE (338-19-70), Sam. 20 h 30, dim.

19 h:1Tle de Saian.
—ARTISTIC-ATHEVAINS (379-06-18), Sam, 20 h 30, dim, 16 h 30 : les Amoureux.

PARTS-HÉBERTOT (387-23-23), Sam.

21 h, dim. 15 h: Doil-on le dire?

ATELIER (606-49-24), Sam. 21 h: En
attendant Godot (dernière).

AU CARREFOUR DE LA DIFFÉ-RENCE (372-00-15), Sam. 20 h 30, Dim. 16 h: la Langue étrangère : Specta-

BASTILLE (357-42-14), Sam. 21 b : fcs

Soldats (dernière).

BOUFFES PARISIENS (296-60-24).

Sam. 21 h : Tailleur pour dames (der-

Tempète (328-36-36), Sam. 20 h 30, dim. 16 h: Place de Breteuil; Sam. 21 h: Jne. Aquarium (374-99-61), Sam. 20 h 30, dim. 16 h: le Paradis sur terre. CITÉ INTERNATIONALE UNIVER-SITAIRE (589-38-69). Grand Theire Sam. 20 h 30 : la Machine infernale.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), Sam. 17 h 30, et 21 h, Dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée. COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), Sam. 20 h 45, dim. 15 h 30: Léocadia.

COMEDIE ITALIENNE (321-22-22). Sam. 20 h 30 ; Dim. 15 h 30 : le Baiser

ALAIN SARDE

Sam. 20 h 30 : Chani pour une planète. DAUNOU (261-69-14), Sam. 17 h et 21 h : Dim. 15 h 30 : le Canard à l'orange.

DÉCHARGEURS (236-00-02), Sam.

20 h 15: Hiroshima mon amour.

DIX-HEURES (606-07-48). Sam.

DIX-HUTT THÉATRE (226-47-47),
Sam. 20 h 30, dim. 16 h : l'Instant fatal.

ÉCUME-THÉATRE (542-71-16), Sam. 20 h 30 : Une parfaite analyse done

EDEN-THÉATRE (356-64-37), Sam. 21 h: la Jalousie du barbouillé. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Chapitre 11.

20 h 30, dim. 15 h 30; Chapitre II.

EPICERIE (724-14-16), Sam. 18 h 30,
Dim. 15 h 30; Si wous saviez measicurs;
Sam. 20 h 30, Dim. 18 h; la Mariée mise
à nu par ses célibataires même.

ESCALIER D'OR (523-15-10), Sam.
21 h; Chez Pierrot.

ESPACE CARDIN (266-17-81), Sam.
20 h 30; Météorologies.

ESPACE MARAIS (584-09-31), Sam.

20 h 30: Météorologies. ESPACE MARAIS (584-09-31), Sam. 20 h 30, Dim. 16 h : le Secret du bon-ESSAION (278-46-42), L. Sam. 17 h, et

21 h : Ne laissez pas vos femmes accou-cher... IL. Sam. 20 h 30 : Exposition ; 21 h 45 : Annie Bettie et Cetera. FONTAINE (874-82-34), Sam. 17 b et 21 h: Triple Miste.

F GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18). Sam. 20 h 45; Love (deraibre). GALERIE 55 (326-63-511, Sam. 21 h : Madame's Late Mother.

HUCHETTE (326-38-99), Sam. 19 h 30: la Cantatrice chauve; 20 h 30: la Leçon; 21 h 30: Offenbach, in connais? LA BRUYERE (874-76-99), Sam. 21 h; Guérison américaine (dernière).

LUCERNAIRE (544-57-34), Sam. L 18 h : Et ils passèrent des menottes aux fleurs (dernière) : 20 h : C'est rigolo; 22 h 30 : les Contes de Chelm. Il. 20 h : Orgasme adulte échappé du 200 ; 21 h 45 : S. Varègues ; 18 h : Parlons

LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), Sam. 21 h; Creanciers.

MADELEINE (265-07-09), Sam. 18 h

et 20 h 45 : De Saxe, roman.

MARIE-STUART (508-17-80), Sam. 20 h 30: Savage Love.

MARIGNY (256-04-41), Sam. 20 h 30,
dim. 14 h 15 et 18 h 30: Napoléon. Salle
Gabriel (225-20-74), Sam. 21 h: Tous

MATHURINS (265-90-00), Sam. 20 h 45, Dim. 15 h 30 : Hélène 1927. MICHEL (265-35-02), Sam. 18 h 45 et 21 h 40, Dim, 15 h 30 : Ou discret au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22). Sam. 18 b 30 et 21 b 30. Dim. 15 b 30 : le Binf-MOGADOR (285-28-80), Sam. 21 h, dim.

16 h 30 : le Journal d'Anne Frank.

MONTPARNASSE (320-89-90).

Grande saile Sam. 21 h: Tchekhov
Tchekhova. NOUVEAU TH. MOUFFETARD (331-11-99), Sam. 20 h 45 : Mangerout is ? (dernière).

NOUVEAUTES (770-52-76), Sam. 20 h 30, dim. 15 h 30: Gigl.
CEUVRE (874-42-52), Sam. 21 h, dim. 15 h : Comment devenir une mère juive

PALAIS-ROYAL (297-59-81), Sam. 18 h 45 et 21 h 30, Dim. 15 h 30 : le Dim-PLACE DES VOSGES, Chapitres (277-19-90), Sam, Dim. 21 h 30 : Lucrèce

POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), Sam. 20 h 30 : Ma femme (der-nière). IL Sam. 21 h 15, Dim. 15 h 30 : la Part du rêve. RANELAGH (288-64-44), Sam. 21 b : la ande Surprise de l'amour.

RENAISSANCE (208-18-50 - 203-71-39). Sam. 20 h 30: Ruy Blas.

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20 Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

Samedi 15 - Dimanche 16 juin

lde 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

SQUARE WILLETTE (387-43-93), sam. 21 h: le Songe d'une suit d'été.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82), Sam. 20 h 45, Dim. 15 h 30: De si tendres liens.

ar TAI THEATRE D'ESSAI (278-10-79). L. Sam. 20 h 30 : l'Erume des jours; 18 h : la Vie du gars qui maît. — IL Sam. 20 h 30 : Huis cion; 16 h : Herculamum

TEMPLIERS (278-91-15), Sam. 20 h 30 : Du dac an dac. THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), Sam. 20 h 15: les Babas-cadres; 22 h et 23 h 30 : Nous on fait ob on nous dit de faire.

THEATRE NOIR (346-91-93), Sam. 20 h 30: Otis Reciding.

THEATRE PRESENT (203-02-55), Sam. 20 h 30, dim. 17 h; Panimal de

L'eube. # TH. DU TEMPS (355-10-88), Sam.

THÉATRE TROIS SUR QUATRE (227-09-16), Sam. 20 h : la Nuit et le Moment : 22 h : Reiax. THEATRE DU ROND-POINT (256-70.80). Grande salla, Sam. 20 h. Dim. 15 h : Cinq no modernes. Petita salle, Sam. 20 h 30, Dim. 15 h : le Voyage sans

THÉATRE 13 (588-16-30), Sam. 20 h 30, Dim. 15 h : la Collection. THEATRE 33 (874-70-56), Sam. 18 h 15, Dim. 15 h: Une soirée presque comme les autres.

THEATRE SAINT-LEON (855-32-63), Sam. 20 h 30 : Amour et Colère. LE TINTAMARRE (887-33-82), Sam. 20 h 15 et 24 h : Phèdre; 21 h 30 : Lime crève l'écran.

- TOURTOUR (887-82-48). 20 h 30 : Logomachie ; 22 h 30 : Carmen eru (demière). UNION (278-47-74), Sam. 20 h 30 ; lei ou ailleurs (dernière).

VARIETES (233-09-92), Sam. 20 h 45, VARIETES (23-49-92), Sam. 20 a 45, dim. 15 h 30: N'écoutez pes mesdames. VINASCRIERS (245-45-54), Sam. Dim. 20 h: Ohé l là-has, le clown cheval; Armistice au post de Greselle.

Les concerts

SAMEDI 15 JUIN acermira, 20 h : F. Sartori, A. Laloge, J.-Ch. Guirand (Brahms, Britton, Hindo-

Egitee subdoine, 18 h : Chorale de l'Egitee Sofia (Chauts folkioriques). La Sphère, 20 h 30 : Trio d'Anches dou-bles ; J. Querlior, F. Lucas, G. Roussekt. adio-France, Grand-Auditorium, 19 h ;

Chorale Audito Nova de Paris (Dura-La Table Verse, 22 h : D. Vidal, M. Bourla-doncle (Brahms, Poulenc, Verdi). Eglise Saint-Merri, 21 h : Essemble Circé

(Bach, Schubert). Thélitre 18, 16 h 30 : J. Simon, G. Moutier (Mozart, Schumann, Schomberg).

DEMANCHE 16 JUIN Notre-Dame, 11 h 30 : .Pasadena Boys Choir.

Thickere 3 sur 4, 18 h 30 ; J. Wjuniski (Bach). (SEG).
Lucersaire, 18 h 30 : CMC (Webern, Nodaira, Lefebvre).
Sadio-France, Grand-Anditorium,
18 h 30 : « De Cancert », création mon-

18 h 30 : « De Concert », création mon-diale de L. Roquin.

Seint-Pierre de Montmartre, 17 h :
Ensemble vocal C. Poupelin d'Alençon (Marie du Calvaire, texto de Ch. Péguy, Piñces d'Orgne de Vierne ot Mossianen).

Egitse Salut-Marri, 16 h : N. Lindebiad, B. Sills, B. Andres (Bach, Haundel, Joline).

Road-Point, 11 h : A. Schiff (Bach). Notre-Dame, 16h; American Singers. Seint-Eustache, 11 h; Shawnee Mission

XXII Festival du Marais

(887-74-31) THEATRE, cour d'honneur de Phôtel d'Atmont, sam, 21 h 30: Mangarons-

Ora gothique de l'altes de Bensvale, sam., 19 h 30 : A quelque ebose hasard est boe; 21 h 30 : La légende des siècles. DANSE, Centre cultural Wallonie-Bruxelles, sam., 20 h 45 : Orage provi-

ANIMATIONS DE RUES, place du Mar-ché Sainte-Catherine sam., 19 h 30 : Bal Folk avec Tourpecul.

Festival de la Butte-Montmartre (262-46-22)

rise Arines de Meatmartre, rue Chappe, 75018 Paris. Sam., dim., 21 h 30 : Contes d'Andersen ; dim., 15 h 30 ; Pe-

Festival de l'Ile-de-France

(723-79-16) ECOUEN, Manée national de la Reunis-sance, dim., à partir de 16 h 30 : Orches-tre de chambre de Fontainobleau (Hann-del, Mozzar, Viotti, Buch).

MILLY-LA-FORET, halle, dim., à partir de 16 h 30 : Orchestre de chambre J.F. Paillard (Tchalkovsky, Straum, Wa-

goer).

NOGENT-SUR-MARNE, some-prefecture, dint., à partir de 15 h 30; Ensemble
instrumental de France. Dir.; P. Bride
(Chevaller Saint-Georges, Mendelssohn,

Rossini, Mozart).

TREMBEAY-LES-GONNESSE, Spine Subst-Medard, sam, à partir de 18 h 30:
Quature Michel Piquemai (Schumann, Schubert, Stahms). partir de 15 à 30 : Nouvel Essemble vo-cal Caïllard. Quintette de cuivres Florent Musica. (Schütz, Mendelssohn, Saint-

Seens, Verdi). VITRY, Parc Adeipho-Chérieux, sum., à partir de 17 h : Orchestre baroque de l'Be-de-France. Ensemble polyphonique

cinéma

Les films unarqués (°) sont interdits nox solas de troize mas, (°°) sux mobas de dix-notame, (°°) sux mobas de dix-léon, 17° (267-63-42). La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24) SAMEDI 15 JULN 17 h: Hommage à J.H. Lewis; le Démon des armes; Cannes 85 (Perspectives du cinéma français): 19 h, le Réacteur Vernet, de L. Dussaux; Elsa, Elsa, de D. Haudepin; 21 h, les Destins de Manoel, de R. Ruiz.

DIMANCHE 16 JUIN Hommage à J.H. Lewis: 15 h. Desperate sourch; 17 h. le Mystère des bayons; Carmes 85 (Perspectives du cinéma fran-cais): 19 h. La poupée qui tousse, de F. La-honassa; Visage de chien, de J. Gasio-rowski; 21 h. Belgica-Argentina, de O. Langlois: Passage socret, de L. Perrin.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 15 JUIN nème espagnol : 19 h. Raza, el espirits de Franco, de G. Herraide ; 21 h. A un dios desconocido, de J. Chavarri. DIMANCHE 16 JUIN

Classiques du cinéma mondial : 15 h. Ge-neviève, de H. Cornelius ; 17 h. Une reine est coaronnée (le couronnement de la reine Elisabeth II d'Angleterre) ; Cent Jours de cinéma espagnol : 19 h. Asignatura pen-diente, de J.L. Gerel ; 21 h. Camada negra,

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (Franco-Egyptism): Epéc de Bois, 5 (337-57-47); Chany Palace, 5 (354-07-76); Colinée, 9 (359-29-46); Parameticus, 14 (335-21-21). A. K. (Fr.): Olympic petite salle, 14 (544-43-14); Chab de l'Etoile, 17 (380-

42-05). AMADEUS (A., v.o.): Vendôme, 2: (742-97-52); Lucernaire, 6: (544-57-34); George-V, 8: (562-41-46). - V.f.: Impérial, 2: (742-72-52); Montparaes, 14:

(327-52-37). ANTARCTICA (Jep.) : Saint-Ambroise (h. sp.), 11* (700-89-16).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.): Grand Pavois (H. sp.), 15' (554-46-85). ASSOIFFÉ (Indien, v.a.); Saint-André-des-Arta, 6 (326-80-25); Olym-pic Entrepöt, 14 (544-43-14). L'AVENTURE DES EWORS (A. v.I.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Grand Pavois, 15 (554-46-85).

léon, 17 (267-63-42).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Bré., v.o.): Ciné Beaubourg, 3(271-52-36): Olympic Saint-Germain, 6(222-87-23): UGC Odéon, 6- (22510-30): Pagode, 7- (705-12-15): UGC
Biarritz, 3- (526-20-40): 14-Juillet Beatille, 11- (357-90-81): Parnassicus, 14(335-21-21): 14-Juillet Beaugronelle,
15- (515-79-79). - V.f.: Gaumont Berlitz, 2- (742-60-33): UGC Montparnasse, 6- (574-94-94); Gaumont Sad,
14- (327-84-50): Pathé Clichy, 18- (52246-01).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Beige) : Templiers, 3' (772-94-56); Grand Pavoss, 15' (554-46-85); Bolte à films, 17' (622-44-21).

17* (622-44-21).

BRDY (A., v.o.): Forum, 1** (297-53-74); Hannefenille, 6** (633-79-38); Marignan, 8** (359-92-82); Parnassiens, 14** (320-30-19). - V.f.: Français, 9** (770-33-88); Moutpartusse Pathé, 14** (320-12-06).

BORN TO BE EAD (A., v.o.): Mac Mahon, 17** (380-24-81.

BRAZIL (Brit., v.o.): Quintette, 5** (633-79-38); Parnassiens, 14** (320-30-19).

BROTHEE (A., v.o.): Emaco Gafté, 14**

BROTHER (A., v.o.) : Espace Gafté, 14 (327-95-94). LA CAGE AUX CANARIS (Sov., v.o.),

Commos, 6r (544-28-90).

CARMEN (Exp., v.o.): Elysées Lincoln.
8º (359-36-14); Calypso, 17º (380-30-11). COTTON CLUB (A., v.a.): Studio de la Contrescarpe, 5 (325-78-37).

LA DÉCHIRURE (A., v.a.): Cisoches, 6 (633-10-82); UGC Rotonde, 6 (574-94-94); Publicis Matignon, 8 (359-31-97).

31-97). LE DÉCLIC (Fr.) (*) : George-V, 3 (\$62-41-46) DÉTECTIVE (Fr.) : Studio Cuies. 5

(354-89-22); Olympic Entrepot, 14-(544-43-14). EUANAIKA (Jap., v.o.): Olympic, 14-(544-43-14). ELECTRIC DREAMS (A. v.o.) : Espace Gent. 14 (327-95-94). EMMANUELLE IV (Pr.) : George V, 8

(562-41-46). LES ENFANTS (Fr.) : St-André-des-Arts, & (326-48-18); 14 Juli-let Parmasse, & (326-58-00); 14 Juillet Rastille, 11 (357-90-81).

ESCALIER C (Fr.): Forum 1* (297-53-74): Paramount Marivaux, 2 (296-80-40): Paramount Odéon, 6 (325-59-83): Colisée, 8 (359-29-46);

Paramount Mercury, 8 (562-75-90); Paramount Opera, 9 (742-56-31); Paramount Galexie, 13 (580-18-03); Ganmount Sud, 14 (327-84-50); Paramount Musicontest mont Sad, 19 (327-94-90); Paramount Muniparnasae, 14 (335-36-40); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Passy, 16 (288-62-34); Para-mount Maillet, 17 (758-24-24).

mount Mainot, It (18-24-24).

1E FIIC DE HEVERLY-HILIS (A., v.o): Olympic Laxembourg, & (633-97-77); Marignan, & (359-92-82); Biarritz, & (562-20-40). - V.L.: Galei Boulovard, 2: (233-670.) ; Paramount Optics, 9 (742-56-31).

LE FOU DE GUERRE (Franco-Italian): Italian): 12 (742-72-52): Paramount Impérial, 2 (742-72-52); Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Marignan, 8 (359-92-82); Montpurasses Pathé, 14 (320-12-05); Gaumont Convention, 15

(828-42-27). (GCOLO (RFA/USA, v.b.) : Cinoches Saint-Germain, & (633-10-82) ; UGC Ermitage, & (563-16-16) ; Parmassiens, 14 (325-21-21).

14 (325-21-21).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SERGNEUR DES SINGES (A., v.L): Opéra Night, 2º (296-62-56);

Paris Loisirs Bowling, 19º (606-64-98).

L'HISTOIRE SANS FIN (AH, v.L):

Bolta à Films, 17º (622-44-21); Saint-Ambroise (H. sp.), 11º (700-89-16).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.): Studio de la Harpe, 9 (634-25-52).

JUSQU'A UN CERTAIN POINT (Cab., v.o.): Denfort (Hsp.), 14 (321-41-01). KAOS, CONTES SICILIENS (IL. v.o.): 14-Juillet Parmasso, 6' (326-58-00). LADY HAWRE, I.A FEMME DE I.A NUIT (A. v.i.) : Espace Galid, 14 (327-95-94).

(327-95-94).

LA MAISON ET LE MONDE (Ind., v.o.): Olympic Luxenbourg, 6 (633-97-77).

MARCHE A L'ONBRE (Fr.): Gaumont

Halles, 1" (297-49-70); Gaumont Ambassade, 8' (359-19-08). MARIA'S LOVERS (A., v.o.); Tem-

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) Templers, 3* (272-94-56).

MASK (A., v.o.) : Saint-Michel. 5* (326-79-17) ; Blyz5es Lincoln, 8* (359-36-14); Ambasade, 8* (359-36-14); Bienvenue Montparrasse, 15* (544-52-52); v.f.: Impérial, 2* (742-72-52); Richelieu, 2* (233-56-70); Nation, 12* (343-04-67); Fauvettu, 13* (331-60-74); Mistral, 14* (539-52-43); Montparrasse Pathé, 14* (320-12-06); Ganmont Convention, 15* (328-42-27); Imagea, 18* (522-47-94).

LE METILLEUR DE LA VIE (Fr.) : Epée de Bois, 5 (337-57-47) ; George-V, 8 (562-41-46).

(562-41-46).

MISHIMA (A., v.a.): Saint-Germain
Huchette, 5 (633-63-20); Gammont
Ambassade, 8 (359-19-08); Montiparnos, 14 (327-52-37).

MONSIEUR DE POURCEAUGNAC
(Fr.): Latina, 4 (278-47-86).

NASDINE RODJA AU PAYS DU
BUSINESS (Fr.): Studio 43, 9 (77063-40).

MOSTAL/SHA (19 ma) - Conf. Parno.

63-40).

NOSTALGHIA (It., v.a.): Cine Beambourg, 3º (271-52-36); Bonaparte, 6º (326-12-12); UGC Romode, 6º (574-94-94); St-Lazare Panquiez, 8º (387-35-43); UGC Marbeof, 8º (561-94-95). LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Cinoches, 6" (633-10-82) ; Républic Cinéma, 11" (805-51-33)

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Mar-benf, 8 (561-94-95). PARKING (Fr.): Forum Orient Express, 1= (233-42-26); George-V, 3= (562-41-46); Français, 9= (770-33-88); Famtte, 13 (331-56-86); Parmassiens, 14

(335-21-21). PARTIR, REVENIR (Fr.) : UGC Biarritz. 8- (562-20-40). PETER LE CHAT (Suédois, v.f.): Templiers, > (272-94-56); Studio 43, 9 (770-63-40).

LES PLAISURS INTERDITS (IL) (**): v.o., Paramount City, 8* (562-45-76); v.J., Paramount Marivanx, 2* (296-80-40).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.): Cinoches, 6 (633-10-82); Georgo-V, 8 (563-41-46). POULET AU VINAIGRE (Fr.) : UGC

Champs-Etysées, 8 (562-20-40). Champs-Elyaées, 8* (562-20-40).

RENDEZ-VOUS (Fr.): Ciné Beaubourg,
3* (271-52-36); UCG Danton, 6* (22510-30); George-V. 8* (562-41-46); UGC
Biarritz, 8* (562-20-40); UGC Boulovard, 9* (574-95-40); UGC Gare de
Lyen, 12* (343-01-59); UGC Gobelins,
13* (336-23-44); UGC Convention, 15*
(574-93-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15*
(575-79-79); Pathé Clichy, 18* (52246-01); Tourelles, 20* (364-51-98).

LE RETOUR DES MORTS VIVANTS (A. v.a.) (*): Paramount City, 3* (562-45-76); v.f.: Paramount Mariyanz, 2* (296-80-40).

LES RIPOUX (Fr.): UGC Denton, 6-(225-10-30); UGC Biarcitz, 8- (562-20-40); UGC Boulevard, 9- (574-95-40); Fanvette, 13- (331-56-86); Para-mount Montparsesse, 14- (335-30-40).

95-40); Farvette, 13' (331-56-86); Paramount Montparnesse, 14' (335-30-40).

ROCE, ROCE, ROCE, (A., v.o.): Ciné Beanbourg, 9' (272-52-36).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.): Gammont Halles, 14' (297-49-70); Stadio de la Harpe, 5' (634-25-52); Paramount Odécu, 6' (325-59-83); Pagode, 7' (705-12-15); Gammont Champs-Elysées, 8' (359-04-67); 14 Juillet Bastille, 11' (357-90-81); Escurial Pagocama, 13' (707-28-04); Minamur, 14' (320-89-52); 14 Juillet Beaugrensile, 15' (575-79-79); Mayfair, 16' (525-27-06); v.f.: Richelien, 2' (233-56-70); Paramount Opéra, 9' (142-56-31); Athéna, 12' (343-00-65); Nation, 12' ((343-04-67); Paramount Gobelins, 13' (707-12-28); Gammont Sud, 14' (327-84-50); Paramount Montparnesse, 14' (335-30-40); Gammont Maillet, 17' (758-24-24); Pathé Clichy, 18' (522-46-01).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.): Gammont Halles, 1" (297-49-70); Hautefeoille, 6' (633-79-38); Ambassade, 9' (359-19-08); Paramosiers, 14' (335-21-21); v.f.: Berlitz, 2' (742-60-33).

SAUVAGE ET REAU (Fr.): Sakur-Ambrica 11' (700-89-16)

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

Amorous, 11 (700-89-16).

SERIE NOIPE POUR UNE NUIT

BLANCHE (A., v.o.): George-V. 8 (562-41-46); v.f.: Bretagne, 6 (222-57-97).

SHOAH (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77); Olympic, 14 (544-43-14). (33-97-17); Crymnac, 17 (3-97-17);
SOS FANTOMES (A., v.o.), v.f.: Paris Loisin Bowling, 18 (606-64-98).
LES SPÉCIALISTES (Fr.): Ambassado, 8 (339-19-08); Monaparnos (H.sp.), 14 (327-52-37).

(327-52-37).

STARFIGHTER (A): Forum, 1" (297-53-74); Paramount Odéon, 6" (325-59-83); Gamment Ambassade, 2" (359-19-05); y.f.: Richelieu.2" (233-56-70); Paramount Opéra, 9" (742-56-31); Bastille, 11" (307-54-40); Paramount Galaxie, 13" (380-18-03); UGC Gobelins, 13" (336-23-44); Mistral, 14" (539-52-43); Paramount Montparnasse, 14" (335-30-40); Gaunount Convention, 15" (522-42-27); Paramount Maillot, 17" (758-24-24); Images, 18" (522-47-94); Gambetta, 20" (636-10-96).

STAR WAR, LA SAGA (A, v.n.), LA

STAR WAR, LA SAGA (A. V.O.), LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Espace Gatté, 14 (327-

STEAMING (A., v.o.): Saint-Germain Village, 5 (633-63-20); Reflet Balzac, 5 (561-10-60); Parnassiens, 14 (320-30-19). STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.): Saint-André-des-Ante, & (326-

80-25). SUBWAY (Pr.) : Quimette, 5 (633-79-38); Coliste, 8 (359-29-46); Mira-mar, 14 (320-89-52). mar, 14 (220-89-52).
TERMINATOR (A., v.o.): Marignan, 8(359-92-82): Parnessiens, 14- (53321-21): v.f.: Rex, 2- (236-83-93): Paramonat Opéra, 9- (742-56-31): Paris
Code, 10- (770-21-71).
DES - TERRORISTES - A LA
RETERATE (Pr.): 14 Juillet Racine, 6(326-19-8-8).

(326-19-68). THAT'S DANCING (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (563-16-16). LE THE AU HAREM D'ARCHIMEDE (Fr.): Gaumont Halles, 1st (297-49-70); UGC Danton, 6 (225-10-30); Gaité Rochechouart, 9 (878-81-77); Montpursos, 14 (327-52-37).

THE BOSTONIANS (A., v.o.) : Epic do Bois, 5 (337-57-47). Bos, 9 (337-3/47),

TOXIC (A., v.o.) (*): Paramount City, 8*
(562-45-76); v.f.: Rex, 2* (236-84-93);

Paramount Opera, 9* (742-56-31); Paramount Montparasse, 14* (335-30-40).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE
(Fr.): Lucernaire, 6* (544-57-34).

(Fr.): Lucernaire, & (544-57-34).

WITNESS (A., v.o.): Gaumont Halles, | "
(297-49-70); Bretagne, & (222-57-97);
Hautefoulla, & (633-79-38); Publicis
Saint-Germain, & (222-72-80); Publicis
Champe-Eyysées, & (720-76-23); Marigann, & (359-92-82); | 4 Juillet Bestille,
11° (357-90-81); PLM Saint-Jacques,
14° (589-68-42); | 14 Juillet Besngrenelle,
15° (575-79-79); v.f.: Richeliou, 2°
(233-56-70); Français, 9° (770-33-88);
Nation, 12° (343-04-67); UGC Gare de
Lyon, 12° (343-04-67); UGC Gare de
Lyon, 12° (343-04-67); Panvette, 13°
(331-56-86); Montparmasse Pathé, 14°
(320-12-06); Mistral, 14° (539-52-43);
Gaumont Convention, 15° (828-42-27);
Victor-Hugo, 16° (727-49-75); Paramount Maillot, 17° (758-24-24); Pathé
Wepter, 18° (522-46-01); Gambetta, 20°
(636-10-96).

Y A PAS LE FEU (Fr.): Maxéville, 9°

A PAS LE FEU (Fr.) : Maxéville, 9-(770-72-86).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CONSUL, film américain de John Mackenzie (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) : UGC Odéon, 6 (271-52-36); UGC Odéou, 6
 (225-10-30); UGC Rotonde, 6
 (574-94-94); UGC Biarritz, 8
 (562-20-40); Calypso, 17
 (380-30-11); - V.L.; St.-Lazzar Pasquier, 8
 (387-35-43); UGC Boulevard, 9
 (574-95-40); UGC Gobelins, 13
 (336-23-44); Paramount Orléans, 14
 (540-45-91); UGC Convention, 15
 (574-93-40); Muret, 16
 (631-99-75)

99-73).

DESTRUCTOR, film américain de Max Kleven (v.a.): Forum Orient Express, 1* (233-42-26); UGC Ermitage, 8* (563-16-16): (v.f.): Rex. 2* (236-83-93); Lamière, 9* (246-49-07): Convention Saint-Charles, 15* (579-33-00).

Cheries, 15° (579-33-00).

NOY AND JOAN, film français de Jacques Saurel (**): Forum, Orient Express, 1* (233-42-26); Quintette, 5° (633-79-38); Georges V, 8° (562-41-46); Maxignan, 8° (359-92-82): St-Lezzre Pasquier, 8° (387-35-43): Français, 9° (770-33-88); Maxéville, 9° (770-72-86); Bastille, 11° (307-54-40); Fauvette, 13° (331-60-74); Montpermasse Pathé, 14° (320-12-06); Pathé Clichy, 18° (522-46-01); Secrétar, 19° (241-77-99); Gambetta, 20° (636-10-96).

MARJORIE, film américain, de Margonia Carlo Saure (19° (241-77-99); Gambetta, 20° (636-10-96).

MARFORIE, film américain, de Mar-tic Rist (v.o.) : Forum Orient Extin Ratt (v.o.): Forum Orient Ex-press, 1* (233-42-26); Paramount, Marivanx, 2* (296-80-40); Para-mount Odéon, 6* (325-59-83); Para-mount Galaxie, 13* (580-18-03); Paramount Montparasses, 14* (33530-40); Convention Sent-Charles, 15- (579-33-00)

15 (579-33-00).

PATROUILLE DE NUIT, film américain de Jactic Kong (v.o.): Paramount City, 8 (562-45-76); (v.f.): Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Bastille, 11° (307-54-40); Paramount Montparnesse, 14° (335-30-40); Paramount Orléans, 14° (335-30-40); Paramount Orléans, 14° (540-45-91); Convention Saint-Charles, 15° (579-33-00); Images, 18° (522-47-94).

PHENOMENA, film italien de Dario Argemo (*) (v.o.): Cmé Beaubourg, 3° (271-52-36); UGC Odéon, 6° (225-10-30); UGC Normandie, 8° (563-16-16); (v.f.): Rex, 2° (236-83-93); Lumière, 9° (246-49-07); UGC Gobelins, 13° (336-23-44); Montparnos, 14° (327-52-37); Secrétan, 19° (241-77-99).

LES POINGS FERMES, film fran-cais de Jean Louis Benoît: Latina, 4r (278-47-86); Raflet Loges, 5r (354-42-34); UGC Marbent, 8r (561-94-95).

PORTES DESPARUS, film améri-PORTES DESPARUS, film ameri-cain de Joseph Zito, (v.o.): Forum Orient Express, 1st (233-42-26); UGC Danton, 6- (225-10-30); UGC Normandie, 5 (563-16-16); (v.f.): Grand Ren, 2 (236-83-93); UGC Montparnasse, 6 (574-94-94); UGC Boulevard, 9 (574-95-40); Nation, 12 (343-04-67); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); UGC Convention, 15 (574-93-40); Marat, 16 (651-99-75); Pathé Wé-pler, 18 (522-46-01); Secrétan, 19 (241-77-99).

MERCREDI

Page 14 - Le Monde ● Dimanche 16-Lundi 17 juin 1985 •••

PAUL MORRISSEY

Geraldine Smith - Angel david - Ulrich berr -- rodney harvey

ANTOINE GANNAGE - STEVEN FERBERG - Un processon SARA FILMS
PROCESSOR ALAIN SARDE

phote STEFAN ZAPASNIK - mongar ANDY HERNANDEZ

هكذا من الأصل

AMUTUALITÉ FRANÇAISE ALLOURD HUI SUR FR3 A 13H30 Dim

. Mare

200

and the state of the state of

Surge.

UPS HAME AZ

ere imains the Marie Con Marie Ma 11 Chia 7 atas

Sam

till to a Appropriation of the party 10 Cl. Sept to the many of the 11 November 2 of the section of the 1 X and arminutes the war and . I Lern Aumin of perd. for the transfer of the second of the second

12 Irena la lacocia of XI Spirit and manufacture assets. EXEMPLICATION A 2

1 is Dimensiona Marine 145 Journal THE COURTER MANNEY INCHES Arma Carrier Signamentages. State 2 miles to the state FOR COPPER TO THE YOR COMPANY witte: this or paul and. 1 % Depumper tall o

the man agency of the second E Circuit Rageries. DEME CHAINE . FR B. 18 Court mottage Purific y adding Charles as place south of

Marketine | erect und Michiganathus bett h corrects de armie A THE STATE OF STATE The state terrinal Consider Many 1 Supplier Dort 164 Invision

Standard La Village com AND THE PROPERTY OF THE PARTY O

PARLEZ POLA 15 mgenerationes with a 1 100 Mantes POLARORD O ORANGE SE

harter de campus

Sec.

de denne e der gelender der untergen bei gelender der

A STO COMPANY TO COMPANY THE PROPERTY OF THE P

Radio-Télévision

Samedi 15 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

The state of the s

The state of the s and the second s

Comments of the Comments of th

WALL WATER OF THE PARTY

WHEN THE PRINCES THE 1.3

-

No. of Contract of

The same of

THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

The state of the s

Service Control of the Control of th

A STATE OF THE STA

LES PRINTS NO LYTER

Section 1997

Sur Til

The state of the s

20 h 40 Téléfilm : les Copains de la Marne. De C. Spiero, avec P. Cranchet, P. Le Person, J. Denis... Pêche, promenade en barque, parties de pétanque, où l'on joue l'apéro... toute l'atmosphère du petit monde de la banlieue parisienne avec ses personnages attachants.

22 h 10 Droit de réponse : Revue de presse. Avec D. Vernet, notre collaborateur; N. Copin, la Croix; D. Jamet, le Quotidien; P. Bentchou, le Nouvel Observateur; M. Gallo, le Matin de Paris; J.-M. Bouguereau, Libération; C. Cabane, l'Humanité; M. A. Burnier, Actuel; et C. Bourdet, ancien membre du conseil national de la Résistance.

Journal. 0 h 15 Ouvert is nuit.

0 h 45 La nuit des potes à la Concorde. Exceptionnellement, « Extérieur nuit », l'émission de Michel Cardoze, se met au service de la fête de la Concorde organisée.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Variétés: Champs-Elysées.

Autour de Thierry Le Luron, invité vedette, qui donnera un pot-pourri de son spectocle. Miraille Matrieu, Robert Charlebois, Rita Mitsuko...

RODET CHARLEDOIS, KHA MUSUKO...

22 h 5 Magazine: les enfants du rock.
Portrait d'un tendre cow-boy, Etienne Daho, mèches
brunes sur le front, chansons pastel, climats gris, personnels, intimes (par Alaia Wais et Pascal Signolet).
Puis les Doors, Niva Hagen, etc.

22 h 20 Laurnel



17 h 30, Paris kiosque; 18 h 55, Atout PIC; 19 h, Série: la folie des bêtes; 19 h 15, Informations.

26 h 36 L'évolution du mai, de P. Besson. Avec C. Rich,

26 h 36 l'évolution du mai, de P. Besson. Avec C. Rich, P. Etesse, Y. Pignot, B. Agenin.
22 h 10 Démarches avec... Jean-Noël Vuarnet.
22 h 30 Musique vocales du vingtième siècle : Œnvres de Wolf, Berg, Eisler, Webern... par l'Ensemble Accrochenote et D. Dorow, soprano, F. Kubler, M.-C. Vallin, soprano, S. Sakkas, baryton.
6 h Clair de unit : rémanences.

FRANCE-MUSIQUE

b 30 Concert (Festival de Bertin 1984): Six Bagatelles pour piano, op. 126. Quinze Variations avec fugue pour piano en mi bémol majeur op. 35, de Beethoven; Sonate pour piano en ut majeur, de Schubert; Sonate pour piano en mi mineur, de Haydn, par Alfred Brendel, piano.
b 30 Les soirées de France-Musique: les entretiens de Claude Rostand avec Darius Milhaud; à 23 h, Cub des

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

14 h 20 Sports dimanche. 16 h 30 Variétés : La belle vie. 17 h 30 Les animeux du monde.

Avec Hartem Déstr, responsable de SOS-Racisme.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma: le Rapace.
Film français de J. Giovanni (1967), avec L. Ventura,
X. Marc, R. Firman, A. Clavel, A. Benidies.
A Vera-Cruz, en 1934, un aventurier européen, payé
pour tuer un chef d'Etat, se prend d'amitié pour un
jeune homme de bonne famille, dont ce meurtre doit
faire un héros national.

C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

Série: Secret diplomatique. 17 h 18 h Stade 2 (et à 20 h 20).

20 h Journal.

22 h 25 Concert magazine.

12 h 30 Canal 15/25. 12 h 45 Court métrage : Puruha y saraguro.

15 h Musique pour un dimenche (et à 16 h 50). 15 h 15 Exercices de style.

du temps.

20 h 4 Disney Channel.

Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel. 21 h 60 Journal. 22 h 15 Feuilleton : Dynastie. 23 h La vie de château. 23 h 30 Musiclub.

APPEL UNIFIÉ **IUIF DE FRANCE**

Dimanche 16 iuin : Journée Nationale de Solidarité Ecoutez Radio Communauté-Judaïques FM de 10 h à 20 h 93.9 Mhz

FR3 PARIS ILE-DE-FRANCE

CANAL PLUS

20 h 35, Téléfilm : Lace; 23 h, Madame Claude, film de F. Mimet; 0 h 30, Carmen, film de C. Saura : 2 h 10, The Bette Midler show; 3 h 5, Warning, film de G. Clark; 4 h 35, Le commando de sa Majesté, film de A. McLaglen.

FRANCE-CULTURE

29 h 30 Concert (Festival de Berlin 1984) : Six Bagatelles

Dimanche 16 juin

Céléhrée avec les pompiers de Paris au fort de Villeneuve-Saint-Georges, Préd. Père Stan Rougier.

12 h 2 Midi Presse.

Invité: P. Juquin, membre du comité central du PCF.

12 h 30 Automobile: les Vingt-Quatre Houres du

Mans. 13 h Journal. 13 h 25 Série : Agance tous risques.

18 h 5 Série : Guerre et paix.

Avec Harlem Désir, responsable de SOS-Racisme.

22 h 30 Sports dimanche soir. 23 h 40 Journal.

11 h 15 Dimenche Martin. 12 h 45 Journal.

13 h 15 Dimanche Mertin (suite).

Feuilleton: Et la vie continue.

20 h 35 Jeu: Le grand raid.

21 h 35 Documentaire : La splendeur des

Moghots.

No 2. Le Taj-Mahal, une histoire d'amour. Ce légendaire mausaite que l'empereur Shah-Jehaa fit construire à la mémoire de son épouse témoigne d'une helle histoire d'amour.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

Chantilly, la plus noble conquête du

De Raymond Queneau, enregistré au Théâtre Montpar-nasse, mise en scène J. Seiler, réal. M. Bluwai, avec D. Lebrun, J. Boudet. Cette pièce écrite par Queneau en 1947 part d'une anec-dote banale : sur la piate-forme d'un autobus, un jeune homme échange des paroles un peu vives avec un voya-

geur. Queneau raconte quatre-vingt-dix-neuf fois la même scène sur tous les tons possibles. h Boîte aux lettres : Claude Roy à la lisière

Emission pour les jeunes.

Au nom de l'amour.

"Parlez POLARO:D"

Dem Smito (e 30 juin 1985, Substina de mercicipation dans los poiets de vecto POLAROIO.

RFO Hebdo. 20 h 35 Documentaire : La Villette existe, il faut

Que sera ce qui est encore un énorme chantier (en dehors du Zénith, de la Grande Halle, de la Géode) ?

PARLEZ POLAROID ET GAGNEZ

Polaroid

PARIS 76916 : PHOTO CHÉ ST.CHARLES BOULDGRE \$2200 : PHOTO CHÉ DEFESION PARIS 76916 : PHOTO CHÉ JOUSSAINE PARIS 76916 : PHOTO CHÉ FONTAINL

VILLEMENT-LA-GARCINE 923RD: PROTO 200M

6. menus Mozari Tip.: 527-37-86

• 5 magnétoscopes VHS • 10 Radios-réveil-téléphone • 100 Montres POLAROID au grand concours*

21 h 30 Aspects du court métrage français. 22 h 30 Cinéma de minuit (cycle Edwige Feuillère) :

J'étais une aventurière. Film fraçais de R. Bernard (1938), avec E. Feuillère, J. Murat, J. Max, J. Tissier, G. de Sax, F. Oudart (N.). Une comtesse russe, ruinée, se livre à des escroqueries aux bijoux dans les palaces, avec deux complices. Un jour, elle suit un homme qu'elle aime. Son passé

resurgit.
0 h 10 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

7 h, Top 50; 8 h 10, Cabou Cadin (et à 14 b 25); 9 h 20, Gym 3 gym; 9 h 30, Passeur d'hommes, film de J.-L. Thompson; 11 h 10, Rue Barbare, film de G. Behat; 13 h 5, Série: Thlôtel en folie; 16 h 15, Hill street hlues; 16 h 5, Miehel Sardon au Palais des Congrès; 17 h 15, Retenez-moi ou je fais un malheur, film de M. Gérard; 18 h 50, Formule 1: Grand prix du Canada; 21 h 5, l'Histoire de Pierra, film de M. Ferreri; 22 h 50, Club de la presse; 0 h 5, h Flambeuse, film de R. Winberg; 1 h 40, Lola, une femme allemande, film de R.-W. Fassbinder.

FRANCE-CULTURE

12 h. Des Papous dans la tête; 13 h 30, Paris, d'ailleurs (et à 16 h 30, 22 h 20 et 0 h); 14 h. Le temps de se parier; 14 h 30, La Comédie-Française présente: « Hortense a dit; je m'en fous l», de Feydeau. Avec C. Semie, J. Destoop, F. Beaulieu, N. Silberg...; 16 h 40, La tasse de thé: reocoutre avec... Nicole Courcel; à 17 h 45, histoire-actualité: contre avec... Nicole Courcel; à 17 h 45, histoire-actualité:
la Chine au fond des yeux; 19 h 10. Le chiéma des
cimésstes: quel cinéma létons-nous?; 20 h, Mussique: le soo
de choses (portrait musical de Mireille Larroche).
20 h 30 Atelier de création radiophonique: voix sans voix,
par R. Farabet; à perte de vue et d'oute, de F. Moon.
22 h 30 Musique: libre-parcours variétés.

6 h Chir de muit: tentatives premières.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5, Magazine international; 14 h 4, Disques compacts; 17 h, Comment l'entendez-vous?; 19 h 5, Jazz vivant; 20 h 4. Avant concert.

20 h 4, Avant concert.
20 h 30 Concert: Symphonie pour instruments à vent, de Stravinski: Cinq Lieder avec orchestre, de Berg: Le soleil des eaux, Notations, de Boulez; Trois images pour orchestre, de Dehussy, par l'Orchestre du théâtre royal, dir. P. Boulez, soi. P. Bryn-Julson, soprano.
22 h 25 Les soirées de France-Musique (concert en simultant aux autenne 2).

tané sur Antenne 2).

h 5 Ex libris: l'histoire de la musique co fascicules ; à 1 h, Les mots.

LES SOIRÉES DU LUNDI 17 JUIN 20 b 35, Cinéma : le Grand Frère, de F. Girod ; 22 k 15, Etoiles et toiles ;

23 h 30, C'est à lire. 20 h 35, Le grand échiquier : Un soir au Québec : 23 h 40, Bonsoir les elips. 20 h 35. Cinéma : la Pequ, de État des lieux; 0 h 10, Prélude à la

CANAL 20 h 35, Cinéma : le Quart d'heure PLUS américain, de P. Galland et G. Jugnot: 22 h 5, Sports : atblétisme, hockey sur glace; 0 h 45, Cinéma: Madame Claude nº 2, de F. Mimet; 2 h 15, Les filles de Holly-

succèdent sur le sud du pays tandis que des limites peu actives circuleut des iles Britanniques au nord de la France et à l'Allemagne dans un flux cyclonique de nord-ouest en altitude. Dimanche, une timite de ce type don-

Evolution probable du temps en France entre le samedi 15 juin à 0 beure et le

nche 16 juin 1985 à minnit.

Des remontées chaudes et instables se

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 16 JUIN

- M. Pierre Juquin, membre du comité central du PCF, répond aux

questions des journalistes de « Midi Presse », sur TF 1, à 12 heures.

- M. Michel Delebarre, ministre

du travail, de l'emploi et de la for-

mation professionnelle, est interrogé

par les journalistes de l'émission • Forum », sur RMC, à 12 h 30.

de l'Assemblée nationale, est l'invité

de l'émission - Le grand jury RTL-le Monde -, sar RTL, à 18 b 15.

- M. Harlem Désir, responsable

de l'associatioa SOS-Racisme, est

recu à l'émission -7 sur 7., de TF 1, à 19 heures.

— M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, participe au «Club de la presse», d'Europe 1, à 19 b 15.

LUNDI 17 JUIN

l'agriculture, participe à l'émissioa • Parlons vrai • , d'Europe 1, à

- M. Georges Marchais, secré-taire général du PCF, est l'invité de

l'émission • Face au public • , de France-Inter, à 19 b 20.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 15-06-85 A O h G.M.T.

18 k 15.

M. Henri Nallet, ministre de

- M. Louis Mermaz, président

nera un ciel passagèrement auageux du pas de Calais à la Normandie et au nord de la Seine avec un faible risque de petites pluies sur Nord-Pas-de-Calais. D'autre part, le temps redeviendra orageux dans le Sud avec des orages en mainée dans le Sud-Ouest, l'après-midi Alpes et plutot dans leur partie sud. Ail- Clermont-Ferrand, 23 et 13; Dijon, 22 leurs on observera quelques brumes et bancs de hrouillard ea début de mati-

les nuages orageux pouvant déborder un peu sur le Centre, la Bourgogne et le Les températures minimales seront par-

née. Puis le temps sera bien ensoleillé,

₩ Brouillard ~ Verglas

dans la région

tout en hausse, les maximales station-naires dans le Nord-Ouest, en hausse ailleurs. Les vents variables avec rafales sous les orages.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 juin; le second, le minimum dans la nuit du 14 au 15 juin) : Ajaccio, 33 et 19 degrés; Biarritz, 19 et 12; Bordeaux, 22 et 10;

et 11; Dinard, 16 et 6; Embrun, 21 et 11; Gronoble-St-M.-H., 28 et 14;

Cinquante rois et princes de France dans la basilique de Saint-Denis .
 14 h 30, entrée basilique.

Montsouris ., 15 heures, métro Cité-

- Maisons et raelles médiévales autour de Saint-Séverin », 14 h 30,

- La Cité universitaire et le pare

La Rochelle, 20 et 12; Lille, 15 et 6; Limoges, 20 et 11; Lorient, 18 et 16; Lyon, 26 et 11; Lorient, 18 et 16; Lyon, 26 et 11; Marseille-Marignane, 27 et 16; Menton, 25 et 19; Nancy, 21 et 10; Nantes, 19 et 8; Nice, 25 et 19; Nice-Ville, 25 (maxi.); Parls-Montsouris, 21 et 8; Parls-Orly, 20 et 10; Pau, 21 et 10; Perpignan, 27 et 17; Reports, 19 et 6; Porten 16 et 5; Saint-

Grenoble-St-Geoirs, 28 et 12;

Communication

Entre ces deux écueils, le secré-

taire d'Etat a défini une autre voie, celle d'une « harmonisation pro-

gressive et consentie - des diffé-

rentes législations européennes

sous-tendue par une volonté de

rapprochement entre nos stratégies respectives de communication •.

III est tentant de voir dans les décla-

rations de M. Fillioud une critique

implicite des montages multinationaux

auxquels se livre M. Jacques Pomonti autour du satellite de télévision directe

autour du satellite de television directe
TDF 1. Le secrétaire d'Etat, qui a évoqué dans son discours le projet de chaîne
culturelle européenne confié à M. Pierre
Desgraupes, n'a pas dit un mot de la
mission de M. Pomonti. A quelques
jours du terme de celle-ci, des rumeurs
convergeotes font état d'importantes
convergeotes font état d'importantes

participations étrangères au projet fran-çais de satellite de télévision. On parle

de M. Silvio Berlusconi, propriétaire des trois grands réseaux privés italiens, de M. Rupert Murdoch, qui contrôle de multiples chaînes tant en Grande-

Bretagne qu'en Australie et aux Etats-Unis. Ces rumeurs ne peuvent qu'irriter M. Filliond comme d'autres ministres

qui se sont faits dans un passé récent les poufendeurs du satellite - Coca-Cola -. - J.-F L.

France / services

PRÉVISIONS POUR LE 16.06.85 DÉBUT DE MATINÉE

| M. FILLIOUD: « Bâtir la télévision

M. Georges Fillioud, inaugurant les travaux du colloque «Télévision en Europe», organisé, les 13 et 14 juin à Paris, sous l'égide de l'Ins-

titut européen de la communication.

a lancé un appel - pour le dévelop-pement d'une véritable industrie

européenne de communication et

notamment d'une industrie de pro-

Pour le secrétaire d'Etat aux tech-

niques de la communication.

aucun Etat ne peut plus envisager

le développement de sa télévision comme une affaire purement inté-rieure. Tôt ou tard, dans chacun de

nos pays, la télévision a rendez-vous

avec l'Europe . M. Fillioud précise que . bâtir la télévision de l'Europe

n'est pas un exercice facile. Il a souligné à la fois les dangers écono-

miques que ferait courir une libre

circulation des émissions telle que la préconise le Livre vert des Commu-

nautés européennes et le péril cultu-

rel représenté par une télévision européenne - à la recherche du plus

petit dénominateur commun à nos valeurs et à nos cultures ».

de l'Europe n'est pas un exercice facile »

Rennes, 19 et 6; Ronen, 16 et 5; Saint-Etienne, 25 et 12; Strasbourg, 21 et 11; Toulouse, 23 et 11; Tours, 18 et 7; Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 18; Genève, 25 et 12; Lis-bonne, 23 et 17; Londres, 16 et 5; Madrid, 29 et 12; Rome, 28 et 20; Stockholm, 18 et 10.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

LUNDI 17 JUIN

Le plus grandiose, bien que le plus petit cimenère de Paris : l'Arc de triompbe ., 14 h 45, sortie metro-RER Etoile. côté Hoch (V. de Langlade).

- L'arsenal de Paris. Evocation de M= de Genlis .. 14 h 30. sortie métro Sully-Morland (1. Hauller).

• Les Halles de Saint-Eustaebe au Forum-l, la tour astrologique, la Bourse, la maison de Molière -. 15 heures, parvis église Saint-Eustache (P.-Y. Jas-

- Le donjon da Louvre, l'enceinte de Philippe-Auguste -, 15 heures, Musée dn Louvre, entrée porte Saiat-Germain-l'Auxerrois (Paris autrefois). La Mosquée de Paris -, 15 h 30.
 place du Puits-de-l'Ermite.

L'exposition Renoir •, 13 h 15, sor-tie métro Champs-Elysées-Clemenceau (Arcus).

MARDI 18 JUIN • Un quartier de roture : Belleville et son cimeijère -. 14 h 45, 84, rue de Belleville (V. de Langlade).

- Rétrospective Delaunay -, 10 h 30, 11. avenue du Présideat-Wilson.

- Promenade sur la momagne Sainte-Geneviève ., 14 h 30, devant le Pao-· Naissance du Marais, hôtels de Carnavalet, Lamoignon, Marie, Sully -, 1 bis, place des Vosges, 14 h 30. karmique. Comment percevoir le passé? Y a-t-il une possibilité de perce-

LUNDI 17 JUIN

26, rue Bergère, 20 heures : • Etats supérieurs de conscience et mémoire

• Modifiant l'arrêté du 28 septembre 1981 relatif aux diplômes et concours visés an 2° et 3° de l'article 7 da décret du 22 décembre

Institut de France, 14 b 45 : - L'Eglise catholique face aux défis de notre temps - (cardinal Lustiger, archeveque de Paris).

MARDI 18 JUIN

16, avenue de Wagram (salons Picca-dilly), à 21 h 30 : - Uo nouvel ordre

stratégique mondial est-il eo mar-che? -, conférence-débat avec Pierre Lellouche, auteur de l'avenir de la

31. boulevard Gambetta, 2 Jssyles-Moulineaux, 20 h 30 : - L'homéope thie face ao stress .. 78, boulevard Raspail, 15 heures: Listérature funéraire égyptienne : 16 heures : - Civilisation gothique ca

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du UNE CIRCULAIRE

Universitaire.

métro Maubert-Mutualité.

CONFÉRENCES-

1975 portant statut partieulier du corps des officiers des armes de l'armée de terre.

 Portant application du décret du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les monuments historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire monuments historiques et du décret du 15 novembre 1984 instituant

auprès des commissaires de la Répu-

blique de région une commission

régionale du patrimoine historique,

archéologique et ethnologique.





"Retenez-moi ou je fais un malheur." Ah... Si vous étiez abonné! OFFRE SPECIALE VACANCES Du 3 au 30 Juin, pour tout of mois



Economie

REPÈRES

Automobiles : augmentation des prix de 4.5 % environ en juillet

Comme promis par le gouvernement, les constructeurs eutomobiles vont retrouver la liberté des prix en juillet prochein. Automobiles Peugeot a prévu une hausse de 4,5 % en moyenne pour les modèles du millesime 1986. Pour Citroën et Renault, bien que le décision ne soit pas encore prise officiellemant, le hausse devrait être du même ordre. La dernière eugmentezion datait, pour tous, de décembre 1984 (+ 2 %). Les conducteurs estiment que le contrôle des prix, à la suite du blocage de juin 1982, s'était traduit par un retard de 4 % par repport è l'inflation depuis trois ans.

Essence : baisse sensible de la consommation

La consommation d'essence continue de baisser en France, avec une diminution des tivraisons d'ordineire et de super de 3,5 % pour les cinq premiers mois de 1985, par rapport à le même période de 1984. Ces chiffres ont été publiès, le 14 juin, par le Comité professionnel du pétrole. Pour les autres produits pétroliers, à l'exception du gazole (+ 0.3 %) et das carburéacteura (+ 10,7 %), le Comité fait état d'un recul des livraisons en France, surtour sensible pour le fuel lourd (- 21,5 %). Les livraisons ont baissé da 2 % pour le fuel domestique. La beissa da la consommetion d'essence peut être attribuée, selon les enalystes, au recul du marché automobile.

Les chefs d'entreprise d'emploi de l'ordre de 20 000 en quatre mois. et leurs héritiers

(Suite de la première page.)

Telle est la première constatation : des droits fortement alourdis. Seconde constatation : le gouvernement fait beaucoup d'efforts depuis plus d'un an pour favoriser la création de firmes. On l'a vu lorsqu'à la sin de mars 1984. M. Jacques Delors avait presente au gouvernement son projet de loi sur le «développe-ment de l'initiative économique». Ce projet a donné lieu à la loi du 9 juillet 1984 prévoyant notamment des avantages fiscaux importants pour les cadres racbetant leur entreprise (formule voi-Leverage Management Buy Out, ou LMBO). Ces encouragements coûtent de l'argent à l'Etet, preuve que celui-ci estime important le problème de la création et de la continuité des entreprises. On peut alors se demander s'il ne serait pas logique d'encourager également, et peut-être d'abord, ces repreneurs naturels d'entreprises que sont les béritiers.

Médiocres ou efficaces

C'est sur ee thème que le CNPF va développer son offensive sur les droits de succession. Cela pour obtenir sous une forme ou sous nne autre des allégements fiscaux. Son dossier n'est pas mauvais, même si le gouverne-ment répond qu'il a déjé consenti des assouplissements en donnant aux héritiers quinze ans pour payer leurs droits de succession, dont cinq ens de délai de grâce. Le gouvernement pourrait aussi faire remarquer - car l'inspiration est le même - que la loi de finances de cette année a précisé que les plus-values sur les cessions de parts de SARL et d'actions de sociétés anonymes étaient exonérées lorsque l'opération bénéficiait à un conjoint ou à l'enfant d'un conjoint et que l'actif est conservé pendant au moins cinq ans par la famille (1).

L'argument développé par Pierre Bérégovoy sur l'inégalité • inadmissible - que des avantages accordés aux biens professionnels créerait entre béritiers selon le lot qui leur reviendrait semble en revanche moins convaincent car le problème pourrait trouver une solution.

Restent deux difficultés fondamentales, l'une technique, l'eutre quasi philosophique.

La première est celle de la définition d'un bien professionnel puisqu'il s'agirait de réduire les droits sur ce genre d'héritage. L'impôt sur les grandes fortunes a beaucoup souffert de la recherche de cette définition. Maintenant arrêtée, celle-ci laisse place à un certain arbitraire : direction effective de l'entreprise. possession d'au moins 25 % du capital. Cet arbitraire serait probablement plus vivement ressenti s'agissant d'héritage : pourquoi 25 % du capital et pas 20 % ? D'autre part, le critère de direction effective de l'entreprise pourrait difficilement être transposé tel quel puisque l'héritier u'est pas forcement déjà à la tête de l'affaire. Une chose apparaît clairement tout de même : la

définition précise, sans équivoque,

des biens hérités qui pourraient donner lieu à réduction de droits serait délicate, probablement même très

Second écueil : faut-il encourager, faciliter la reprise d'entreprises familiales par l'un des enfants du patron décédé alors qu'il n'est pas certain que l'héritier ait les qualités nécessaires pour bien diriger? çaise est pleine de PME mal gérées par des fils de famille qui n'ont pas les qualités de leur père. Faut-il alors fausser le jeu - qui est celui de la concurrenco - et mettre eu pouvoir à grands frais pour l'Etat celui qui ne sera pas capable de faire tourner l'usine et la conduira peut-être à *l*e faillite?

Les alarmes d'Yvon Gattaz ne sont pas sans fondement. Mais le solution du problème - qui est récl - doit peut-être plus être recherebée dans une amélioretion du régime des donations-partages que dans une réduction sans condition des droits de succession. Les donations avaient à l'origine pour but de préparer les successions et notamment de mettre progressivement le pied de l'héritier à l'étrier. Des proiets avaient été concoctés en 1979 pour renforcer cette philosophie (2). C'est peut-être de nouveau dans cette vois qu'il faut s'engager.

De même faudra-t-il un iour se demander s'il est économiquement justifié de désavantager le neveu par rapport au fils du double point de vue des droits de succession et de la part conservetoire (3). Les neveux font parfois d'excellents chefs

ALAIN VERNHOLES.

(1) L'article 160 du code pénal des impôts prévoit la taxation à 5% des plus-values réalisées - lorsqu'un associé, actionnaire commanditaire ou porteur de parts bénéficiaires cède à un control de la société. tiers, pendant lo durée de la société, tout ou partie de ses droits sociaux ».

(2) Le projet de loi de finances pour 1980 prévoyait que la réduction d'impôt serait de 25 % pour les donateurs âgés de moins de cinquante-cinq ans, de 20 % pour les donateurs entre cinquante-cinq et soixante ans et de 10 % entre soixante et soixante-cinq ans. La réduction disparaissant complètement au-delà de soxante-cinq ans. Le Senat s'opposa à cette disposition et le budget de 1980 se contenta de ramener de 25 à 20 % la réduction d'impôt eccordée en cas de

(3) Les droits de succession en ligne colaiérale sont beaucoup plus lourds qu'en ligne directe. Ils sont par exemple de 55 % uniformément entre uncle et neveu. De plus, dans une famille de deux enfants, par exemple, le père ne reuts organismes des Nations unies peut léguer librement qu'un tiers de son soit renforcée. Cela semblerait de-patrimoine, les deux-tiers revenant obligatoirement à ses descendants directs.

LÉGÈRE PROGRESSION DU CHOMAGE EN MAI

La perte des emplois salariés s'est ralentie au premier trimestre

Pour la première fois depuis trois mois, le chômage a eugmenté en France è le fin du mois de mai. En données corrigées des variations saisonnières, on comptait 2 412 000 desonneres, on comptant 2 412 000 de-mendeurs d'emploi inserits à l'ANPE, selon les statistiques pu-bliées le 14 juin par le ministère du travail, soit 12 000 (+ 0,5 %) de plus que le mois précédent et 5,2 % de plus qu'au mois de mai 1984.

En données brutes, la tendance à la baisse enregistrée depuis la fin janvier se confirme : evec 2 282 600 demandeurs, le nombre des chômeurs a encore diminué de 63 700 par rapport à la fin avril. Ce qui représente un recul de 2,7 % en un mois et une augmentation de

Ces deux mouvements contraires bebituels à pareille époque sont cette fois amplifiés. Le creux saison-nier en données brutes eccentue l'effet d'une tendance favorable tandis que, en données corrigées, la reprise de la progression du coômage s'amorce timidement. Ainsi, et mal-gré le résultat de mai, on constatc une diminution des demandeurs

Alors que la situation économique ne paraît pas s'améliorer, ce résultat pourrait sembler logique. Selon l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre portant sur le premier trimestre 1985, les effectifs salariés des secteurs marchands non

CGC ET CFTC SIGNENT UNE CONVENTION DE PROTEC-TION SOCIALE DES CADRES **DE LA SIDÉRURGIE**

La CGC et la CFTC ont signé res-pectivement les 13 et 14 juin, une nouvelle convention de protection sociale des cadres de le sidérurgie, qui va permettre la cessation antici-pée d'activité d'une partie d'entre eux à partir de cinquante-cinq ans. L'héritage ne préserve pas, hélas! Contrairement à la CFTC, la CGC de la médiocrité et l'industrie frann'avait pas signé la convention concernant les autres salariés, approuvée aussi par la CFDT et FO en nillet 1984.

Le texte accorde, notamment, aux cadres cessant leur ectivité 70 % de leur salaire brut antérieur ainsi qu'un complément égal à 20 % d'une année de salaire et le maintieu des points de retraite des cadres (les intéresses prenant en charge la moitié de la partic facultative). Un cadre ne pourra être mis en congé de formation-reconversion sans son accord, mais la durée de ce congé sera d'un an au lieu de deux pour les euagricoles n'auraient diminué que de 0,1 % sur une population active qui dépasse les 13 millions, soit 14 000 en données corrigées. Comme l'observe le communiqué du ministère, pos seulement cells a margine une de serve le communiqué du ministère, non seulement cela « marque une attenuation très sensible des réductions d'effectifs observées chaque trimestre en 1983 et 1984 (de 0,3% à 0,5%) «, mais cela semble confirmer qu'une restructuration du marché du travail est en train de s'opérer Sens qu'ill soit encare nossible de rer. Sans qu'il soit encore possible de qualifier cette modification, quelques traits positifs apparaissent. Si la enute des emplois industriels (- 0,6%) semble se stabiliser, la progression des emplois dans les services marchands redevient positive (+0,4%), tout comme celle des emplois du commerce (+0,5%).

Cent quatorze mille TUC

Ce genre d'enquête comporte sa part d'incertitude, mais ces données sont cohérentes avec les statistiques du chômage. Or on pouvait se demander si ces dernières n'étaient pas exclusivement influencées par les TUC, les congés de conversion ou

Pour répondre spécialement aux suggestions du Bureau international du travail (BIT) à la suite de la demande de M. Stoleru, le ministère s'est efforcé de préciser l'impact de ces dispositifs. A fin mai, /14 000 jeunes stagiaires de travaux d'utilité

LES CONFLITS DANS LA MÉTALLURGIE

Des manifestants ont occupé la mairie de Roanne

Deux conflits dans la métallurgie restent en suspens : les Ateliers roannais de construction textile (ARCT) et SKF dans la région pa-

A Roanne, une assemblée générale des ouvriers des ARCT (sept cents salariés) a décidé vendredi 14 juin le principe d'une occupation l'usine en cas de dépôt de bilan. Mais cette décision est suspendue au résultat d'une réunion mardi 18 juin entre les représentants de l'intersyndicale de l'entreprise et ceux du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) où devraient être présentées les propos tions de reprise de la firme. A l'issue de l'assemblée générale, plusieurs centaines d'onvriers ont occupé la mairie saccageant, notamment, le bureau de M. Lavocat, premier adjoint de M. Jean Auroux, maire de la ville et ministre des transports.

A l'usine SKF d'Ivry-sur-Seine, la-CGT a entrepris, vendredi matin, de nurer les entrées, afin • de faciliter la surveillance et d'empêcher le déménogement éventuel des mo-chines », solon M. Jean-Pierre Page, secrétaire de l'union départementale CGT. De son côté, M. Jacques Laloé, maire communiste d'Ivry, a souliene on'il avait . les pouvoirs et les moyens . de s'opposer à des installations industricles qui ne scraient pas « conformes aux intérêts des tra-

base de 1 200 F par mois an mini-mum. Parallèlement, 27 400 chô-

Tous ces éléments permettent d'espérer une certaine stabilisation

de l'emploi. De fait, le rythme des

nouvelles inscriptions en cours de

mois – les entrées – paraît se ralen-tir (234 200 en données brutes, 316 400 en données corrigées). Plus

intéressant encore, le nombre de sorties progresse (344 500 en données brutes, 374 900 en données corri-

gées). Pour l'essentiel, ce mouve-

ment est dit à la reprise, déclarée on non, d'un emploi, au placement par l'ANPE et, autre phénomène, à la

brutale progression des entrées en stage de formation.

Ou mouvement vers la formation ou l'insertion s'organise. Des embauebes ont lieu, même si elles passent par l'intérim, les contrats à durée déterminée ou le travail à temps partiel. Combien de temps cette éclaircie durera-t-elle, alors qu'il faudrait nne croissance économique de 3 %

par an simplement pour mobiliser le marché de l'emploi ?

ALAIN LEBAUBE.

Un mouvement vers la formation

D'eutre part, M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT, e déclaré · l'état d'urgence des menaces sur l'emploi, à l'issue d'une réunion de deux jours des syndieats CGT de la branebe, les formes d'action étant laissée, cependant, à l'initiative de la base.

vailleurs et des habitants de la

QUATRE NOUVEAUX VENUS A LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE LA CFDT

(De notre envoyé spécial) Bordeaux. - M. Edmond Maire e

été réélu le 14 juin par le bureau na-tional secrétaire général de la CFDT par 37 voix sur 39 : ce chiffre le met mum. Parallèlement, 27 400 chômeurs evaient reçu depuis le début
de l'année l'aide aux créateurs d'entreprises, qui ne sont pas comptabilisés dans les statistiques, et dont on
découvre progressivement l'intérêt.
En 1984, plus de 40 000 demandeurs
d'emploi ont bénéficié de cette aide,
et l'on estime que 80 % d'entre eux
ont créé au moins un emploi douze
mois plus tard. en denxième position derrière M. Mercier pour l'élection à la commission exécutive, sans retrouver l'unammité de 1982. M. Noël Mandray (31 voix) reste secrétaire général adjoint avec le secteur dévelop-pement et organisation. M. Pierre Héritier (32 voix) devient trésorier. en remplacement de M. Hureau, sortant. M. Albert Mercier, qui, avec 38 voix, fait une remontée importante par rapport à 1982, conserve le secteur international; M. Jean Kaspar (32 voix, à égalité avec M. Hérnier), la politique re-vendicative, et M. Jean-Paul Jac-quier (29 voix, le moins bien éln de la commission exécutive), le secteur travail entreprise. L'emploi est ré-parti entre M. Nicolc Notat (33 voix), qui conserve la formation permanente, et M. Héritier, qui, en plus des finances, garde l'action éco-

> Quatre nouveaux font leur entrée date notveaux tout tent entre à la commission exécutive, qui passe de 10 à 11 membres : Mª Marie-Christine Foin (36 voix), pour la formation syndicale et les jeunes; M. Loie Richard (33 voix), pour l'information, la communication et les petites entreprises; M. Jean-François Troglic (33 voix), pour la société et les émigrés, et M. Jean-Marie Spaeth (34 voix), pour la protection sociale, où il remplace M. Robert Bono, sortant. – M. N.

[M. Jean-Marie Spaeth, agé de trente-neuf ans, est ouvrier professionnel des mines. Adhérent à la CFDT depuis 1966, il devient dix ans après secrétaire général de la fédération des mineurs. Depuis mai 1984, M. Spaeth était secrétaire autional de la Fédération générale de la métallurgie et des mines, et secrétaire général de l'Union fédérale des mines. Il est marié, père de deux enfants.

M. Jean-François Troglic, âgé de trente-sept ans, est instituteur depuis 1966, aunée où il a adhéré à la CFDT. Membre du bureau national de la confédération depuis 1979, M. Troglic était devenu secrétaire général adjoint du Syndicat général de l'éducation natio-nale (SGEN) en 1980, Marié, il est père de deux enfants.

M. Loic Richard a été pendant dix ans employé de commerce à partir de 1969, année où il a adhéré à la CFDT. Agé de quarante-trois ans, M. Richard était depuis 1982 secrétaire général adjoint de la fédération des services. Marié, il est père de deux enfants.

Mª Marie-Christine Foin, chimiste, est née le 26 juin 1948 dans la Vienne. M= Foin a adhéré à la CFDT en 1972. Elle était, depuis 1980, permanente interprofessionnelle de la région Centre. Elle est désormais la benjamine de la

Prosperes.

The major of the second second

Mirania and the

THE PARTY OF THE P

Abres to talk above the

Managery and the least of the

With the same of t

Salam child in the parties

S. Mary

American and security

A marine state of the second second

was a few or the same

The Transport of Section 188

The state of the state of

Pa : h./ .

Service Company

The second of the second

At Land

The second second

State of the same

Stationary of the last

A STATE OF THE STA

Market State Control

the state of the state of

the state of the state of

Water Name of Asset 2

the property of the same

T superior and page

Action to the second

The second

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

The state of the state of

The state of the s

A CONTRACT OF STREET

The State of the S

The state of the s the state of the state of the state of

Parket at the gas

A stage of the sale

7 11 1 · 28 The state of the s 新り立って 11 (編集) 製 The first of the same of the same TREE STATE OF THE PROPERTY. There is given a see The state of the s The Harman of the American

221

to grand grand appeal Traine a princip STREET, SQUARE, ST. Total THE RESIDENCE OF STATE OF THE PARTY NAMED IN

State of the last Service of the servic to the second

the party and THE PERSON NAMED IN

LES CONCLUSIONS DE LA ONZIÈME SESSION DU CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION Une lutte efficace contre la faim suppose de nombreuses réformes

Les ministres du CMA - responl'encontre du Nicaragua porte at-La crise alimentaire en Afrique, le problème de l'efficacité des différentes formes d'aide et, d'une façon générale, les faibles résultats globaux enregistrés dans la lutte contre la mainu-

sables de l'agriculture et du développement rural - ne pouvaient faire moins que se montrer . profondément preoccupés - par l'aggravation de la situation en Afrique, où, indi-que le communiqué final, des millions de personnes continuent d'être ées de famine. Il ne suffit pas, cependant, d'enoyer une aide abondante, encore

fant-il que les pays aiem les capa-cités de la recevoir. De même, a-t-il été déclaré à plusieurs reprises, les secours d'urgence et l'aide alimentaire multilatérale comme bilatérale peuvent evoir des effets pervers, compromettre certaines productions vivrières et entraîner des déséquilibres an profit notamment des populations urbaines. Aussi bien, les ministres ont-ils estimé que ces aides doivent être accompagnées de politiques de - redressement acceléré . comprenant des réformes de nature à encourager les producteurs, la mise en place de stratégies alimentaires, et même des apports de capi-taux extérieurs plus réguliers et plus importants.

Les ministres du CMA vont jusqu'à demander une · nouvelle évaluation des théories et des pratiques - de l'aide internationale. Ils recommandent que l'aide alimentaire s'inscrive dans des programmes s'étendant sur plusieurs années, et aussi que la coordination des opérations d'assistance menées par diffévoir aller de soi, mais certaines institutions, surtout lorqu'elles sont puis-

trition et la faim dans certaines régions du monde, ont dominé les travaux de la onzième session du Conseil mondial de l'alimentation (CMA), qui s'est tenue à Paris du 10 au 13 juin. Chargé d'harmoniser les actions entreprises pour lutter contre la faim, le CMA invite les gouvernements et les agences spécialisées de l'ONU à réformer sensiblement leurs politiques.

santes comme la FAO, ont tendance à vouloir faire cavalier seul.

Le Conseil invite par ailleurs les gouvernements concernés à prendre des • mesures énergiques • pour éliminer la faim et la mainutrition, Et il · déclare avec force que, pour pouvoir réduire sensiblement le nombre des personnes sousolimentées ou cours des années 90. il faudra procèder o une certoine réorientation des priorités et des politiques actuellement appliquées au developpement - : il invite les organismes des Nations unies intéres à entreprendre une étude exhaus-tive des facteurs d'ordre sociol, économique et admistratif susceptibles de favoriser des schemas de développement de nature à reduire la faim . Il est question aussi de mettre en place un « système de surveillance - des actions menées.

Visiblement, la gravité de la situation aidant. les ministres ont voulu pousser l'analyse un peu plus loin que les années précédentes. Mais leur prise de position ne se départ pas dn ton codé propre au langage des Nations unies.

C'est ainsi que, parmi les facteurs extérieurs faisant obstacle à la sécu-rité alimentaire, le CMA se contente de relever que les politiques d'ajustement imposées à certains pays endettés peuvent amplifier le phéno-mène de la faim et provoquer des troubles sociaux. Il dénonce aussi · le non-respect des disciplines internationales - en matière de commerce agricole, et les . subventions (accordées par certains pays industrialises) qui altèrent la structure des échanges ». Cet état de choses n'arrange personne, dit encore le communiqué, qui enregistre le différend sur la renégociation d'un nonvel accord sur le blé. Enfin, deux paragraphes du docc-

ment final - celui disant qu'il est important d'établir nue relation étroite entre la paix, la sécurité et le désarmement, et l'autre indiquant que le Conseil a pris note « avec inquiétude du fait que l'embargo commercial décrété récemment à

teinte à sa production agricole et à sa sécurité alimentaire ., - ont suscité les réserves des Etats-Unis, du Japon, de la RFA et de l'Italie, no-

La présidence que va assumer le ministre français de l'agriculture va-t-elle entraîner un sensible infléchissement des politiques pronées par le CMA et une relance de son action ? Ses membres out décidé d'engager une . réflexion » sur son rôle, ses moyens d'action, et son fonctionnement, afin qu'il ne se contente pas d'énumérer des vœux. Les conclusions de ce travail devront être connues d'ici à la fin de l'année. Le nouveau président vondrait voir le Conseil encourager la formation d'experts africains des politiques agricoles et alimentaires, favoriser les échanges d'expériences (la Chine, par exemple, a proposé d'hé-berger une réunion de responsables agricoles africains). Il s'est montré également favorable à ce que soit mise en relief l'expérience acquise par les organisations paysannes (préoccupation nouvelle pour le CMA et qui est celle aussi des organisations non gouvernementales), ainsi qu'à la création d'espaces régionaux dans le domaine agricole et à la poursuite de travanx sur les effets des grandes entreprises agroalimentaires dans le développement de la production, thème suscitant en général les réserves des pays défendant le plus fermement la loi du

GÉRARD VIRATELLE.

Economie

SYLVIE GIRARDET, PREMIÈRE FEMME AGENT DE CHANGE

Les escarpins à la corbeille

Depuis qu'ils ont abandonné, pour la plupart, le costume trois pièces, sombre de préférence, les agents de change ne sacrifiaient plus qu'à une scule tradition : les souliers noirs qu'ils continuent à porter avec un bel ensemble. Désormais, il leur faudra compter avec les escarpins - noirs, bies sûr - de Sylvie Girardet, qui a accédé officiellement, le 12 juin 1985, à cette profession, souvent

the board a large way .

Contract of the second

The Parket of th

mental their

L'événement, limité toutefois au petit monde de la finance, est significatif à double titre. D'une part, parce qu'il s'agit de la première nomination d'une l'emme agent de change en France : d'autre part, car elle met en avant cette région Rhône-Alpes (Sylvie Girardet a été nommée près la Bourse de Lyon) qui renforce chaque jour davantage, la décentralisation aidant, son rôle de deuxième place économique et financière après Paris.

Un arrêté de 1724 ·

Chassées de cette enceiate par un arrêté du conseil du roi en date prétexte que ce soit », une mesure visant à décourager, à l'époque,

les gourgandises à l'affût de

· contacts », à défaut de bonnes

24 septembre 1724, stipulant que let 1967 pour que soit rapportée « les femmes ne pourront entrer à cette disposition pour le moins la Bourse pour quelque cause ou sexiste. Depuis, elles out repris le chemin du Palais Brongniart, où elles représentent actuellement le tiers des effectifs, même si leur accès à des postes de responsabiaffaires, les représentantes du lité semble encore limité, aumérisexe féminin ont du attendre juil- quement parlant.

En effet, scules trois d'entre elles arborest le titre de fondé de pouvoir (sur un tutal de cest quatre-vingt-huit), une disparité que l'on retrouve, d'ailleurs dans un autre secteur, celui de la banque, où seules quatre femmes peuvent prétendre au titre de « banquière » sur une professios qui

Dessin de SZLAKMANN.

comporte plus de quatre cests présidents.

Estrée en 1970 dans la charge tenue par son père, Jean Girardet, doyen de la Bourse de Lyon, Sylvie a appris le métier « sur le tas -, avant de passer, en 1979, l'exames de fondé de pouvoir pour accéder six ans plus tard, à l'âge de quarante-trois ans, au statut d'agest de change, qu'elle exercera en tant que cotitulaire dans la charge l'amiliale.

Une valeur symbolique

Grande, mince, le cheveu châtain sagement tiré en arrière et vétue d'us tailleur bleu marine en ce juur de cérémonie, elle voit dans cette nomination, nutre use valeur symbolique pour sa ville (la Bourse de Lyon, créée en 1595 et donc la plus ancienne, a longtemps été la plus importante de France; elle réalise à elle seule 64 % de l'activité de toutes les Bourses régionales), l'exemple du rajeunissement de la profession (la moyenne d'àge des quinze derniers agents de change nommés est de trente-sept ans et demi.) Un milieu qui devrait continuer à s'ouvrir à des professionnels extérieurs, généralement venus de la banque (le tiers des dernières nominations), ce qui n'est pas tout à fait soe cas, bieu sûr.

SERGE MARTL

Le président argentin annonce son « plan de bataille »

Le président argentin Raoul Alfonsin et son ministre de l'économie Juan Sourrouille ont présenté vendredi 14 juin, un - plan de bataille qui, as delà de la solution à la crise actuelle, vise à reconstruire les structures économiques du pays.

Cette réfurme économique prévoit notamment la création d'une - monnaie forte », l'austral, qui remplace le peso, symbolisant la volonté du gouvernement d'éradiquer une inflation endémique. Un austral vaut environ un dollar, soit près de mille des pesos actuels.

En quinze ans, c'est la troisième fois que la Banque centrale d'Argentine est contrainte de retrancher des zéros : deux en 1970, quatre de plus es 1983. Au total, un sustral 1985 équivaudrait à environ I milliard de pesos de 1970, ua symbole de la ver-tigineuse dégringolade économique du pays.

Le reste des mesures d'un plan de virage draconien - ou de - tremblement de terre économique », avait déjà été largement indiqué dans la presse depuis quarante-buit heures (le Monde du 15 juin).

La détermination du président All'Onsin a sans doute permis que l'Argentine se voit accorder un crédit re-lais de 480 millions de dollars par une douzaine de pays. Ces gouvernements seront remboursés par l'Argentine dés qu'elle aura reçu le premier versment du crédit stand-by de I,I milliard de dollars, que le FM1 devrait débloquer es l'aveur de Buenos Ares d'ici la fin du mois. -

Faits et chiffres

Affaires

Pertes pour APPLE. - Apple Computer a annoncé le 14 juin qu'il allait enregistrer une perte au troisième trimestre, pour la première fois de son histoire, et qu'il allait supprimer t 200 emplois, sur un effectif total de 5 600 employés - Le marasme dans le secteur des ordinateurs personnels est important, et Apple a réagi avec vigueur pour s'ajuster à ces conditions ., è affirmé M. John Sculley, président du groupe Californien. - (AFP.)

Energie

• EDF arrête un réacteur nucléaire à Chinon. - Le réacteur A2 de la cestrale nucléaire de Chinon (Indre-et-Loire) a été définitivement arrêté le 14 juin, indique EDF. Le déclassement de cette tranche de 250 mégawatts, décidé par EDF en mars 1984, « s'inscrit naturellement, précise l'entreprise, dans le cadre des études d'optimisation du parc de production des centrales

thermiques, classiques ou nucléaires ». Cette unité » de la filière nranium naturel graphite-gaz » était entrée en l'onctionnement en

Etranger

GRANDE-BRETAGNE

 L'inflation britannique est au plus haut depuis près de trois ans. -La hausse de l'indice officiel des prix à la consommation est de 0.5 % en mai, soit 7 % en rythme annuel. Le taux d'inflation est donc au plus haut depuis septembre 1982. L'indice mensuel qui avait baissé de 0,1 % en décembre, atteint 2,1 % en avril. En décembre dernier, le taux annuel était retombé à 4,6 %, Mais depuis lors, la bausse des prix à la consommation s'est accélérée, principalement sous l'effet de la forte dépréciation de la livre sterling, intervenue à la fin de l'an dernier et au début de cette année. La hausse de mai est imputée au relèvement du prix de voitures, de l'essence, du gaz et de l'électricité.

Prospères... et fragiles

du roi Crésus - ou de l'oncle Picsou, c'est selon, - ils sont des centaines à gravir prestement les marches du palais Brongniart (1) pour pénétrer (dûment « badgés », sécurité obliga) dans le tampla da l'argent, Là, dans ce marché « à la criée » (un des demiers du monde) qui n'a pas volé son nom, se côtoient et se bousculant pêle-mêla, agents de change, seuls habilités à accéder à la prestigiausa corbeille, bles au volumineux carnet noir entouré d'un élastique et contenant les ordres de bourse. coteurs qui font les cent pas sur leur passerelle avant d'inscrire et de soutigner - à la craie le cours de tella ou telle valeur qui sera ensuite introduit dans le reseau informatique.

Toutes catégories confondues, ce sont trois milla trois cents personnes (dom huit cent quatre-vingts femmas, soit 27 % qui travaillent dans et autour de la Bourse, au sein des différentes charges d'agents de change. A ces habitués de la rue Vivienne, il faut ajouter tous les représentants des établissements bancaires qui disposent d'un box sur le parquet, les « zinzins », ces fameux investissaurs institutionnals dont on guette la moindre initiative, les innombrables gérants de fortunes privées... Sans oublier la poignée de chroniqueurs boursiers chargés de prendre quotidiennement le pouls de cette grande coquette, susceptible de passer en vingt-quatre heures d'un brusque accès de fièvre à l'abattement le plus complet.

Après avoir sacrifié au même ritual pendant daux heures d'horloge (da 12 h 30 à 14 is 30), an attendant une prochaine séance du matin Ide 10 h à 11 h 30), chacun sa faufila antre les quatre-vingt-daux colonnes à chapiteau corinthien qui ceinturent l'édifice, pour regagner bureaux et charges d'agents de change. Actuellement au nombre de socianta et une dont trente-cinq exclusivement parisiennes, dix installées à la fois à Pans et en province, et Lyon, Bordeaux, Marseilla, Lille, Nantes, Nancy, la Bourse de Toulouse syant été fermée en 1967), cae charges sont tenues exclusivement par des agents de

Au nombra de cent, an incluant la demière nommée (par arrêté du ministère de l'économia et des finances), Sylvia Girardet (lira ci-dessus), les agents de changa sont répartis entre Paris (sociante-huit) et la province (trents-daux). gnie nationale uniqua, ils élisent chaque année une chambre syndicale présidée par un syndic actuellement Xavier Dupont, qui constitue l'organe exécutif da la profession.

Modernisation

Au fil des ans, celle-ci a considérablement évolué, et l'importante modernisation entreprise à la Buuree dapuia qualquas années a probablement obligé les derniers récalcitrants à sortir du corporatisma un tantinet désuet qui a trop longtamps caractérisé ces charges, devenues aujourd'hui des petites PME souvent dotées d'outiln sophistiqués et employant cinquante à cent personnes.

Officiers ministériels, ile jouissent du monopole de négociation sur les valeurs mobilières. En revanche, les agents da change, personnellement responsables sur leurs biens propres des opérations effectuées. des dépôts de titres ou des fonds qui leur sont confiés, sont collectivement solidaires des engagements pris par chacun

A cette : mission d'intermédiaire officiel qui leur est conférée par le code de commerce de 1807, a'est ajoutée, depuis la loi du 3 janvier 1972, l'autorisation accordée aux agents de change da recourir au démarchage. Cette nouveauté a fait d'eux des commerçants à part antière après les textes de 1966 at 1967, leur permettant da gérer des portefeuilles de titres pour le compte de leurs clients.

Dictée par l'ávolution des cours de bourse et le volume des transactions, deux fecteurs qui ont véritablement explosé depuis 1982, la prospérité incontestable des agents de change - et de leur personnel - ne se traduit pas toujours dans l'assise financière de leur entreprise.

« Le tragilité des charges

d'agents de change a'explique aussi per la forme juridique de la commandite, qui interdit de réinvestir directement les bénéfices et limita considérablement le potential de troissante de sociétés dont les capitaux propres demeurent, la plupart du temps, faibles. Cela correspond d'ailleurs à la mentalité traditionnelle de beaucoup d'agents de change, qui préfèrent jouir de revenus élevés (ils figurent souvent parmi les plus gros contribusbles) et ne font preuve, paradoxalement, que d'une confiance limitée dans l'evanir de la Bourse. Le système d'officiers ministériels et de cooptation constitue incontestablement un obstacle à la modération d'une profession demeurée par bien des aspects archaique, en comparaison de ses homologues étrangers », constatait il y a encore peu da temps Michal Durand (2).

Deouis, la situation a été un peu modifiée puisque près de la moitié des charges sont actuellement constituées en sociétés anonymes, les autres restant en commandita. Parallèlement, de nouveaux associés apporteurs da capitaux - et da savoir-faire - sont entrés dans de nombreux offices, en attendant que soient constituées des entités communes avac las banquiers. devenua lea « partenairaa obligés » du futur marché à terme d'instruments financiers qui doit bientôt voir la jour.

(I) Le bătiment qui abrite la se de Paris a été construit, de 1807 à 1827, par les architectes Brongnian puis Labarre.

(2) La Bourse, par Michel Durand. Editions La Décoeverte/Maspero, 130 p., 31 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA COMPAGNIE ÉLECTRO-FINANCIÈRE AUGMENTE SON CAPITAL A RAISON DE 1 ACTION NOUVELLE POUR 3 ANCIENNES AU PRIX DE 500 F.

Jouissance: 1er juillet 1985. Produit brut de l'émission: 236.8 millions de Francs. Pé-

riode de souscription : du 10 juin 1985 au 11 juillet 1985 inclus.

La Compagnie Électro-Financière

est une société de portefeuille au capital de 1420 595 actions de 100 F, dont 67 % détenus par la C.G.E. et 33 % par

Valeur estimative du portefeuille de participations et placement au 31/5/1985: 1160 MF.

Principales participations et placements:

11% d'ALSTHOM.

10% de CIT-ALCATEL.

6% d'ALCATEL ÉLECTRONIQUE.

7% (au travers de deux holdings) de GÉNÉRALE OCCIDENTALE.

Sociétés immobilières et placements obligataires.

Résultat net hors plus et moins-values long terme du dernier exercice 45.1 MF.

Coupon net du derhier exercice clos le 30/6/1984: 30, 50 F + avoir fiscal.

Valeur liquidative au 31/5/1985 841 F (et 782 F après déduction de l'impôt potentiel sur les plus-values latentes).

Cette augmentation de capital donne à la Compagnie Électro-Financière les moyens de suivre le développement de ses participations actuelles et de diversifier son portefeuille en saisissant notamment les opportunités de prises de participation tant dans des sociètés du groupe C.G.E. susceptibles d'être introduites en bourse ultérieurement que dans des sociétés extérieures à ce groupe.

BALO du 10/6/1985. Une note d'information qui a recu le visa COB nº 85-123 en date du 14 mai 1985 est mise à la disposition des actionnaires au siège social, 54, rue La Boétie 75008 Paris et auprès des guichets des banques domiciles.



Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

N attendait chaque jour une petite averse sur ce marché assèché de « papier », personne ne vonlant lâcher les titres qu'il evait en portefeuille. Mais, après quelques gonttes de pluie tombées en début de semaine, c'est bien un orage de ventes qui a éclaté, lors des deux dernières séances, au-dessus du palais Brongniart; sans emporter pour autaut l'une on l'autre des quatre-vingt-denx colonnes à chapiteau corinthieu qui ceinturent l'édifice. De toute évidence, c'est là le signe d'un ceinturent l'édifice. De toute évidence, c'est là le signe d'un marché qui s'ébrone, alors que Wall Street, en dépit de sa vellété de reprise observée vendredi, continue à faire la mauvaise tête. D'avis unanime, les boursiers considèrent que la forte baisse, constatée à Paris cette semaine (4 % environ en vu des indices), est une purge salutaire après l'envolée qui avait propulsé les indicateurs jusqu'à 30 % de hausse en cinq mois à peine, puisque la liquidation est prévue pour le 20 juin prochain.

L'appès dernière, le scépario avait été un pen différent

prèvue pour le 20 juin prochain.

L'année dernière, le scénario avait été un peu différent et la hausse d'été, intervenue à la uni-août, s'était produite après presque trois mois de soupe à la grimace. A présent, grâce aux coupous et dividendes qui tombent à un rythme saccadé sur un marché en roue libre, les actions devraient bientôt repédaler gaiement, estiment les familiers de la rae Vivienne, mettant en evant la masse énorme (près de 380 milliards de francs) que représentent, à elles scules, les Sicav en termes d'actifs disponibles.

Commencée sur un air d'été indian case la cicie au

Commencée sur un air d'été indien avec la visite en France de Rajiv Gaudhi et les traditionnels contrats à la clé que suppose ce geure d'aller-retour, la semaine s'est achevée sur une alerte à la bombe, qui a obligé les derniers

La purge

trainards à déguerpir avant 15 h du temple de l'argent pour laisser la place aux artificiers. A l'occasion du Mela (la fête indienne), toutes les gazettes mettaient en avant les commandes passées par le gouvernement de New-Delhi, à commancer par un fabuleux contrat de 5 milliards de francs confié à la Générale des eaux pour assainir le Gange. Par la suite, d'autres sociétés affirmaient également être sur les rangs et out était eu plein bronillard sur la valeur réelle de la commande.

pour essayer de s'y retrouver sans ce méli-Méla, précisons que ces 5 miliards de francs représentent le montant total des travanx. Quant à la valeur réelle des prestations assurées par les trois entreprises retenues (Générale des eaux, Lyonnaise des eaux et Bouygues via leurs filiales spécialisées en traitement des eaux), ce n'est pas avant septembre prochain que nous en aurons une idée exacte. Les travaux, eux, devraient commencer début 1986, à Bénarès notamment, avec pour effet de stopper les déchets agricoles, industriels et urbains avant qu'ils se déversent dans le fleuve et de les transformer en énergie (méthane) et en amendements agricoles (sous-energis).

méthane) et en amendements agricoles (sous-engrais).

De son côté, Jennout-Schneider, filiale de Schneider et de CFDE, devralt fourair à l'Inde des centraux téléphoniques privés pour un montant voisin de 500 milions de francs. Ces informations ont en un effet bénéfique, mais limité, sur Générale des eaux et Schneider

Semaine du 10 au 14 juin 1985

notaument, mais en tableau des bausses, plutôt réduit noramment, mais an tableau des bansses, plutôt réduit cette semaine, e'est surtout Peugeot, valeur de retournement par excellence, qui s'est distingnée avec une avance voisine de 6 %. De même Radiotechnique, en hausse de plus de 9 %, semble tirer profit des perspectives positives que devrait entraîner la réorganisation décidée en France par se société mère, Philips.

Si l'on en juge par le volume des transactions, l'intérêt continue à se porter sur ELF-Aquitaine, (classé par le Nouvel Écosomiste en tête des cent premières Nouvel Écosomiste en tête des cent premières unitinationales françaises pour son activité exportatrice) et sur Pernod-Ricard qui s'est offert lundi matin sur TF 1 un beau coup de pub-information en s'offrant « à comptes ouverts » pour présenter sa situation financière à la fin 1984. Il en va de même pour Moèt-Heumesy qui semble avoir maîtrisé les problèmes que lui posait sa filiale américaine horticole Armstrong et sa firme de parfums Roc; sans oublier Thomson-CSF, dont le redressement se troaverait eonfirmé en 1986 avec un bénéfice de 600 millions de francs contre 317 millions cette amée, selou les prévisions avancées par son patron, Alain Gomez. Mais ces éléments favorables n'out pas suffi à tirer in

selon les prévisions avancées par son patron, Alain Gomez.

Mais ces éléments favorables n'ont pas suffi à tirer la
cote du fossé où l'ont plongé quantité de ventes
bénéficiaires. Celles-ci ont notamment affecté des titres
comme BHV, Marine-Wendel, DMC, CGIP, Nouvelles
Galeries, Imétal, BIS, Aussedat-Rey, Sommer-Allibert et
Valéo; autaut de sociétés qui ont perdu entre 10 % et 15 %
cette semaise à la Bourse de Paris.

SERGE MARTI

Bloc-notes

@ 11 juin 1985. - Les actions de le Société touristique du Mont-Blanc (STMB), qui n'evalent pu être introduites le semaine precedente eur le second marché de la Bourse de Lyon, en raison de l'abondence des demandes, ont étà représentese au public soue la forme d'une offre publique de vente. L'action STMB a été cotée 275 F, les achats portant sur 1,7 million de titres face à 30 000 actions mises sur le marche.

marché.

O 11 juin. — La société Ingenico, spécialisée dane l'ingénierie alectronique et informatique, a été introduite au second marché de la Bourse de Paris au cours de 476 F. La société mettait à la disposition du public 50 000 actions eu prix d'offre minimal de 300 F. Plus de B millions de titres ont été demandés à des prix variant de 300 F à 800 F. 300 F & 800 F.

6 11 juin. - Déclarée recevable par les autorités bour-sières, l'OPA lancée per la Mutuelle assurance artisanale da Frence (MAAF) sur les actions de la Banque hypothé-caire européenne (BHE) a été officialisée, la MAAF ennoncant, le 14 juin, qu'ella élargissait son offra à tous les titres présentés. On sait que cette offi d'achat, formulée à 350 F par action at portant sur 51 % du capital de la banque, se heurte aux ambitions da le Société générala à l'égard de la BHE. La banque de M. Mayoux, qui détient déjà 10 % da cetta affaire, aurait négocié das options de vente représentant près du double de cetta partici-

• 12 juin. - Allied Corp., l'un des grands groupes américains (electronique, eutomobile aerospetiale, chimia...), qui devrait grimper au seizième rang des firmes americines à l'issue son apparition à la cota officiella

de Cap Gemini Sogeti au second marché de le Bourse de Paris n'ayant pu avoir lieu è le data prévue (7 juin), celle-ci a été reportee au 12 et a finalem eu lieu au cours prévu de 875 F. les damandee représentant 9,86 millions de titres.

• 13 juin. ~ Les actions de le société Jullien (secteur textile) ont été introduites second marché de la Sourse de Nency au cours de 175 F par action face à un prix d'offre minimel de 130 F. Les demandes ont pour 40 000 offerts.

• 18 juin. - L'introduction de Brioche Paaquier aur le second marché de Nantea s'affectuera selon la procedure d'offre publique de vente au prix de 230 F par action. La societé est speci ee dens les viennoi series destinées à la grande dis-

• 19 juin. – La société de services informatiques Dataid sera introduite au second mar che de la Bourse de Paris au prix d'offre de 200 F par action. Dataid, considérée comme le leader dans le secteur du conseil en bureautique, réalise 140 millions de francs de chiffre d'affaires.

e 20 juin. - Admission à le cote officielle (Bourse de Paris) des actions de le société japonaise Honda Motor Co. Ltd.

• 21 juin. - Introduction su second marché de la Bourse de Lyon des actiona de la societé Ecco Temporaire eu prix de 450 F.

o 25 juin. - Admission au second marché de la Bourse de Paris des actions de Saint-Gobain Emballage au cours de prix de 650 F par action.

Métallurgie

construction mécanique

	14-6-85	Diff.
Alspi	153,16	- 16.8
Avions Dassault-B.	1 430	+ 2
Chiers-Charillon		- 470
De Dietrich	569	_
FACOM	1 215	– 73
Fives-Lille	405,50	- 24,50
Fonderic (Générale)	66,60	- 2,90
Marine Wendel	253	- 42
Penhoët	860	_ 80
Pengeon SA		+ 22
Poclain	66,10	- 2,30
Pompey	285	inch
Sagem	1 705	+ 17
Valéo	206	_ 24
Vallourec	313	- 7,38

2501

309 735

753 23710 726

237 755

(1) Compte tenu d'un coupon de 35 F.

(2) Compte tenu d'un coupon de 9,80 F.

Béghin-Say Bongrain BSN G.-Danone

Carrefour.....

Casino

Cédis

Euromarché

Guyenne et Gasc.

Lesieur Martell

Nestle
Occidentale (Gle)
Otids-Caby
Pernod-Ricard (1)
Promodès (2)

Source Perrier . . . St-Louis-Bouchon

C.S. Saupiquet ... Veuve Clicquot ...

Viniprix

oct-Hennessy

96 - 119

- 150 - 75 Inch. + 20 - 11 + 16 - 55 - 21 + 2 - 1216 - 38 + 10

+ 16 - 48,2 - 64 - 31 - 25 + 18 - 30 + 20

CNB Paribes					
5 000 F	103 103,75	- 8,75		14-6-85	Dift.
CNI 5 000 F	102,40		Accor	268 636	- 22 - 19
(1) Compte tenu d'	un conbou	de 320 F.	Appl. Gaz	200 975	inch.
Mines, caoutel	iouc,		Arjomari	550 478	- 33 - 71
outre-mer			CGIP	891	- 89
			Club Méditerranée . Essilor	503 2 380	- 36 -220
	14 juin	Diff.	Europe 1	828	+ 26
Charter Geophysique Imétal INCO Michefin Min. Penarroya RTZ Zambia	22,95 750 108 128,20 1 014 96 71,60 1,83	- 0,10 - 15 - 20 - 10,5 - 66 - 8,21 - 1,70 - 9,04	Hachette L'Air Liquide L'Oréal Navigation Mixte Nord-Est Presses de la Cité Sanoti Skis Rossignol	1 865 665 2 581 385 88,60 2 180 710 1 550	-136 + 1 -164 - 26 - 3,70 - 47 - 29 - 1
Banques, assur			Alimentation		
and take Illiana	****		- 1	14-6-85	Diff.

Banques, assurances sociétés d'investissement

Valeurs à revenu fixe

4 1/2 % 1973 ... 1 629 + 11 7 % 1973 ... 8 278 - 12 10,30 % 1975 ... 97,90 - 0,1 PME 10,6 % 1976 ... 98,60 8,80 % 1977 ... 119,80 + 0,3

14-6-85 Diff.

100,81 -106,31 -111,96 -117,96 -118,85 + 115,57 + 4 257 -102,50 -

ou indexé

8,80 % 1977 10 % 1978 9,80 % 1978

8,80 % 1978 9 % 1979 10,80 % 1979

16 % 1982 (1) 16 % 1982 (1) 15,75 % 1982 CNE 3 % CNB bq. 5 000 F CNB Suez 5 000 F CNI S 000 F

	14-6-85	Diff.
Beil Equipement	378	~ 30
Bancaire (Cie) Cetelem (1)	655	- 18 + 9
Chargeurs SA	586	- 30
CFF	878	~ 49
CFI	311 1 480	~ 18 ~ 160
Hénin (La)	475	~ 18
imm. Pl-Monceau	453	- 27
Locafrance	470 845	+ 15 + 14
Midi	2 565	~ 130
Midland Bank	241	~ 23,90
OFP (Onn. Fin.	1 198	- 13
Parisienne de réesc.	1 020	~ 120
Prétabail	1 215 208.16	~ 74
UCB	324	~ 24

(1) Compte tonu d'un droit de 124 F.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

, h	Nore de titres	Val. en cap. (F)
8SN	20 607	52 856 80
Cedis	99 693	79 754 40
Deutsche Bank	22 930	41 200 79
DMC	194 553	62 427 93
ELF-Aquitaine	310 556	64 929 47
Lafarge-Coppee .	80 098	45 662 22
Moet-Hennessy	22 566	44 632 04
Navigation Mixte	245 935	100 875 57
Pernod-Ricard	82 110	65 401 05
Peugeot	240 044	94 989 02

MARCHÉ LIBRE DE L'OR Cours 14 juin 94 500 94 100 96 300 96 060 650 400 546 538 538 636 556 3 915 2 035 1 340 3 425 670 563 415 411 411 562 546 546 689 687 387 4 000 2 110 Pièce letine (20 ir.) Pièce tunisienne (20 sverein Elizabech S 1 362 3 525 871 665 420 50 pesos 20 mertes 10 florins 5 roubles

LE VO	LUME DES	TRANSAC	TIONS (es i	milliers de fr	ancs)
	10 juio	II juin	12 juin	13 juie	14 juin
RM	509 256	558 933	505 199	549 851	477 570
R. et obl.	2 528 344	2319 107	2319399	2718038	2880086
Actions	147,906	154 984	132 733	145 086	206 135
Total	3 185 506	3033024	2957231	3412975	3 563 791
DIDICE	COLOMBA	TNE (NEE	P home 100 '	30 Jássauhus	1004)

INDICES OUUTIDIENS (INSEE base 100, 28 d Franç..... 124.5 | 124.1 | 123,6 121,9 Etrang. . . 106,4 107,6 106,5 105,5

C	OMPAC (b		E DES A 100, 28					Æ	
Tendance .								1	-
			100, 31						
Indice gén. !	230.7	1	230,3	1	229,4	1	226,7	1	223,5

Matériel électrique

services publics

	14-6-85	Diff.
sthom-Atlantique .	313,16	- 21.9
T-Alcatei	1 315	~ 59
ouzet	280	- 28 + 30
inérale des Eunx	782	+ 30
M (2)	1 190	~ 169
tertechnique	2 465	+ 55
T	303	~ 265 - 87
grand	2 228 810	- 24
atra	1875	- 90
	1 976	- 150
oteurs Leroy-Somer	581	- 29
oulinex	87,80	
(Labinal (1)	495.	- 53
diotechnique	314.50	+ 28
В	405 50	
maux	567	~ 53
léméc, Electrique.		- 76
omson-CSF	522	- 22
hlumberger	366,90	- 8,20
emens	1 830	- 39

Compte tenu d'un droit de 27 F.
 Compte tenu d'un coupon de 9 F.

Bâtiment, travaux publics

	14-6-85	Diff.
axil. d'entreprises ouygnes iments Français umez TM Lefebvre afarge states	945 800 356 673 284 313,5 553	- 20 - 53 - 22,5 - 35 - 17 - 35,5 - 21 - 16
et et Chansson LEG SSB	630 137,5 63	- 5 - 7,5 - 2,5

	14-6-85	Diff.
BASE	691	- 31
Bayer	720	- 33
Hoechst	701	- 31
mp. Chemical	91,86	- 3,80
nstitut Méricux	1 780 .	- 21
aboratoire Bellon	1 130	- 5
Norsk Hydro	112,50	- 3,80
Roussel-Uclaf	1 600	~ 95

La BAFIP spécialiste des services financiers

La Benque financière parisienne (BAFIP) sera introduite, le 27 juin 1985, sur le second marché de la Bourse de Paris sous le conduite de la charge d'agents de change Mélendès. Cette opération sera réalisée au prix d'offre minimum de 370 F par titre, soit dix fois le bénéfice per action estimé pour l'exercice 1985.

en avril 1984 à la cote officielle et qui a récemment basculé au marché à règlement mensuel, la Boures de Paris va second marché cette fois-ci, un autre établissement privé : la Banque financière parisienne (BAFIP). Fondés en 1881 par la familia Steindecker, qui s'est progressivement retirée de l'affaire à partir de 1979, au profit d'autres actionneirae (holdinge finenciara et investisseurs institutionnels), la banque a abendonné ce patronyme et opté pour une raison sociale traditionnelle ». selon l'axpression de son président, M. Henri Darmas, lequel exerce depuis 1982 cette fonction, aprèe evoir été directeur général pendant sept

En quelques mois, celui-ci a est livré à deux baptêmes; le nouveau siège, inauguré rue La Pérouse près de l'Etolle (le benque possède un seul quichet et le nom de le banque, BAFIP. Là a'arrête la recherche d'un nouveau «look». Pour le reste, on cultive à loisir les recettes qui ont fait la réputation de la maison depuie une centaine d'années : compétence et diacrétion. Sur les quelque quatre-vingts personnea qui assurent les activités bancaires, financièree et de gestion de cette maison, des acciétes satellites, ainsi que des diverses participetiona (le plua intéressante étant certainement lee 34 % environ détenus directement et indirectement dans la Compagnie parisienne de réescompte, Bux côtes d'Indoeuez), seules trois ou quatre personnea sont eu courant d'un dossier. Ce qui évite les indiscrétions, assurent les dirigeants, parmi lesquels M. Hugues Lasseron, un ancien de le Société séqueneise de banque, actuellement vice-président, directeur général de la SAFIP.

Bien ancrée sur des marchés qui bénéficient en ce moment d'une senté peu commune (obligataire, monétaire, financies au sans large avec le développement de l'ingénierie du même nom), le BAFIP, qui exerce aussi ses activitée dans l'immobilier, e su tirer profit de

Elle e notamment triplé le montant de ses fonds propres, consolidés decuis 1981, tout en multipliant par près de 7.5 son bénéfice net consolidé pendant. ce même détai de quatre ans. Trèe activa sur le marché monataira, la banque e également triplé le produit de ses opérations de trésorerie entre 1981 et 1984, tout en multipliant par quatre le volume de ses crédits à moyen et long terme.

En 1984, le Benque financière parisienne a réalisé un bénéfice net de 23,6 millions de frencs (contre 14 milliona l'ennée précédente), qu'elle espère faire encore progresser de 90 % cette année pour le hieser eux elentours de 45 millions de francs. e 1986 sere encore une trèa bonne année, mais le rythme de croissance, qui a pratiquement double tous les ana depuie 1981, dovrait connaître un ralentissement par la suite ». précise M. Darmas, Histoire de souffler un peu, en consolidant une assise financière qui repose sur un bilan voisin de 6 milliards de france et des actifs gérés par les SICAV et les fonds communs de plecement dépassant les

4 milliards de francs. Très discrète sur le chapitre de l'ingénierie financière (rapprochements d'entrepris prises de participations, etc.). une activité qui porte sur une centaine de millions de francs par an, la BAFIP, qui n'e pas de clientèle privée, n'entend pes sortir de l'Hexagone, pour l'instant, sinon per le biais de la gestion de portefeuilles.

A l'issue de l'introduction en Bourse, qui portera sur cent vingt mille actions, le capital de la banque sera réparti entre Calciphos (26,8 %), la Société d'études et de geation internationale (13.7 %). l'Omnium finencier de Paris (14 %), la COFACE (6 %), le Société financière de participation et la Mutuelle centrale de réassurance (5 % environ chacun), le solde allent à d'autres investisseurs institutionnels (19 %) et au public (10 %).

S. M.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK - En baisse

Le sentiment positif a continué à s'éroder la semaine pasaée à Wall Street dans un marché plus calme, bien qu'une demande sélectionnée basée sur une détente des taux d'intérêt hors banque ait contenu les déclins. L'indice des valeurs industrielles est retombé jeudi en dessous du point de résistance technique de 1 300 mais l'a légèrement repassé le lendemain. Cet indice a terminé avec les déclins de 15,45 points par rapport à la clôture de vendredi dernier, à 1 300,96. La tendance s'est nettement repliée à partir de mercredi lorsque le président d'IBM a amouné que les bénéfices de la compagnie pour les neuf premiers mois de l'année n'attendanient pas les objectifs et seraient inférieurs à ceux de la même période de l'an denner. Le sentiment positif a continué à s'éroder la semaine passée à Wall Street.

	Cours 7 juin	Cours 14 juin
TT	31 1/2 23 7/8	32 1/4 23 3/8
nese Man. Bank u Pont de Nemours	62 3/4 60 1/8 58 1/4	58 1/4 57 1/2
stman Kodak	43 3/4	43.5/8 53
eneral Electric	48 1/2 61 5/8 73	45 5/8 59 3/4 71 1/4
oneral Motors	745/8	73 1/4 28 1/4
T T obil Oil	127 1/2 32 3/8 30 1/8	121 32 30 3/8
izer himberger	48 1/4 37 1/4 37	477/8 37 37 5/8
AL Inc.	54 1/8 41	54 5/8 42 3/4
S Steel esting bouse erox Corp	27 3/8 34 1/2 49 1/4	27 32 1/2 43 7/8

LONDRES Net repli

Le Stock Exchange est tombé à son plus bas niveau depuis la fin d'avril par crainte des effets de la baisse des prix du pétrole pour l'économie britannique et à cause du repli de Wall Street. Le mouvement s'été accentué par une pénurie de liquidités à la suite de l'émission publique de la société d'assarances, Abbey Life, une émission de capital par Hanson Trust d'une valeur de 500 millions de livres et l'approche du verse-ment de la seconde tranche de la sous-cription de British Telecom out contribué également aux pertes.

Indices «FT»: industrielles: 979,1 contre 1 001,6; mines d'or: 436,8 contre 429,6; Tonds d'Etai: 81,66

Contre 81,81.		
	Cours 7 juin	Cours 14 juin
Beecham Bowater Brit. Petroleum Charter Courtsulds De Beers (*) Dunlop Free State Ged. (*) Ginto Gt. Univ. Stores Imp. Chemical Shell Unilever Victors War Loan	373 300 520 186 141 533 -24 3/8 13 856 764 699 11 11/32	13 810 743 678

(*) En dollars. FRANCFORT irrégulier .

La Bourse de Francfort e été irrégulière cette semaine, bénéficiant, lundi et mardi, d'une bonne évolution des bénéfices des entreprises, d'une baisse des taux d'intérêt,

Indice de la Commerzhank : 1365,8 estre | 363,4.

	Cours 7 juin	Cours 14 juin
AEG BASF Bayer Commercinak Deutschebank Hoochst Karstadt Manneuman Siemens Volkswagen	132,50 224,30 223,80 211,50 552 225,30 230 180,70 569 278	130,70 218,40 227,90 197,50 541,50 220,10 229 176,50 567,58 285,30

TOKYO Reprise tardive

En beisse tout au long de la semaine, le marché nippon s'est repris samedi dans le sillage de Wall Street. Indice Niklott Dow-Jones: 12753,38 contre 12716,59; indice général: | 009,83 contre 1 005,70.

	Cours 7 juin	Cour 14 jui
Alar Bridgestone Canon Fuli Bank Honda Mistors Matsushita Eleotric Minsubaish Heavy Sony Corp.	410 528 1 149 1 600 1 229 1 428 304 4 969	400 544 1 136 1 626 2 356 2 406 311 4 600
Toyota Motors	1 198	- 1 23

HONGKONG

L'annonce de la faillite de l'Oversess Trust Benk (OTB), le vendredi précé-dent, s fortement seconé la place de Hongtong, qui continue à craindre de nouvelles défaillances après le déconti-tions de la quartillance après le decontinure de la quatrième banque de la colonie. L'indice Hang Song qui culminait fin jain à son plus haut niveae de l'année, a perdu environ 190 points depuis que ce scandale a é dredi, cet indico s'établissait à 1 441,94 points, est repli de 40 points sur

....

1.1.1

- HET WHE THE

10 mg/s

The second of the second second

The second second second

Man feet in the country of

Maria de la companya de la companya

AND THE LANGE OF MALES

CONTRACT CONTRACTOR

翠龙 化自动电子 医阴道

The same of the sa

A STATE OF THE STA

Action of the second

The party of the p

The second second

The same

The state of the s

See Allers to The server Con-

See to shall be to a surrive to

The state of the s

C Island

Control of the same

Property of the same

The second second second

A CHINA The same of the same Sherry Parliament THE PARTY OF THE P

11.12 X 1.13 ANS

Taranco in Language

יייי ביייניי בייייי דייייי דייייי

5 27 4 1 1 1 1 1 MA (F

The section of the last es faces Section 1 .2

The second secon The second secon The second secon - W. A. Mary 7800 de succession de la constitución THE STATE OF the state of the state of de summe succession And design out in the miles Service father of little guide 1250 A 21 4 500 A too from to an ent would

man's and the same amend the state of the Parancia della congrue mon at a trade of the AME. The same of the Same And I 2 3 2 4 7 1 1 Nove 2 1 15 Feb 17 8 und fine bie feigeifem ift. FOR WEST LAND IN LINE area meumo in commence a more than the party

Table Property Taria delle och i dem damelber ರಾಷ್ಟ್ರೀಯ ಪ್ರಧಾನ ನಿರ್ವಹಿಸಲಾಗಿ The section of the section Tipped in the commences were the most and the stage been die 18 miles The second of th PERSONAL PROPERTY OF THE PARTY Property of the property of the spirites aware the sines. 12 G X - 1-4 CH.177.

Albert im surra autho Total the man withing arché monétaire et obl

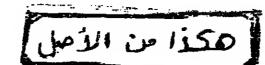
ound d'observa the street of frage the same of the same, its The second of th

Top Carrier Top Ca The second second Carried of Charles and S standard and contraction 1 Alle Martin der a a und dag. musein is und A CONTRACTOR OF THE PROPERTY O The same of the sa

The second secon

Tries Bedigm tressissada e Manacanda e Mariante es d real said d Characteristic Control of the Contro

Page 18 - Le Monde • Dimanche 16-Lundi 17 juin 1985 and



Marie Maries

A The sale transfers

sometiment best by the A.A.

in dans.

.

S. Lane Take

1. 4.4

...

e a mark

The second secon

.

The second of the second of

Talenta X

The state of the s

The second of the second of

THE PARTY OF THE P

The second second

-

A design the second of the sec

LONGE

L'euromarché

De plus en plus raffiné

La question n'est pas de savoir si les banques françaises seraient éven-tuellement dénationalisées an cas où l'opposition reprendrait le pouvoir en 1986, mais lesquelles pourraient l'être. Bien peu, malheurcusement. A de rares exceptions près, tel le CIC qui fétait cette semaine à Londres sa quatre-vingt-dixième année de présence dans la City, les banques françaises ne sont pas venda-bles.

On ne voit en effet pas très bien qui serait assez inconscient pour vouloir acheter des établissements sous-captalisés, à rentabilité insuffisante, aux effectifs surgonflés, aux structures trop rigides qui empêcheut l'imagination créatrice de a'épanouir et, par voie de consé-quence, limitent dangerensement la capacité concurrentielle sur la scène internationale. Si l'Etat français n'était pas l'actionnaire de ses ban-ques, la plupart de celles-ci verraient, au firmament de l'euromar-ché, le classement de leur dette tomber d'un ou plusieurs crans, c'est-à-dire de « AAA » on « AA » à

un piètre et solitaire « A ». Il est certain que, sans l'appui de leur présent statut, la BNP et Indosuez n'auraient pas réussi à lever à des conditions aussi intéressantes les curocapitaux que ces deux établissements sont venus rechercher ces der-niers jours au travers de deux transactions des plus originales. La direction générale des impôts ayant, lundi, clarifié la situation fiscala de l'instrument pouveau qu'avait choisi la BNP, cette dernière est venue offrir, sous la direction du Crédit Suisse-First Boston, 600 millions de dollars sur la base précise du scénario à libération partielle imaginé dans notre rubrique précédent

Sur les 600 millions d'euroobligations nominatives à taux varia-ble d'une durée de dix ans, seuls 100 millions de dollars seront immédiatement libérés. Cette portion portera un intérêt semestriel qui sera l'addition d'une marge de 0,05 % an taux du Libor. Les 500 millions de dollars non libérés donneront droit à une commission d'engagement de 0,05 % par an. En outre, l'emprunteur versera sur le montant total une commission pour les banques de 0,275 %. A l'issue de cette première phase, la BNP disposera donc en espèces de 100 millions de dollars et en réserve de 500 millions de dollars dont la seule présence lui permettra de cantionner l'émission de papier commercial, d'euronotes ou de tout autre instrument de substitution.

Si la BNP décide par la suite d'appeler la libération d'une tranche supplémentaire de 50 ou 100 millions de dollars, celle-ci pourra alors être émise sous forme de titres au porteur à un prix de 99 si l'opération se réalise en 1986 puis à un prix augmentant de 0,10 an cours de chacune des années suivantes. Il est toutefois peu concevable que la banque française choisisse jamais de tirer plus que les 100 millions initiaux, parce que le coût d'émissions ultéricures scrait alors trop oncreux.

Le marché obligataire de Paris

s'est montré terne cette semaine, les

opérateurs se tenant dans une cer-

taine réserve après le placement assez « mou » de l'emprunt d'Etat. Le flottement qui s'était produit à la

fin de la semaine dernière chez les

souscripteurs n manifestement nui à cette émission.

qu'une erreur de manœuvre a été commise par les chefs de file, Indo-

suez, Crédit agricole et Caisse des dépôts. Le relèvement de 15 à 20 milliards de francs, notamment,

aurait été comu trop tôt et sans une information suffisante. Résultat, certains établissements ont dû en garder, ce qui les a obligés à vendre du papier sur le marché secondaire

dn papier sur le marché secondaire afin de le payer.

En attendant que cet emprunt d'Etat soit totalement « digéré «, on a mis le marché an vert avec une série d'emprunts de banque pratiquement casés dens le propre réseau des émetteurs. On a donc en un Crédit lyonnais et un BNP de 2 milliards chacun, à taux révisable capacillement (TRA) l'une mention

annuellement (TRA). Une mention

doit être faite de l'emprunt Caisse centrale des banques populaires des-tiné aux artisans : 850 millions de

francs au taux fixe de 11,60 % à dix

De nombreux opérateurs estiment

Marché monétaire et obligataire

Dans l'immédiat, la BNP a atteint avec sa transaction l'objectif qu'elle s'était fixé : mobiliser un volume important de capitaux au coût le plus bas possible en créent un instrument permettant d'aborder trois marchés différents, celui dea emprunts euro-obligataires à taux variable, celui des émissions d'euronotes à court terme et celui des crédits bancaires standby en leur conférant la forme de valeurs mobilières. La question qui dorénavant se pose est la suivante ; un tel instrum est-il valable aux Etats-Unis? Si la réponse est positive, l'outil crédit-émission qui a vu ln jour cette semaine disposera d'un horizon pra-tiquement illimité.

C'est une autre banque d'investissement, Lehman Brothers, qui a réalisé l'ingénieux montage qui a permis à la banque Indosuez de lancer, mercredi, une euro-émission à

Cependant, la présence cachée d'une mécanique de swap élaborée par Lehman Brothers va complète-ment transformer l'image de la transaction. La banque nméricaine d'investissement acquerra le CAP, c'est-à-dire les 200 millions, aux taux d'intérêt maximum de 13,0625 %, pour les échanger (swap) contre un autre CAP d'un niveau vraisemblablement supérieur détenu par une société américaine. La différence entre les deux taux d'intérêt sera alors encaissée par Lehman Brothers et investie en papier à coupon « zéro » du Trésor américain qui sera remis à Indosuez. A l'issue de cette technique complexe, Indosuez se retrouvera avec des capitaux dont le coût sera inférieur de quelque 5 points de base au taux du

C'est là le coût le plus bas jamais obtenu par une enro-émission à taux variable pure, c'est-à-dire dénuée de taux d'intérêt minimum. A titre d'exemple, la CEE acquitte l'équi-valent du Libor sur sa récente euro-émission de 1,8 milliard de dollars, dont la durée n'est que de cinq ans. De son côté, ce que Lehman Bro-thers aura réalisé en achetant puis en revendent un CAP n'est rien d'autre qu'une option à long terme sur taux d'intérêt. Mais cela représente l'embryon éventuel d'un secteur entièrement nouveau au sein du marché des « futures » (marchés financiers à terme).

Dans la foulée du succès de l'opération Indosuez, Lehman Brothers a annoncé vendredi le lancement d'une transaction similaire pour le compte de la Banque française du commerce extérieur (BFCE). Basé sur swap de CAP qui procurera à l'emprunteur des fonds à un taux de base de 10 points inférieur au Libor, par la République française. Son montant est de 400 millions de dollars et sa durée s'étendra sur douze ans. Sou taux d'intérêt sera l'ajout de 0,375 % au taux interbancaire demande à Londres sur les dépôts en

taux flottant de 200 millions de dollars. A première vue, le coût en est onéreux pour l'emprunteur. L'euroémission, qui est assortie d'une com-mission globale de 0.50 %, aura une durée de douze ans. Son intérêt sera l'ajont de 0,375 % à la moyenne des tanx interbaucaires offerts et mandés à Londres sur les dépôts eurodollars à trois mois ("Limean"), mais ne pourra en nneun cas excéder un plafond (CAP) de 13.0625 %. Cette limitation n'a pas réussi a ralentir l'enthousiasme des investisseurs, qui anticipent une baisse continue des anticipent une baisse continue des taux d'intérêt. La marge de 0,375 %, c'est-à-dire de 37,5 points de base, est littéralement juteuse par rapport aux cinq petits points de base que procure la transaction BNP. Anssi, les euro-obligations d'Indosuez qui seront émises nu pair se sont rapidement traitées nour se pas dire programment traitées pour se pas dire programment traitées. ment traitées, pour ne pas dire nera-chées, avec une prime sur le - mar-

eurodollars à trois mois (« Libid ») avec un CAP à 13 %. La commission pour les banques s'élève à 0,30 %. Ces conditions sont plus basses que celles proposées par Indosuez. Cela n'a pas empêché l'enro-émission BFCE de se traiter immé-

diatement au-dessus du pair. D'une part, elle a l'avantage de bénéficier d'une garantie sonveraine. D'autre part, la présence d'une marge gras-souillette l'n une fois de plus emporté sur toute autre considéra-L'annonce vingt-quatre heures plus tôt, d'une baisse des profits d'IBM avait fait l'effet d'une bombe sur la scène internationale. Comme le commentait jeudi soir un banquier suisse: « Si l'emprunteur dont la qualité de lo dette est lo plus haute lans le monde voit ses bénéfices s'effriter, les taux d'intérêt sont

aussi condamnés à régresser. » Le grand mouvement de dérégulation qui affecte tous les marchés des capitaux du monde a fait sa première victime. Lundi, un haut fonctionnaire japonais du ministère des finances à Tokyo s'est suicidé. Il aurait mal interprété les consignes du « MOF », onomatopée utilisée par les banquiers nippons pour abréger le terme anglais de Ministry of Finance. Que ce soit par inadvertance on au terme d'une fuite organisée sur les intentions du « MOF » ce fonctionnaire n'a pu supporter d'avoir fait perdre aux banques japonaises qui, une semaine plus tôt, avaient acbeté d'énormes volumes de papier du Trésor américain quelques ceutaines de millions de dollars après que le marché se fut affaissé.

Il y a cinq ans, un autre fonction-naire japonais avait déjà sauté du toit du même bâtiment par suite d'une faute professionnelle. Il est heureux que cette coutume ne soit pas répandue dans le reste du

l'euro-emprunt BFCE est garanti

depuis longtemps dépeuplés.

CHRISTOPHER HUGHES.

Crédits - Changes - Grands marchés

Les devises et l'or

Grande fermeté du franc

bien teun cette semaine, notamment vis-à-vis du mark, dont le cours est revenu à son plus bas niveau depuis seize mois. Quant au dollar, il a, une semaine de plus, évolué dans une plage de cours très étroite, au gré des nonvelles en provenance de l'économie américaine. Le franc affiche donc une santé insolente. continuent à se réévaluer lentement par rapport au mark, qui, dans le conrant de la semaine, est tombé à son plus has niveau depuis seize mois nvant de remonter un peu à la veille du week-end.

Certes, le taux d'inflation n'a été que » de 0,5% en France pour le mois de mai, alors que certains avan-caient le chiffre de 0,7%. Mais, en Allemagne, ce taux n'a été que de 0,1% pour la même période, ne dépassant guère 2% sur un an

Certes, également, il y a belle lurette que des facteurs classiques comme les écarts d'inflation, les déséquilibres commerciaux et autres données fondamentales = ne sont plus automatiquement pris en compte pour les marchés des changes, sinon le mark, à Paris, vau-drait an minimum 3,15 F, si ce n'est davantage. Dans ce cas précis. -ainstement - ne serait que de 3%, ce qui serait, sans doute, suffisant pour assurer à nouveau la tran-

Mais, tout de même, signalent certains opérateurs, il est possible que les prêteurs de capitaux étrangers placés en France pour des périodes de trois à six mois, plus rarement un an, commencent à se poser des questions des l'automne prochain. Certaines déclarations publiques ou privées de personna-lités de l'opposition sur l'obligation de procéder à un ajustement monétaire après un changement éventuel de majorité en mars prochain, cont pu, déjà, faire dresser l'oreille.

La pierre de touche sera septem-bre, à un semestre des élections, deront de renouveler ou non leurs placements à six mois sur la place de

A ce sujet, l'Observatoire français des conjonetures économiques (OFCE), organisme semi-public, dans ses dernières prévisions quantitatives pour l'économie française, estime qu'aucun ajustement de parité entre le franc et le mark n'interviendrait avant les élections françaises. Le franc continuerait done à s'apprécier, en termes réels, jusqu'au deuxième trimestre 1986 par rapport au mark, mais ce der-nier, au second semestre 1986, atteindrait 3,26 F (+ 6,8 %). Quant au dollar, il s'établirait à 9 F au premier semestre el à 8,50 F à la fin de

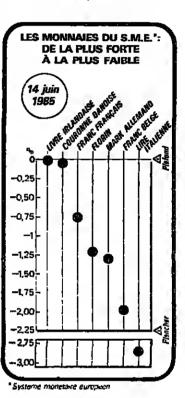
Cette semaine, la monnaie américaine a fluctué dans d'étroites limites, plus précisément entre 9,39 F et 9,45 F (3,07 DM et 3,10 DM). Les opérateurs sont, la plupart du temps, restés insensibles aux nouvelles d'Amérique. « On s'en f... ., affirmait l'un d'entre eux. On a enregistré, ainsi, une baisse de 0,9 % des ventes nu détail en mai, un

industrielle, une hausse de 0,2 % des prix à la production et une augmen-tation de 0,4 % des stocks. Pour le dollar, autant d'indications favorables que défavorables.

A la veille du week-end, pendant quelques beures, une rumeur courut sur le marché des changes, selon laquelle le président Reagan avait té victime d'une crise cardiaque ou, même, était mort. Du coup, le dollar plongea de 3,09 DM à 3,04 DM et de 9,42 F à 9,30 F, mais, après démenti officiel et démonstration visuelle de la bonne santé du président, il ne regagna qu'une partie du terrain perdu : 9,35 F et 3,06 DM.

Quelques opinions : le dollar est actuellement surévalué de 15 % à 45 % et il sera victime d'une - chute considérable - d'iei à trois mois, six mois ou même plus tard, a déclaré, devant une commission d'enquête de la Chambre des communes, M. Christopher Kit McMahon, sousgouverneur de la Banque d'Angle-terre. Quant à M. David Kern, économiste en chef de la plus grande banque britannique, la National Westminster, il prévoit un dollar à 2,90 DM à la fin 1985 et, sans doute, pas plus de 2,70 DM à la fin de 1981.

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 10 AU 14 JUIN

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$EU,	Franç français	Frenc :	D. exerk	Franç belge	Rorin	Lire italianna
Londres		<u> </u>			_	-	-	-
						-		
New-York	1,2770	-	10,6951	38,8349	32,6370	1.6215	28,9687	9,0512
	1,2700	-	10,6666	38,6398	32,5097	1,6129	28,8392	0,0509
Paris	11,9399	9,3500		363,10	305,15	15,1613	270,85	4,7924
	11,9062	9,3750		362,24	304,77	15,1209	278.36	4,7782
Zurich	3,2882	2,5750	27,5406		84,8494	4.1754	74,5944	1,3198
	3,2867	2,5880	27,6066	1	84,1352	4,1741	74,6359	1.3190
Franciort	3,9127	3,0640	32,7707	118,99	_	4,9683	88,7601	1,5764
	3,9065	3,0760	32,8162	118,85	-	4,9612	88,7894	1,5677
Bruxelles	78,7525	61.67	6,5957	23,9495	29.1272		17,8650	3,1689
	78,74	62	6,6133	23,9567	20,1566	1	17,8803	3,1600
Ameterdan	4,4682	3,4520	36,9208	134,05	112.66	5,5975	-	1,7693
	4,4037	3,4675	36,9877	133,96	112,72	5.5927	-	1.7673
	2491,42	1951	208,66	757,66	636.74	31.6361	565,18	
	2491.74	1962	209.28	758,11	637,84	31,6451	565.82	~
Tokyo	317,46	248,60	26,5886	96.5136	81.1357	4,03/1	72.0162	B. 8274
	316,61	249,30	26,5922	96,3292	81,6468	4,8289	71,8961	0,1270

Les matières premières

Baisse du zinc et du cacao

La baisse, dans le sillage du Une reprise s'est produite sur les mettre au directeur du stock régulales prix de nombreuses matières premières en net repli depuis un an, qu'il s'agisse des métaux non ferreux, du caoutchoue ou du cacao par exemple. Les accords internationaux de produits out bien du mal à remplir leur rôle stabilisateur. Les sautes d'humeur des monnaies, les caprices de la météo ou la concurrence des produits de substitution. ou entre producteurs, faussent souveni le jeu.

MÉTAUX. - Une légère amélioration s'est produite sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres malgré le nouvel et plus sensible accroissement des stocks britanniques de métal qui atteignent 110 175 tonnes (+ 5 100 tonnes). La grève est terminée dans certaines mines zambiennes, la perie de pro-duction a été évaluée à 4 000 tonnes.

Le mouvement de reprise s'est confirmé sur les cours du plomb ò Londres, qui ont refranchi la barre des 300 livres la tonne. La raréfac-tion des disponibilités en métal livrable sans délai est à l'origine de l'écart de près de 10 livres la sonne, inhabituel, subsistant entre le disponible et le trois mois.

Nouvelle baisse des cours du zinc Londres. Pour la seconde fois en l'espace d'un mois, plusieurs pro-ducteurs européens viennent de réduire de 50 dollars par sonne le prix de leur métal, ramené à 880 dollars. Une société amèricaine a également diminué de 2 cents par livre le prix de son métal. Le maximum a été atteint au commencement du printemps 1984 à 1090 dollars lo tonne. L'aluminium se maintient tau-

jours à de bas niveaux bien qu'une légère amélioration de la position statistique se soit produite. En effet, à fin avril, les stocks des pays membres de l'Institut international de l'aluminium ont fléchi de 30 000 tonnes par rapport à ceux du mois précédent pour s'établir à 2,467 millions de tonnes. Ils restent toutefois encore supérieurs de 20 % à ceux d'il v a un an

fois tant à Londres qu'à Singapour.

CAOUTCHOUC. - Sur le marché de Singapour, les cours du naturel ont progressé. Ils vlennent même de dépasser le niveou à partir duquel le directeur du stock régulateur est dans l'obligation d'intervenir (177 cents le kilo). Les achais plus importants du

directeur du stock régulateur, éva-lués à plus de 10 000 tonnes, expliquent ce revirement du marché, auquels s'ajouieraient selon cer-iaines rumeurs les achais effectués pour le compte du gouvernement malais.

L'Accord international, qui expirait en octobre prochain, a été pro-rogé de deux ans. En outre, l'INRO a demandé aux pars membres une contribution supplémentaire de 100 millions de dollars à faurnir avant la fin du mois de juin. Cet apport d'argent frais devrait pertien ofin de pouvoir porter ses réserves de noturel - de 285 001) tonnes à plus de

DENRÉES. – L'apparition d'un excédent mondial de fères plus important que prévu a pesé sur les cours du cacao. En effet, une firme britannique évalue le surplus mondial de production à 98 000 tonnes pour la saison 1984-1985, soit 28 000 tonnes de plus qu'en niars dernier. La récolte de Côte-d'Iroire (principale et intermédiaire) est estimée à 530 000 tonnes, soit le chiffre le plus elevé après la récolte record du Ghana de 1964-1965 qui

avait atteint 566 000 tonnes. Le café a bénéficié d'un regain d'intérét grace aux nourelles - gelées traditionnelles - au Brésil à cette époque de l'année. Selon les premières estimations, les dégâts aux plantations de l'Etat de Minas-Gerais seraient peu importants (entre 5 % et 10 %).

LES COURS DU 14 JUIN 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. - Londres (en sterling par toune] : cuivre (high grade), comptant, 1 120,50 (1 1211; à trois mois, 1 135,50 | 1 138) : étain comptant, 9 695 (9 565] : à trois mois, 9 540 (9 505); a trois mois. 9 340 (9 505); plomb 308 (296); zinc. 562 (585); aluminium, 807 (827); nickel. 4 370 (4 360); argent (en pence par once troyl. 489 (481). — New-York | en cents par livre); cuivre (premier terme). 60,35 160,651: argent (en dollars par oncel. 6.19 (6,20): platine (en dollars par oncel., 263.5 (266,20). — Penang: étain (en ringgit par kilo), 29,40 (29,25). TEXTILES. - New-York (en cents

par livre) : coton. juillet. 63,23 (63,07); octobre, 61,60 [61,65]. -Loudres (en nonveaux penee par kilo). laine (peignée à sect. 2001, 537 (5391. – Roubaix (en francs par kilo), laine, juillet, 55.30 (55.40). CAOUTCHOUC. - Singapour (en cents per kilo): R.S.S. (comptant), 181.50-182,50 (169.75-170.251.

DENREES. - New-York (en cents par lb: sauf pour le cacao, en dollars par tonne): cacao, juillet. 2 035 (2 074); septembre, 2 005 (2 043): sucre, juiller. 3 (2.85); seprembre, 3,07 (2.961; café, juiller, 147.89 (144.15); seprembre, 149.73 (144.82). – Londres (en livres par tonne); sucre, août, 93 (90.40); ocrobre, 94,80 (93,20); caré, juillet, 2 105 (2 026); seprembre, 2 159 (2 073) ; c2e30, juillet, 1 783 (1 778) ; septembre, 1 744 (1 765). Paris (en francs par quintal) : ca-cao, sepembre, 2043 12 054) ; dé-cembre, 2004 (20261 ; café, septem-bre, 2543 (25001 ; novembre, 2590 (2.549); sucre (en francs par tonnel, août. 1.243 (1.2721; octobre, 1.254)1.2801. Tourteaux de soja : Chiesgo (en dollars par tonnel, juillet, 124,70 (120,301; août, 127,80 (123,22). Londres (en livres par tonne), juin, 117,50 (112,50); 2004, 115 (112).

CÉRÉALES. - Chicago (en cents par boisseau): blé, juillet, 327 (320,251; septembre, 329,25 (322,25); maïs, juillet, 279 (277,751; septembre, 263

INDICES. - Moody's. 909.60 (905.60); Reuter. 1 794.10 (1820.40).

ans et remboursement in fine: il a rencontré un grand succès en raison de ses modalités (taux fixe satisfai-sant, faible moutant et longne Une « colle » épaisse, en revau-che, pour deux petites émissions : Groupement des industries du transport et du tourisme (GITI) et FINEMEP, 220 millions et 260 mil-lions de francs respectivement, à taux fixe de 12,30 % et 11,80 %: le

the state of the s

marché n'a pas aimé du tout les conditions, surtout l'amortissement en douze et dix annuités. La semaine prochaine, les caisses d'épargne de l'Ecureuil lanceront un

Round d'observation à Paris

emprunt de 1,5 milliard de francs, dont 1,2 milliard de francs à taux fixe de 11,80 % destiné nu résean avec un placement assuré. Signa-lons, enfin, une émission en France de la Banque mondiale, pour laquelle la commission de placement ne scrait que de 1,05 %.

Dans la rubrique « détente », relevons une baisse de 0,75 % du taux des prêts aux conditions de marché (non bomifié), ramené de 13,75 % à 13 % par le Crédit national, et aussi le Crédit d'équipement aux PME, qui pourrait s'arrêter à 13,25 % du fait d'une exploitation plus coûteuse, mais qui s'est finale-ment alignée.

Les taux des livrets d'épargne

Sur le front des taux, l'annonce d'un rythme d'inflation de 0.5 % en mai, conforme aux prévisions (cer-tains avaient avancé le chiffre de 0.7 %), laisse le champ libre aux spéculations sur la reprise de la désescalade. Du côté de la Banque de France et du marché monétaire, resté « calé » à plus de 10 %, on a les yeux fixés sur la RFA, où la Bundes-bank ne paraît guère désireuse de diminuer rapidement ses taux. Outre-Rhin, banques et experts la pressent vivement de le faire, prêchant, en outre, pour une progression plus rapide de la masse monétaire qui rendrait possible la modestie de l'inflation. Mais, pour

centrale se montrent d'une prudence extrême. En France, lesdites spéculations

l'instant, les dirigeants de la banque

vont bon train en ce qui concerne l'un des verrous à toute baisse ultérieure du taux de base bancaire, à savoir le taux d'intérêt des livrets de Caisse d'épargne, fixé depuis août 1984 à 6,50 %, et qui commande celui des comptes sur livret des ban-On sait (le Monde du 14 juin) que la collecte a lourdement chuié

dans les caisses d'épargne pendant les cinq premiers mois de l'année : 15 milliards de francs de retraits nets sur les livreis A et B de l'Ecureuil et de la Poste. Baisse du pouvoir d'achat des ménages, et surtout transfert d'épargne liquide vers l'épargne longue, notamment les SICAV court terme, en sont la

Cette situation ne manque pas d'inquiêter la Caisse des dépots, qu'alimentent, pour une part, les caisses d'épargne et qui, par la voix de son directeur général. M. Robert Lion, agite la possibilité d'une dimi-nution des crédits qu'elle accorde au logement social et aux collectivités locales, ou, à défaut, d'un renchéris-sement de ces crédits si un recours plus étendu, et plus coûteux, au marché financier doit être effectué.

En clair, il est demandé au minis-tre de relever le plafond des livrets A et de surscoir à la baisse de leur taux. La décision est entre les mains de M. Bérégovoy. Si l'inflation reste = sage », ce sera, vraisem-blablement, pour juillet on pour août, en ce qui concerne le taux,

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

- 3. EUROPE
- 4. DIPLOMATIE 5. PROCHE-ORIENT

FRANCE

8. M. Fabius à Marseille. 9. La fête antireciste. 11. JUSTICE.

CFM

à Paris (89 MHz) à Bordeaux (101,2 MHz) Aliô « le Monde »

LUNDI 17 JUIN de 19 heures à 19 h 30 à Paris 720-52-97 et 232-14-14 à Bordeaux (56) 45-88-55 sera consacré à L'affaire

Manouchian evec CLAUDE CABANES de l'Humanité et membre du comité central du PCF et PATRICK JARREAU Débat conduit par FRANÇOIS KOCH

CULTURE

13. La fête du cinéma.

ÉCONOMIE

- 16. Légère progression du chômage en 17. La première femme agent de change.
- 18, Revue des valeurs. 19. Credits, changes et grands marchés

RADIO-TÉLÉVISION (15) Carnet (11); Muts croisés (10); Programmes des specta-cles (14); «Journal officiel»

MORT DE LA COMTESSE CATHERINE KAROLYI

Créatrice d'une foudation pour les artistes à Vence (Alpes-Maritimes), la comtesse Catherine Karolyi, née Andrassy, est décédée mardi 12 juin à l'hôpital Foutonne, à Antibes, à l'âge de quatre-vingt-treize ans. Elle était la veuve du premier prési-dent de la République hongroise en 1919 (1).

Avec ses bungalows et ses ateliers installés sur quelque trois hectares dans le quartier huppé de l'Ara, la Fondation Karolyī reçoit, depuis sa création en 1959, des artistes de toutes nationalités. Pendant trois ou six mois, les résidents sélectionnés par leurs pays respectifs et dotés d'une bourse d'Etat se consacrent à une œuvre de leur choix qu'ils exposent en fin de séjour. La disparition de la comtesse Karolyt ne devrait pas remettre en cause l'existence de la fondation, gérée par une associa-tion bénévole franco-britannique, dont Bertrand Russel fut le premier

Il y a trois ans, pour rendre hommage à son activité sociale et culturelle, la République populaire hon-groise avait décerné à Catherine Karolyi – baptisée dans les milieux royalistes exilés la - comtesse rouge - depuis que, avec son mari, elle a fait don à l'Etat hongrois de tous ses biens - la plus haute distinctian du pays : l'ordre du

En arrivant à Vence, écrit-elle piration. Je sentais que chaenn, autant qu'il était en son pouvoir et si modestement que ce fut, devait essayer de collaborer à la détente internationale en essayant de promouvoir une coopération pacifique entre les pays de régimes politiques différents. Un des moyens serait de développer l'interpénétration culturelle entre les pays. >

(i) Le comte Michel Karolyi est mort en 1955 à Vence, où il vivait en exil volontaire depuis 1950. Il avait été ambassadeur de Hongrie à Paris de

Le numéro du « Monde » daté 15 juin 1985 a été tiré à 446 149 exemplaires

LE DÉTOURNEMENT D'UN BOEING DE LA TWA A BEYROUTH

« Nous avons tué et jeté dehors un marine !»

détourné vendredi entre Athènes et Rome s'est posé samedi matin 15 juin pour la seconde fois à Alger. Quelques minutes après l'atterrissage de l'appareil, auto-risé par les autorités « pour un contact a été établi entre les responsables algériens et les pirates de l'air par le bials de la tour de contrôle de l'aéroport Houari-

Beyrouth. - « Nous avions un marine de la Force multinationale qui avait bombardé Beyrouth : nous l'avons tué et jeté dehors. » Il est 20 h 30, ce samedi 15 juin, sur l'aéroport international de Beyrouth et le vol 847 de la TWA détourné entre Athènes et Rome vendredi, vient d'atterrir, pour la seconde fols, sur l'AlB. Un des pirates qui s'entretient avec la tour de contrôle menace : «Un autre corps se trouvera sur la piste dans dix minutes si un responsable du Mouvement chite Amai ne vient pas pour négo-

Le troisième détoumement d'avion en quatre jours à Beyrouth a pris catte fois un tour dramatique. Après leur première escale dans la capital liberais les pirates de l'air avaient libéré dix-sept personnes et s'étaient envolés pour Alger, où vingt passagers furent à leur tour relâchés. Tard dans la soirée, le Boeing se dirigezit une nouvella fois sur Bevrouth où il atterrissait à 2 h 20 ce samedi. Une bonne demi heure avant son arrivée, alors que des obstacles avaient été placés sur la piste pour l'empêcher de s'y poser, une cinquantaine de miliciens chiites armés jusqu'eux dents et surexcités ont investi l'aerogare. Au milieu d'eux, le chef du commando qui avait détourné, puis fait exploser, mercredi, le Boeing 727 de la compagnie jordanienne Alia. Les miticiens n'ont qu'un mot à la bouche : « Israel », dont ils craignent l'attaque surprise, le bruit avant couru avant d'être démenti

publie aux Etats-Unis, entretenue par les images de la télévision et les

déclarations des passagers libérés à Beyrouth et à Alger, dès la confir-

mation de l'exécution à bord de

l'appareil détourné d'un militaire

américain, contraste avec la discré-

tion ubservée du côté officiel. La

Maison Blanche a seulement indi-qué que le président Reagan était

activement engagé - sux côtés

d'autres gouvernements pour obtenir

la libération des otages. Le départe-

ment d'Etat a également évoqué la coordination des efforts, mais s'est

refusé à préciser quelle furme

d'action pourrait être envisagée. Le gouvernement américain est-il prêt à

régocier avec les pirates de l'air

«Naus sommes toujours prêts à discuter de la sécurité de citoyens

américains », a déclaré un porte-

parole, ajoutant cependant : « Notre

politique n'est pas de céder aux exi-

Cette attitude ajoute du crédit

sux informations non confirmées,

scion lesquelles sept cents hommes

de la force Delta, entraînés à Fort-

Bragg à la lutte anti terroriste, sont

déjà en route pour être mis à la dis-

position des gouvernements inté-ressés en vue de participer à une

eventuelle opération de sauvetage.

Cette force Delta évaque daus

l'esprit du public les mauvais souve-

gences des terroristes. -

Le Boeing de la TWA De notre envoyée spéciale

que e dix-huit lerasiliens » se trouvalent à bord de l'appareil. Une fumée montant de la pisge Douzai, qui borde les pistes de l'aéroport, porte l'agitation à son comble, et le spectra d'un e débarquement naval israélien » augmente la nervosité des combattants. Après quelques conciliabules, les pistes sont pourtant dégagées, et la Boeing put atterrir quatre heures après son départ d'Alger.

Entre la tour de contrôle, le commandant du Bosing et les deux pirates, un étrange dialogue s'inetaure alors. Répliques techniques et précises du commandant de bord américain, visiblement épuisé, et brutales dans la bouche du pirate, qui ne veut avoir affaire qu'svec un haut responsable

Aux sollicitations d'un commendant libanais, il répond : e Tu es avec l'Etat tibanais. Tu ne peux rien faire pour moi. » Autour de l'avion repérable dans la nuit par ses feux clignotants rouges, una agitation discrète des miliciens qui surveillent en outre tous les ords de l'AIB.

Deux responsables du mouvement chitte vont s'entretenir à l'intérieur de l'appareil avec les pirates. De cet échange on ne saura rien, et les photographes et les cameramen de télévision qui ont tenté de filmer le retour des deux négociateurs se verront brutalement arrachés films et cas-

« Nous n'hésiterons pas à les exécuter »

La seule concession des pirates est de permettre aux ambulances de rechercher, à la lumière de leurs phares, le corps de l'améri-cain tué d'une balle dans le tête, et abandonné sur la piste à quelqua 500 mètres du lieu de sta-tionnement final de l'appareil, Sa dépouille est transportée à l'hôpisous contrôle d'Arnal. A 4 heures

libération des otages américains en Iran en 1980.

On redoute, du côté officiel, si les

otages a'étaient pas libérés rapide-ment et a fortiori si les pirates pro-cédaient à d'autres exécutions, que

la pression de l'opinion publique

n'oblige le gouvernement à prendre

des mesures de représailles. Or

celles-ci. d'une efficacité douteuse.

seraient de nature à unire à la politi-

que des Etats-Unis su Proche-

Orient. Déjà, plusieurs parlemen

taires démocrates utilisent l'affaire

pour critiquer fortement le gouver-

Au Sud du Liban

LIBÉRATION

DES 21 « CASQUES BLEUS »

FINLANDAIS

(AFP). – Les vingt et un « casques bleus » finlandais détenus depuis huit jours par l'armée du Liban du

Sud (ALS) ont été libérés samedi

15 juin en fin de matinée, à Mar-

Les prisonniers ont été accueillis

par le général français Jean Pons, commandant en second de la Force

intérimaire des Nations unies an

jayoun (Sud du Liban)

Liban (FINUL),

Marjsyoun (Sud du Libau)

HENRI PIERRE

Une force d'intervention américaine

serait prête à une opération de sauvetage

Correspondance

Washiagtoa. - L'emotion du nirs de l'échec de la tentative de

du matin alors que les négociapirate demande un ravitaillement en vivres, eau et carburant en précisant « dépêchez-vous, je n'ai pas terminé mon travail. » Très nerveux. il réclame à plusieurs d'accélérer le ravitaillement. C'est alors que tout est prêt pour le décollege qu'il demande aux journalistes présents d'enregistrer une déclaration dans laquelle il nie toute relation avec des organisations revendiquent l'opération. Le Djihad islamique au nom duquel un correspondent anonyme avait revendiqué l'opération vendredi dans l'après-midi avait d'ailleurs lui-même démenti dans la soirée toute implication dans cette affaire. Le pirate poursuit alors « nous réaffirmans que nous sommes prêts à faire exploser l'avion s'il y a la moindre tentative de s'approcher de l'appareil. Nous ne sommes pes prêts à libérer les otages et nous n'hésite rons pas à les exécuter si nos demandes ne sont pas satisfaites. Permi celles-ci, la libération de tous les détenus arabes, dans les prisons arabes, dans les prisons

raéliennes, le retrait immédiat des troupes israéliennes du Liban, le retrait de l'armée du Liban du Nous sommes prêts à exécuter, affirment encore les pirates, l'un après l'autre les huit otages grecs, si Ali Atwa, - membre du groupe terroriste arrêté vendredi à Athènes, - n'est pas immédiatement libéré, L'homme qui

s'exprime avec un accent du Liban du Sud, demande aussi la libération de trois personnes arrêtées par l'armée israélienne au Liben du Sud et d'une personne arrêtée per les autorités chypriotes. Après cette déclaration. le pirate indique que l'avion va redécoller en direction d'Alger et le commandant da bord se contente pour sa part da préciser à la tour de contrôla : « Nous prenons la même route que vendrecii matin et nous reviendrons. » Le

Boeing quitte Beyrouth à 5 h 40.

LES CONTROLES DOUANIERS SERONT SUPPRIMÉS ENTRE LA FRANCE, LA RFA ET LE BENELUX

Les représentants des gouvernements français, allemand, belge, luxembourgeois et néerlandais ont signé l'accord relatif à la suppres-sion des contrôles aux frontières communes des cinq pays. Il entrera en vigueur le 15 juin. Les ressortissants des Etats-membres de la CEE pourront donc circuler librement entre les frontières communes des pays signataires, avec un disque vert sur leur pare-brise et sous couvert de

respecter la réglementation des

changes et de transport de marchan-

Dans le domaine du transport rou-tier et de marchandises, l'accord prévoit également la suppression, à partir du 1= juillet 1985, du contrôle des temps de conduite et de repos, des poids, des dimensions et de l'état rique des véhicules

L'Afrique du Sud présente son raid contre Gaborone comme une opération préventive

Washington rappelle son ambassadeur à Pretoria

Le raid itueé par des commundes sud-africains coutre des installations du Congrès mailount africain (ANC) dans la continue des installations du Congrès mailount africain (ANC) dans la constalation de Botswam suscète de formes condumentions dans la communanté internationale.

Le gouvernement américain a rappelé, pour consultation, à Washington, son ambassadeur à Pretoria, M. Hexman Nickel. M. Kalla, porteparole de département d'Elast, a qualifié cette opération de « particulièrement déplorable», considérant qu' «elle complique les efforts de paix un Afrique australe» et « soulère de très sérieunes interrogations sur la sincérité du gouvernement und-africain qui prétend vouloir régler les problèmes dans la région de façon constructive».

A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a déciaré, vendredi (nos desmières éditions du 15 juin) : « La France condumne l'incursion armée menée par les troupes suc-africaines dans un pays souvernin et indépendant, le Botswam, au mégais fingrant du droit international.»

De notre correspondant

Johannesburg — « Le gouverne-ment a'avait pas d'autre solution pour protéger l'Afrique du Sud et sa population contre l'actroisse-ment des attaques terroristes venant du Botswana », a expliqué M. Pik Botha, ministre des affaires étrangères, après le raid lancé, vendredi matin 14 juin, contre des réfugiés sud-africain vivant à Gaborone. Une opération dont le bilan provisoire se solde par quinze morts selon Pretoria, et douze selon Gaborone, dont un enfant de six ans. un enfant de six ans.

Selon le général Viljoen, comma dant en chef des forces armées su africaines, les personnes suspectées d'appartenir à l'ANC (Congrès national africain) avaient été repérées depuis longtemps. « Ils étaient prêts à les frapper, a-t-il dit, mais pour des raisons de stabilité et parce que nous espérions sincèrement que le gouvernement du Bots-wana serait capable de s'occuper de cette présence indéstrable et que nous n'aurions pas à faire ce travail

Le raid s été lancé vers 1 h 30 du matin. L'objectif fixé était composé de neuf maisons et d'un bureau, celui de Solidarity News Service, qui, d'après le brigadier sud-africain Stadler, servait de centre de renseignements un de propagande à

Cet officier, chargé de la police de sécurité, estime que, depuis soût dernier, la présence de cette organisation s'est considérablement renforcée dans la capitale du Bosswana. Il a cité, pour preuve, les attentats et les accrochages qui se sont produits pendant ces dix derniers mois dans le nord de la province du Transvaal au cours desquels dix personnes au moins auraient trouvé la mort. Il a indiqué que vingt-trois « terro-ristes » avaient pénétré en territoire sud-africain et qu'une vague d'atten-tats était programmée à la fin de juin contre des dirigeants nous modérés.

C'est donc pour Pretoria une opération préventive qui a été lancée contre ce que le général Viljoral a qualifié de « centre nerveux de la machinerie ANC à Gaborone ». Cette petite ville de cent mille habitant de la machine de tants environ n'est distante que d'une vingtaine de kilomètres de la frontière. Le commando est arrivé sur place à bord d'une quinzaine de minibus, et chaque groupe s'est dirigé vers l'objectif désigné.

Armes lourdes

et fusil-mitrailleur L'attaque a été lancée d'abord an moyen d'armes lourdes, puis an fusil-mitrailleur. Plusieurs membres ésumés de l'ANC out été tués dans leur lit sans avoir pu se défen-dre. D'autres out été extirpés de leurs maisons et abattus sur place, tandis que, avec l'aide des mégaphones, des membres de l'équipe d'intervention demandaient à la population de se tenir éloignée. population a daré au plus une trentaine de minutes. Plusieurs mis-sons ont été totalement détraites, vraisemblablement à l'aide de gre-

nades. La plupart out été sérieus-ment endommagées par les tirs d'armes lourdes. Des véhicules ont traines fourtes. Des venteues on été incendiés. Selon le général Vil-joen, sur les quinze personnes inées, treize appartenaient à l'ANC. Les deux autres sont un enfant de six aus et un citoyen hollandais réfugié de Un membre du commando a été

légèrement blessé et deux arnes seulement auraient été récompréss. Il ne semble pas que des personnes aient été kidnappées. Les Sud-Africains étaient munis des photos des « terroristes à supprimer ».

Le président du Botswane, M. Quett Masire, s'est renda sur piace, vendredi sori, à sun retour d'un voyage dans le nord du pays. Dans un communiqué, les autorités de cet État, grand comme la France mais peuplé seulement d'un million d'habitants, ont dénoncé « cet acte de violence et de brutatité », le plus sérieux d'une série qui s'est produite depuis mars, malgré les assucances répétées du gouvernement houses nais, qui a toujours affirmé ou'il ne permettrait pas que son territoire soit utilisé pour lancer des attaques courre les pays voisins.

Piusieurs attentats out en effet été. divisés au cours des derniers pares contre des réfugiés sud efficains installés à Gaborone. Une wastaine le d'entre eux ont quitté la capitale, fin , avril, à la demande du gouvernement, - pour leur propre sécurité » Mais le Botswana est depuis un au dans le collimateur de Préétoria. M. « Pik » Botha a déclacé veisibredi qu'après la signature du pacte de Nkomati avec le Mozambique, est mars 1984, le Botswana était deve e la route d'infiltration de l'ANC vers l'Afrique du Sud. Nous avoits fourni au gouvernement les noms de chaque terroriste et, depuis août. dernier, L'ANC a dirigé et exécuté trente-six actes de terrorisme à partir du Botswana ». Il a rappelé que, malgré les cinq rémions au niveau ministériel, aucun accord n'avait pu être obtenu sur la question du refugiaccordé à l'ANC.

Après le Lesotho et le Mozambique, c'est maintenant an tour du Botswana d'être la cible des incursions militaires de Pretoria. Le 9 décembre 1982, un raid sud-africain sur Maseru, capitale du Learthe avait pressons le mort de Lesotho, avait provoqué la mort de quarante deux personnes dont trente membres de l'ANC. Le 23 mai 1983, un autre commande faisait cinquante-huit victimes à Maputo dont dix-sept soldats mozambicains Depuis, ces deux pays ont été contraints d'expulser les militants de LANC :

Le Botswans, avec une armée de trois mille à quatre mille hommes, est totalement impuissant face aux naces de Pretoria

MICHEL BOLE-RICHARD.

Le Monde Infos Spectacles * sur Minitel 615.91.77 + ISLM

MEDECINE

"GRAND JURY" RTL- Le Monde dimanche 18 h 15 en direct sur animé par Henri MARQUE André PASSERON et Thierry BREHIER (Le Monde) Paul-Jacques TRUFFAUT et Gilles LECLERC (RTL)

Page 20 - Le Monde ● Dimanche 16-Lundi 17 juin 1985 •••

هكذا من الأصل

The state of the s

Comme a terrain conquis

Party of Late day Brown SALES OF THE SALES THE SELECT AND AND THE THE REAL PROPERTY AND ASS. The state of the s MI IN LIGHT TO LANG STREET & NY 102 LANGE OF

per per en discont long was be mitrestal a "acrepact de la THE WALLES OF THE PARTY AND Party State Lines. firm qu'ane tentalme the state and the statement ger f'angetenet, griffelleine wi are de delegantement w int a les maril away & be

and the Park of Care well the well je gereinde gambien de. THE ROLL MATERIAL & PARKS trad and a an iportach mere lere du de leur me manuel remitte dernarte um Hamble mm7 2 1:12. the die meser charte of the

at It have been a street as arbeire of parties - a week. are depuis distanches appear with the property of the same the per reference and finder broadler. Ma det einente waren ber (18 military de antique ? philaders of the state street, and the Tyr a Bertouch, de realite & bed, gold a describe point matre a une constatible sales. with and the contraction will be pricess, weight sections in

store d'un cite? de bour all pomit

wente le quatrale de de Living pur legge spaces and Market Annual Paragraphic andiciens engine n'out que Multapae a icingteniges besich factor, the last for true in armin. The pouties intended the Malleurs, is est tras an ma ten n'est accourers the Little lauretterr, months & in Some obeingtion trates, des ange Macace par des . allers . . . topels 3 cut are from which descent tout one their their place continues with the em & Pair, sams double en se

Mile de « marette des trame-

no des preservement fine

correction of the same mic chite a prin a to favour g'a goerre un preife proticique accenter has discussed in the or painters chice california de ides, Cabord, et a l'enter hour bes dens greiten enten. place in the case des a constant ticheisement ihanam La parille des camps - a mon-THE GOOTSTREET ! A PROPERTY OF Portovable haine go Me Dien a l'enard des Pal of the x course county in mittele les chates d'une pu Amires et les deutes de to autien comme de plas en plas Plan aging of an post-nit an Cimeles to chine a licyromata-Change literie muntante imi sombre d'intellectuels of Contains in Change galfumer que, but effe itur, corriginamatent in train de se transformat TEEST.

the cutt radicalless. Spirate trace Beegt finishement bee gel of catols' comes Berry Secument, send Sediction de Dantes & training plan indicate deal the de mettre un terme. on its settle faite to rectange in venue &

Pris dans un fei eng

getti (git if gen ablemen See plot or row can be

en ferrier 1984 femm

Single real of the second